



مَنْظَرُ التَّعَاوُنِ الْإِسْلَامِيِّ

ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION
ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE

DIX-SEPTIEME
RAPPORT DE L'OCI
SUR

L'ISLAMOPHOBIE

Janvier – Décembre 2024

PRESENTE

A LA 51ÈME SESSION DU CONSEIL DES
MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ISTANBUL

RÉPUBLIQUE DE TÜRKİYE

21 - 22 JUIN 2025





ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION
ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE

DIX-SEPTIEME RAPPORT DE L'OCI SUR **L'ISLAMOPHOBIE**

Janvier – décembre 2024

**SOU MIS À LA
51ème Session du Conseil des
Ministres des Affaires
étrangères**

**Istanbul
République de Türkiye
21-22 juin 2025**



À PROPOS

L'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI est une unité spécialisée relevant du Département des Affaires politiques du Secrétariat général de l'OCI. Créé en 2007 lors de la 34ème session du Conseil des Ministres des affaires étrangères à Islamabad, l'Observatoire suit et traite activement les questions liées à l'islamophobie depuis plus de 18 ans.

La création de l'Observatoire a été motivée par trois événements critiques : la montée du sentiment anti-islamique dans les pays occidentaux à la suite des événements du 11 septembre ; l'escalade du phénomène de l'islamophobie qui se manifeste par une déformation délibérée des principes islamiques ; et l'émergence d'une législation discriminatoire dans divers pays non islamiques ciblant spécifiquement les minorités musulmanes. Ces préoccupations pressantes ont conduit le monde musulman à prendre des mesures qui ont abouti à la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet à Makkah al Mukarramah (2005), qui a souligné la nécessité urgente de lutter contre l'islamophobie. La création de l'Observatoire constitue une mise en œuvre immédiate des recommandations formulées par les dirigeants du monde musulman lors de ce sommet extraordinaire.

L'Observatoire s'acquitte de son mandat principal en remplissant trois fonctions essentielles : assurer le suivi de toutes les manifestations de l'Islamophobie, en présenter un rapport détaillé aux États membres et relever les défis y afférents à travers des efforts de collaboration avec les gouvernements et les ONG. En remplissant ces responsabilités, l'Observatoire suit quotidiennement, les incidents d'Islamophobie, analyse les tendances émergentes et cartographie le paysage évolutif du sentiment anti-islamique. Sur la base de ces observations, il prépare des rapports détaillés, formule des recommandations politiques et initie des mesures ciblées destinées à faire face, efficacement, aux différentes manifestations de l'Islamophobie.



TABLE DES MATIERES

Avant-propos du Secrétaire général de l'OCI

TENDANCE SUR L'ISLAMOPHOBIE

POINTS CHAUDS DE L'ISLAMOPHOBIE

RECOMMANDATIONS

MANIFESTATIONS DE L'ISLAMOPHOBIE

Discrimination

Politique islamophobe

Extrême droite

Attaques physiques et verbales

Discours de haine et haine en ligne

Diffamation du voile, du hidjab et de la Burqa

ENQUÊTE ET RAPPORT

DEVELOPPEMENTS POSITIFS

Contrepoids à l'extrême-droite

Politiques publiques

Décisions de justice et procès

Enquêtes et arrestations

Opinion positive sur l'Islam

Développements positifs sur l'inter confessionnalité

Développements positifs sur le hidjab

LISTE DES INCIDENTS :

- I. Incidents ciblant les mosquées et Centres islamique*
- II. Incidents ciblant des musulmans individuels*
- III. Incidentent ciblant des exemplaires du Saint Coran*
- IV. Incident visant la figure la plus connue de l'islam*
- V. Incidents liés au hidjab*



AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCI



Alors que nous nous réunissons pour la 51ème session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères (CMAE) à Istanbul, j'ai le privilège de présenter le 17ème rapport annuel sur l'islamophobie. Ce document essentiel représente l'aboutissement d'une recherche et d'un suivi approfondis menés par l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI, qui relève du Département des Affaires politiques au sein du Secrétariat général. À une époque où l'intolérance religieuse continue d'évoluer et de prendre de nouvelles formes, le travail de cet Observatoire, qui consiste à suivre les incidents liés aux préjugés, à la discrimination et à la haine antimusulmans, est devenu de plus en plus crucial. L'OCI maintient son engagement inébranlable à utiliser ces résultats comme un instrument puissant pour prôner le changement et soutenir les communautés musulmanes confrontées à des défis dans le monde entier.

La préparation de cette analyse exhaustive répond à l'une des principales responsabilités de notre Organisation, à savoir le suivi vigilant et le signalement des incidents islamophobes à nos États membres. Le rapport de cette année documente et analyse soigneusement les nombreux défis auxquels sont confrontées les communautés musulmanes depuis notre dernière réunion, en fournissant un examen détaillé de la manière dont le sentiment antimusulman se manifeste dans divers contextes sociétaux. Nous

envisageons que ce document puisse servir à la fois de sonnette d'alarme et de guide pour les décideurs politiques, les défenseurs et les dirigeants qui s'engagent à favoriser l'harmonie interconfessionnelle.

Les récents développements mondiaux ont transformé l'islamophobie en un défi encore plus complexe menaçant l'harmonie sociale et la dignité humaine. L'interconnexion des tensions géopolitiques, des incertitudes économiques et de la diffusion rapide de fausses informations par le biais de plateformes numériques a créé un terrain fertile pour la floraison des préjugés antimusulmans. Nous avons été témoins de la tendance alarmante des acteurs politiques à exploiter de plus en plus la rhétorique islamophobe à des fins électorales, tandis que les groupes extrémistes continuent de propager la haine par le biais de campagnes en ligne sophistiquées.

Le coût humain de ces évolutions est considérable. Nos communautés ont subi une vague croissante d'attaques de mosquées, de politiques discriminatoires, de harcèlement sur le lieu de travail et d'obstacles à l'éducation. La montée de l'islamophobie sexiste, qui vise les femmes musulmanes confrontées à de multiples discriminations, est particulièrement préoccupante. La normalisation croissante de la rhétorique antimusulmane dans le discours public a encouragé les actes de haine, créant un environnement où même les enfants dans les écoles sont confrontés à des brimades et à l'aliénation en raison de leur foi.

Pour relever ces défis en constante évolution, nous avons besoin d'une stratégie renouvelée et multiforme qui s'adapte aux réalités contemporaines. Cette stratégie doit comprendre le renforcement de la législation sur les crimes de haine, l'amélioration des programmes d'alphabétisation numérique pour lutter contre les discours de haine en ligne, et des initiatives éducatives novatrices qui favorisent la compréhension entre les communautés religieuses. La communauté internationale doit reconnaître que la lutte contre l'islamophobie est indissociable de la lutte globale pour le respect des droits et de la dignité de l'homme.

L'OCI continue d'étendre son réseau de partenariats et d'initiatives dans cette lutte cruciale. Nous avons intensifié notre engagement auprès des firmes technologiques pour lutter contre les discours de haine en ligne, collaboré avec les établissements d'enseignement pour élaborer des programmes contre les préjugés et travaillé aux côtés des gouvernements pour renforcer

la législation de protection. Ces efforts reflètent notre compréhension du fait que la lutte contre l'islamophobie nécessite une approche de l'ensemble de la société.

Les résultats que nous avons obtenus cette année brossent un tableau complexe de défis persistants et de menaces émergentes. Au-delà des formes traditionnelles de discrimination, nous avons observé des tentatives sophistiquées d'institutionnaliser les préjugés antimusulmans par le biais de la législation et des politiques sociales. L'instrumentalisation de la laïcité pour cibler les pratiques religieuses musulmanes est devenue de plus en plus courante, tandis que l'intersection de l'islamophobie avec d'autres formes de discrimination a créé de nouvelles vulnérabilités pour nos communautés.

Les cas documentés contre l'islam et les symboles islamiques ont évolué vers des campagnes coordonnées conçues pour provoquer et diviser les communautés. Ces incidents, souvent diffusés en direct et amplifiés par les médias sociaux, montrent comment les formes traditionnelles de haine religieuse se sont adaptées à l'ère numérique, exigeant des réponses tout aussi sophistiquées de la part de nos États membres et de nos partenaires internationaux.

Plus qu'une documentation sur les défis à relever, ce rapport constitue un plan d'action. En analysant les interventions réussies et en identifiant les menaces émergentes, nous offrons aux décideurs politiques et aux responsables communautaires des statistiques et des informations qui peuvent conduire à des outils pratiques adéquats pour contrer l'islamophobie. Il propose également une recommandation soulignant l'importance de construire des communautés résilientes tout en promouvant le dialogue interconfessionnel et les échanges culturels.

C'est avec un sentiment d'urgence et d'espoir que je présente ce 17^{ème} rapport annuel sur l'islamophobie. Alors que les défis auxquels nous sommes confrontés sont considérables, notre détermination collective à lutter contre l'islamophobie n'a jamais été aussi forte. J'invite tous les États membres à étudier attentivement ces conclusions et à mettre en œuvre des mesures énergiques pour protéger la liberté de religion et promouvoir des sociétés inclusives. La voie à suivre exige un engagement soutenu, des solutions innovantes et un dévouement inébranlable à nos valeurs communes de justice et de dignité humaine.





TENDANCE DE L'ISLAMOPHOBIE

(Janvier – décembre 2024)





TENDANCE DE L'ISLAMOPHOBIE

(Janvier – décembre 2024)

L'**islamophobie** continue de se manifester comme un phénomène à multiples facettes caractérisé par des sentiments négatifs, des préjugés et des pratiques discriminatoires dirigés non seulement contre les musulmans en tant qu'individus, mais aussi contre les symboles, les pratiques et les institutions islamiques. Au cours de la période de douze mois allant de janvier à décembre 2024, l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI a méticuleusement suivi et documenté les diverses manifestations de l'islamophobie dans le monde, en répertoriant les incidents allant des micro-agressions à la discrimination institutionnalisée en passant par les attaques violentes.

Le suivi de l'Observatoire a révélé que l'islamophobie persiste dans divers contextes géographiques, politiques et sociaux. Bien qu'ils soient plus prononcés dans les sociétés où les musulmans constituent une minorité, les sentiments islamophobes ont également été observés dans les pays à majorité musulmane. Parmi les facteurs qui y contribuent figurent les dynamiques politiques nationales, les débats sur l'immigration, les inquiétudes économiques, les préoccupations sécuritaires et les événements internationaux qui déclenchent des répercussions réactionnaires.

Tout au long de cette période, l'Observatoire a utilisé des méthodologies de suivi complètes, analysant les reportages d'actualité, le discours des médias sociaux, les développements législatifs, les changements de politique et les déclarations publiques qui exhibent ou combattent les tendances islamophobes. Son suivi s'est étendu au-delà des incidents individuels pour identifier des modèles plus larges et des manifestations structurelles du sentiment anti-islam.

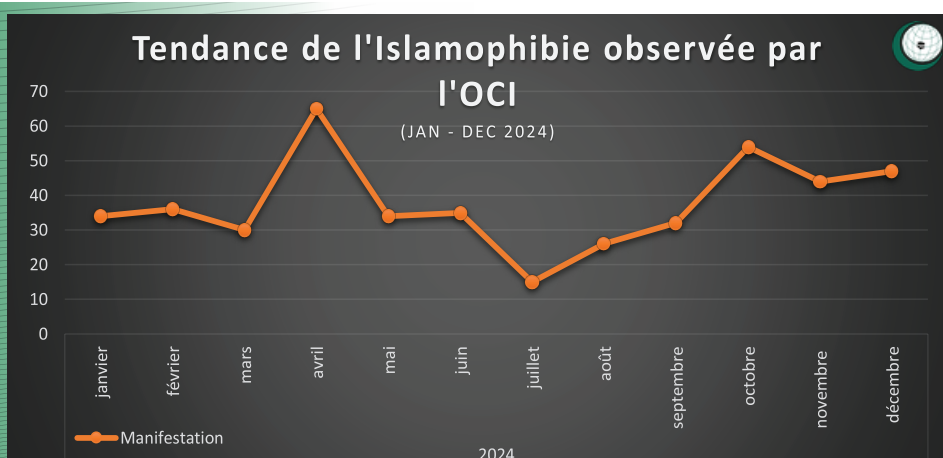
Ce rapport vise à fournir aux États membres des informations exploitables sur les tendances actuelles en matière d'islamophobie, afin de faciliter l'élaboration d'interventions et de politiques ciblées. En identifiant des modèles communs, des défis émergents et des variations régionales, le rapport peut constituer une ressource essentielle pour les décideurs politiques, les diplomates, les responsables communautaires et les organisations de la

société civile qui s'engagent à lutter contre l'islamophobie et à promouvoir la tolérance religieuse, la compréhension et le respect des communautés musulmanes dans le monde entier.

Voici un résumé des tendances en matière d'islamophobie pour la période de 12 mois allant de janvier à décembre 2024 :

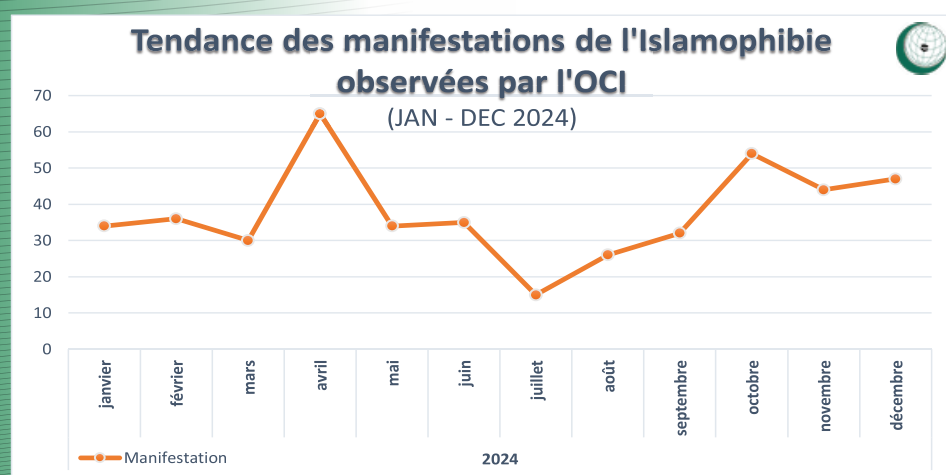
La tendance des incidents islamophobes au cours de l'année 2024 révèle un schéma inquiétant caractérisé par des manifestations fluctuantes mais persistantes dans le monde entier. À partir de janvier et février, l'Observatoire a constaté une courbe d'incidents relativement constante, suggérant un fort ancrage de sentiment anti-islam qui persiste même pendant les périodes de calme géopolitique relatif. Cette constance met en évidence la nature institutionnalisée de l'islamophobie, qui fonctionne indépendamment des événements déclencheurs, et qui est ancrée dans certaines structures et certains discours sociétaux.

Le mois de mars a connu un léger déclin avant que le mois d'avril n'enregistre un pic spectaculaire, représentant le plus haut niveau de l'année. Ce pic d'avril a probablement coïncidé avec des tensions accrues dans diverses régions, peut-être liées à des obédiences religieuses ou à des événements politiques. Les mois de mai et juin ont ensuite été marqués par une régression vers les niveaux de référence, indiquant une stabilisation temporelle suite au pic du mois d'avril.



La chute notable de la courbe d'incidents signalés en juillet, qui a atteint son niveau le plus bas de l'année, a coïncidé avec le changement temporaire d'orientation politique de l'Inde, qui a privilégié les réformes économiques

nationales plutôt que la polarisation religieuse, tandis que la France a connu un bref répit à la suite de ses élections législatives controversées. Toutefois, cette accalmie s'est rapidement inversée, les mois d'août et de septembre ayant été marqués par une augmentation constante des manifestations islamophobes, en particulier au Royaume-Uni, où les débats sur la politique d'immigration se sont intensifiés, et en Allemagne, où les manifestations d'extrême droite visant les communautés musulmanes ont pris de l'ampleur. Aux États-Unis, la rhétorique anti-islam s'est également intensifiée au fur et à mesure de la campagne présidentielle, plusieurs candidats employant des termes islamophobes pour mobiliser le soutien de certaines catégories d'électeurs.

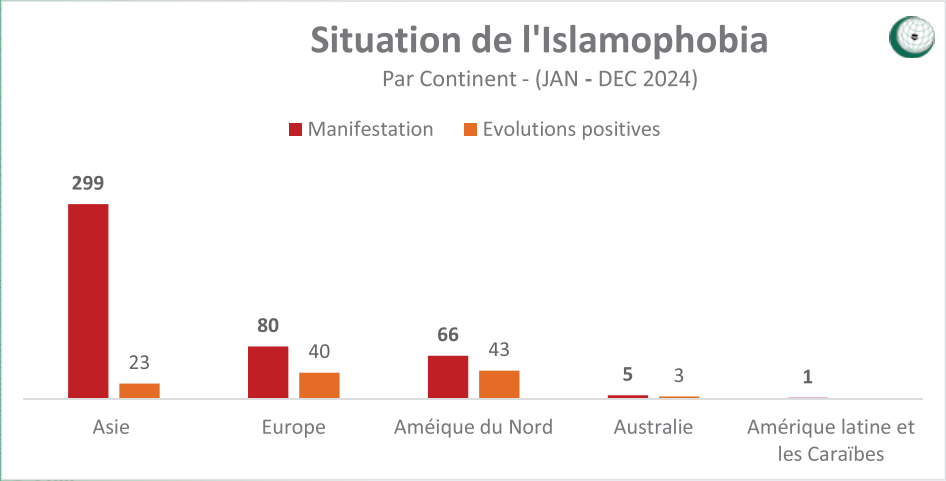


Le mois d'octobre représente le deuxième pic majeur de l'année, coïncidant avec le premier anniversaire du conflit de Gaza, qui a déclenché une vague de répression contre les militants pro-palestiniens dans les pays occidentaux, en particulier au Canada et aux États-Unis. Dans le territoire palestinien occupé, la violence des colons à l'encontre des musulmans a atteint de nouveaux sommets, alors que la communauté internationale n'était pas très attentive à la situation. Le maintien de ces niveaux élevés en novembre et décembre reflète la mise en œuvre par l'Inde de politiques controversées en matière de citoyenneté, qui touchent les musulmans de manière disproportionnée, et l'extension par la France des mesures « contre le séparatisme », à la suite de l'adoption du projet de loi contre le séparatisme en 2020, dont de nombreux musulmans français ont déclaré qu'il limitait la liberté de religion et les visait injustement. Cette élévation persistante

dans ces points chauds indique comment les déclencheurs mondiaux interagissent avec les dynamiques politiques locales pour créer des cycles d'islamophobie qui s'auto-renforcent et deviennent de plus en plus difficiles à démanteler une fois qu'ils sont établis.

En examinant le schéma des incidents islamophobes tout au long de la période concernée, l'Observatoire a identifié une trajectoire préoccupante qui reflète la nature volatile du sentiment anti-islam au niveau mondial. L'année a montré une distribution bimodale avec des pics majeurs en avril et en octobre, suggérant des catalyseurs saisonniers ou événementiels pour l'expression de l'islamophobie. Ce schéma révèle comment des événements déclencheurs spécifiques peuvent rapidement mobiliser le sentiment antimusulman, créant des escalades brutales qui établissent par la suite de nouvelles courbes de départ élevées, même après que les tensions immédiates se soient apaisées.

L'analyse comparative entre le premier et le second semestre de 2024 révèle une évolution troublante. Alors que le premier semestre a connu des pics importants mais isolés suivis d'un retour aux niveaux de référence, le second semestre montre une augmentation plus soutenue après le pic d'octobre, les mois de novembre et décembre conservant des niveaux d'incidents plus élevés que ceux observés au cours des premiers mois de l'année. Cela suggère une normalisation progressive du discours et des pratiques islamophobes à mesure que l'année avance, chaque cycle d'escalade renforçant et enracinant le sentiment antimusulman au lieu de permettre une désescalade complète. Cette trajectoire souligne le besoin urgent d'approches globales qui s'attaquent à la fois aux manifestations immédiates et aux fondements structurels de l'islamophobie dans les paysages sociaux, politiques et médiatiques avant que ces schémas élevés ne se normalisent davantage dans la conscience publique et les pratiques institutionnelles.



La répartition géographique de l'islamophobie sur les continents entre janvier et décembre 2024 révèle que l'Asie est l'épicentre des incidents anti-islam, les manifestations dépassant largement les évolutions positives dans la région. Cette domination troublante reflète l'intensification du nationalisme religieux dans des pays comme l'Inde, où la discrimination prônée par l'État à l'encontre des musulmans est de plus en plus normalisée, et Myanmar, où les Rohingyas continuent de faire l'objet d'une persécution systémique. La forte disparité entre les manifestations et les évolutions positives en Asie indique une institutionnalisation alarmante de l'islamophobie, ancrée dans les politiques gouvernementales et les structures sociales de la région.

L'Europe apparaît comme le deuxième point chaud en termes d'incidents islamophobes, bien qu'elle affiche un ratio plus équilibré entre les manifestations négatives et les développements positifs par rapport à l'Asie. Le taux élevé d'incidents peut être attribué à la résurgence des mouvements politiques d'extrême droite dans des pays comme la France, l'Allemagne et la Suède, où le sentiment anti-immigration se manifeste souvent sous forme d'islamophobie. Toutefois, les évolutions positives substantielles en Europe reflètent la solidité des organisations de la société civile de la région, les protections juridiques contre la discrimination et les initiatives interconfessionnelles croissantes qui s'opposent activement aux récits et aux politiques islamophobes. Ces forces qui font contrepoids suggèrent que si l'islamophobie reste répandue, l'Europe est devenue plus efficace dans la lutte contre ce phénomène.

L'Amérique du Nord présente un tableau complexe, avec moins d'incidents

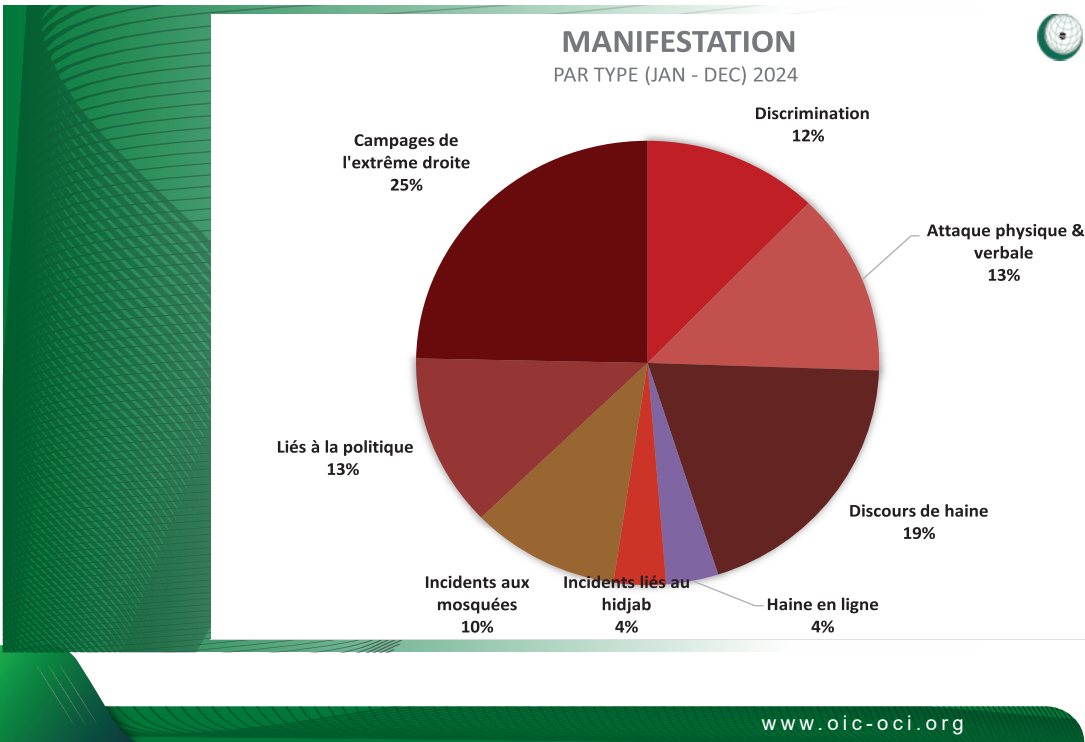
que l'Asie ou l'Europe, mais avec un équilibre notable entre les manifestations islamophobes et les développements positifs. Ce schéma indique un paysage polarisé où la rhétorique antimusulmane et les crimes de haine persistent, en particulier dans les régions où le populisme politique est fort, alors que simultanément, les groupes de défense progressistes, les initiatives politiques inclusives et les protections juridiques fonctionnent comme des contre-mesures efficaces. L'équilibre relatif entre les évolutions négatives et positives en Amérique du Nord suggère une société engagée dans une contestation active du traitement des communautés musulmanes, sans que les forces islamophobes ni leurs opposants ne gagnent de terrain décisif au cours de cette période.

L'Australie se distingue par le nombre remarquablement faible d'incidents enregistrés, qu'il s'agisse de manifestations islamophobes ou d'évolutions positives. Cette tendance pourrait s'expliquer par le fait que la population musulmane de l'Australie est relativement moins importante que celle d'autres régions, ce qui se traduit par un nombre moins élevé d'incidents répertoriés. Toutefois, le peu d'évolutions positives suggère un manque préoccupant de mesures proactives pour lutter contre l'islamophobie existante. Cette caractéristique indique que si l'islamophobie ouverte est moins visible en Australie, l'absence de contre-mesures solides pourrait masquer des formes plus subtiles de discrimination et d'exclusion qui ne sont pas suffisamment prises en compte par les canaux institutionnels officiels ou les initiatives communautaires. La situation de l'Australie souligne la façon dont l'absence de conflits visible ne saurait nécessairement indiquer une véritable cohésion ou inclusion sociales.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes présente l'incidence la plus faible de manifestations islamophobes de tous les continents, avec des cas enregistrés pratiquement négligeables tout au long de l'année. Cette tendance reflète probablement les populations musulmanes relativement peu nombreuses dans la plupart des pays de la région, d'où une moindre visibilité et moins d'occasions pour le sentiment antimusulman de se manifester dans le discours public ou les politiques institutionnelles. Cependant, les développements positifs tout aussi minimes suggèrent un manque de mesures proactives spécifiquement conçues pour protéger les communautés

musulmanes ou promouvoir leur inclusion. Cette absence d’indicateurs négatifs et positifs révèle une invisibilité préoccupante des expériences musulmanes dans le discours régional, masquant potentiellement des tensions ou des discriminations sous-jacentes qui ne sont pas documentées en raison de l’insuffisance des infrastructures de surveillance ou des réseaux de défense des droits axés sur l’islamophobie dans cette partie du monde.

L’analyse comparative entre les continents révèle des disparités troublantes dans l’intensité de l’islamophobie et la solidité des mesures de lutte. La concentration écrasante d’incidents en Asie, où les évolutions positives sont nettement inférieures aux manifestations, contraste fortement avec des régions comme l’Europe et l’Amérique du Nord, où les mesures de lutte contre l’islamophobie compensent plus largement les tendances négatives. Ce schéma global suggère que si l’islamophobie reste un phénomène mondial, son expression et la réponse sociétale qu’elle suscite varient considérablement selon les contextes culturels, politiques et religieux. Ces disparités régionales soulignent la nécessité d’adopter des approches contextuelles pour lutter contre l’islamophobie, qui tiennent compte des facteurs historiques, sociaux et politiques uniques à l’origine du sentiment antimusulman dans chaque région, tout en renforçant les réseaux de solidarité transnationaux qui peuvent partager des stratégies efficaces de lutte contre la discrimination et de promotion de l’inclusion dans des contextes diversifiés.



Les campagnes d'extrême droite représentent la catégorie d'incidents la plus importante, soit environ un quart de tous les cas documentés au cours de la période observée. Cela suggère un effort organisé significatif plutôt que de simples incidents isolés, indiquant des activités coordonnées ciblant les communautés musulmanes. La prédominance de ces campagnes indique une tendance inquiétante à l'islamophobie systématique et à l'activisme anti-islam.

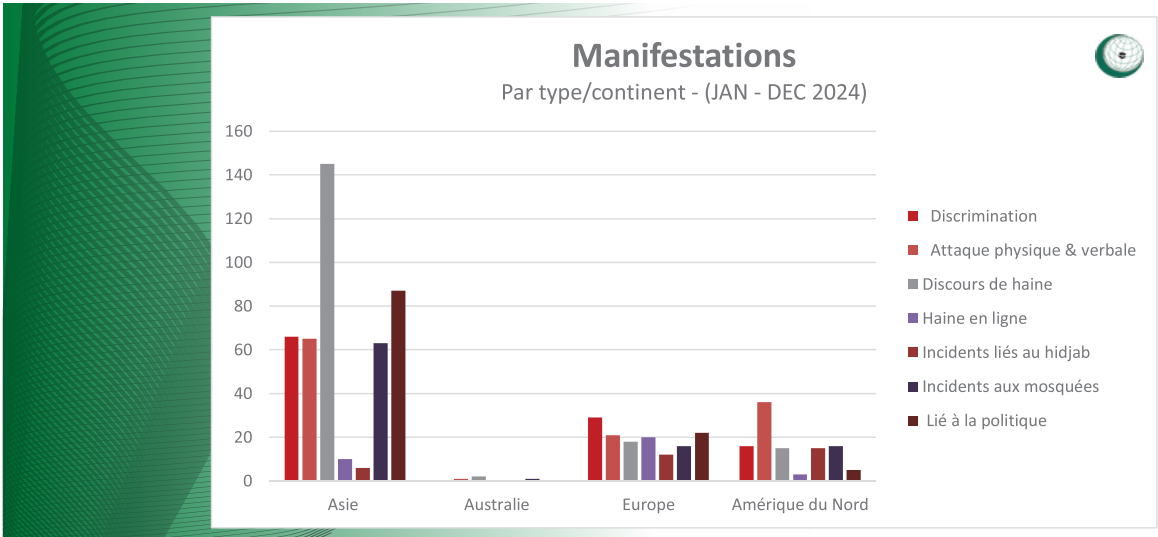
Les discours haineux suivent de près en tant que deuxième manifestation la plus fréquente, représentant environ un cinquième de tous les incidents. Cela montre que la rhétorique et le langage continuent d'être les principaux vecteurs de l'islamophobie, sur différentes plateformes et dans différents contextes. Si l'on y ajoute la haine en ligne, qui apparaît comme une catégorie distincte plus petite, il apparaît clairement que les expressions verbales et écrites du sentiment anti-islam restent omniprésentes dans les espaces physiques et numériques.

La discrimination et l'agression verbale/physique partagent des proportions similaires, représentant ensemble plus d'un quart de tous les incidents. Il en ressort que l'islamophobie se manifeste fréquemment par des actions nuisibles directes à l'encontre des musulmans, allant des pratiques d'exclusion à la violence pure et simple. Ces expressions tangibles de la haine ont des répercussions immédiates et traumatisantes sur les individus et les communautés, affectant leur sentiment de sécurité et d'appartenance.

Les incidents liés à la politique représentent une part importante des cas, ce qui indique que l'islamophobie institutionnelle et structurelle reste un problème. Par ailleurs, le ciblage spécifique des pratiques et symboles religieux musulmans est évident dans les catégories des incidents liés aux mosquées et aux hijabs. Bien qu'il s'agisse de segments plus restreints, ils mettent en évidence le fait que l'islamophobie se concentre souvent sur les marqueurs visibles de l'identité musulmane et les espaces sacrés. Cette tendance à cibler ce qui est le plus significatif pour les communautés musulmanes - leurs lieux de culte et d'expression religieuse - suggère une forme particulièrement néfaste d'islamophobie visant les aspects fondamentaux de l'identité musulmane.

La proportion relativement faible d'incidents haineux signalés en ligne, à savoir 4 % seulement, ne reflète peut-être pas exactement la prévalence réelle de l'islamophobie dans les espaces numériques, mais souligne plutôt les difficultés à surveiller et à documenter ce type de contenu. La vaste nature des plateformes en ligne, combinée à l'amplification algorithmique des contenus extrémistes et à l'anonymat fréquent des auteurs, crée des difficultés considérables pour une documentation complète. Cela suggère que les chiffres rapportés ne représentent probablement que la partie émergée de l'iceberg en ce qui concerne l'islamophobie numérique, et que bien d'autres phénomènes se produisent hors de portée des capacités de surveillance actuelles.

Les statistiques révèlent une diversification inquiétante des expressions islamophobes dans de multiples domaines de la vie sociale et politique. Considéré dans sa globalité, ce schéma de répartition montre que l'islamophobie opère par le biais de systèmes imbriqués - des mouvements politiques organisés aux politiques institutionnelles, du discours public aux actes d'agression privés. Cette nature multidimensionnelle du sectarisme antimusulman crée un environnement global d'hostilité qui affecte les musulmans dans de nombreux aspects de leur vie quotidienne, nécessitant des réponses tout aussi diverses et coordonnées qui s'attaquent à la fois aux manifestations visibles et aux facteurs structurels sous-jacents qui permettent et normalisent l'islamophobie au sein des sociétés contemporaines.



En Asie, les discours de haine apparaissent comme la forme dominante et écrasante de l'islamophobie, dépassant tous les autres types de manifestations

dans toutes les régions. Cela suggère un problème narratif profondément enraciné où la rhétorique anti-islam est devenue normale dans le discours public, les médias et les plateformes politiques. Les incidents liés à la politique sont également très présents en Asie, ce qui indique que les formes institutionnelles de discrimination ont été officialisées dans diverses structures de gouvernance. Cette combinaison de discours de haine et de mise en œuvre de politiques crée un environnement particulièrement difficile pour les communautés musulmanes dans les pays asiatiques.

En Europe, les manifestations islamophobes sont mieux réparties, la discrimination arrivant en tête des catégories mais étant suivie de près par plusieurs autres types. La présence relativement importante de la haine en ligne en Europe se distingue des autres régions, ce qui suggère que les plateformes numériques sont devenues des vecteurs importants du sentiment anti-islam dans les contextes européens. L'équilibre entre les agressions verbales/physiques et les discours de haine indique que l'islamophobie européenne se manifeste à la fois sous forme de rhétorique et de confrontation directe. Les incidents liés à la politique représentent également une part substantielle des cas européens, reflétant les tensions actuelles autour de l'immigration, de l'intégration et de l'expression religieuse qui sont devenues politisées dans de nombreuses nations européennes.

En Amérique du Nord, les agressions verbales et physiques constituent la manifestation la plus courante de l'islamophobie, dépassant largement les autres catégories. Cela indique une expression particulièrement conflictuelle du sentiment anti-islam, où l'intimidation et la violence directes sont plus répandues que dans d'autres régions. La discrimination vient en deuxième position, suggérant que les barrières systémiques restent des défis importants pour les communautés musulmanes dans les sociétés nord-américaines. Le niveau relativement bas de la haine en ligne par rapport à l'Europe pourrait indiquer des cultures numériques ou des mécanismes de signalement différents plutôt qu'une prévalence nécessairement plus faible.

Sur tous les continents, les incidents ciblant spécifiquement les pratiques et symboles religieux présentent des variations révélatrices. C'est en Asie que les incidents liés au hijab sont les plus fréquents, ce qui reflète les tensions particulières que suscitent les signes visibles de l'identité musulmane dans

cette région. Les incidents visant les mosquées sont très présents sur les trois continents, mais avec des variations notables, ce qui suggère que les espaces sacrés font l'objet de différents types de menaces en fonction des contextes régionaux. La présence de ces modèles de ciblage spécifiques montre que l'islamophobie se concentre souvent sur les aspects les plus visibles et les plus communautaires de la pratique religieuse musulmane, frappant à la fois l'expression personnelle et l'infrastructure communautaire.

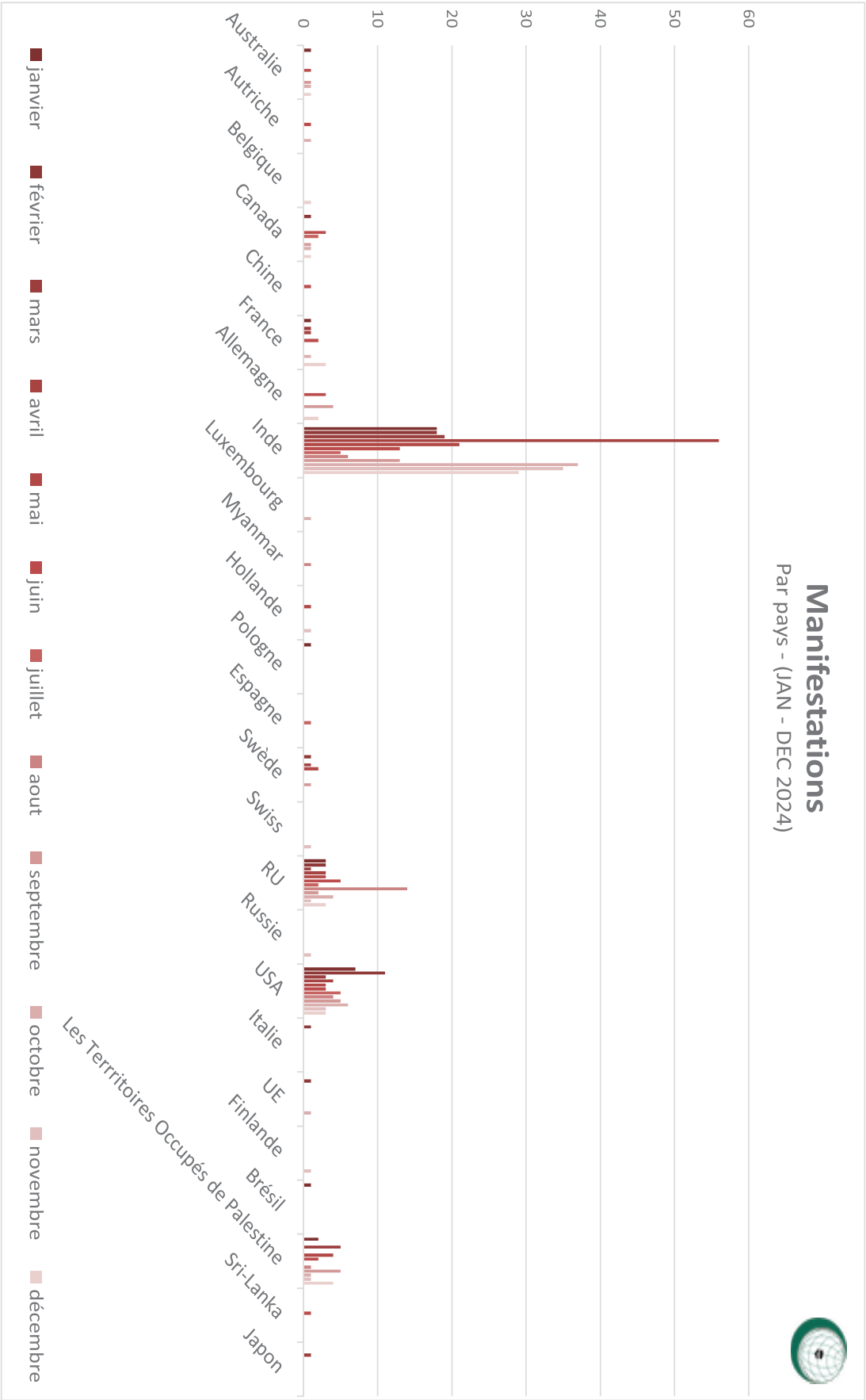
L'interaction entre les différents types de manifestations sur les différents continents illustre la manière dont l'islamophobie s'adapte aux réalités politiques locales, aux contextes historiques et aux dynamiques sociales et les reflète. Le modèle asiatique suggère une normalisation sociétale généralisée du sentiment anti-islam qui a pénétré à la fois le discours et la politique. Le modèle européen, plus dispersé, indique des défis à multiples facettes dans divers domaines de la société. L'accent mis en Amérique du Nord sur la confrontation directe indique des expressions interpersonnelles particulièrement aiguës de l'islamophobie. Ces schémas régionaux distincts soulignent l'importance de réponses adaptées au contexte, qui s'attaquent aux manifestations dominantes spécifiques de l'islamophobie dans chaque région, tout en reconnaissant la nature transnationale de l'islamophobie.

L'Australie présente des manifestations minimales dans toutes les catégories, avec des incidents à peine perceptibles signalés tout au long de l'année. Cette quasi-absence dans les données soulève d'importantes questions : s'agit-il d'une prévalence réellement faible de l'islamophobie ou cela reflète-t-il les limites de l'infrastructure de surveillance et de signalement dans la région ? L'absence de variation significative entre les types de manifestations suggère que même si l'islamophobie est présente en Australie, elle ne suit pas les schémas plus prononcés observés dans d'autres régions. Ce profil uniformément bas dans toutes les catégories contraste fortement avec les modèles de manifestation plus définis observés en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, ce qui pourrait indiquer une relation fondamentalement différente entre les communautés musulmanes et la société dans son ensemble dans le contexte australien ou, au contraire, le signe de lacunes importantes en matière de sensibilisation et de documentation qu'il convient de combler.

Le contraste frappant entre les niveaux de discrimination et d'agression en Amérique du Nord et la prévalence des discours de haine en Asie illustre la manière dont l'islamophobie se manifeste à travers des expressions spécifiques à chaque région qui reflètent des contextes historiques et politiques particuliers. Alors que l'islamophobie asiatique semble opérer principalement par le biais de canaux rhétoriques et institutionnels, les manifestations nord-américaines font preuve d'une nature plus directe et conflictuelle qui menace la sécurité physique et la dignité personnelle. La répartition plus équilibrée des catégories en Europe suggère un défi global où l'islamophobie a pénétré simultanément plusieurs couches de la société. Ces variations régionales soulignent la nécessité de stratégies d'intervention adaptées qui s'attaquent aux principaux vecteurs de l'islamophobie dans chaque contexte, tout en reconnaissant que des réponses globales efficaces doivent tenir compte de ces divers modèles de manifestation plutôt que d'aborder l'islamophobie comme un phénomène monolithique.

Manifestations

Par pays - (JAN - DEC 2024)



Les caractéristiques frappantes des manifestations d'islamophobie dans les différents pays révèlent un modèle indubitable qui exige une attention immédiate. L'Inde fait figure d'exception, avec des taux d'incidents dépassant ceux de tous les autres pays au cours de cette période. Cela correspond à la montée documentée de la rhétorique et des politiques antimusulmanes en Inde, où le parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party, a été critiqué pour avoir promu des idéologies nationalistes hindoues qui marginalisent les communautés musulmanes. La concentration des incidents signalés, en particulier avec un pic en avril, mai et juin 2024, est probablement liée aux politiques de citoyenneté controversées, aux restrictions religieuses et à la rhétorique politique incendiaire qui a encouragé les groupes extrémistes à cibler les musulmans avec une relative impunité dans divers États de l'Inde. Le Royaume-Uni et les États-Unis présentent également des tendances notables, bien qu'à des niveaux nettement inférieurs à ceux de l'Inde. Au Royaume-Uni, cette évolution reflète la montée avérée de mouvements d'extrême droite tels que Britain First et les tensions persistantes autour des politiques d'immigration. Le pic enregistré en mai coïncide avec le lendemain des élections britanniques, qui ont donné lieu à des campagnes aux accents antimusulmans. De même, les données américaines reflètent les statistiques du FBI sur les crimes de haine, qui montrent que les musulmans sont l'un des groupes religieux les plus ciblés, les incidents se concentrant souvent autour des rassemblements politiques, des annonces de politiques controversées et des conflits internationaux qui déclenchent une réaction intérieure violente contre les communautés musulmanes. La constance des rapports au fil des mois indique à quel point l'islamophobie s'est ancrée dans le discours politique des deux pays.

L'Allemagne et les Territoires palestiniens occupés présentent des schémas similaires d'activité modérée mais préoccupante. En Allemagne, les manifestations semblent se concentrer en mars-avril, ce qui correspond à la montée du parti AfD et aux manifestations anti-immigration qui ciblent souvent spécifiquement les réfugiés musulmans. Cette période coïncide avec les élections régionales allemandes, au cours desquelles la rhétorique anti-islam a occupé une place prépondérante. Dans le même temps, les incidents survenus dans les Territoires palestiniens occupés connaissent

une recrudescence en fin d'année, en corrélation avec l'augmentation de la violence des colons et les politiques restrictives affectant l'accès des musulmans palestiniens aux sites religieux, en particulier dans les zones proches des colonies en expansion où les tensions s'intensifient régulièrement à l'occasion des fêtes religieuses.

La plupart des pays européens signalent des incidents sporadiques et relativement peu nombreux, ce qui reflète la réalité complexe de l'islamophobie sur le continent. La dispersion des incidents en France est probablement liée aux controverses en cours sur les lois relatives à la laïcité qui affectent de manière disproportionnée l'expression religieuse musulmane, y compris le hijab et certains types de restrictions vestimentaires. Le schéma de la Belgique est lié à des débats législatifs similaires et à des politiques de surveillance des mosquées, tandis que les incidents de l'Espagne sont liés à des mouvements politiques régionaux qui ont de plus en plus adopté des plates-formes anti-islam. La nature variée de ces rapports à travers l'Europe montre comment l'islamophobie se manifeste différemment en fonction de l'histoire, les modèles d'immigration et le climat politique spécifique de chaque pays.

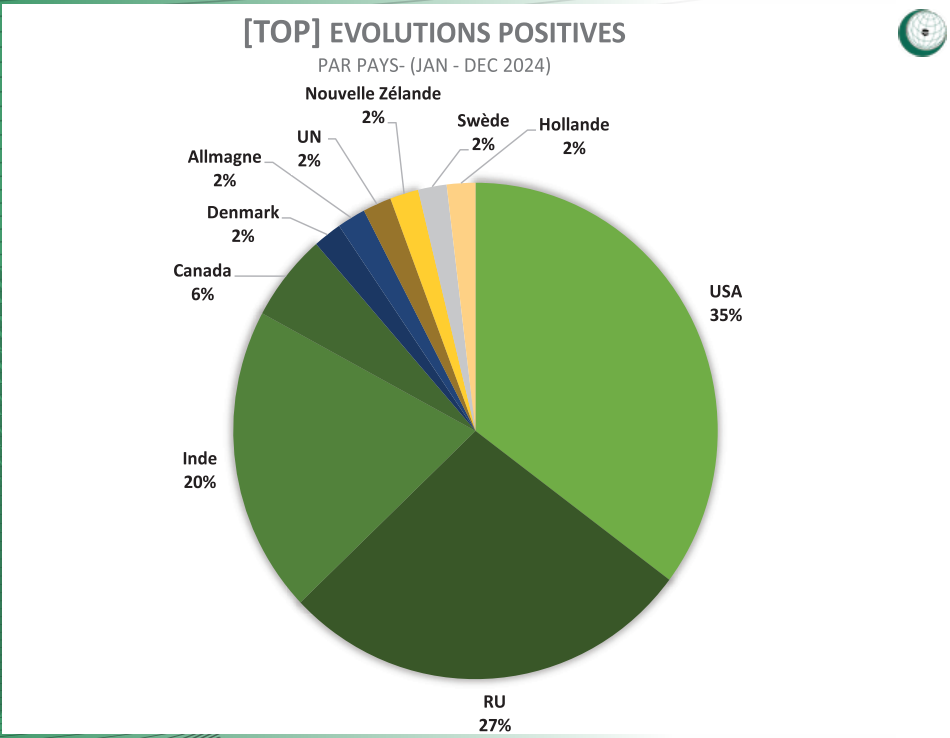
Notamment, plusieurs pays ne signalent que peu ou pas d'incidents sur l'ensemble de la période. L'Australie présente peu d'incidents sur le graphique, ce qui peut refléter la capacité limitée de l'Observatoire à suivre l'évolution de la situation dans cette région, malgré certaines préoccupations exprimées par des groupes de défense des musulmans locaux. Les communautés musulmanes australiennes ont parfois fait état de difficultés qui ne sont pas toujours prises en compte dans le cadre de collecte de données de l'Observatoire. De même, des pays comme la Finlande et le Luxembourg n'affichent pratiquement aucune activité, ce qui peut refléter des taux d'incidents réellement plus faibles en raison de politiques de cohésion sociale plus fortes ou indiquer des zones où l'Observatoire dispose d'une couverture de suivi moindre. La présence minimale de l'Autriche dans les données suggère qu'il y a eu relativement peu d'incidents atteignant le seuil de documentation de l'Observatoire au cours de cette période, bien que les médias régionaux aient occasionnellement fait état de préoccupations communautaires. Les données limitées sur l'islamophobie en Chine peuvent

être attribuées au faible accès de l'Observatoire aux preuves y afférentes ou simplement à l'absence d'incidents islamophobes pertinents dans le pays rapportés par des sources médiatiques fiables. Les données minimales sur l'islamophobie en Chine occultent la politique controversée des musulmans ouïghours que certaines organisations internationales ont qualifiée de crimes potentiels contre l'humanité. Ces tendances peuvent suggérer que les approches de la lutte contre l'islamophobie varient d'un pays à l'autre, certains pouvant aborder les problèmes par le dialogue communautaire, les initiatives éducatives ou les protections juridiques qui empêchent les manifestations de dégénérer en incidents à signaler. En outre, l'Observatoire reconnaît que sa capacité de surveillance varie selon les régions, des réseaux de correspondants plus solides dans certains pays permettant une documentation plus complète que dans d'autres où la collecte de preuves reste un défi permanent.

La dimension temporelle des données révèle des variations mensuelles significatives dans les incidents islamophobes, certaines périodes présentant une activité accrue dans plusieurs pays simultanément. L'exemple le plus frappant se situe entre avril et juin, lorsque l'Inde a connu sa plus forte augmentation d'incidents, coïncidant avec une activité accrue dans plusieurs autres pays, dont le Royaume-Uni et l'Allemagne. Ce regroupement temporel suggère la possibilité d'événements déclencheurs transnationaux qui activent simultanément le sentiment islamophobe dans différents contextes nationaux. De tels schémas soulignent la nature de plus en plus mondialisée de la rhétorique antimusulmane, où les incidents dans une région peuvent rapidement catalyser des manifestations similaires ailleurs par le biais des réseaux de médias numériques et du discours politique international. Cette interconnexion souligne la nécessité de réponses internationales coordonnées qui reconnaissent la façon dont l'islamophobie transcende les frontières nationales tout en se manifestant par des expressions spécifiques au niveau local.

Le contraste frappant entre la concentration écrasante d'incidents en Inde et le nombre relativement modeste d'incidents signalés dans d'autres pays illustre les diverses manifestations de l'islamophobie dans des contextes sociopolitiques différents. Les chiffres spectaculaires de l'Inde reflètent

l'intensification avérée des politiques et de la rhétorique nationalistes hindoues qui ont marginalisé les communautés musulmanes dans de nombreux États. L'analyse comparative avec des pays comme le Sri Lanka, le Myanmar et la Chine révèle que l'islamophobie peut prendre différentes formes en fonction des structures politiques régionales, des contextes historiques et des réalités démographiques. Dans certains pays, les incidents peuvent se manifester par des confrontations publiques très visibles et facilement documentées, tandis que dans d'autres, le phénomène peut fonctionner par le biais de mécanismes institutionnels plus subtils ou dans des régions dont l'accès international est limité. La répartition des données entre les pays montre comment l'islamophobie s'adapte aux conditions locales tout en conservant son caractère fondamental de forme de préjugé religieux et culturel. Cette répartition géographique fournit des indications précieuses pour adapter les stratégies d'intervention aux expressions spécifiques du sentiment antimusulman les plus répandues dans chaque contexte national, tout en reconnaissant les courants transnationaux qui relient ces manifestations apparemment disparates par-delà les frontières.



Malgré les tendances inquiétantes de l'islamophobie observées au cours de la période couverte, il est encourageant de constater que des efforts ont été déployés dans diverses parties du monde pour promouvoir l'harmonie et

la tolérance et contrer les sentiments et les activités anti-islamiques. Ces initiatives, prises par les gouvernements, les organisations de la société civile et les dirigeants communautaires, peuvent être considérées comme des signes positifs dans la lutte actuelle contre l'islamophobie et l'incitation à la haine et à la violence à l'égard de l'islam et des musulmans. Les statistiques révèlent que les évolutions positives se concentrent principalement dans trois pays - les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Inde - qui, ensemble, représentent la grande majorité des actions constructives documentées. Cette répartition suggère que les pays qui connaissent les taux les plus élevés d'incidents islamophobes sont également ceux où les contre-mesures les plus importantes sont mises en œuvre, peut-être en réponse directe à l'escalade des défis.

Les États-Unis apparaissent comme le leader mondial des développements positifs, avec 35 % de toutes les initiatives documentées. Parmi les initiatives américaines, on peut citer des décisions de justice historiques affirmant la protection de la liberté religieuse, des auditions du Congrès portant spécifiquement sur l'islamophobie et la nomination de musulmans américains à des postes gouvernementaux de premier plan. Les organisations de défense des droits civiques ont plaidé avec succès en faveur de changements de politique dans les pratiques d'application de la loi, tandis que de nombreuses municipalités ont mis en place des unités spécialisées dans les crimes de haine, dotées d'un service de renforcement des capacités culturelles. En outre, les grandes entreprises et les établissements d'enseignement américains ont mis en œuvre des initiatives de diversité qui intègrent explicitement les perspectives musulmanes, ce qui témoigne d'une reconnaissance croissante de l'islamophobie en tant que problème important de justice sociale nécessitant des réponses globales.

Le Royaume-Uni suit de près avec 27 % d'évolutions positives, grâce à des initiatives couvrant des réformes politiques gouvernementales, des programmes d'engagement communautaire et des actions de plaidoyer de la société civile. Parmi les efforts britanniques notables, citons l'extension de la législation sur les crimes de haine afin de mieux protéger les minorités religieuses, l'augmentation du financement des mesures de sécurité dans les mosquées et des projets de dialogue interconfessionnel très médiatisés

dans les grandes villes. Les établissements d'enseignement du Royaume-Uni ont également modifié leurs programmes pour promouvoir la culture religieuse et lutter contre les stéréotypes, tandis que les médias britanniques ont établi de nouvelles lignes directrices pour des reportages plus équilibrés sur les communautés musulmanes. Ces approches multiformes montrent comment le Royaume-Uni tente de lutter contre l'islamophobie par le biais de réformes structurelles et d'un engagement au niveau local.

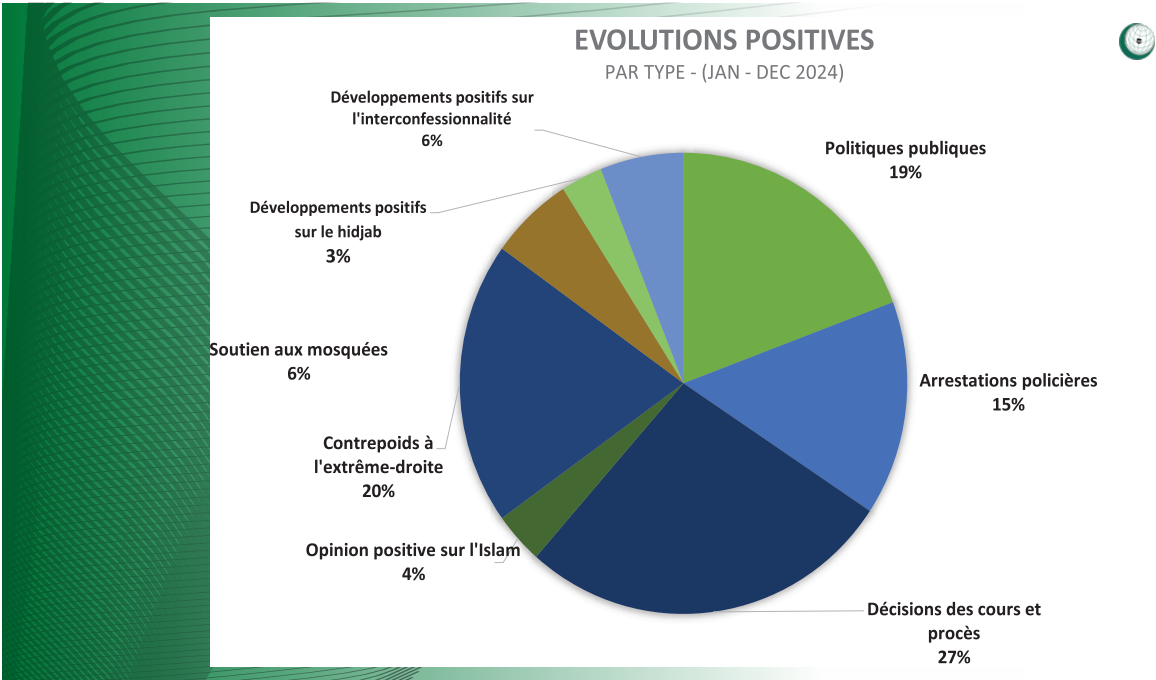
La part substantielle de l'Inde dans les développements positifs (20 %) représente un contrepoids notable à l'incidence élevée des manifestations islamophobes. Ces efforts constructifs comprennent des arrêts importants de la Cour suprême protégeant les droits des minorités, des événements de solidarité interconfessionnelle très médiatisés organisés par des dirigeants religieux et laïques, et des programmes de résilience communautaire ciblés dans des zones ayant connu des tensions communautaires. Plusieurs États indiens ont renforcé les protections contre la discrimination, tandis que des personnalités publiques de premier plan ont utilisé leur tribune pour condamner le discours anti-islam et promouvoir l'unité nationale au-delà des clivages religieux. Dans toute l'Inde, des organisations de base ont mis au point des initiatives novatrices de renforcement des communautés qui rassemblent diverses communautés religieuses autour de préoccupations sociales communes, créant ainsi des espaces de dialogue et de collaboration qui transcendent les frontières religieuses.

Les contributions, plus modestes mais significatives, de pays comme le Canada, qui représente 6 % des évolutions positives, montrent comment des nations ayant un passé relativement plus solide en matière de multiculturalisme développent et affinent des approches pour lutter contre l'islamophobie. Les initiatives canadiennes se sont concentrées sur les réformes éducatives et les innovations en matière de police de proximité. Des pays comme le Danemark, l'Allemagne, les États Unies, la Nouvelle-Zélande, la Suède et les Pays-Bas ont chacun adopté des approches distinctes pour lutter contre l'islamophobie. La Suède a été pionnière dans l'adoption d'approches fondées sur la recherche pour lutter contre la discrimination religieuse, tandis que la poursuite des réformes en Nouvelle-Zélande après les attentats de la mosquée de Christchurch démontre l'impact durable des

changements de politique découlant de tragédies lorsqu'ils sont soutenus par un engagement constant.

La représentation d'organisations internationales, notamment les Nations Unies, témoigne de la reconnaissance croissante de l'islamophobie comme un problème mondial de droits humains nécessitant des réponses transnationales coordonnées. Les initiatives de l'ONU comprennent des conférences de haut niveau sur l'intolérance religieuse, des enquêtes de rapporteurs spéciaux sur la discrimination envers les musulmans et l'élaboration de lignes directrices internationales pour lutter contre les discours de haine et la discrimination religieuse. Ces efforts multilatéraux fournissent des cadres essentiels qui complètent les initiatives nationales, établissant des normes internationales susceptibles de guider et d'inspirer les politiques nationales tout en favorisant la coopération transfrontalière pour lutter contre les manifestations de plus en plus mondialisées de l'islamophobie.

Un aspect particulièrement encourageant des données est la diversité des évolutions positives entre les pays, suggérant une réponse mondiale multiforme à l'islamophobie. Les réformes juridiques et politiques représentent une part importante de ces initiatives, mais les programmes éducatifs, les mécanismes de responsabilisation des médias, les cadres de dialogue interreligieux et les efforts de développement communautaire local sont tout aussi importants. Cette diversité d'approches témoigne d'une prise de conscience croissante que pour lutter efficacement contre l'islamophobie, il faut des stratégies globales ciblant à la fois les structures institutionnelles et les attitudes sociales. La combinaison de changements politiques descendants et d'engagement communautaire ascendant, visible dans de nombreux pays, offre des modèles prometteurs d'approches durables visant à promouvoir la tolérance religieuse et à lutter contre les préjugés antimusulmans dans divers contextes sociétaux.



Concernant les évolutions positives, les mécanismes judiciaires et juridiques constituent la réponse la plus significative, les décisions de justice et les procès représentant la plus grande part de toutes les actions constructives. Cette importance des interventions juridiques suggère que les systèmes judiciaires formels reconnaissent et traitent de plus en plus l'islamophobie, la discrimination antimusulmane et les crimes de haine. Ces réponses judiciaires vont des décisions historiques protégeant les libertés religieuses aux poursuites judiciaires contre les individus se livrant à des discours de haine ou à des violences contre les communautés musulmanes. La représentation substantielle des évolutions positives liées aux tribunaux indique une institutionnalisation croissante des protections pour les communautés musulmanes dans les cadres juridiques établis.

Les contrepoids à l'extrémisme d'extrême droite apparaissent comme le deuxième type d'évolution positive le plus courant, reflétant la reconnaissance que les mouvements anti-islam organisés nécessitent des réponses stratégiques spécifiques. Ces contre-mesures comprennent la surveillance des groupes extrémistes, la suppression des contenus haineux, les campagnes de sensibilisation du public soulignant les dangers des idéologies d'extrême droite et la constitution de coalitions entre diverses communautés pour résister aux discours extrémistes. La proportion significative d'efforts ciblant spécifiquement les mouvements d'extrême

droite correspond aux statistiques antérieures montrant la prévalence des campagnes d'extrême droite organisées comme principale manifestation de l'islamophobie, suggérant une adaptation réactive des contre-stratégies.

L'amélioration des politiques publiques représente une autre catégorie importante d'évolutions positives, démontrant que les systèmes gouvernementaux intègrent de plus en plus des protections et des considérations spécifiques aux communautés musulmanes dans leurs cadres opérationnels. Viennent ensuite les interventions des forces de l'ordre, par le biais d'arrestations policières, témoignant d'une responsabilisation accrue des auteurs de crimes haineux antimusulmans. Cela suggère une reconnaissance croissante, au sein des institutions policières, de la gravité des infractions islamophobes et une plus grande volonté d'allouer des ressources aux enquêtes et aux poursuites judiciaires contre ces crimes.

Les initiatives interconfessionnelles, le soutien aux mosquées, les avancées liées au port du hijab et les représentations positives de l'islam dans les médias et le discours public sont nettement moins nombreuses. Cette répartition suggère que les réponses institutionnelles formelles l'emportent actuellement sur les approches culturelles et sociales pour lutter contre l'islamophobie. La représentation relativement limitée du dialogue interreligieux et de la représentation positive dans les médias laisse entrevoir des pistes de développement pour des stratégies globales de lutte contre l'islamophobie, car ces approches s'attaquent aux préjugés et aux idées fausses qui alimentent souvent les comportements discriminatoires avant qu'ils ne se traduisent par des infractions passibles de poursuites.

L'analyse de l'année 2024 révèle une tendance constante à la domination des réponses institutionnelles dans le paysage des initiatives de lutte contre l'islamophobie. La période étudiée montre comment ces efforts ont posé les bases des développements ultérieurs, notamment dans le domaine judiciaire, où des affaires faisant jurisprudence en début d'année semblent avoir influencé les décisions ultérieures. Cette perspective illustre comment la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie est passée d'une simple célébration symbolique à un catalyseur de réformes politiques de fond et d'actions d'engagement communautaire sur plusieurs continents. L'attention soutenue portée aux décisions de justice tout au long de l'année suggère

une intégration croissante des principes de lutte contre la discrimination dans les systèmes juridiques, tandis que la présence constante de contre-mesures face à l'extrémisme de droite témoigne d'une reconnaissance continue de cette menace particulière pour les communautés musulmanes. Ce panorama annuel complet confirme que les cadres internationaux, notamment les résolutions de l'ONU sur la lutte contre l'islamophobie, sont passés avec succès du statut de documents ambitieux à celui de guides pratiques influençant les réponses institutionnelles à travers le monde.





POINTS CHAUDS DE L'ISLAMOPHOBIE

(JANVIER – DECEMBRE 2024)





POINTS CHAUDS DE L'ISLAMOPHOBIE (JANVIER – DECEMBRE 2024)

L'**islamophobie** - la peur, la haine ou les préjugés envers l'islam et les musulmans - est devenue un phénomène mondial préoccupant qui se manifeste à des degrés divers selon les régions. Dans certaines zones, considérées comme des « points chauds », les attitudes et incidents islamophobes sont devenus particulièrement prononcés, posant des défis importants aux communautés musulmanes et aux valeurs de tolérance et de coexistence pacifique.

L'expression « points chauds » désigne les zones ou régions qui connaissent des niveaux accrus d'activité anti-islamique, de discrimination ou d'hostilité par rapport à leur environnement. Ces points chauds représentent des points focaux où des facteurs sociopolitiques complexes s'entrecroisent, conduisant à des situations intenses qui exigent une attention particulière et une action rapide de la part de la communauté internationale. Il peut s'agir de pays où les discriminations institutionnelles contre l'islam et les musulmans sont devenues la norme, de régions où les crimes de haine ciblant les individus et les communautés musulmanes sont en plein essor, ou de zones où la rhétorique incendiaire contre l'islam a pris de l'importance dans le discours public.

MANDAT DONNE PAR LES ETATS MEMBRES DE L'OCI

L'importance d'identifier et de faire face aux points chauds a été explicitement reconnue par les États membres de l'OCI à travers la **Résolution N° 32/50 POL sur la lutte contre l'Islamophobie et l'élimination de la haine et des préjugés à l'encontre l'Islam**.

Dans le paragraphe 43, le CMAE (Conseil des Ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'OCI) « ***Demande en outre à l'Observatoire de l'Islamophobie de l'OCI de dresser une liste réaliste des « pays préoccupants***

» où les politiques et les actes islamophobes sont répandus, mettant en danger en particulier la sécurité des sites religieux, comme également prévu dans le Plan d'action du Groupe de contact sur la paix et le dialogue. »

Ce mandat clair souligne l'importance cruciale de ce chapitre dans le cadre du rapport plus large, en soulignant la détermination collective des États membres de l'OCI à lutter contre l'islamophobie par le biais d'une surveillance, d'une documentation et d'une réponse systématiques. En confiant à l'Observatoire de l'islamophobie la tâche spécifique d'identifier les pays préoccupants, les États membres ont établi un mécanisme formel pour attirer l'attention internationale sur les domaines dans lesquels les musulmans sont confrontés à une discrimination et à un danger accrus.

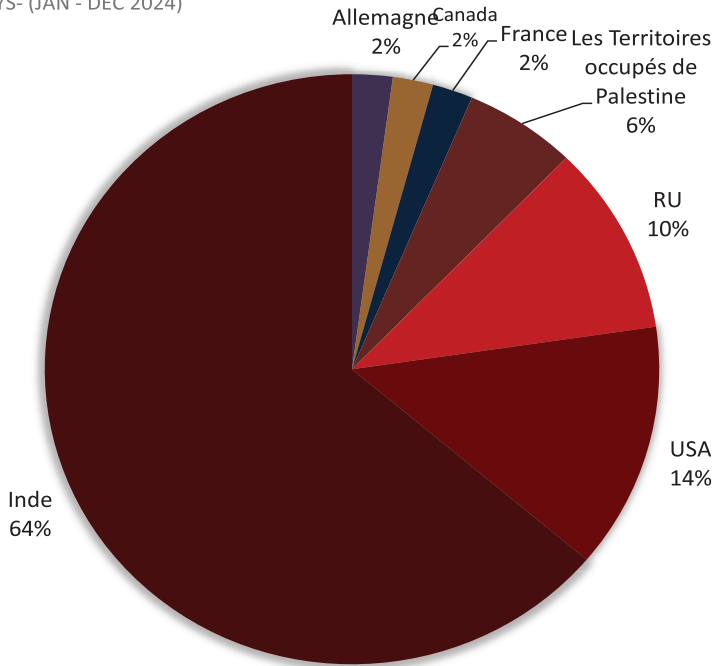
POINTS CHAUDS ACTUELS

Dans le cadre de ce mandat, l'Observatoire a mené des recherches et des analyses approfondies couvrant la période de janvier à décembre 2024 afin d'identifier les pays présentant les indicateurs d'islamophobie les plus répandus. Cette évaluation a révélé une concentration inquiétante de manifestations islamophobes dans sept principaux pays :

- **Inde (64%)** : Représentant la concentration la plus importante d'incidents islamophobes à l'échelle mondiale, avec les trois cinquièmes de toutes les manifestations documentées.
- **États-Unis (14 %)** : il devient le deuxième point chaud le plus important, avec une part notable d'incidents enregistrés.
- **Royaume-Uni (10 %)** : derrière les États-Unis, avec des manifestations et des actions anti-islamiques importantes.
- **Territoires Palestiniens occupés (6 %)** : continue d'être une zone de préoccupation importante où l'islamophobie croise des tensions géopolitiques plus larges.
- **France (2 %)** : Bien que représentant un pourcentage plus faible, elle présente néanmoins des tendances islamophobes persistantes justifiant une surveillance continue.
- **Canada (2 %)** : Présentant des niveaux de manifestations préoccupantes similaires à ceux observés en France.
- **Allemagne (2 %)** : Maintien d'une présence constante parmi les pays présentant des tendances islamophobes notables.

[TOP] MANIFESTATIONS

PAR PAYS- (JAN - DEC 2024)



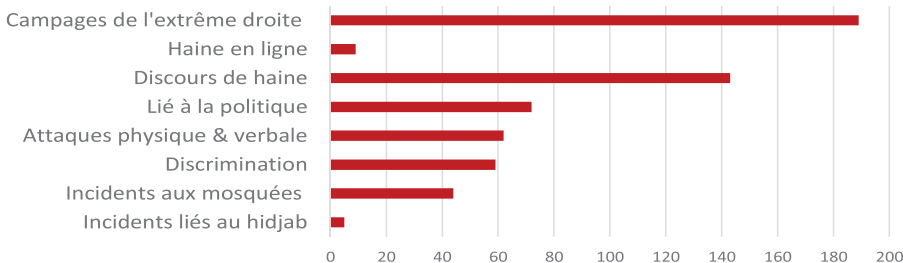
Les sections suivantes fournissent des analyses détaillées de la situation dans chacun de ces points chauds, en examinant les tendances, les incidents, les politiques et leurs implications pour les communautés musulmanes et l'objectif plus large de promouvoir le respect et la compréhension mutuels.

Inde

L'Inde est devenue le principal foyer mondial d'incidents islamophobes, représentant un pourcentage alarmant de 64 % de toutes les manifestations documentées dans le monde selon les statistiques de l'Observatoire. Cette concentration extraordinaire souligne la gravité et l'omniprésence du sentiment antimusulman dans le pays, exigeant une attention internationale urgente

MANIFESTATIONS DE L'ISLAMOPHOBIE EN INDE

(JAN - DEC 2024)



Non seulement en 2024, l'Inde a manifestement été témoin d'une augmentation inquiétante de la rhétorique anti-islamique, des politiques discriminatoires et des attaques violentes ciblant sa population minoritaire musulmane d'environ 200 millions de citoyens au cours des cinq dernières années. Cette tendance inquiétante a été alimentée par un puissant mélange de nationalisme hindou, de politique majoritaire et de préjugés sociétaux profondément enracinés, jetant le doute sur l'engagement de l'Inde en faveur du pluralisme et de la tolérance religieuse.

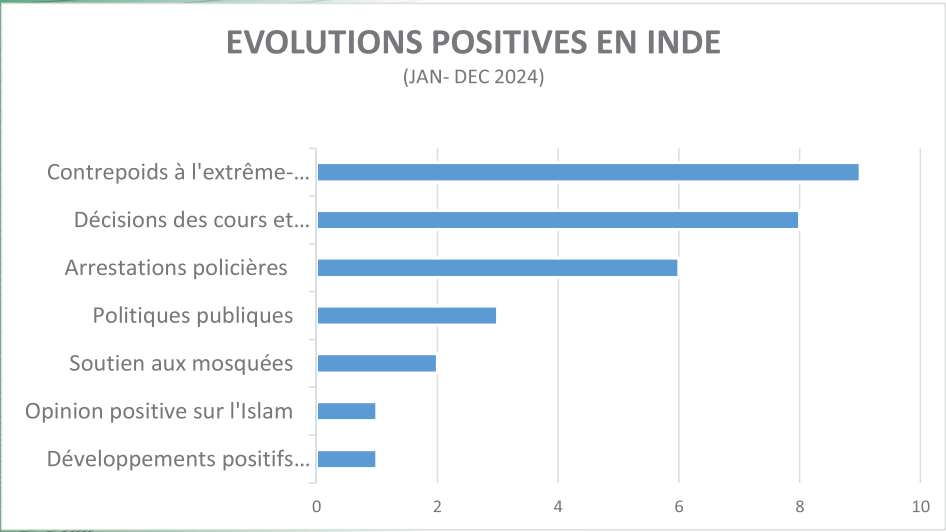
Au cœur de cette question se trouve la montée de l'idéologie Hindutva – un système de croyances considérant l'Inde comme une nation hindoue – qui cherche de plus en plus à marginaliser les musulmans en les présentant comme des menaces pour l'identité culturelle et religieuse de l'Inde. Ce récit a été amplifié par les dirigeants politiques qui emploient une rhétorique de division pour consolider le soutien des électeurs hindous.

Les conséquences ont été considérables et dévastatrices. Les incidents documentés comprennent des discours de haine fréquents, des violences collectives, des lynchages et des attaques contre des entreprises et des lieux de culte appartenant à des musulmans. Les politiques largement critiquées comme discriminatoires comprennent la loi de 2019 portant modification de la loi sur la citoyenneté et l'interdiction du hijab dans les établissements d'enseignement de certains États. En janvier 2024, le Premier ministre Modi a inauguré un temple hindou construit sur les ruines de la mosquée historique Babri à Ayodhya, tandis que d'autres mosquées historiques sont confrontées à des contestations judiciaires malgré les lois protégeant les sites religieux.

Les schémas de discrimination dans de multiples sphères de la vie sont particulièrement troublants. Les musulmans signalent des discriminations en matière de logement, sont ciblés lors des expulsions et sont confrontés à des obstacles à l'emploi. La position du gouvernement sur les pratiques religieuses, illustrée par la déclaration de certaines autorités locales selon laquelle le hijab n'est pas une pratique religieuse essentielle dans l'Islam, a encore marginalisé la communauté. De nombreux incidents documentés tout au long de l'année 2024 montrent que des musulmans ont été expulsés d'établissements d'enseignement, ont perdu leur emploi ou ont vu leurs entreprises fermées en raison de leur identité religieuse.

La violence des groupes d'autodéfense continue avec une apparente impunité, avec de nombreux cas documentés de groupes de « protection des vaches » ciblant les musulmans impliqués dans le commerce du bétail. Les plateformes de médias sociaux comme Instagram sont devenues des plateformes de promotion de ce type de violence, les recherches montrant un engagement nettement plus important pour les contenus décrivant des agressions contre des musulmans. Dans des États comme l'Uttarakhand, l'Himachal Pradesh et l'Uttar Pradesh, les communautés musulmanes ont été confrontées à des intimidations, des groupes locaux exigeant leur expulsion de certaines villes et zones.

La montée des discours incendiaires de la part des dirigeants religieux et politiques, combinée à des événements inquiétants tels que la démolition de mosquées, les appels à la violence contre les musulmans et les boycotts économiques, a créé une atmosphère de peur et d'insécurité. L'OCI et les organisations internationales de défense des droits de l'homme ont exprimé de sérieuses inquiétudes face à la détérioration de la situation, soulignant la nécessité d'une action décisive pour faire face à ces tendances alarmantes et sauvegarder la liberté religieuse et l'égalité en Inde.



Malgré les tendances alarmantes de l'islamophobie en Inde au cours de la période couverte, il est encourageant de noter que des efforts ont été faits pour promouvoir l'harmonie, la tolérance et contrer les sentiments anti-islamiques. La part substantielle de l'Inde en matière de développements positifs, soit 20 %, représente un contrepoids notable à sa forte incidence

de manifestations islamophobes. Ces efforts constructifs comprennent des décisions importantes de la Cour suprême protégeant les droits des minorités, des événements de solidarité interconfessionnelle de grande envergure organisés par des dirigeants religieux et laïcs, et des programmes ciblés de résilience communautaire dans des zones ayant connu des tensions communautaires. La récente décision de la Cour suprême d'annuler une ordonnance interdisant les écoles islamiques (madrasas) dans l'Uttar Pradesh apporte un soulagement à plus de 25 000 écoles musulmanes accueillant 2,7 millions d'élèves. La Cour a reconnu l'importance des écoles, affirmant qu'elles remplissaient « l'obligation positive de l'État de garantir que les enfants reçoivent une éducation adéquate ». En outre, la position ferme de la Cour suprême contre la « justice au bulldozer » marque une étape importante dans la protection des propriétés musulmanes contre la démolition illégale.

Les organismes de régulation des médias ont pris des mesures significatives pour lutter contre les discours de haine et la discorde communautaire. La News Broadcasting and Digital Standards Authority (NBDSA) a sanctionné plusieurs chaînes de télévision et ordonné la suppression de programmes qui propagent la haine contre les musulmans. Dans une action notable, Times Now Navbharat et News18 India ont été condamnés à une amende pour avoir diffusé du contenu sur le « jihad amoureux » que la NBDSA a jugé nuisible à l'harmonie communautaire. L'organisme de réglementation a souligné que les stéréotypes religieux violent le Code d'éthique et peuvent « corroder le tissu laïc du pays », soulignant la résistance institutionnelle croissante à l'islamophobie normalisée dans les médias.

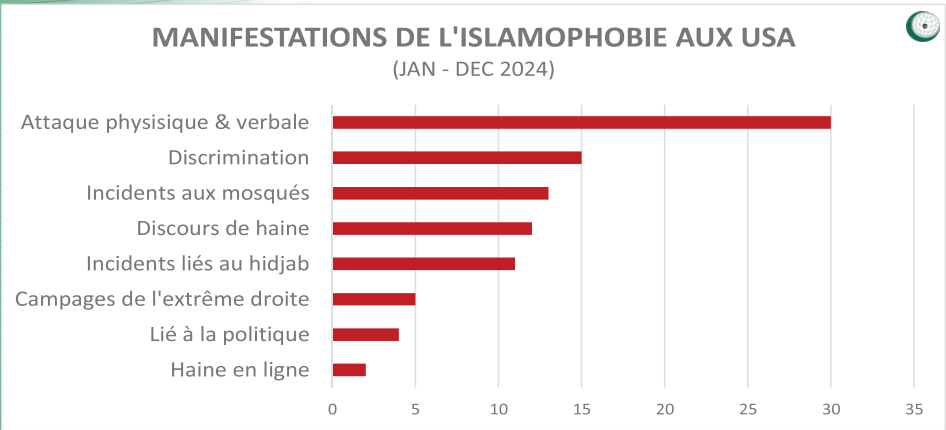
Les forces de l'ordre à travers l'Inde ont montré une volonté accrue de tenir responsables ceux qui profèrent des discours de haine à l'encontre des musulmans. Plusieurs affaires ont été enregistrées contre des dirigeants de groupes hindous pour des discours de haine présumés, notamment des actions contre des personnalités éminentes comme Satyam Pandit de l'Hindu Veer Sena et le leader du BJP Mithun Chakraborty. L'arrestation d'individus impliqués dans des incidents de profanation de mosquées, comme celui de Bhagalpur où un homme a été arrêté pour avoir escaladé le dôme d'une mosquée afin d'y hisser un drapeau safran, témoigne d'une

plus grande réactivité de la police face à des actions susceptibles d’attiser les tensions communautaires. La prise en charge par le Bureau central d’enquête de la mort d’un musulman lors des émeutes de Delhi de 2020 représente également une étape importante vers la responsabilisation.

Ce qui est peut-être le plus réconfortant, ce sont les expressions de solidarité interconfessionnelle au niveau local, illustrées par des histoires comme celle de la mosquée Amanati. La préservation et la restauration de cette mosquée vieille de plusieurs siècles par une famille hindoue du district de Barasat au Bengale démontrent comment les citoyens ordinaires peuvent transcender les barrières religieuses par des actes personnels de respect et d’attention. Le dévouement de Partha Sarathi Basu à l’entretien de la mosquée sur la propriété familiale et à l’accueil des fidèles musulmans pour les prières du vendredi, perpétuant une tradition commencée par sa grand-mère, représente le potentiel durable de coexistence même au milieu de tensions sociales plus larges. De telles actions individuelles, ainsi que des déclarations publiques de personnalités comme CK Padmanabhan, membre du conseil national du BJP, remettant en question la rhétorique antimusulmane, suggèrent que les fondements du pluralisme et du respect mutuel restent résilients dans la société indienne malgré les défis politiques.

Les États-Unis

Les États-Unis se classent au deuxième rang mondial pour la plus forte concentration d’incidents islamophobes, représentant 14 % des cas documentés en 2024. Cela positionne les États-Unis comme un foyer important de sentiment antimusulman, juste derrière l’Inde (64 %) et devant le Royaume-Uni (10 %).



Des incidents récents aux États-Unis illustrent comment l'islamophobie se manifeste par des discriminations dans de nombreux secteurs. Dans le domaine de l'éducation, un cas notable est apparu en janvier 2024, lorsque Ghada Ead, une éducatrice musulmane portant le hijab traditionnel, a porté plainte contre le Mary Institute et la St. Louis Country Day School, alléguant une rétrogradation après avoir déposé une plainte pour discrimination. Le secteur bancaire a également fait preuve de partialité, les organisations caritatives musulmanes étant confrontées à ce que l'on appelle « musulmans dans leurs activités bancaires » : fermetures de comptes et surveillance accrue lorsqu'elles tentent d'envoyer de l'aide à Gaza, malgré leurs activités légales.

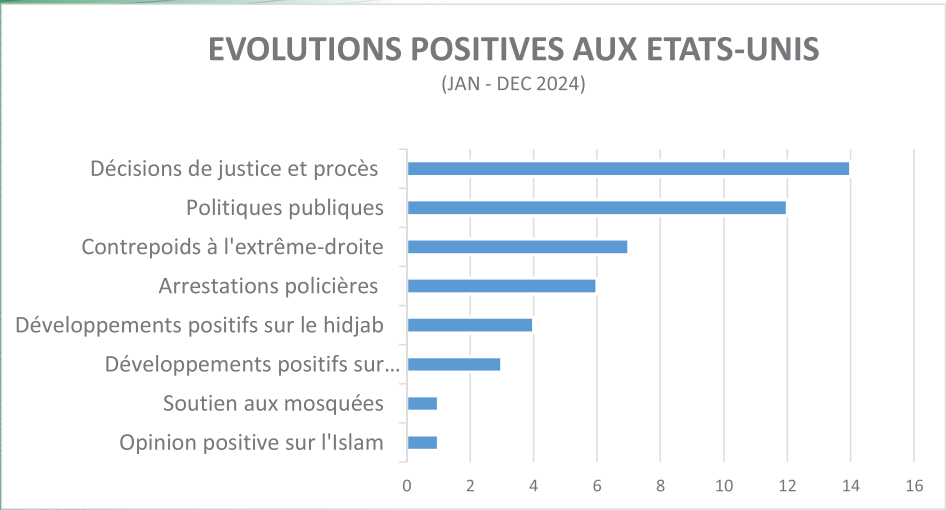
Le milieu universitaire est devenu particulièrement conflictuel, des professeurs d'institutions prestigieuses comme Columbia, Princeton et le Muhlenberg College étant menacés d'enquêtes ou de licenciement pour leur engagement pro-palestinien. Cette situation s'accompagne d'une montée en puissance du discours islamophobe très médiatisé, illustrée par la campagne trompeuse du Judicial Crisis Network contre Adeel Mangi, le candidat musulman de Biden, pour être juge d'appel fédéral, qui a exploité l'imagerie du 11 septembre pour le présenter comme « radical » malgré ses 23 ans de carrière en tant qu'avocat civil.

Des personnalités publiques ont contribué à normaliser le sentiment antimusulman, avec des incidents allant des propos incendiaires de l'actrice Selma Blair sur l'islam aux propos de l'ancien président Trump lors du débat, qualifiant le président Biden de « devenir comme un Palestinien » – une déclaration largement interprétée comme désobligeante. L'ancien président Bill Clinton a également essuyé des réactions négatives de la part des communautés musulmanes et arabes après avoir suggéré qu'Israël était « contraint » de tuer des civils à Gaza.

La violence physique représente la manifestation la plus alarmante de l'islamophobie. Rien qu'en août 2024, de multiples attaques motivées par la haine ont eu lieu : Izak Kadosh a été accusé de tentative de meurtre pour une agression violente contre son voisin musulman, explicitement motivée par des différences religieuses ; David Grinblat a agressé Sheharyar Ali Kazmi près du Rockefeller Center en criant « Mort à tous les musulmans ! » ; et à Brooklyn, une musulmane a été frappée à plusieurs reprises par

un agresseur qui tenait des propos antimusulmans. Autre cas troublant : Elizabeth Wolf a tenté de noyer une fillette palestinienne-américaine de trois ans tout en affirmant à sa mère qu'elle n'était pas vraiment américaine.

Ces incidents reflètent un modèle persistant de discrimination, de harcèlement et de violence qui porte atteinte aux libertés civiles et à la sécurité des Américains musulmans, créant une atmosphère de peur qui contredit les principes fondamentaux de liberté religieuse et d'égalité de l'Amérique.



Néanmoins, les États-Unis ont fait des progrès significatifs dans la lutte contre l'islamophobie, représentant 35 % des évolutions positives mondiales selon les données de l'Observatoire. Cette position de leader met en évidence l'approche multidimensionnelle du pays pour lutter contre le sentiment antimusulman par le biais d'initiatives institutionnelles, juridiques et communautaires. Les décisions de justice et les procès représentent le domaine de progrès le plus substantiel, suivis par les mesures de politique publique, suggérant un engagement institutionnel fort en faveur de la protection des droits des Américains musulmans et de la poursuite des auteurs de crimes haineux. Ces évolutions sont particulièrement remarquables compte tenu des tensions apparues après le début du conflit de Gaza, qui a déclenché une hostilité accrue envers les communautés musulmanes et arabes dans diverses régions du pays

Le système judiciaire s'est imposé comme un rempart essentiel contre l'islamophobie, plusieurs affaires importantes ayant amené des auteurs

de crimes haineux antimusulmans à rendre des comptes. Un homme de Floride a notamment été condamné à 37 mois de prison fédérale pour avoir agressé une employée de la poste musulmane portant le hijab, tandis qu'un homme de Dallas a été accusé de crime haineux après avoir tenté de noyer une fillette palestinienne-américaine de 3 ans. Le système judiciaire a également accordé des réparations en cas de discrimination, comme en témoignent les indemnités substantielles accordées aux Américains musulmans victimes de discrimination au travail, notamment une indemnisation de 475 000 dollars pour un ancien policier de North Chicago victime de discrimination fondée sur l'origine religieuse et nationale, et une indemnisation pour un agent musulman du CBP qui s'est vu refuser des aménagements religieux parce qu'il portait la barbe. Ces actions judiciaires envoient un message fort à savoir, la discrimination et la violence antimusulmanes ont de graves conséquences.

Les initiatives de politique publique menées à différents niveaux de gouvernement ont créé des protections structurelles pour les communautés musulmanes. En décembre 2024, la Maison Blanche a dévoilé la toute première stratégie nationale de lutte contre l'islamophobie, définissant plus de 100 mesures pour combattre la haine, la violence, les préjugés et la discrimination envers les musulmans et les Américains d'origine arabe. Cette approche globale aborde la sensibilisation, la sécurité, l'adaptation religieuse et la solidarité intercommunautaire. Au niveau de l'État de New York, la gouverneure Kathy Hochul a promulgué une loi criminalisant le retrait forcé de vêtements religieux tels que le hijab et a mis en œuvre un plan en quatre volets pour sécuriser les espaces numériques face à la montée du discours antimusulman. Les établissements d'enseignement ont également pris des mesures importantes : plusieurs districts scolaires, dont ceux du comté de Frederick, de West Haven et de la City University of New York, ont inscrit les fêtes islamiques à leur calendrier scolaire, témoignant d'une reconnaissance institutionnelle croissante des besoins religieux des Américains de confession musulmane.

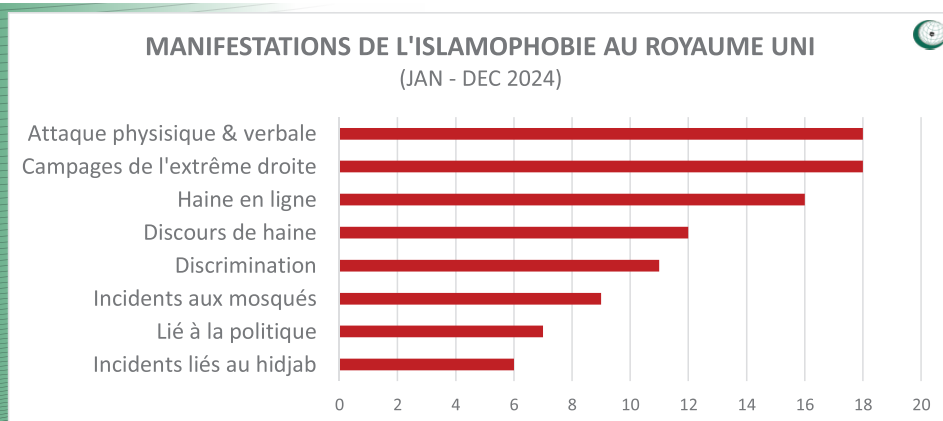
Les forces de l'ordre ont fait preuve d'une réactivité accrue face aux incidents antimusulmans, les services de police de tout le pays prenant des mesures décisives contre les crimes motivés par la haine visant les musulmans.

À Euless, au Texas, la police a rapidement identifié des préjugés raciaux comme facteur déterminant dans une tentative de noyade impliquant un enfant palestinien-américain, ce qui a conduit à des accusations plus lourdes contre l'auteur. De même, lorsqu'un homme a été arrêté pour avoir vandalisé la mosquée Al Falah Center dans le New Jersey, les autorités ont rapidement retenu des accusations d'intimidation motivée par des préjugés. L'allocation de 210 millions de dollars supplémentaires par le Département de la Sécurité intérieure pour protéger les institutions religieuses et les organisations à but non lucratif témoigne une fois de plus de l'engagement du gouvernement à prévenir les attaques ciblées. Ces actions reflètent une reconnaissance institutionnelle croissante du fait que la protection des musulmans américains contre les violences motivées par la haine est un élément essentiel de la sécurité publique.

La solidarité communautaire est apparue comme un puissant contrepoids à l'islamophobie, divers groupes s'unissant contre les incidents antimusulmans. Lorsque le Lombard Café, tenu par un Arabe, a été vandalisé à Philadelphie, des clients comme Samantha Pinto ont participé à une manifestation pacifique de soutien à l'établissement, exprimant leur indignation face à la prise pour cible d'un commerce de quartier « accueillant et ouvert ». De même, lorsque la communauté musulmane du Michigan a plaidé pour la reconnaissance des fêtes de l'Aïd dans les écoles du comté de Frederick, elle a été rejointe par des prêtres et des rabbins locaux qui ont assisté aux réunions du conseil d'administration pour apporter leur soutien. L'adoption à l'unanimité par le Sénat d'une résolution en hommage à Wadea Al-Fayoume, le garçon américano-palestinien de 6 ans assassiné lors d'un crime haineux antimusulman, a déclaré que « nul ne devrait être la cible de haine en raison de son origine ethnique ou de sa religion » et que les États-Unis « appliquent la tolérance zéro pour les crimes haineux, l'islamophobie, l'antisémitisme et la discrimination anti-palestinienne et anti-arabe ». Ces expressions de solidarité démontrent que malgré des défis persistants, de nombreux Américains restent déterminés à protéger les droits et la dignité de leurs voisins musulmans.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni est devenu le troisième foyer d'islamophobie le plus répandu à l'échelle mondiale, représentant 10 % des manifestations documentées en 2024. Les développements récents révèlent une crise multiforme qui s'est intensifiée depuis le début du conflit de Gaza en octobre 2023 et s'est considérablement aggravée entre juin et août 2024.



Une « fuite des cerveaux » profondément inquiétante de musulmans talentueux de la classe moyenne se produit en raison d'une hostilité croissante, même l'éminent conseiller royal Harris Bokhari envisageant une relocalisation malgré son amour pour la Grande-Bretagne. Cet exode de professionnels, notamment de santé, reflète la dégradation du sentiment de sécurité des musulmans. Les émeutes de Southport en juillet 2024 illustrent parfaitement cette crise : la désinformation attribuant à tort l'agression d'un enfant au couteau à un migrant musulman a déclenché des violences à l'échelle nationale, entraînant des attaques contre des mosquées et plus de 50 policiers blessés.

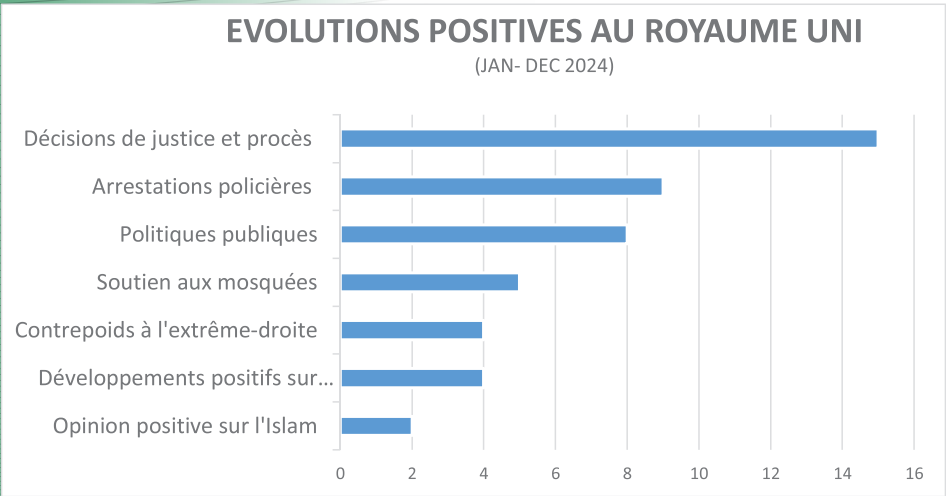
Le paysage politique a alimenté ces tensions, avec des personnalités comme Nigel Farage, récemment élu au Parlement, affirmant que de nombreux musulmans « n'adhèrent pas aux valeurs britanniques », tandis que Reform UK défendait l'auto-déclaration d'un candidat comme un « fier islamophobe ». De son côté, le candidat à la direction du Parti conservateur, Robert Jenrick, a plaidé pour l'arrestation immédiate de quiconque crierait « Allah Akbar », bien qu'il s'agisse d'une expression religieuse courante signifiant « Dieu est grand ».

Des discriminations institutionnelles ont été constatées dans les milieux

éducatifs et professionnels. L'école communautaire Michaela, très performante, a dû faire face à des recours judiciaires pour interdiction de rituels de prière, tandis que des affaires comme celle d'Ayshea Malik, jugée avec succès par le tribunal du travail, démontrent une discrimination au travail fondée sur l'identité musulmane. De nombreux actes de vandalisme visant des tombes musulmanes, des propriétés affichant des symboles pro-palestiniens et des graffitis racistes aux arrêts de bus ont encore marginalisé la communauté.

L'extrémisme d'extrême droite a pris une ampleur inquiétante, des groupes néonazis d'Europe et des États-Unis encourageant activement la violence antimusulmane sur les réseaux sociaux. La Ligue de défense anglaise a participé à des attaques contre des mosquées, tandis que des individus glorifiant le terroriste de Christchurch ont été condamnés à des peines de prison pour terrorisme. Plus inquiétant encore, des émeutiers ont tenté d'incendier un hôtel abritant des demandeurs d'asile en scandant « Faites-les sortir ».

Le secteur de la santé a fait état d'une peur « sans précédent » parmi le personnel musulman du NHS. Dr Salman Waqar, de l'Association médicale islamique britannique, a fait état des membres du personnel recevant des menaces de mort, bloqués dans leurs cabinets et évitant les visites à domicile pour des raisons de sécurité. Ces manifestations d'islamophobie portent atteinte aux valeurs fondamentales d'égalité et de cohésion sociale du Royaume-Uni, tout en menaçant le bien-être de ses citoyens musulmans, qui se sentent de plus en plus mal accueillis dans leur propre pays.



Toutefois, le Royaume-Uni a enregistré des avancées significatives dans la lutte contre l'islamophobie en 2024, représentant 27 % des avancées mondiales selon les conclusions de l'Observatoire. Les progrès les plus significatifs ont été réalisés dans le système judiciaire, avec de nombreuses décisions de justice et procès aboutissant à des condamnations pour les auteurs d'actes islamophobes. Parmi les cas notables, citons la condamnation du néonazi Samuel Melia pour diffusion de haine raciale, les multiples condamnations liées aux émeutes de Southport qui ont visé des mosquées à la suite de fausses rumeurs en ligne, et les peines de prison pour des individus ayant proféré des menaces à l'encontre des mosquées ou incité à la violence sur les réseaux sociaux.

Le gouvernement britannique a mis en œuvre plusieurs mesures de politique publique pour protéger les communautés musulmanes, allouant plus de 117 millions de livres sterling à la sécurité des mosquées, des écoles musulmanes et des centres communautaires à travers le pays. Le maire de Londres, Sadiq Khan, a alloué des fonds supplémentaires à la formation à la sécurité dans les mosquées de la capitale, tandis que des nominations historiques, comme celle de Shahin Ashraf, devenu le premier maire musulman de Solihull, représentent une avancée significative en matière de représentation. Le chef des Libéraux-Démocrates, Sir Ed Davey, a également plaidé pour l'adoption officielle d'une définition opérationnelle de l'islamophobie et la nomination d'un conseiller gouvernemental indépendant sur l'islamophobie.

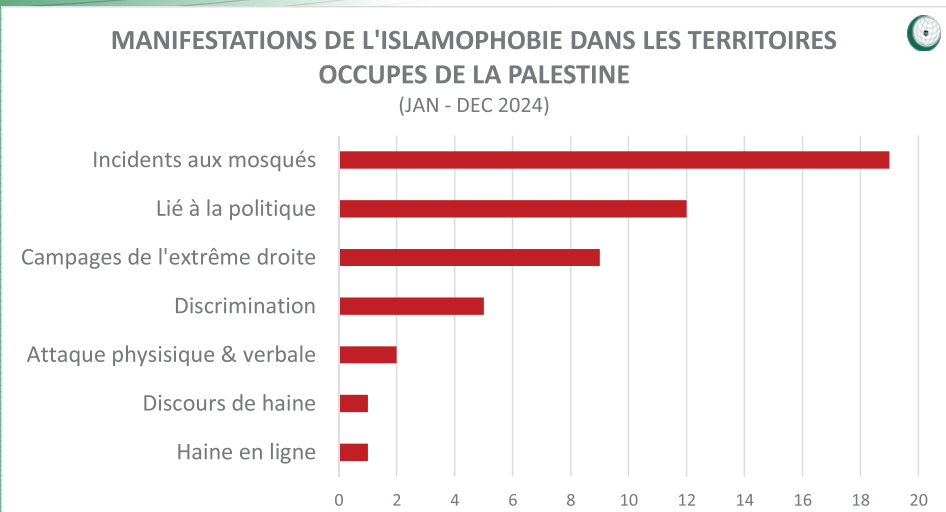
Les forces de l'ordre ont réagi pro-activement aux incidents islamophobes, avec de multiples arrestations pour crimes haineux contre les musulmans. Parmi celles-ci figurent l'arrestation de personnes pour dégradations à caractère raciste dans des bureaux d'intérêts palestiniens et des mosquées à travers Londres, l'arrestation d'un homme qui a agressé verbalement une musulmane dans une gare londonienne et l'arrestation d'un employé qui a diffusé des messages islamophobes sur les réseaux Wi-Fi des principales gares. La réaction rapide des autorités témoigne de leur engagement à protéger les communautés musulmanes du harcèlement et de la violence.

Les initiatives interconfessionnelles ont joué un rôle crucial dans la lutte contre l'islamophobie et le renforcement de la cohésion communautaire. La campagne #VisitMyMosque du Conseil musulman de Grande-Bretagne a

encouragé les personnes de toutes confessions à se rendre dans les mosquées locales du Royaume-Uni, avec le soutien actif d'organisations comme le Conseil des mosquées du Lancashire. Suite aux émeutes de l'été 2024, la mosquée et le centre communautaire de Green Lane à Birmingham ont organisé une journée portes ouvertes interconfessionnelle pour rétablir les liens communautaires et favoriser la compréhension. Ces efforts, associés à des personnalités politiques comme Adrian Ramsay, co-leader du Parti vert, qui s'engage directement auprès des communautés musulmanes en période de vulnérabilité, illustrent l'approche multidimensionnelle du Royaume-Uni pour lutter contre l'islamophobie par l'éducation, le dialogue et la solidarité.

Les Territoires palestiniens occupés

Les Territoires palestiniens occupés se classe au quatrième rang des foyers d'islamophobie dans le monde, représentant 6 % des manifestations mondiales. Bien que ce chiffre soit nettement inférieur à ceux de l'Inde (64 %), des États-Unis (14 %) et du Royaume-Uni (10 %), la situation mérite une attention particulière en raison de ses caractéristiques uniques et de son intensification tout au long de 2024.



Le Territoire a connu une augmentation marquée des incidents liés aux mosquées, qui constituent la plus haute catégorie de manifestations islamophobes dans la région. Selon des preuves documentées datant d'août 2024, les forces israéliennes ont mené des raids à Hébron, fermant la mosquée

Ibrahimi aux fidèles musulmans tout en autorisant l'accès aux visiteurs juifs. Le directeur de la mosquée, Cheikh Moataz Abu Sneineh , a rapporté que « les forces d'occupation ont fermé la mosquée dès 4 heures du matin sans préavis », tandis que des images montraient des soldats israéliens aidant des colons à apporter du matériel musical à l'intérieur pour des concerts et des rituels religieux – des actions condamnées comme « une violation flagrante des lieux de culte et de la vie privée des musulmans ».

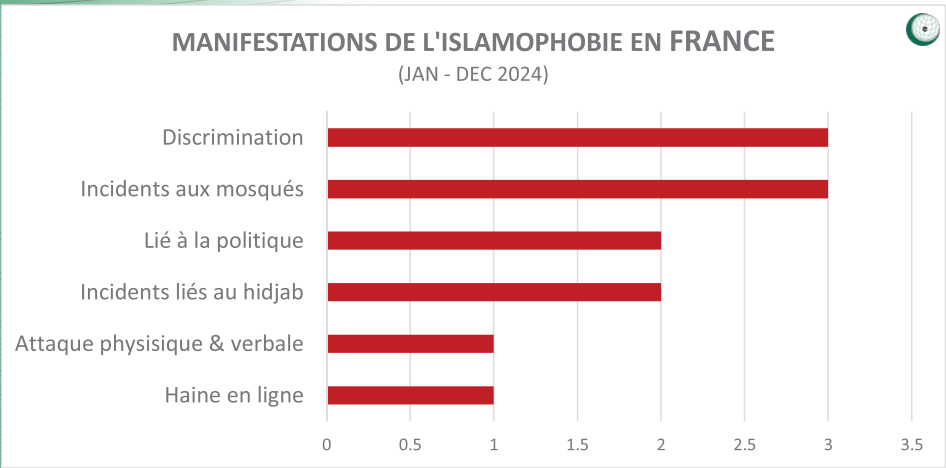
L'islamophobie liée aux politiques publiques constitue la deuxième catégorie d'incidents la plus importante, illustrée par les restrictions systématiques d'accès à la mosquée Al-Aqsa à Al-Qods -Est. Tout au long de l'année 2024, l'accès à la mosquée Al-Aqsa a été interdit aux Palestiniens pendant 12 vendredis consécutifs, la fréquentation étant tombée à 13 000 fidèles contre 50 000 habituellement. Ces restrictions se sont intensifiées pendant le Ramadan, lorsque les forces israéliennes ont physiquement empêché les musulmans d'assister aux prières du soir. L'installation de barbelés autour de la Porte des Lions en mars 2024 a été décrite par les autorités palestiniennes comme « un précédent dangereux qui ne s'est jamais produit depuis 1967 ».

Les campagnes d'extrême droite constituent une autre manifestation importante, avec le ministre israélien du Patrimoine Amichai Eliyahu ayant appelé de manière controversée à « la suppression du mois de Ramadan ». En septembre 2024, des groupes extrémistes ont diffusé des vidéos montrant Al-Aqsa en proie aux flammes, accompagnées de légendes suggérant une destruction imminente, suscitant l'inquiétude du ministère palestinien des Waqfs quant à l'escalade des menaces contre les lieux saints islamiques.

La discrimination religieuse quotidienne a continué de s'intensifier, les autorités ayant interdit l'appel à la prière de l'aube à la mosquée Ibrahimi pendant huit jours consécutifs en septembre 2024 et le ministre de la Sécurité nationale Ben- Gvir ayant ordonné à la police de confisquer les haut-parleurs de la mosquée. En décembre 2024, la mosquée a été fermée aux musulmans pendant quatre jours pour tenir compte des fêtes des colons, tout en la laissant ouverte aux rituels juifs, soulignant ainsi le caractère systématique des restrictions religieuses sur le territoire.

France

La France continue d'être un foyer préoccupant d'islamophobie, se classant au cinquième rang des pays présentant des manifestations importantes de sentiment antimusulman en 2024. Bien qu'elle ne représente que 2 % des incidents islamophobes mondiaux selon les conclusions de l'Observatoire, la nature de ces événements révèle des préoccupations systémiques.



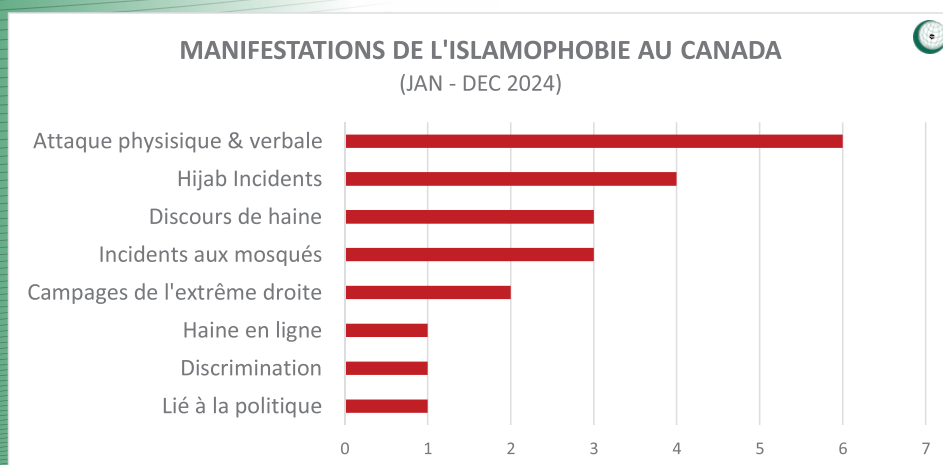
Les formes d'islamophobie les plus répandues en France sont la discrimination et les incidents liés aux mosquées, suivis par les actions politiques et les incidents liés au port du hijab. Le cas d'Al Kindi, seul lycée privé musulman de France bénéficiant d'un partenariat avec l'État, illustre parfaitement la discrimination institutionnelle, car il a été menacé de résiliation de contrat par la préfecture du Rhône. La Fédération nationale de l'enseignement privé musulman a qualifié cet incident de « harcèlement systématique » à l'encontre des établissements d'enseignement musulmans.

L'islamophobie liée aux politiques s'est manifestée de plusieurs manières, notamment par des raids policiers massifs menés par les autorités françaises contre les communautés musulmanes sous prétexte de sécurité olympique. Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a étendu la surveillance de plus de 5 100 musulmans figurant sur des listes de surveillance de la radicalisation, des organisations comme CAGE signalant de nombreux raids violents contre des musulmans innocents, qui se chiffrent à 250 rien qu'à Paris.

Des incidents de discours haineux ont également été recensés, notamment des graffitis racistes inquiétants visant des citoyens d'origine arabe. Le Conseil

français du culte musulman a signalé un incident de ce type : « Arabes au crématorium » était inscrit sur un mur, faisant une référence troublante à la Shoah et soulignant comment « la rhétorique raciste généralisée contribue à la propagation d'actes racistes » dans toute la France.

Canada



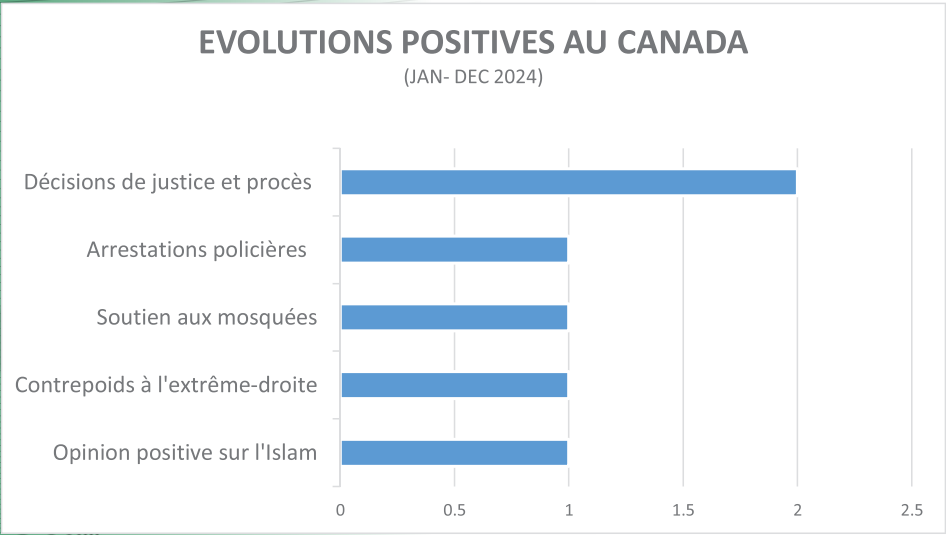
Le Canada, malgré sa réputation multiculturelle, représente 2 % des incidents islamophobes mondiaux selon les statistiques 2024 de l'Observatoire, les agressions verbales et physiques étant la forme la plus répandue de manifestation antimusulmane. Tout au long de 2024, plusieurs incidents graves ont été documentés, notamment une agression présumée motivée par la haine dans une rame de métro de la TTC à Toronto, où un homme a crié des commentaires antimusulmans et a physiquement agressé une femme. À Londres, la police a enquêté sur une agression motivée par la haine à Ivey Park, où une famille musulmane a été la cible de commentaires désobligeants, et sur un incendie criminel distinct où le porche d'une maison a été délibérément incendié.

Les incidents liés au port du hijab représentent la deuxième forme d'islamophobie la plus répandue au Canada. Un cas illustre bien ce fait : un centre de karaté montréalais a interdit à une jeune musulmane de 12 ans de suivre des cours après qu'elle a commencé à porter le hijab. La Commission des droits de la personne du Québec est intervenue, réclamant 13 000 dollars de dommages et intérêts et exigeant une révision des politiques afin d'éliminer la discrimination religieuse, après que le directeur du centre a

remis en question la décision de la jeune fille et lui a demandé de retirer son hijab pour participer.

Les discours haineux et la haine en ligne ont également proliféré. Les autorités enquêtent sur une affaire alarmante impliquant une camionnette publicitaire circulant à Toronto et affichant des messages incendiaires. Les écrans du véhicule montraient des musulmans en prière avec des légendes demandant « Est-ce le Yémen ? Est-ce la Syrie ? Est-ce l'Irak ? » avant de conclure par « Non. Nous sommes au Canada. Réveillez-vous, Canada. Vous êtes assiégé », ce qui a incité l'Unité des crimes haineux de la police de Toronto à ouvrir une enquête.

La propagation de l'islamophobie a été aggravée par des influences régionales plus larges, notamment la rhétorique politique américaine décrivant Dearborn, dans le Michigan, comme la « capitale du djihad américain » et les affirmations des législateurs républicains concernant une « prise de contrôle massive par les musulmans » dans les gouvernements occidentaux. Cette influence transfrontalière, combinée aux campagnes d'extrême droite et aux incidents dans les mosquées, continue de créer un environnement où les musulmans canadiens sont constamment stigmatisés, malgré l'adhésion officielle du pays au multiculturalisme et à la diversité.



L'Observatoire constate que le Canada représente 6 % des avancées positives liées à l'islamophobie à l'échelle mondiale, ce qui le place au quatrième rang derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Inde. Au Canada même, les décisions de justice et les procès ont montré l'impact positif le plus marqué

dans la lutte contre l'islamophobie en 2024, avec des progrès équivalents en matière d'arrestations policières, de soutien aux mosquées, de contrepoids à l'extrême droite et de promotion d'une vision positive de l'islam. Ces approches multidimensionnelles reflètent l'engagement du Canada à lutter contre la discrimination religieuse par la responsabilité juridique, le plaidoyer politique, le soutien communautaire et les efforts d'éducation du public.

Des efforts importants pour lutter contre l'islamophobie, par des réponses politiques et des actions institutionnelles, ont été constatés. À titre d'exemple, en décembre 2024, des députés des partis libéral et néo-démocrate ont réclamé des mesures concrètes pour lutter contre la discrimination religieuse, notamment la reconnaissance de la discrimination anti-palestinienne comme une forme distincte de haine. Ces initiatives parlementaires s'appuyaient sur des études approfondies qui ont produit 34 recommandations portant à la fois sur l'antisémitisme et l'islamophobie, émanant du Commission de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes. Cette commission a spécifiquement recommandé d'allouer des ressources supplémentaires aux unités policières spécialisées dans les crimes haineux et d'embaucher davantage de professeurs arabes, musulmans et palestiniens dans les universités, témoignant ainsi d'un engagement en faveur du changement institutionnel.

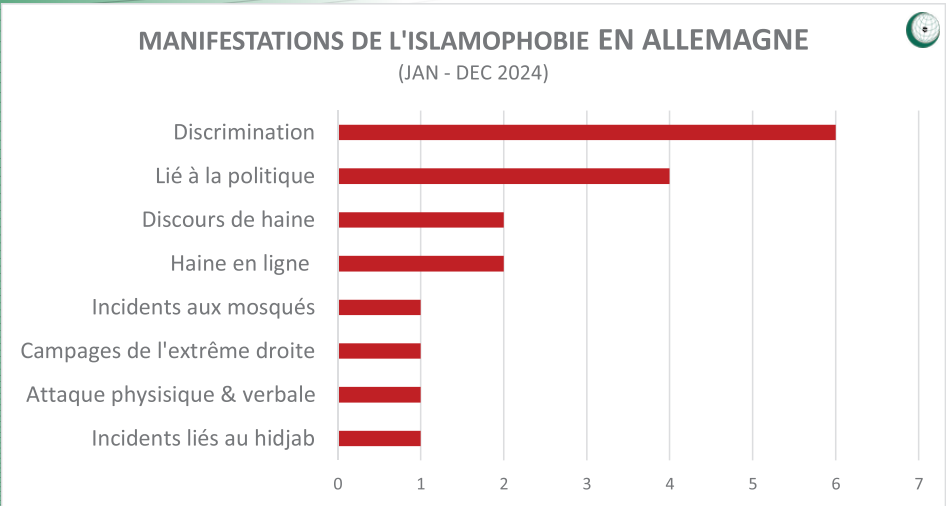
Les forces de l'ordre et le système judiciaire ont pris des mesures décisives face aux incidents islamophobes, le cas le plus marquant étant la condamnation d'un suprémaciste blanc qui a délibérément tué quatre membres d'une famille musulmane. La Cour supérieure de justice de l'Ontario a rendu une décision historique en février 2024 en déclarant officiellement cet attentat un acte de terrorisme, marquant la première fois que cette désignation était appliquée à la violence nationaliste blanche au Canada. De plus, la police a fait preuve de réactivité face aux incidents motivés par la haine, comme en témoigne l'arrestation rapide d'individus qui menaçaient ou harcelaient des musulmans, notamment lors d'incidents survenus dans une mosquée de Scarborough et lors d'une manifestation où une femme aurait retiré le hijab d'une personne.

Les dirigeants politiques ont publiquement affirmé leur engagement à lutter

contre l'islamophobie et à promouvoir des communautés inclusives. Le premier ministre Justin Trudeau a mis l'accent sur les valeurs de l'islam, à savoir la compassion, la gratitude et la famille, tout en reconnaissant les contributions inestimables des Canadiens musulmans au pays. L'Association musulmane de la Colombie-Britannique a également joué un rôle actif pour demander des comptes aux personnalités politiques, comme en témoigne son appel à une action concrète du Parti conservateur de la province concernant les propos islamophobes d'un candidat, démontrant ainsi l'efficacité des organisations de la société civile dans la lutte contre la discrimination religieuse.

Allemagne

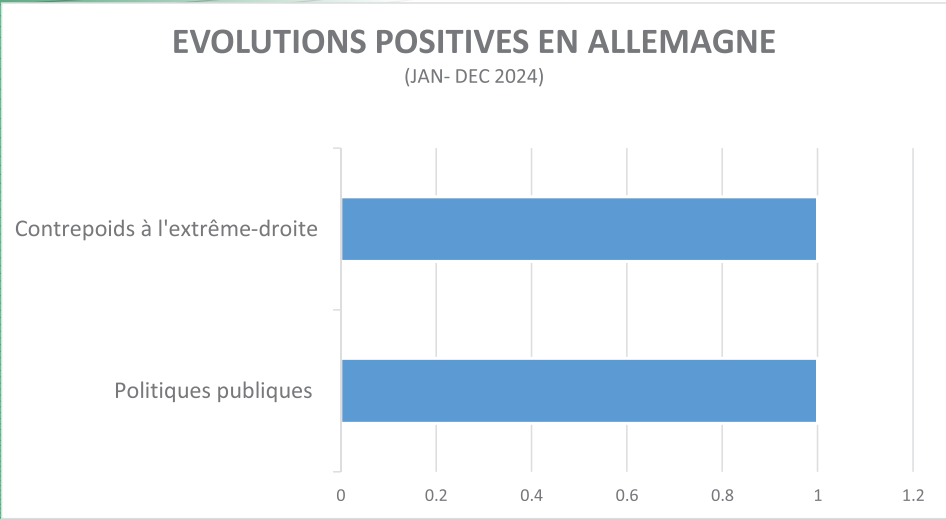
L'Allemagne reste classée parmi les points chauds d'islamophobie en 2024, bien qu'elle ne représente que 2 % des incidents recensés dans le monde. Ce pourcentage relativement faible trahit la gravité et le caractère systématique du sentiment antimusulman dans le pays. Cette évolution préoccupante est attestée par la reconnaissance officielle de l'Agence fédérale allemande de lutte contre la discrimination, dont la directrice, Ferda Ataman, a explicitement averti en septembre 2024 que la discrimination fondée sur le racisme antimusulman avait sensiblement augmenté. La discrimination ciblée à l'encontre des femmes musulmanes portant le voile dans le cadre de du travail est particulièrement alarmante, car elle constitue une forme d'exclusion structurelle qui compromet les perspectives économiques et l'intégration sociale.



La généralisation du sentiment islamophobe dans le champ politique constitue peut-être l'évolution la plus inquiétante. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti d'extrême droite, a franchi une étape historique en remportant 32,8 % des voix aux élections régionales de Thuringe. C'est la première fois depuis l'époque nazie qu'un parti d'extrême droite remporte une telle victoire électorale. Cette légitimation politique de la rhétorique antimusulmane s'est accompagnée d'expressions institutionnelles d'islamophobie, illustrées par la publication par le ministère bavarois de l'Intérieur d'une vidéo animée avec des images comparant la radicalisation musulmane aux stéréotypes de la propagande nazie. Le fait qu'un tel contenu émane d'un organisme gouvernemental officiel plutôt que d'organisations marginales témoigne de la profondeur de l'influence de ces sentiments dans les structures administratives allemandes.

Le journalisme d'investigation a révélé les liens dangereux entre élus et mouvements extrémistes. RTL EXTRA a documenté la coopération entre des responsables politiques de l'AfD et le mouvement identitaire violent. L'enquête a révélé des exercices d'entraînement brutaux explicitement conçus pour des affrontements de rue et des militants du parti prônant ouvertement un « Srebrenica 2.0 pour l'Allemagne », faisant directement référence au génocide des musulmans. Ces liens démontrent comment l'islamophobie en Allemagne a évolué, dépassant les préjugés superficiels, vers des mouvements organisés, dotés d'une représentation politique et d'aspirations violentes.

La sophistication de l'islamophobie allemande la rend particulièrement préoccupante par rapport aux pays où la représentation statistique est plus élevée. Si la discrimination représente la forme la plus répandue, les données révèlent un vaste écosystème d'expressions islamophobes, comprenant des initiatives politiques, des discours de haine, des campagnes organisées en ligne, des attaques contre des mosquées et des agressions verbales et physiques. Cette manifestation à plusieurs niveaux – allant des attaques individuelles aux politiques institutionnelles et à la politique électorale – crée un environnement où le sentiment antimusulman s'est normalisé dans de nombreux secteurs de la société allemande, faisant de l'Allemagne un important foyer d'islamophobie malgré son empreinte statistique apparemment modeste dans les comparaisons mondiales.



Malgré le statut de foyer d'islamophobie de l'Allemagne en 2024, d'importantes mesures ont été prises pour contrer la montée du sentiment antimusulman. Le premier graphique révèle que l'Allemagne a réalisé des progrès identiques dans deux domaines essentiels : la mise en place de contrepoids aux mouvements d'extrême droite et l'élaboration de politiques publiques spécifiquement conçues pour lutter contre l'islamophobie. Cette double approche équilibrée témoigne d'une stratégie coordonnée pour s'attaquer au problème, tant au niveau politique local qu'au travers des cadres institutionnels.

Une évolution notable est l'importante mobilisation publique contre le parti d'extrême droite AfD, qui a remporté un succès électoral inquiétant lors des récentes élections régionales. Début mars 2024, une pétition en ligne appelant les instances constitutionnelles à examiner une éventuelle interdiction de l'AfD a recueilli plus de 800 000 signatures, qui ont été officiellement soumises au Conseil fédéral. Cette initiative populaire a reçu le soutien d'une cinquantaine de parlementaires, dont des personnalités éminentes comme le vice-président du Parlement allemand Aydan Ozoguz et le haut responsable social-démocrate Ralf Stegner, témoignant d'une reconnaissance interpartis de la menace que représente l'extrémisme d'extrême droite pour les valeurs démocratiques et les communautés musulmanes allemandes.

La proposition constitutionnelle la plus significative est peut-être celle du chef du Parlement allemand, Raed Saleh, visant à intégrer des protections

explicites contre l'islamophobie dans la Constitution de l'État. En tant que chef du Parti social-démocrate, Saleh a plaidé pour l'ajout de clauses anti-islamophobie aux dispositions constitutionnelles existantes contre l'antisémitisme, déclarant : « Je peux très bien nous imaginer à Berlin dire que dans notre ville diversifiée, nous inscrirons la lutte contre l'antisémitisme, la lutte contre l'islamophobie et contre le racisme dans la Constitution. » Cette proposition représente un changement historique potentiel dans le cadre juridique allemand, qui reconnaîtrait officiellement la discrimination antimusulmane et s'engagerait à la combattre au niveau constitutionnel.

Bien que l'Allemagne ne représente que 2 % des avancées mondiales en matière de lutte contre l'islamophobie, contre des contributions plus importantes des États-Unis (35 %), du Royaume-Uni (27 %) et de l'Inde (20 %), la qualité de ces efforts est remarquable. L'approche allemande témoigne d'une volonté systématique de lutter contre l'islamophobie par la mobilisation démocratique et une réforme juridique structurelle, plutôt que par des initiatives isolées. En cas de succès, ces deux efforts pourraient jeter les bases d'un changement durable dans un pays qui continue de lutter contre la tension entre ses valeurs démocratiques et la persistance d'un sentiment antimusulman au sein de divers segments de la société.



RECOMMANDATIONS POLITIQUES



RECOMMANDATIONS POLITIQUES

L'**islamophobie** est devenue un défi mondial pressant qui se recoupe avec les questions de liberté religieuse, de droits de l'homme, de discrimination et de cohésion sociale. L'Organisation de la Coopération Islamique reconnaît qu'une lutte efficace contre l'islamophobie requiert des approches coordonnées et multidimensionnelles impliquant les Gouvernements, les Organisations internationales, la Société civile, les Chefs religieux et les Médias. Les recommandations politiques ci-après visent à fournir un cadre global de lutte contre l'islamophobie par le biais d'initiatives juridiques, éducatives, médiatiques et collaboratives.

Cadres juridiques et politiques

- 1. Mettre en œuvre les Résolutions 16/18 et 53/1 des Nations Unies :**
Exhorter les gouvernements nationaux à mettre pleinement en œuvre les recommandations et points d'action énoncés dans les Résolutions 16/18 et 53/1 des Nations Unies, qui traitent de l'intolérance et de la discrimination religieuses. Réactiver le Processus d'Istanbul en tant que mécanisme de suivi pour assurer une mise en œuvre cohérente et la reddition de comptes.
- 2. Élaborer une Législation anti-islamophobie :** Créer un Groupe spécial d'experts juridiques de l'OCI chargé de l'élaboration d'une législation modèle définissant et interdisant explicitement l'islamophobie, l'incitation à la haine religieuse et la profanation des symboles religieux. Cette loi type devrait être conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, tout en tenant compte des défis spécifiques liés à la discrimination antimusulmane.
- 3. Criminaliser les discours de haine et l'incitation à la haine :** Plaider en faveur de lois qui criminalisent les discours de haine et l'incitation à la violence contre les musulmans, avec des sanctions claires pour les violations. Ces lois doivent concilier liberté d'expression et protection contre la discrimination.

4. Mettre en place des mécanismes nationaux de reddition de comptes :

Encourager les pays à mettre en place des mécanismes nationaux pour demander des comptes aux médias qui perpétuent les discours de haine et l'intolérance religieuse, tout en respectant la liberté de la presse.

Suivi et Collecte de Données

1. Renforcer l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI : Améliorer les ressources, le personnel et les capacités de l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI afin de suivre de près, d'analyser et de signaler systématiquement les incidents islamophobes qui surviennent de par le monde.

2. Créer un Portail mondial de signalement des incidents : Développer une plateforme en ligne conviviale et multilingue sur laquelle les individus et les communautés peuvent signaler les incidents islamophobes. Cette base de données centralisée devrait recueillir des informations détaillées sur les incidents, la démographie des victimes et les résultats juridiques.

3. Mener des Missions d'enquête : Autoriser l'Envoyé Spécial pour la lutte contre l'Islamophobie à effectuer des missions d'enquête, avec le concours de la Commission Permanente Indépendante des Droits de l'Homme de l'OCI (CPIDH), en vue de mener des investigations sur les cas graves d'islamophobie et de discrimination.

4. Analyse et évaluation des risques : Analyser les données collectées aux fins d'identifier les profils, les causes profondes et les tendances émergentes de l'islamophobie. Développer des modèles d'évaluation des risques afin de prévoir les pics potentiels d'incidents islamophobes, en fonction des tendances sociales, politiques et médiatiques.

Éducation et Sensibilisation

1. Promouvoir des réformes éducatives : Plaider en faveur des réformes éducatives dans les écoles et les universités afin d'inclure des modules complets sur la tolérance religieuse, le respect des symboles religieux et la lutte contre l'islamophobie.

2. Élaborer des programmes de formation : Concevoir des trousseaux d'outils

et des modules de formation pour les forces de l'ordre, les éducateurs et les dirigeants communautaires sur l'identification, la prévention et la réponse aux incidents islamophobes.

3. **Lancer des campagnes de sensibilisation du public** : Développer du matériel pour les campagnes de sensibilisation du public, y compris des infographies et des fiches d'information propre à dissiper les mythes et les idées erronées sur l'Islam.
4. **Créer des ressources numériques** : Développer un site Web interactif avec des ressources éducatives, des visualisations de données et des récits personnels qui favorisent la compréhension de l'Islam et combattent les stéréotypes. Produire du contenu vidéo court et partageable mettant en évidence l'authenticité de l'Islam.

Engagement des Médias

1. **Promouvoir un journalisme responsable** : Travailler avec les médias pour promouvoir la compréhension de l'usage responsable de la liberté d'expression, en mettant l'accent sur les normes déontologiques de reportage sur la religion.
2. **Organiser des séances d'information à l'intention des journalistes** : Organiser régulièrement des séances d'information avec les journalistes visant à partager des données et des idées sur l'islamophobie, en encourageant les reportages précis et responsables.
3. **Coordonner la stratégie médiatique** : Établir une coordination transfrontalière pour partager les tactiques et créer une stratégie médiatique cohérente destinée à lutter contre l'islamophobie.
4. **Surveiller la couverture médiatique** : Surveiller la manière dont l'islamophobie est couverte dans les médias et analyser le rôle des médias dans la promotion ou la lutte contre les récits islamophobes.

Dialogue Interreligieux et Interculturel

1. **Promouvoir les initiatives de dialogue** : Soutenir le dialogue interreligieux, interculturel et intercivisationnel, en tant que composantes indispensables

de la lutte contre l'intolérance et la discrimination religieuses.

2. **Impliquer les chefs religieux** : Œuvrer en étroite collaboration avec les chefs religieux de différentes confessions aux fins de mener un plaidoyer unifié contre l'intolérance religieuse et la profanation des symboles sacrés.
3. **Soutenir les initiatives de paix à la base** : Continuer à soutenir les initiatives de paix à la base dans les zones de conflit, en promouvant la tolérance, la coexistence pacifique et la compréhension mutuelle.
4. **Organiser des programmes d'échanges culturels** : Faciliter les programmes d'échanges culturels et les expositions virtuelles célébrant la culture, l'histoire et les réalisations islamiques pour lutter contre les stéréotypes négatifs.

Collaboration Internationale

1. **Renforcer les partenariats** : Instaurer des partenariats avec des Organisations internationales, telles que les Nations Unies, l'Union Européenne, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et les groupes de défense des droits de l'homme afin d'intensifier les efforts de plaidoyer.
2. **Commémorer la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie** : Encourager la commémoration mondiale du 15 mars en tant que Journée internationale de lutte contre l'islamophobie afin de renouveler l'engagement et de galvaniser le soutien à la lutte contre l'islamophobie.
3. **Soutenir les communautés musulmanes dans les pays non membres de l'OCI** : Encourager les gouvernements et les acteurs non gouvernementaux à multiplier les programmes de développement en vue de prêter main forte aux minorités musulmanes dans les pays non membres de l'OCI, en s'attaquant à la discrimination dans l'emploi, dans les opportunités et dans l'intégration sociale.
4. **Favoriser la collaboration universitaire** : Collaborer avec les universités et les établissements universitaires aux fins de mener des recherches conjointes sur l'islamophobie, la tolérance religieuse et le racisme, en mettant l'accent sur l'identification de solutions.

Mise en œuvre et Suivi

1. **Élaborer des plans d'action par pays** : Œuvrer avec les États membres à l'élaboration de plans d'action par pays pour la mise en œuvre de ces recommandations politiques, en tenant compte des contextes et des défis locaux.
2. **Établir des indicateurs de performance** : Créer des indicateurs de performance clairs pour mesurer les progrès réalisés en termes de lutte contre l'islamophobie, avec des rapports et des évaluations réguliers.
3. **Mobilisation des ressources** : Mobiliser des ressources financières et humaines afin de soutenir la mise en œuvre de ces recommandations politiques, en créant éventuellement un fonds dédié à la lutte contre l'islamophobie.
4. **Réunions d'examen régulières** : Organiser des réunions régulières consacrées à l'examen des progrès, au partage des meilleures pratiques et à l'ajustement des stratégies, le cas échéant, pour assurer l'efficacité.

En mettant en œuvre ces recommandations politiques, il est attendu que l'OCI, ses États membres et la Communauté internationale empruntent la même voie pour s'attaquer aux causes profondes de l'islamophobie, promouvoir la liberté religieuse et la tolérance, et créer des sociétés où les personnes de toutes confessions peuvent vivre ensemble dans la paix et le respect mutuel.

MANIFESTATION DE L'ISLAMOPHOBIE



MANIFESTATION DE L'ISLAMOPHOBIE (JANVIER-DECEMBRE 2024)

L'**islamophobie** est un phénomène complexe caractérisé par la peur, l'hostilité et les préjugés dirigés non seulement contre l'Islam en tant que système de foi, mais également contre les musulmans et les symboles, les institutions et les pratiques culturels islamiques. Elle se manifeste par des expressions multiformes d'intolérance, allant d'attitudes discriminatoires subtiles dans les interactions quotidiennes à des formes institutionnalisées de marginalisation dans les représentations médiatiques, les milieux de travail et le discours politique. Ce sentiment omniprésent, enraciné dans des idées erronées et des stéréotypes, se matérialise souvent par des manifestations physiques troublantes de haine, y compris le vandalisme des mosquées, la profanation des textes religieux, le harcèlement des femmes en tenue islamique et le manque de respect délibéré envers les figures de proue et les symboles islamiques vénérés. Ce chapitre présente une codification systématique des incidents et indicateurs islamophobes documentés dans plusieurs pays, au cours de la période sous revue. Il propose un catalogage de ces manifestations, classées en catégories distinctes : discrimination systémique, mise en œuvre de politiques islamophobes, activités d'extrême-droite, agressions verbales et physiques, prolifération de discours de haine (en particulier dans les espaces en ligne) et ciblage spécifique des pratiques vestimentaires islamiques, notamment le Hijab, le Niqab et la Burqa. À travers cette documentation structurée, le chapitre vise à dresser un tableau clair des diverses expressions d'islamophobie vécues par les communautés musulmanes du monde entier.

DISCRIMINATION

La discrimination consiste à établir des distinctions injustes ou préjudiciables entre des individus en fonction de leur appartenance ou de leur affiliation, perçue par des catégories sociales, des groupes ou des identités particuliers. Dans les sociétés contemporaines, la discrimination

se manifeste lorsque les personnes sont confrontées à un traitement inégal spécifiquement en raison de caractéristiques, telles que la race, l'origine ethnique, le sexe, l'âge, le handicap, la religion ou l'orientation sexuelle. Ce traitement injuste empêche généralement les personnes ciblées d'accéder aux opportunités, aux ressources, aux services ou aux droits fondamentaux qui restent facilement accessibles aux membres de groupes plus privilégiés ou dominants. Dans le contexte de l'islamophobie, la discrimination prend une dimension particulièrement ciblée, dès lors que les musulmans font face à des désavantages systématiques et à des pratiques d'exclusion en raison de leur identité religieuse ou de leur association perçue avec l'Islam. Ces pratiques discriminatoires peuvent imprégner divers domaines de la vie – de l'emploi et du logement à l'éducation et aux services publics – dressant des obstacles considérables devant la pleine participation à la société. Les incidents documentés dans cette section illustrent la manière dont la discrimination antimusulmane opère à la fois par des rejets manifestes et des mécanismes institutionnalisés plus subtils qui marginalisent collectivement les communautés et les individus musulmans, leur refusant l'égalité de traitement et d'opportunités uniquement sur la base de leur identité religieuse ou de leurs pratiques culturelles associées à l'Islam.

Les Etats-Unis

En janvier 2024, une ancienne enseignante a intenté une action en justice alléguant qu'elle avait été rétrogradée après avoir déposé une plainte pour discrimination au *Mary Institute* et à la *St. Louis Country Day School*. La poursuite, déposée au nom de Ghada Ead, une femme musulmane qui a enseigné à l'école privée *Ladue K-12*, pendant environ cinq ans, a affirmé que sa rétrogradation, en avril 2023, était intervenue quelques mois après qu'elle se soit plainte des remarques faites par un assistant administratif. A l'époque, la porte-parole de l'école, Amy Zlatic, a informé le *Post-Dispatch* par courrier électronique que *Country Day* ne commenterait pas les litiges en cours. D'après le procès, Ead était habillée de façon conservatrice et portait un hijab conformément à ses croyances religieuses. La poursuite alléguait, en outre, qu'en août 2022, l'un des assistants administratifs de l'école avait passé une commande groupée de T-shirts marquant la célébration de la

Semaine du retour à la maison pour les étudiants et les professeurs, mais avait refusé la demande de Ead pour un T-shirt à manches longues.¹



Dans un autre incident mettant en évidence les tensions religieuses, le 4 juillet 2024, les autorités de la boxe ont pris des mesures sévères lorsque Ryan Garcia a été expulsé par le Conseil mondial de la boxe après avoir proféré à plusieurs reprises des insultes raciales contre les Noirs et fait des commentaires désobligeants sur les musulmans lors d'une publication en direct sur les réseaux sociaux.²

Pendant ce temps, alors que les habitants de Gaza continuent de faire face à la famine et aux bombardements israéliens, de nombreuses organisations caritatives musulmanes s'efforçaient de fournir une assistance aux Palestiniens. Cependant, beaucoup de ces groupes ont découvert, au cours de l'année écoulée, que les institutions bancaires dont ils dépendent pour acheminer l'aide à Gaza hésitent à traiter avec des organisations caritatives gérées par des musulmans – en particulier celles axées sur Gaza. Ce phénomène a été qualifié de « *Musulman dans ses activités bancaires.* » Amany Killawi, cofondatrice de *LaunchGood*, une plateforme de financement participatif musulmane, a noté : « *Nous nous faisons que plaisanter lorsque nous avons démarré notre entreprise en disant que nous avions 99 problèmes et que les paiements n'en faisaient pas partie, et cela a rapidement changé. Je pense qu'il y a un contrôle supplémentaire sur les organisations musulmanes.* » *LaunchGood* faisait partie des nombreuses organisations qui tentaient d'aider les Gazaouis qui ont connu une fermeture inattendue de leurs comptes de paiement au cours de l'année écoulée. Killawi a suggéré que ces banques

craignaient une publicité négative de leur association avec des organisations musulmanes lors du débat controversé entre Israël et la Palestine. Elle a ajouté que les entités pro-israéliennes publient souvent des articles critiques dans les médias sur les organisations musulmanes qui envoient de l'aide à Gaza, ce qui peut décourager les banques de traiter avec elles, malgré l'absence de tout acte répréhensible. Ces organisations caritatives étaient parfois accusées à tort de soutenir des groupes armés, et les institutions financières pouvaient ne pas enquêter de manière approfondie sur de telles allégations. « *Je ne pense pas que ce soit en conflit avec la loi américaine parce que tout est légal. Il n'y a rien qui viole leurs conditions d'utilisation. Mon sentiment est que ce sont des médias défavorables.* », a expliqué Killawi.³

Au-delà du secteur financier, la liberté académique a également été affectée par le conflit. Plusieurs professeurs d'universités américaines ont fait l'objet de mesures disciplinaires liées à leur soutien au mouvement propalestinien et aux manifestations sur les campus. À l'Université Columbia, Katherine Franke, professeure de droit et directrice du *Center for Gender & Sexuality Law de la Columbia Law School*, faisait l'objet d'une enquête concernant une interview qu'elle a accordée début 2024. Auparavant, elle avait déposé une plainte contre un cabinet d'avocats qui l'avait abandonnée en tant que cliente. Dans un autre cas, Maura Finkelstein, professeure agrégée d'Anthropologie au *Muhlenberg College d'Allentown*, en Pennsylvanie, a été licenciée, en mai, pour une republication sur Instagram qui a déclenché une plainte d'étudiant. Elle a depuis fait appel de son licenciement. À l'Université de Princeton, Ruha Benjamin, professeure d'études afro-américaines, a fait l'objet d'une enquête pour son activisme propalestinien tandis que l'Université faisait simultanément la promotion de sa bourse *MacArthur Genius*. Ces cas ne représentent que quelques exemples d'universitaires confrontées à des répercussions pour avoir soutenu les manifestations estudiantines contre la guerre d'Israël à Gaza, qui ont déclenché des troubles généralisés sur les campus, au cours de la précédente année universitaire et conduit à moult nouvelles restrictions universitaires sur les manifestations.⁴

Le Canada

Une famille musulmane a signalé qu'un centre de karaté de Montréal avait interdit à sa fille de 12 ans d'assister aux cours après qu'elle ait commencé à porter le hijab. La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec a demandé 13.000 dollars de dommages-intérêts pour la famille, tout en exigeant que le centre revoie ses politiques afin d'éliminer la discrimination religieuse. Selon un dossier présenté au tribunal provincial des droits de la personne en juin, la commission allègue que le directeur du centre a remis en question la décision de la jeune fille de porter le hijab et l'a informée qu'elle devait l'enlever pour participer aux activités. L'incident s'est produit à l'automne 2022 au Centre de Karaté *Autodéfense Lamarre*, dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal. Bien que la jeune fille ait fréquenté le centre pendant des années, cet été-là, à l'âge de 12 ans, elle a décidé de commencer à porter le hijab. La commission rapporte qu'en arrivant à son premier cours de la nouvelle saison, la jeune fille a été convoquée dans le bureau de la directrice et interrogée sur son hijab. Après avoir refusé de l'enlever, elle a appelé ses parents en larmes pour qu'ils viennent la chercher.⁵

Le Royaume-Uni

Une « *fuite des cerveaux* » des musulmans talentueux de la classe moyenne se produit en raison de la montée de l'islamophobie, selon Harris Bokhari, l'un des principaux conseillers royaux en matière de relations raciales. Dans un rapport publié par *Le Times*, le 16 août 2024, Harris Bokhari a fait part des préoccupations croissantes de la communauté musulmane à la suite des émeutes et des attaques de mosquées, qui ont fait que beaucoup se sont sentis en danger et mal accueillis en Grande-Bretagne. M. Bokhari, qui conseillait la famille royale et le gouvernement, a révélé que lui-même et sa famille avaient envisagé de quitter le pays, malgré sa profonde affection pour la Grande-Bretagne. Il a noté que de nombreux professionnels qualifiés, notamment des médecins et des travailleurs de la santé, avaient déjà quitté le pays ou envisageaient de le faire.⁶

Toujours au Royaume-Uni, une employée de café qui a perdu son poste de

longue date via WhatsApp, en partie à cause de ses origines musulmanes pakistanaïses, a expliqué comment elle a défendu sa cause « *pour ses enfants*. » Ayshea Malik a poursuivi en justice les propriétaires du Café « *Food 4 Thought* », à Warrington, dans le Cheshire, devant un tribunal du travail, après avoir été licenciée, en avril 2023. Mme. Malik travaillait au café *Great Sankey* depuis 2013, avant que les nouveaux propriétaires *Przemyslaw Paliga* et *Zbigniew Szary* ne le reprennent en février 2023. Le tribunal a estimé que Mme. Malik avait été injustement licenciée et qu'elle a été victime d'une discrimination fondée sur sa race et sa religion. Mme. Malik, qui s'est représentée elle-même au tribunal sans l'aide d'un avocat, a qualifié le verdict en sa faveur d'« *émouvant* ». ⁷

La France

Al-Kindi, le seul lycée privé musulman du pays à bénéficier d'un partenariat avec l'État, a été menacé de résiliation de contrat par la préfecture du Rhône. Cette action potentielle pourrait mettre fin à l'association officielle de l'école avec l'État. Selon le site web *Lyon Capitale*, l'école a été informée que la préfecture avait entamé des procédures de révocation de ses contrats d'association. Al-Kindi était le seul établissement d'enseignement musulman en France à maintenir un partenariat avec l'État. *Lyon Capitale* a indiqué que la préfecture du Rhône avait confirmé que la procédure était en cours, mais qu'aucun détail n'avait été divulgué concernant les raisons de cette décision. En réponse, la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman (FNEM) a exprimé son inquiétude face à ce qu'elle a qualifié de « *harcèlement systématique* » des écoles musulmanes. Le président de la Fédération, M. Makhoul Mamech, a accusé le gouvernement français de prendre des « *décisions disproportionnées* » et d'imposer des « *contrôles intensifiés* » aux établissements musulmans. ⁸

L'Allemagne

La discrimination antimusulmane est en hausse, selon un avertissement lancé par un haut responsable de la lutte contre la discrimination, le 10 septembre 2024. Mme. Ferda Ataman, directrice de l'Agence fédérale

de lutte contre les discriminations, a déclaré que le nombre de plaintes « *explicitement liées à la discrimination fondée sur le racisme antimusulman a augmenté* ». Lors d'une conférence de presse, à Berlin, au cours de laquelle Mme. Ataman a présenté un rapport sur la discrimination en Allemagne, elle a souligné : « *Ce que nous observons, c'est que les musulmans sont victimes d'une forte discrimination. Nous le savons d'après d'autres études et les cas que nous avons, en particulier les femmes portant le foulard sur le marché du travail...* » Mme. Ataman a, en outre, noté que plusieurs musulmans « *subissent également des discriminations dans les espaces publics.* »⁹

La Finlande

Le 7 novembre 2024, le médiateur pour la non-discrimination du pays a émis un avertissement selon lequel le plan de quotas de réfugiés du gouvernement constituait probablement une discrimination religieuse. Cette évaluation fait suite à l'annonce faite par le gouvernement de réduire le nombre de réfugiés provenant de pays à majorité musulmane et d'augmenter le nombre de réfugiés en provenance de pays chrétiens. Selon le Médiateur, la directive du Ministère de l'Intérieur de préparer le plan de quotas a violé à la fois la Constitution finlandaise et les lois anti-discrimination. « *Le Ministère de l'Intérieur a demandé à ses fonctionnaires de préparer le plan de quotas de réfugiés pour 2025 d'une manière qui est en contradiction avec l'interdiction de la discrimination dans la Constitution et les lois sur la discrimination* », a déclaré M. Robin Harris, médiateur adjoint chargé de la non-discrimination. Le journal local *Helsingin Sanomat* a rapporté que le Ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen et le Ministre de l'Intérieur par intérim Lulu Ranne avaient demandé aux fonctionnaires d'élaborer des plans excluant les réfugiés des quotas de pays, tels que l'Afghanistan, tout en augmentant le nombre de réfugiés en provenance du Venezuela. Selon la déclaration du Médiateur, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) a recommandé, en juillet, que la Finlande donne la priorité aux réfugiés issus de quotas en provenance d'Afghanistan et de Syrie.¹⁰

Le Territoire palestinien occupé

L'armée d'occupation israélienne a mené un raid sur la ville d'Al-Khalil, en Cisjordanie, le 31 août 2024, fermant la Mosquée Ibrahimî et empêchant les fidèles musulmans d'y pénétrer, selon les autorités locales et les témoins oculaires. Aussi, des témoins ont-ils rapporté que les forces israéliennes ont pris d'assaut le quartier de Wadi Al-Hariya et procédé à des perquisitions dans plusieurs maisons. L'opération militaire s'est également étendue au quartier de Jabal Abu Rumman, où des soldats et des tireurs d'élite ont été aperçus en train de se positionner sur les toits d'immeubles résidentiels. Cheikh Moataz Abu Sneineh, Directeur de la Mosquée Ibrahimî, a déclaré que le lieu saint avait été fermé à l'aube sans notification préalable, bien que les visiteurs juifs aient été autorisés à y accéder. « *Les forces d'occupation ont fermé la mosquée à partir de 4 heures du matin sans avertissement, empêchant les fidèles d'y accéder* », a expliqué M. Abu Sneineh.¹¹

Après la fermeture de la Mosquée Ibrahimî devant les fidèles palestiniens, les autorités militaires israéliennes ont autorisé des milliers de colons illégaux à organiser un concert et à pratiquer des rituels religieux sur le site sacré d'Al-Khalil. Des images diffusées sur les réseaux sociaux montrent des soldats israéliens autorisant des colons à apporter du matériel musical dans la mosquée. La vidéo, qui semble avoir été enregistrée par un colon ou un soldat israélien, montre également des militaires aidant à transporter divers matériaux à l'intérieur du lieu de culte. Le directeur de la mosquée, Moataz Abu Sneineh, a dénoncé le concert des colons organisé dans les cours de la mosquée, le qualifiant de « *violation flagrante des lieux de culte et de l'intimité des musulmans.* »¹²

L'Inde

Une musulmane, employée par une division du Ministère de l'Entrepreneuriat et du Développement des compétences, a été victime de discrimination lorsqu'elle s'est vu attribuer un logement en 2017 dans le complexe d'habitations à loyer modéré de la municipalité de Vadodara, à Harni, dans le cadre du programme de logements sociaux (*Mukhyamantri Awas Yojana*.) Malgré sa joie initiale à la perspective d'emménager avec son

fil, à cette époque mineur, dans ce qu'elle espérait être une communauté inclusive, ses projets ont été bouleversés avant qu'elle ne puisse déménager. Trente-trois résidents de ce complexe, comptant 462 logements, ont déposé une plainte écrite auprès du responsable administratif du district et d'autres autorités, s'opposant à l'installation d'une « musulmane », sous prétexte que sa présence pourrait constituer une « menace et une nuisance. » Les autorités ont confirmé qu'elle était la seule musulmane à bénéficier d'un logement dans l'ensemble du complexe.¹³



Lors d'un autre incident survenu en Inde, des habitants de Silbhanga ont affirmé avoir été pris pour cible en raison de leur identité musulmane. Selon ces habitants, environ 1500 familles étaient établies dans ce campement du village de Silbhanga, depuis quatre décennies. Les autorités du district ont justifié les expulsions en les qualifiant d'« *empiéteurs non autorisés* » sur la propriété des chemins de fer. « *Nous vivons ici depuis trois générations* », expliquait Mamoni. « *Mon grand-père maternel vivait ici. Ma mère est née dans cette maison. Mes frères et moi vivions ici. Mais aujourd'hui, nous n'avons plus de terre ni d'endroit où aller.* » À quelques centaines de mètres de l'ancienne maison de Mamoni, un ensemble de logements, une école, un temple et un ashram sont restés debout au milieu des décombres des bâtiments démolis. « *Ce sont les résidences de familles hindoues. Mais elles sont encore debout... Le temple et l'ashram se trouvent également sur des terrains ferroviaires. Pourquoi n'ont-ils pas été démolis ?* », s'est interrogé le résident musulman. De nombreux autres habitants du quartier ont

également affirmé que les familles musulmanes originaires du Bengale avaient été délibérément ciblées, notant que presque toutes les maisons démolies appartenaient à des familles musulmanes. De plus, un temple de Kali n'a pas été touché, alors que les maisons adjacentes ont été complètement rasées. « *Ils ont rasé la madrassa vieille de plusieurs décennies et brisé le mur du Masjid, mais n'ont pas touché au Kali Mandir et à l'ashram* », a déclaré Abul Kashem, dont la maison a été démolie. Nombre d'habitants ont également affirmé que la démolition s'était poursuivie bien que la Haute Cour de Gauhati ait émis un ordre de suspension le matin même. Le député du Congrès de Nagaon, Pradyut Bordoloi, a qualifié la démolition de représailles du gouvernement du *Bharatiya Janata Party* (Parti du peuple indien) à l'encontre des musulmans qui n'ont pas soutenu le parti, lors des élections de la *Lok Sabha*.¹⁴



La semaine précédente, des membres de l'*Hindu Raksha Dal*, une organisation hindoue de droite, ont pris d'assaut un bidonville, armés de bâtons de bois et de hockey, mettant ainsi en évidence les tensions religieuses en Inde. Un groupe de treize individus enragés a fait du porte-à-porte pour interroger les habitants sur leur appartenance religieuse. Sur près de 200 cabanes dans le quartier, quatre ont été attaquées, toutes appartenant à des musulmans. « *Ils étaient tellement en colère qu'ils sont allés chez tout le monde et ont demandé aux habitants s'ils étaient musulmans ou hindous* », a raconté un témoin anonyme. « *Les hindous ont été épargnés, alors que les musulmans*

ont été brutalement battus. » Le 9 août, une vidéo s'est répandue rapidement et largement sur Internet, montrant des hommes armés de bâtons en train de vandaliser des tentes, d'agresser des personnes et de mettre le feu à des biens, dans le quartier de Galdhar, à Ghaziabad. Le bidonville situé près de la gare de Galdhar abrite des centaines de résidents, majoritairement hindous, et seulement quatre musulmans qui se rendent régulièrement dans le quartier en quête de moyens de subsistance. Des témoins ont rapporté avoir entendu les agresseurs proférer des insultes islamophobes, tout en agressant les musulmans de la communauté. Parmi les victimes figuraient des enfants, des femmes, des personnes âgées et des personnes handicapées. *« Ils n'ont épargné personne. Ils ont tabassé les 16 familles musulmanes »,* a déclaré le témoin. *« Nous avons essayé d'intervenir, mais ils nous ont attaqués avec leurs (lathis) bâtons ferrés et leur colère. Des voisins hindous se sont souvenus avoir été menacés par la foule : « Vous aidez les musulmans alors que vous êtes hindous. Vous auriez dû vous joindre à nous et les battre. Restez à l'écart, ou nous vous battons aussi. »*¹⁵

S'ajoutant au schéma de discrimination en Inde, les incidents dans lesquels des hindous s'opposent à l'achat de propriétés par des musulmans dans leur voisinage se multiplient ; les autorités restant passives. Un cas concret s'est produit à Bareilly, dans l'Uttar Pradesh, où les résidents hindous de Punjab Pura ont demandé aux autorités d'invalider l'enregistrement d'une maison achetée par une femme musulmane, menaçant de déménager en masse si leurs demandes n'étaient pas satisfaites. La controverse à Punjab Pura, également connu sous le nom de *Vakeelon Waali Gali*, a éclaté après que l'ancien résident Vishal Saxena a vendu sa propriété à Shabnam, une femme musulmane qui s'est ensuite installée dans le quartier, selon le rapport de *The Wire*. Les manifestants, dont beaucoup sont des professionnels de la justice, ont menacé de procéder à un exode collectif si les autorités ne répondaient pas à leurs préoccupations, certains propriétaires plaçant des panneaux sur leurs portes annonçant un *«samuhik palaayan»* (exode massif). Arvind Srivastava, ancien secrétaire de l'association du barreau de Bareilly, a déclaré aux médias locaux que la transaction concernait un *Maulana* assamais qui, selon lui, occupait illégalement une mosquée voisine. Il a également laissé entendre que la vente pourrait faciliter le *« Djiha*

de l'amour », un terme utilisé par les groupes communautaires hindous pour décrire une conspiration présumée des musulmans visant à séduire les femmes hindoues et à les convertir à l'islam. Un résident hindou a fait part au *The Wire* de sa crainte qu'un afflux de musulmans dans le quartier n'entraîne des cas de « *Djihad de l'amour* ». ¹⁶

Dans un autre cas en Inde, un étudiant a été expulsé d'un collège de Bareilly, dans l'Uttar Pradesh, parce qu'il portait la barbe. Le frère aîné de l'étudiant a porté plainte auprès du Ministre en chef et du Magistrat du district, et la vidéo de l'incident a largement circulé sur les réseaux sociaux. Zeeshan Ali, qui réside à *Mohalla Nai Basti*, a déclaré que son frère cadet, Farman Ali, était inscrit en neuvième année dans un collège intermédiaire. Selon Zeeshan, cela faisait environ un mois que le principal demandait à Farman de se raser la barbe. Lorsque Farman a refusé d'obtempérer, le directeur l'a menacé d'expulsion et d'échec scolaire. Le 31 juillet, lorsque Farman est arrivé à l'école, le directeur lui a refusé l'accès aux cours en déclarant : « *C'est un collège, pas une madrasa. Si vous venez ici avec une barbe, vous devez la raser. Vous ne pouvez pas étudier ici dans cet état.* » Le directeur a alors formellement expulsé Farman. Lorsque Zeeshan a demandé des documents officiels justifiant l'obligation de se raser, le directeur a répondu : « *Ce n'est pas une madrasa, mais un collège. Vous devez vous raser la barbe, sinon vous verrez votre nom retiré de la liste.* » Lorsqu'ils ont persisté à demander à voir l'ordre officiel, le directeur leur a demandé de quitter les lieux. ¹⁷



Dans un autre incident survenu en Inde, le Ministre en chef de l'Assam, Himanta Biswa Sarma, qui a été critiqué pour avoir encouragé les sentiments antimusulmans, a une fois de plus pris pour cible la communauté musulmane, en invitant les gens à éviter d'acheter du poisson élevé par des pisciculteurs « *Musulmans Miya* ». Selon plusieurs médias, il a affirmé que ces producteurs utilisaient de l'engrais à base d'urée pour la culture du poisson, une pratique qu'il a associée à l'augmentation des taux de maladies rénales. Les critiques ont relevé l'ironie du fait qu'en tant que Ministre en chef, M. Sarma avait le pouvoir de prendre des mesures contre les pratiques néfastes plutôt que de préconiser ouvertement le boycott d'une communauté religieuse entière. Au lieu de cela, il a encouragé les consommateurs assamais à préférer le poisson du Haut-Assam, où les méthodes de production biologique seraient plus courantes.¹⁸



La discrimination s'est poursuivie en Inde, où des musulmans ont déclaré avoir perdu leur emploi et être confrontés à des fermetures d'entreprises après que deux États ont mis en œuvre une politique « *discriminatoire* » exigeant que les restaurants affichent publiquement le nom de leurs employés. Cette réglementation a été introduite pour la première fois par Yogi Adityanath, un moine hindou intransigeant qui occupait le poste de Ministre en chef de l'Uttar Pradesh. En septembre 2024, l'État de l'Himachal Pradesh, gouverné par le Congrès, a annoncé qu'il imposerait également l'affichage public des noms de tous les travailleurs et employés. Les gouvernements des deux États ont affirmé que cette mesure visait à garantir le respect des règles en matière de santé, de sécurité et de distribution dans ces États du nord de

l'Inde. Toutefois, des résidents et des militants locaux ont affirmé que ces nouvelles règles constituaient en fait une attaque à peine déguisée contre les travailleurs et les établissements musulmans. En Inde, les noms indiquent généralement l'appartenance religieuse et la caste, ce qui fait craindre aux propriétaires d'entreprises musulmanes de l'Uttar Pradesh que cette politique ne facilite les attaques ciblées ou les boycotts économiques, en particulier de la part de groupes hindous intransigeants actifs dans tout l'État.¹⁹



Poursuivant la tendance des actions anti-musulmanes en Inde, une association de commerçants de la ville de Khansar dans l'Etat d'Uttarakhand, dans le district de Chamoli, situé à environ 260 km de Dehradun, a adopté une résolution exigeant qu'environ 15 familles musulmanes quittent la ville avant le 31 décembre 2024, bien que certaines d'entre elles résident à Chamoli, depuis des décennies. Cette résolution a été adoptée lors d'une réunion du *vyapar mandal*, le 16 octobre 2024, à la suite d'un rassemblement de « *chetna* » (sensibilisation) sur le marché de Maithan à Khansar le même jour. *Le Times of India* (TOI) a obtenu des images vidéo du rassemblement illustrant des participants, principalement des commerçants locaux, scandant apparemment des slogans provocateurs. Virendra Singh, ancien président de l'Association des commerçants qui dirige, aujourd'hui, le Maithan Seva Samiti, a informé TOI que la résolution avait été approuvée à l'unanimité en tant qu'« *action préventive* ». Il a ajouté : « *Au cours de la réunion, il a été décidé que toutes ces familles devraient quitter les lieux avant le 31 décembre. En cas de refus, elles s'exposeront à des poursuites judiciaires et à des sanctions, non seulement à leur rencontre, mais aussi à l'encontre*

*de ceux qui leur louent leur maison ou leur établissement. Ces propriétaires devront également s'acquitter d'une amende de 10.000 roupies. »*²⁰

De plus, en Inde, des commerçants musulmans ont été expulsés de force d'une foire organisée par l'État au Tehsil Ground, dans le district de Damoh, au Madhya Pradesh, le 17 novembre 2024. L'événement visait à promouvoir les produits locaux et les possibilités d'emploi indépendant. Ironiquement, le matériel promotionnel de la « *Swadeshi Mela* » mettait l'accent sur des valeurs telles que l'égalité, l'harmonie et l'unité nationale, soulignant l'importance de la coexistence sans discrimination. Des vendeurs musulmans ont affirmé avoir été expulsés en raison de préjugés religieux, alors qu'ils étaient des participants légitimes. La foire, qui devait se poursuivre jusqu'au 24 novembre, avait suscité des discussions plus larges sur la tolérance religieuse et l'inclusion économique dans l'État. D'après les médias publiés le lundi suivant, les commerçants ont affirmé avoir été informés par les organisateurs que « *les musulmans ne sont pas autorisés à participer à la foire.* » Bien que les commerçants musulmans aient réservé des stands et payé les frais de participation, ils ont reçu l'ordre, dimanche, de quitter les lieux. La foire, organisée par Swadeshi Jagran Manch, avait débuté le 14 octobre. Selon un reportage de NDTV, de nombreux commerçants musulmans qui s'étaient engagés financièrement dans la foire ont exprimé leur déception face à cette discrimination manifeste, qui contredit les principes d'égalité, d'harmonie et d'unité nationale annoncés pour la foire.²¹



Dans un autre incident survenu en Inde, une mosquée nouvellement construite à Banda, dans l'Uttar Pradesh, s'est heurtée à l'opposition d'organisations hindoues, dont le VHP et le Bajrang Dal, qui ont exigé sa

démolition. La mosquée a été construite sur un site qui, selon certains, aurait été l'endroit où le Seigneur Rama a offert de l'eau au Seigneur Shiva. Selon les groupes protestataires, cet emplacement sur la montagne Bambeshwar abritait un temple dédié à Shiva, une divinité vénérée par les hindous depuis des générations. Des organisations de droite ont affirmé que la mosquée avait été construite clandestinement pendant la période de confinement liée au COVID-19, au cours de laquelle des restrictions de circulation avaient été imposées. Les manifestants hindous ont également exprimé leur inquiétude face à ce qu'ils considèrent comme une présence musulmane croissante dans la région. « *Il n'y avait aucune colonie musulmane ici avant la construction de la mosquée. C'est une menace pour notre sécurité* », a déclaré un manifestant. « *Il s'agit d'une tentative d'islamisation d'un site sacré hindou.* »²²

Preuve supplémentaire des tensions religieuses en Inde, des protestations ont éclaté dans la société huppée TDI à Moradabad après que les résidents ont appris que le Dr. Ashok Bajaj avait vendu sa propriété au Dr. Ikra Chaudhary, un médecin musulman. Selon PTI, des membres de la société se sont rassemblés à l'entrée de la colonie en levant des banderoles sur lesquelles nous pouvions lire : « *Dr. Ashok Bajaj Apna Makan Wapas lo* » (reprenez votre maison). « *Il s'agit d'une société hindoue, où vivent plus de 400 familles hindoues. Nous ne voulons pas que des personnes appartenant à d'autres communautés résident ici* », a déclaré un manifestant à PTI, ajoutant que la maison était située près d'un temple. Le président de la TDI City Society, Amit Verma, a également participé aux manifestations.²³

Lors d'un nouvel incident en Inde, deux marchands de tissus cachemiriens ont été harcelés dans le village de Surjanpur, dans le district de Hamirpur, par une femme prétendant être l'épouse du Sarpanch local. Dans une vidéo devenue virale, la femme a menacé les hommes, leur demandant de quitter l'Himachal Pradesh ou de réciter « *Jai Shri Ram* ». Elle a également demandé aux villageois filmés de boycotter leurs activités commerciales. « *Nous sommes hindous et nous avons notre propre communauté hindoue qui vend les mêmes choses. Pourquoi quelqu'un, en particulier un musulman, viendrait-il d'ailleurs pour faire du commerce ici ? C'est notre Inde ; allez dans votre Cachemire. Nous n'avons pas besoin de vous ici. Je demanderai à*

tout le monde de ne rien acheter chez vous. Partez d'ici », a-t-elle poursuivi. Lorsqu'un commerçant a expliqué qu'il était également citoyen indien, la femme a insisté : « *Si vous êtes Indiens, chantez Jai Shri Ram.* » Les marchands ont refusé, expliquant qu'en tant que musulmans, ils ne pouvaient pas réciter un slogan religieux hindou. Sans se décourager, la femme a réitéré sa demande : « *Soit vous chantez le slogan, soit vous quittez la ville.* » Les commerçants, qui s'étaient rendus dans l'Himachal Pradesh pour vendre des châles du Cachemire et des fruits secs, ont été contraints de partir en raison du harcèlement, tandis que la femme a encouragé la personne qui filma à poursuivre l'enregistrement.²⁴



Hindu organizations hold a protest march in Mandi on Tuesday. Picture Source: Tribune

De même, quelques jours après les protestations concernant une mosquée de Shimla, des organisations Hindutva ont organisé une manifestation, le 19 novembre 2024, appelant à la démolition d'une mosquée sur *Jail Road* dans le district de Mandi, dans l'État d'Himachal Pradesh. Accusant la mosquée d'empiètement illégal, les participants ont marché de Seri Manch vers l'installation religieuse, en scandant des slogans communautaires, tels que « *Jai shree ram* » (Vive Shree Ram), « *bantenge to katenge* » (Vous serez massacrés, si vous vous divisez), « *ek hain to safe hai* » (Si vous restez unis, vous serez en sécurité), et d'autres déclarations désobligeantes. S'adressant à la foule, Kamal Gautam, chef de file de l'Hindutva, a affirmé que des migrants illégaux (musulmans) développaient des activités dans des régions hindoues

comme Mandi sans payer d'impôts. Il a appelé les autorités à enquêter sur les ressources financières, à perturber les petites entreprises et à démanteler la mosquée sur la base de soupçons non fondés de financement illégal et de violations de propriété. La manifestation était organisée par le « *Chhoti Kashi Sangarh Samiti* », un groupe formé pour protéger la pureté présumée de la ville contre les musulmans, qui sont souvent maltraités et considérés comme des infiltrés ou des étrangers. Plusieurs instigateurs connus de la haine religieuse ont participé à la manifestation, qui a duré trois heures. Yati Satyadevanand Sarswati, de la Bhartiya Sant Parishad, était également présent, ce qui a encore attisé les tensions. Les manifestants ont reproché à l'administration locale de ne pas donner suite aux demandes des groupes de droite.²⁵

Sri Lanka

Des fonctionnaires ont retenu les résultats d'examen de 70 femmes et jeunes filles musulmanes sous prétexte que leur couvre-chef cachait leurs oreilles pendant les examens. Cette décision a violé les droits à la liberté de religion des étudiantes et a aggravé la discrimination dont sont victimes les musulmans au Sri Lanka. Les étudiantes concernées, dont beaucoup sont issues de familles aux revenus relativement faibles près de la ville de Trincomalee, dans l'est du pays, ont passé leurs examens de Niveau A (Niveau avancé) en janvier. Au lieu de porter le hijab, plus ajusté, elles ont utilisé des châles blancs amples et « transparents » pour se couvrir la tête, conformément à la réglementation qui exige que les oreilles des candidats soient visibles afin de prévenir la tricherie. Les surveillants de l'examen ont laissé les épreuves se dérouler sans problème. Néanmoins, le département des examens du gouvernement a, par la suite, déterminé que les étudiantes avaient porté des hijabs, qui pouvaient potentiellement dissimuler des oreillettes Bluetooth, et a donc retenu leurs résultats alors que d'autres étudiants ont reçu leurs notes, le 31 mai. Ces étudiants risquent à présent de perdre leur chance d'accéder à l'enseignement universitaire.²⁶

POLITIQUE ISLAMOPHOBIE

La politique représente un cadre délibéré de lignes directrices conçues pour orienter les décisions vers des résultats spécifiques. Contrairement aux lois, qui contraignent ou interdisent directement des comportements particuliers par le biais de mécanismes d'application, les politiques fonctionnent comme des déclarations d'intention formalisées qui guident les actions et établissent des protocoles opérationnels dans divers contextes institutionnels. Ces cadres directifs peuvent émaner de multiples sources d'autorité – organismes gouvernementaux, organisations du secteur public, institutions privées, voire individus influents – et se manifester sous la forme d'ordres exécutifs, de protocoles organisationnels, de procédures parlementaires ou de réglementations institutionnelles. Lorsque le sentiment islamophobe s'infiltre dans l'élaboration des politiques, il transforme des préjugés diffus en une discrimination structurée et systématique aux conséquences considérables pour les communautés musulmanes. Ces politiques peuvent ne pas viser explicitement les musulmans, mais restreignent de manière disproportionnée les pratiques islamiques, limitent la représentation des musulmans ou créent des barrières affectant spécifiquement ceux qui pratiquent l'islam. Ces mesures utilisent souvent un langage apparemment neutre tout en produisant des résultats discriminatoires, institutionnalisant de fait les préjugés antimusulmans dans les cadres juridiques et organisationnels. Les exemples présentés dans cette section illustrent la manière dont les intentions islamophobes ont été intégrées dans les politiques officielles de diverses juridictions au cours de la période sous revue, démontrant comment les préjugés à l'égard de l'islam sont codifiés dans des lignes directrices opérationnelles qui désavantagent systématiquement les communautés musulmanes par le biais de canaux officiels et de mécanismes institutionnels.

Italie

C'est précisément dans la ville portuaire de Monfalcone, sur l'Adriatique, que le Maire Anna Maria Cisint a interdit les prières musulmanes, ce qui a été rapidement suivi d'un acte d'intimidation à l'encontre d'un centre

culturel musulman local. Le centre a reçu une enveloppe contenant des pages partiellement brûlées du Coran, ce que son président, Bou Konate, a qualifié de « *grave insulte* » générée par « *une campagne haineuse*. » Mme. Cisint, soutenue par le parti de la Ligue de Matteo Salvini et par les Frères d'Italie du Premier Ministre Georgia Meloni, a cultivé une rhétorique anti-islamique dans la ville. Elle a été réélue, en 2022, en grande partie grâce à sa position anti-immigration, qui a notamment consisté à retirer les bancs de la place principale prétendument utilisée par les immigrés, à tenter de limiter le nombre d'étudiants étrangers dans les écoles et à éliminer le cricket des festivals sportifs, en raison de sa popularité dans les communautés musulmanes.²⁷

Union Européenne

Dans l'hémisphère de l'Union Européenne, la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a confirmé les décisions de deux régions belges d'interdire l'abattage halal islamique sans étourdissement. En effet, la Flandre et la Wallonie ont interdit l'abattage du bétail non étourdi pour des raisons de droits des animaux, en 2017 et 2018, interdisant de fait les traditions musulmanes halal et juives casher qui exigent que le bétail soit conscient au moment de l'égorgement. Alors que les membres des deux communautés religieuses et plusieurs ONG ont fait valoir que ces décisions violaient leur liberté de religion et constituaient une discrimination, la CEDH a déterminé que les deux régions étaient dans leur droit d'imposer pareilles interdictions.²⁸

Royaume-Uni

En Angleterre, l'école communautaire Michaela de Brent, l'une des écoles publiques les plus performantes du pays, a fait l'objet d'une action en justice devant la Haute Cour concernant sa politique d'interdiction des rituels de prière dans l'enceinte de l'école. L'affaire a été portée devant la Haute Cour par une élève musulmane qui a fait valoir que l'interdiction était discriminatoire et qu'elle avait fondamentalement changé sa perception du fait d'être musulmane au Royaume-Uni. L'élève a déclaré que le fait

de ne pas pouvoir prier à l'école la rendait coupable et malheureuse. La politique de prière avait été mise en œuvre, en mars 2023, par la fondatrice de l'école, Katharine Birbalsingh, après que l'école eut été victime d'abus et de harcèlement lorsque des passants observaient des élèves en train de prier dans la cour de récréation.²⁹

En outre, en mars 2024, le gouvernement britannique a introduit une nouvelle définition de l'extrémisme qui semble cibler les musulmans, malgré l'augmentation des crimes de haine contre les juifs et les musulmans, à la suite du conflit d'octobre 2023, à Gaza. Le Premier Ministre Rishi Sunak a déclaré que la démocratie multiethnique du Royaume-Uni était délibérément minée par les « islamistes » et les « extrémistes d'extrême droite. » Le Ministre des communautés, Michael Gove, a déclaré que ces mesures empêcheraient le gouvernement de fournir par inadvertance des plateformes à ceux qui cherchent à subvertir la démocratie. Il est intéressant de noter que les organisations musulmanes citées dans un projet de déclaration ministérielle soutenaient largement les droits des Palestiniens. La définition définit l'extrémisme comme la promotion d'idéologies fondées sur la violence, la haine ou l'intolérance, visant à détruire les droits et les libertés ou à saper la démocratie.³⁰

Au début du mois de mai 2024, une famille musulmane du quartier londonien de Haringey a signalé des actes de vandalisme visant sa maison après qu'elle a déployé un cerf-volant pro-palestinien. Ils ont décrit avoir entendu un « bruit sourd et massif » vers 21H30, avant de découvrir une fenêtre brisée, et ont exprimé leur angoisse d'être pris pour cible en raison de leurs opinions politiques.³¹

En lien avec l'islamophobie en France, le numéro du 29 février au 6 mars 2024 du magazine français *Marianne* a été interdit au Maroc pour avoir violé les lois interdisant les publications attaquant l'islam. Le magazine avait inclus un débat intitulé : « Les jeunes sont-ils devenus anti-laïques ? » qui présentait une caricature controversée de Charlie Hebdo du Prophète Mohamed datant de 2006. Ces caricatures avaient déjà déclenché l'attentat meurtrier de 2015 contre Charlie Hebdo. *Marianne* a souvent suscité la controverse dans les pays musulmans pour sa ligne éditoriale, que certains considèrent comme islamophobe.³²

La France a également mené de vastes opérations de police contre les communautés musulmanes sous le prétexte d'assurer la sécurité des Jeux olympiques. Le Ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a demandé aux préfets de prendre des mesures limitant la «*capacité de nuisance*» et de surveiller les «*individus dangereux*. » Le gouvernement a élargi la surveillance de plus de 5.100 musulmans inscrits sur les listes de surveillance de la radicalisation et a autorisé des mesures d'intervention, notamment des perquisitions, des assignations à résidence et des emprisonnements pour toute infraction perçue. CAGE et d'autres organisations ont fait état de nombreuses perquisitions violentes contre des musulmans innocents ; 250 musulmans ayant fait l'objet d'une perquisition rien qu'à Paris.³³

De plus, les experts en droits de l'homme des Nations unies ont condamné les décisions de la France interdisant aux femmes et aux jeunes filles portant un foulard musulman de participer à des compétitions sportives, les qualifiant de «*discriminatoires* ». La France a invoqué des règles strictes de laïcité pour interdire aux athlètes de porter des symboles religieux lors des Jeux olympiques de Paris 2024, tandis que les fédérations françaises de football et de basket-ball ont également exclu les joueuses portant le hijab des compétitions, y compris au niveau amateur. Les experts de l'ONU ont déclaré que ces décisions : «*portent atteinte à leur droit de manifester librement leur identité, leur religion ou leurs convictions en privé et en public.*»³⁴



Le territoire palestinien occupé

Les autorités israéliennes ont interdit à plusieurs reprises aux Palestiniens l'accès à la Mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem-Est occupée, notamment pendant 12 vendredis consécutifs. La police a été massivement déployée dans toute la ville pour restreindre l'accès des fidèles à la mosquée.³⁵ En mars 2024, les forces israéliennes ont physiquement empêché les fidèles musulmans d'entrer dans l'enceinte de la mosquée, lors de la première nuit du Ramadan. Des vidéos ont montré des officiers armés frappant des Palestiniens qui se dirigeaient vers le lieu saint pour les prières des *Tarawih*.³⁶



Le Ministre israélien du patrimoine, Amichai Eliyahu, a lancé un appel controversé en faveur de l'annulation du Ramadan comme solution aux tensions dans les territoires occupés, déclarant : « *Le soi-disant mois de ramadan doit être supprimé, et notre peur de ce mois doit également être effacée.* » M. Eliyahu appartient au parti d'extrême droite Otzma Yehudit, dirigé par le Ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir.³⁷



Israeli authorities prevent foreign mission chiefs in Palestine from entering the area of the Ibrahimi Mosque in the city of Hebron, located in the West Bank on September 23, 2024 [Wisam Hashlamoun – Anadolu Agency]

Les restrictions israéliennes ont empêché des dizaines de milliers de Palestiniens d'assister aux prières du vendredi, à Al-Aqsa, pour le 17^{ème} vendredi consécutif, depuis le déclenchement de la guerre de Gaza. Seules 13.000 personnes ont réussi à pénétrer dans la mosquée, contre 50.000 en

temps normal, selon le département des dotations islamiques à Jérusalem. En mars 2024, Israël a érigé des barbelés autour de la Porte des Lions, adjacente à Al-Aqsa, ce que les autorités palestiniennes ont qualifié de « *dangereux précédent qui ne s'est jamais produit depuis 1967.* »³⁸

Dans le même temps, des centaines de colons juifs ont pris d'assaut l'enceinte d'Al-Aqsa sous la protection des forces de sécurité israéliennes, tandis que les Palestiniens étaient soumis à des restrictions draconiennes. Ces incursions ont eu lieu après les appels lancés par des groupes juifs pour intensifier la présence à la mosquée pendant le mois de Ramadan. En août 2024, le gouvernement israélien prévoyait de financer les visites de colons à Jérusalem-Est ; le Ministre du Patrimoine Eliyahu ayant alloué environ 522.000 dollars américains au projet en coordination avec le Ministère de Ben-Gvir.³⁹



En septembre 2024, le Ministère palestinien des dotations a mis en garde contre la recrudescence des incitations israéliennes visant Al-Aqsa après la diffusion par un groupe extrémiste d'une vidéo montrant la mosquée en flammes avec des légendes suggérant une destruction imminente. Le Ministère a souligné que les menaces contre les lieux saints islamiques étaient de plus en plus ouvertement déclarées.⁴⁰

Les autorités israéliennes ont également restreint à plusieurs reprises les pratiques religieuses sur d'autres sites. Elles ont interdit l'appel à la prière à l'aube, à la mosquée Ibrahimi d'Al-Khalil pendant huit jours consécutifs, en

septembre 2024, ce que le Ministère palestinien des dotations religieuses a qualifié de « *développement dangereux visant à supprimer le culte islamique.* »⁴¹ Le Ministre de la Sécurité, M. Ben-Gvir, a demandé à la police de confisquer les haut-parleurs des mosquées et d’infliger des amendes pour nuisances sonores afin d’empêcher l’appel à la prière.⁴² En décembre 2024, les autorités ont fermé la mosquée Ibrahimi aux musulmans pendant quatre jours pour permettre aux colons de célébrer les fêtes juives, tout en la laissant ouverte pour les rituels des colons.⁴³

Inde



1 Masjid demolition, December 1992.

En janvier 2024, le Premier ministre Narendra Modi a inauguré un temple hindou construit sur les ruines de la mosquée historique de Babri, dans la ville d’Ayodhya, dans le nord du pays. Cette consécration a marqué le début officiel de sa campagne de réélection. Le temple a remplacé la mosquée du XVI^e siècle démolie par une foule hindoue en 1992, un événement qui a déclenché des émeutes religieuses faisant plus de 2000 morts, pour la plupart des musulmans. Peu de temps après, les autorités de Mumbai ont démolé plusieurs façades de magasins appartenant à des musulmans à la suite d’affrontements religieux mineurs liés à l’ouverture du temple.⁴⁴

Dans le district de Shamli, en Uttar Pradesh, un musulman a été arrêté et emprisonné en janvier 2024 pour avoir lancé l’Azan (Appel à la prière) dans une mosquée vieille de 250 ans.⁴⁵ De même, au Gujarat, un chauffeur de camion a été arrêté pour avoir prié sur le bord de la route sans autorisation.⁴⁶

L'État le plus peuplé de l'Inde a également cessé de payer quelque 21000 enseignants d'écoles religieuses musulmanes, ce qui risque de leur faire perdre leur emploi. Le gouvernement fédéral a mis fin au financement du programme « *Quality Education in Madrasas* », en mars 2022.⁴⁷



Un incident particulièrement troublant s'est produit dans le district de Sangareddy, au Telangana, où un jeune musulman âgé de 19 ans a été agressé et exhibé nu par une foule hindoue célébrant la consécration du temple d'Ayodhya. Bien qu'il soit la victime, il a été arrêté et envoyé en prison pour avoir prétendument manqué de respect à un drapeau religieux, tandis que ses agresseurs sont restés en liberté.⁴⁸



En février 2024, la Haute Cour d'Allahabad a statué en faveur de la poursuite des prières hindoues dans le sous-sol de la mosquée Gyanvapi, à Varanasi, rejetant les objections des gardiens de la mosquée. La Cour a

estimé que la partie musulmane n'avait pas réussi à établir la possession de la cave lorsqu'elle a été barricadée en 1993, tout en jugeant que le culte des plaignants hindous avait été interrompu illégalement « *sans aucun ordre écrit.* »⁴⁹



Les démolitions de mosquées sont devenues de plus en plus fréquentes en Inde. En janvier 2024, les autorités ont démoli sans préavis « Masjid Akhonji », vieux de plusieurs siècles, dans le quartier de Mehrauli, à Delhi.⁵⁰ La mosquée abritait une madrasa et contenait des tombes sacrées. À Haldwani, dans le district de Nainital, l'administration a démoli une mosquée et une madrasa, en février 2024, déclenchant des violences qui ont fait six morts. Les autorités ont qualifié l'incident de « *conspiration planifiée* » et ont arrêté dix personnes.⁵¹

À Baghpat, dans l'Uttar Pradesh, un tribunal de district a attribué la propriété du sanctuaire et du cimetière d'un saint musulman à la communauté hindoue, mettant fin à une bataille juridique de 50 ans. Le tribunal a accepté les affirmations hindoues selon lesquelles le site était lié à l'ancienne *Lakshagriha* de l'ère du *Mahabharata*, rejetant les affirmations musulmanes selon lesquelles il s'agissait du tombeau sacré du saint soufi, Cheikh Badruddin.⁵²



En février 2024, le gouvernement indien a porté un nouveau coup aux institutions musulmanes. Le Ministère des affaires des minorités a ordonné la fermeture de la *Maulana Azad Education Foundation*, créée en 1988, sans en donner les raisons. Dans le même temps, le Gouvernement de l'Assam a décidé d'abroger la loi de 1935 sur l'enregistrement des mariages et des divorces des musulmans de l'Assam, au motif qu'elle était utilisée abusivement pour marier des mineurs. Les partis d'opposition ont critiqué cette décision, la qualifiant de « *mesure inconstitutionnelle* » visant les musulmans.⁵³



Le Ministre en chef de l'Assam, Himanta Biswa Sarma, a déclaré que les personnes converties de force à l'islam pendant la période moghole pourraient retrouver leur statut d'autochtones si elles « *retournaient à leur identité d'origine* », ajoutant que les musulmans migrants sans terre ne recevraient pas de titres fonciers dans le cadre d'initiatives gouvernementales. Dans l'Uttar Pradesh, la police a arrêté quatre personnes, dont un dirigeant du Bajrang Dal, pour avoir abattu des vaches afin d'impliquer faussement un musulman dans une affaire d'abattage de vaches.⁵⁴

En mars 2024, la Haute Cour d'Allahabad a ordonné à l'*Archaeological Survey of India* d'étudier le complexe du temple de Bhojshala et de la mosquée de Kamal Maula, dans le district de Dhar au Madhya Pradesh. La Cour a déclaré que le caractère du site devait être « *démystifié et libéré de toute confusion.* » Les pétitionnaires hindous ont fait valoir que la mosquée avait été construite sur les ruines de temples hindous, sous le règne d'Alauddin Khilji.⁵⁵



Le Gouvernement indien a mis en œuvre la loi d'amendement sur la citoyenneté, qui permet aux réfugiés non musulmans des pays voisins, arrivés avant décembre 2014, d'obtenir la citoyenneté. Les groupes de défense des droits ont critiqué cette loi, estimant qu'elle était anti-musulmane dès lors qu'elle excluait la communauté. Dans la ville de Dharchula, en Uttarakhand, une association de commerçants a demandé à 86 commerçants musulmans de quitter les lieux après qu'un barbier musulman eut prétendument enlevé deux jeunes filles hindoues.⁵⁶

En mars 2024, la police de l'Uttar Pradesh a arrêté Hafiz Noor Ahmed Raza Azhari, chef d'État du *All India Muslim Personal Law Board* (Office panindien du droit musulman de la personne), après qu'il eut critiqué les mesures prises par le Gouvernement contre les madrassas. À peu près au même moment, la Haute Cour d'Allahabad a ordonné l'interdiction des écoles islamiques dans l'Uttar Pradesh, ce qui a affecté 2,7 millions d'étudiants dans 25.000 établissements.⁵⁷



Pendant la campagne électorale indienne de 2024, des vidéos d'animation partagées par le parti du Premier Ministre Modi montraient le parti d'opposition, le Congrès, accordant des avantages disproportionnés aux musulmans au détriment des groupes défavorisés. L'une de ces vidéos, qui a été visionnée plus de 8,5 millions de fois, montrait un personnage ressemblant au chef de l'opposition Rahul Gandhi en train de donner de « l'argent » à un oiseau portant une calotte musulmane. Rajeev Chandrasekhar,

dirigeant du BJP, a affirmé que la croissance de la population musulmane était principalement due à « *l'immigration illégale et à la conversion* », tandis que Modi lui-même a qualifié les musulmans d'« *infiltrés* » au cours de sa campagne.⁵⁸

La commission électorale indienne n'a adressé qu'une légère réprimande à Modi pour avoir déclaré aux hindous que le Congrès leur « *arracherait* » leurs richesses et les donnerait aux musulmans s'il était élu. En juillet 2024, la Cour suprême a rendu sa citoyenneté à un musulman déclaré à tort étranger, 12 ans plus tôt, estimant qu'une « *grave erreur judiciaire* » s'était produite.⁵⁹



Un cas particulièrement tragique d'erreur d'identité a entraîné la mort d'Aryan Mishra, 19 ans, tué par des membres du *Bajrang Dal* qui le soupçonnaient d'être un trafiquant musulman de vaches. Le tueur, Anil Kaushik, a par la suite exprimé son regret, en apprenant que sa victime était un brahmane hindou et non un musulman.⁶⁰



En septembre 2024, une mosquée située à Laksar, dans l'Uttarakhand, a été démolie à la suite de plaintes déposées par l'*Hindu Jagran Manch*. À Uttarkashi, des groupes Hindutva ont exigé la démolition d'une mosquée vieille de 75 ans, affirmant qu'elle avait été construite sur un terrain non enregistré, bien que les autorités aient rejeté cette demande, vu que les documents présentés prouvaient que la mosquée était légale. Dans le district de Gir Somnath, au Gujarat, les autorités ont démoli une Dargah (Sanctuaire), une mosquée et un cimetière vieux de mille ans, en dépit d'une ordonnance de la Cour suprême, interdisant toutes démolitions sans autorisation préalable.⁶¹

En octobre 2024, la police de l'Uttar Pradesh a arrêté 13 musulmans qui auraient jeté des pierres lors d'une manifestation en réaction aux propos incendiaires du prêtre Yati Narsinghanand, qui avait appelé les hindous à « *brûler une effigie de Mahomet*. » Les critiques ont souligné le contraste entre les arrestations rapides de manifestants et le fait que Narsinghanand n'ait eu à subir aucune conséquence pour ses propos incendiaires.⁶²

Chine

Le Centre d'études ouïghoures a rapporté que les musulmans ouïghours du Xinjiang se voyaient refuser le droit de fêter l'Aïd Al-Adha, en raison des restrictions sévères imposées par les autorités chinoises, depuis 2017. L'Organisation a déclaré que « *Pendant des siècles, les musulmans ouïghours ont célébré joyeusement l'Aïd aux côtés de la communauté musulmane mondiale* », mais sous le régime actuel, les politiques chinoises auraient criminalisé les pratiques islamiques et interdit les festivals religieux.⁶³



Myanmar

Les craintes d'une épuration ethnique contre les musulmans Rohingyas se sont intensifiées après que des centaines de personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées par des frappes de drones alors qu'elles fuyaient les violences dans l'État de Rakhine, à l'ouest du Myanmar. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent des dizaines de corps sur les rives du fleuve Naf, qui sépare le Myanmar du Bangladesh. Des témoins et des militants ont rapporté que les frappes de drones, perpétrées le 5 août 2024, avaient pris pour cible des civils qui fuyaient les violences à Maungdaw, dans le nord de l'État de Rakhine, alors qu'ils attendaient de pouvoir passer au Bangladesh.⁶⁴

EXTRÊME DROITE

La politique d'extrême droite représente un positionnement idéologique complexe qui s'étend au-delà de la droite conservatrice traditionnelle sur l'échiquier politique, caractérisé par des éléments distinctifs, tels que l'ultranationalisme, le nativisme, l'autoritarisme et des positions anti-immigration prononcées. Alors que le discours politique conventionnel dans de nombreux pays était historiquement centré sur des questions économiques concernant l'intervention de l'État par rapport à la liberté du marché, les dernières décennies ont été marquées par une profonde évolution vers des politiques fondées sur l'identité qui donnent la

priorité aux affiliations ethniques, religieuses et culturelles par rapport à des considérations politiques générales. Cette transformation reflète un réaligement significatif des lignes de fracture politiques, en particulier en Europe et en Amérique du Nord, où les mouvements populistes ont pris de l'ampleur, en capitalisant sur les angoisses du public suscitées par les effets perturbateurs de la mondialisation, les schémas d'immigration et les menaces perçues pour les identités culturelles traditionnelles. Dans ce paysage politique en pleine évolution, l'islam et les communautés musulmanes sont souvent la cible de la rhétorique et de la mobilisation de l'extrême droite ; les partis et personnalités extrémistes exploitant stratégiquement les craintes liées à la préservation de la culture, à la sécurité nationale et à la cohésion sociale pour faire avancer leurs programmes politiques. La crise des réfugiés résultant des conflits dans les pays majoritairement musulmans, combinée à des incidents terroristes isolés attribués à des extrémistes islamiques, a malheureusement constitué un terrain fertile pour la prolifération de l'islam et des communautés musulmanes. Les incidents répertoriés ici montrent comment les acteurs de l'extrême droite ont dépassé la simple rhétorique pour organiser des manifestations, diffuser de la propagande et s'engager dans des activités coordonnées ciblant tout particulièrement les musulmans et les institutions islamiques, au cours de la période considérée.

Etats-Unis



En février 2024, une importante organisation conservatrice, à savoir le *Judicial Crisis Network*, a lancé une campagne publicitaire islamophobe et trompeuse contre le candidat musulman à la magistrature, Adeel Mangi,

proposé par le Président Joe Biden. Cette campagne visait les sénateurs démocrates Jon Tester et Bob Casey, qui risquaient d'être réélus, en novembre 2024, en faisant pression sur eux pour qu'ils s'opposent à la confirmation de Mangi. Ces publicités trompeuses qualifiaient Mangi, qui était sur le point de devenir le premier magistrat musulman d'une Cour d'appel du pays, après une carrière de 23 ans, en tant qu'avocat plaidant dans le New Jersey, de « *radical* » et d'« *antisémite* ». Les publicités prétendaient à tort qu'il conseillait une organisation enseignant aux étudiants à détester Israël et l'Amérique, et à soutenir le terrorisme. Elles présentaient notamment des images de l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 avec une musique de fond dramatique, montrant un avion percutant le *World Trade Center* et un titre sur Mangi superposé à ces images.⁶⁵

Par ailleurs, l'actrice Selma Blair a fait l'objet de critiques acerbes en ligne après avoir fait un commentaire islamophobe sur Instagram. La remarque controversée est apparue sous une vidéo postée par Abraham Hamra, qui a critiqué les représentantes américaines Rashida Tlaib et Cori Bush pour avoir été les seules membres du Congrès à voter contre une loi qui empêcherait les participants à l'attaque du 7 octobre contre Israël d'immigrer aux États-Unis. Dans la vidéo, M. Hamra, qui s'identifie comme un réfugié juif syrien, traite Mme. Tlaib de « *menteuse* », de « *crétine* » et d'« *antisémite haineuse* », affirmant qu'historiquement, les Juifs ont été victimes des Arabes. Mme. Tlaib, la seule Américaine d'origine palestinienne à siéger au Congrès, a défendu son vote, en déclarant que le projet de loi faisait double emploi avec la législation fédérale existante et incitait à la haine anti-arabe, anti-palestinienne et antimusulmane. Dans son commentaire, aujourd'hui supprimé, Mme. Blair a écrit : « *Expulsez tous les terroristes qui soutiennent le terrorisme. L'islam a détruit les pays musulmans, puis ils viennent ici et détruisent les esprits. Ils savent qu'ils sont des menteurs. Des justifications tordues. Puissent-ils connaître le même sort.* »⁶⁶



Dans un autre incident survenu le 19 février 2024, la section de Pittsburgh du Conseil des relations américano-islamiques a condamné les déclarations prétendument islamophobes et racistes faites par le Dr. Eugene A. Bonaroti, un chirurgien neurologique de la colonne vertébrale certifié par le Conseil d'administration et exerçant à Monroeville, Cranberry et Washington, en Pennsylvanie. Christine Mohamed, Directrice exécutive de CAIR-Pittsburgh, s'est déclarée profondément préoccupée par ces remarques présumées et a fait observer que les patients musulmans soignés par le Dr. Bonaroti pouvaient avoir des raisons légitimes de s'inquiéter. L'organisation a demandé aux hôpitaux et aux établissements chirurgicaux qui lui accordent des privilèges de reconsidérer leur relation avec lui et a exhorté l'ordre des médecins à être informé de son comportement prétendument fanatique. Mohamed a souligné que les patients s'adressent à des professionnels de la santé pour améliorer leur qualité de vie, et non pour subir des discriminations, et que les commentaires haineux du Dr. Bonaroti violaient son serment de « *ne pas nuire*. »⁶⁷

Pour illustrer la persistance des tensions, un petit groupe de néonazis a défilé dans le centre-ville de Nashville, au Tennessee, le 17 février 2024. Ces manifestants, tous de sexe masculin, portaient des T-shirts rouges à manches longues et des pantalons noirs, et certains arboraient des drapeaux nazis noirs, comme le montrent les images diffusées sur les réseaux sociaux. Selon les rapports de police, le groupe s'est finalement retiré après avoir été confronté à un « *défi* » et à l'opposition bruyante de quelques individus.⁶⁸

Dans le même ordre d'idées, le département de police de Cumberland a signalé qu'un groupe de suprémacistes blancs s'était rassemblé à divers endroits de la ville, le 24 février 2024, y compris à la bibliothèque locale. Le chef Matthew Benson a indiqué que le groupe était probablement « PINE », ou *The People's Initiative of New England* (Initiative populaire de Nouvelle-Angleterre). L'*Anti-Defamation League* (ADL) classe PINE comme une organisation suprématiste blanche et une émanation du *National Socialist Club 131*, qui a déjà été actif dans l'État. Selon le site Internet de l'ADL, « *PINE défend son plan en cinq points pour la Nouvelle-Angleterre, une version plus aseptisée du programme du NSC-131 qui comprend la séparation des États-Unis pour créer une "patrie blanche" et l'arrêt de toute immigration non blanche.* »⁶⁹

En outre, le 3 mars 2024, le Maire Jon Costas et le président du Conseil municipal Robert Cotton ont condamné conjointement une manifestation raciste dans le centre-ville. Un manifestant solitaire, vêtu d'une tenue militaire sombre et d'un masque, portait une pancarte avec une croix gammée et le message « *Keep the Region White* » (Gardez la région blanche). Un habitant de Valparaiso de longue date a exprimé son indignation face à cette manifestation, déclarant : « *J'étais très, très en colère. De la haine flagrante dans ma ville.* »⁷⁰

Plus tard dans l'année, les défenseurs des droits de l'homme ont condamné les commentaires de l'ancien Président Donald Trump sur les Palestiniens et les immigrés, lors de son débat du 28 juin 2024, avec le Président Joe Biden. Si les candidats ont brièvement évoqué le conflit de Gaza, ils n'ont pas abordé les solutions de fond pour mettre fin aux combats qui ont fait 38.000 morts dans l'enclave. M. Biden a affirmé que « *le seul à vouloir que la guerre continue est le Hamas* », ce à quoi M. Trump a répondu en disant que M. Biden était « *devenu comme un Palestinien* » - une remarque que les défenseurs des droits de l'homme ont interprétée comme une insulte.⁷¹



Lors d'un autre incident troublant, Shahbaz Shaikh a été victime d'une attaque verbale motivée par la haine de la part d'un inconnu pendant les prières de l'Aïd Al-Adha, le 17 juin 2024. Bien qu'il ait grandi à San Francisco, Shahbaz Shaikh ne s'était jamais confronté à un tel fanatisme avant cet incident. L'agresseur s'est lancé dans une série de déclarations haineuses, dont notamment : « *Vous venez d'un pays de merde ! Vous n'êtes pas les bienvenus ici... Vous êtes des démons... Pourquoi n'allez-vous pas ailleurs ? Je vais mettre de la graisse de porc ici pour vous !* » Shaikh, qui est né aux États-Unis, a répondu calmement : « *Je suis né ici, Monsieur. Je vous remercie. Profitez du reste de votre journée.* » Il a ensuite décrit la panique intérieure et la peur qu'il a ressenties lors de la confrontation au parc McLaren, où des familles s'étaient rassemblées pour célébrer le festival du sacrifice.⁷²

Dans une affaire particulièrement choquante, Elizabeth Wolf, du Texas, a été accusée d'avoir tenté de noyer une fillette américano-palestinienne de trois ans, tout en disant à la mère de l'enfant qu'elle n'était pas vraiment américaine. L'incident s'est produit, le 19 mai 2024, lorsque la police d'Eules, au Texas, a répondu à des rapports faisant état d'une altercation entre deux femmes à la piscine d'un complexe d'appartements. Selon des témoins, une femme en état d'ébriété avait tenté de noyer un enfant et s'était disputée avec la mère de ce dernier. Cette dernière, qui portait un hijab, a déclaré à la police que l'agresseur présumé s'était interrogé sur ses origines et avait demandé si les enfants qui jouaient dans la piscine étaient les siens, tout en

affirmant que la mère n'était pas américaine. Le 21 juin 2024, le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) a rapporté que Wolf avait posé des questions racistes à la mère avant de sauter dans la piscine et d'entraîner les enfants dans la partie profonde. Le garçon de six ans a réussi à s'échapper, mais pas la fillette de trois ans. Wolf aurait enlevé le foulard de la mère et l'aurait utilisé pour la battre, lui donnant également des coups de pied afin de l'empêcher d'atteindre sa fille, tout en forçant la tête de l'enfant sous l'eau. Un passant a sauvé l'enfant de trois ans, qui crachait de l'eau. Après son arrestation, Wolf aurait crié à un autre passant qui réconfortait la mère : « *Dites-lui que je vais la tuer et que je vais tuer toute sa famille.* »⁷³

De même, un homme a été arrêté et inculpé de harcèlement criminel à la suite d'un incident survenu à la mosquée du centre-ville de Hamilton, que la police a qualifié de crime haineux sur la base de ses « *déclarations et actions.* » Le 17 juin 2024, la police de Hamilton a annoncé l'inculpation d'un homme de la région après avoir examiné des preuves vidéo et interrogé des témoins. Selon sa déclaration, la police s'est rendue à la mosquée, le vendredi 14 juin, vers 12H40 (Heure de l'Est) à la suite d'un appel concernant un intrus qui était entré dans le bâtiment et s'était dirigé vers une salle de classe où se trouvaient un enseignant et des élèves. L'homme « *a commencé à faire des commentaires haineux* » et « *en quittant le bâtiment, il a déchiré un exemplaire en anglais du Coran qu'il avait apporté avec lui* », a rapporté la police.⁷⁴



À New York, un homme a été accusé de crime haineux après avoir prétendument jeté une boîte de haricots sur une musulmane sur le quai

d'une rame de métro, ce qui témoigne de la montée des sentiments anti-arabes et islamophobes dans le contexte de la guerre d'Israël contre Gaza. Selon la police de New York, Andre Johnson marchait derrière la femme musulmane alors qu'elle entrait dans une station de métro de l'Upper East Side de Manhattan, le 4 avril 2024. Sans provocation, il lui a jeté une boîte de haricots en faisant des remarques anti-ethniques avant de s'échapper en train. Les autorités l'ont arrêté, le 14 juin 2024, l'accusant initialement de harcèlement aggravé au deuxième degré, de harcèlement au deuxième degré et de vol de services. Le *New York Daily News* a rapporté qu'à la suite de sa mise en accusation, les charges retenues contre M. Johnson incluaient une tentative d'agression au troisième degré, en tant que crime de haine.⁷⁵

Dans un cas de justice rendue, un homme du Connecticut qui avait attaqué un législateur musulman en dehors d'un service de prière, en juin 2023, a été condamné à une peine de cinq ans de prison, le 5 juin 2024, selon les archives du tribunal de l'État. Andrey Desmond a été condamné par la Cour supérieure de Hartford pour tentative d'agression sexuelle, strangulation et risque de blessure sur un mineur pour avoir attaqué la représentante de l'État Maryam Khan (D) à l'extérieur d'un service de l'Aïd Al-Adha, l'année précédente.⁷⁶

Enfin, aux États-Unis, l'ancien Président Bill Clinton a été confronté à une vive réaction de la part des communautés musulmanes et arabes américaines après avoir laissé entendre qu'Israël avait été « *forcé* » de tuer des civils à Gaza et qu'il était « *le premier* » à se trouver en Terre sainte, avant les Palestiniens. S'exprimant lors d'un rassemblement en faveur de la candidate démocrate à l'élection présidentielle Kamala Harris dans le Michigan – un État charnière crucial qui compte d'importantes populations arabes et musulmanes que les démocrates tentent de conquérir –, M. Clinton a reconnu les inquiétudes suscitées par l'effusion de sang à Gaza, mais a affirmé qu'Israël n'avait pas d'autre choix que de faire de nombreuses victimes civiles, alors même que le pays est accusé de génocide par la Cour internationale de justice.⁷⁷

Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, la police métropolitaine a lancé un appel à la vidéosurveillance, le 7 février 2024, à la suite d'une série de graffitis racistes d'extrême droite dans le quartier d'Eltham. Les enquêteurs pensent qu'un seul individu est responsable de ces actes de vandalisme raciste qui s'étalent sur trois ans, avec une recrudescence inquiétante en décembre, lorsque la police a recensé quatre cas. L'inspectrice Kristina Money, qui supervise les équipes « *Safer Neighborhoods* » couvrant la zone concernée, a souligné : « *Cet individu est actif depuis longtemps et ses actes ont causé une grande détresse au sein de la communauté locale.* »⁷⁸

Pendant ce temps, le parti *Reform UK* de Nigel Farage a défendu l'auto-description d'un candidat parlementaire comme un « *fier islamophobe* » après que Hyphen ait découvert des messages troublants sur les réseaux sociaux s'étalant sur une période de 13 ans. Charles Bunker, candidat de *Reform UK* pour la circonscription de Hitchin dans le Hertfordshire, a fait ce commentaire sur X, le 9 novembre 2023, en réponse à Amy Mek, un éminent utilisateur antimusulman. Bunker a également déclaré : « *Avoir peur de l'islam est la seule position logique et intelligente à adopter.* » Parmi ses antécédents de contenu anti-islam, il a accusé en octobre 2023 le Maire de Londres, Sadiq Khan, de « *mener un processus d'islamisation où les musulmans font ce qu'ils veulent dans nos rues, mais si vous êtes britannique [sic] et blanc, vous êtes arrêté et expulsé pour une infraction mineure.* »⁷⁹



En outre, Nigel Farage a été critiqué pour avoir utilisé sa première

interview électorale pour *«déblatérer sur l'islamophobie, la haine et les commentaires qui divisent»* après avoir affirmé qu'un nombre croissant de musulmans ne partageaient pas les valeurs britanniques. Le 26 mai 2024, le président honoraire de *Reform UK* s'est attiré de lourdes condamnations après avoir affirmé que Rishi Sunak avait laissé entrer dans le pays *«plus de gens qui vont combattre les valeurs britanniques»* que n'importe quel autre dirigeant britannique. S'exprimant lors de l'émission *Sunday Morning* de *Sky News* avec Trevor Phillips, l'ancien dirigeant de l'Ukip a déclaré : *«Nous avons un nombre de jeunes allant crescendo dans ce pays qui ne souscrivent pas aux valeurs britanniques, et [qui] en fait détestent beaucoup ce que nous représentons.»* Lorsqu'on lui a demandé s'il faisait référence aux musulmans, M. Farage a confirmé : *«C'est le cas. ... Et je crains d'avoir trouvé dans certaines enquêtes récentes que 46% des musulmans britanniques soutiennent le Hamas - une organisation terroriste qui est interdite dans ce pays.»* Plaid Cymru et Momentum, du groupe de campagne du parti travailliste, ont qualifié ses remarques d'*«islamophobie pure et simple.»*⁸⁰

Par ailleurs, des messages sur les réseaux sociaux ont attribué une citation fabriquée de toutes pièces au Maire de Londres, Sadiq Khan, suggérant qu'il avait promis des avantages spécifiques aux résidents musulmans de la ville dans un discours prononcé, en avril 2024, au sujet de son manifeste pour les élections municipales. M. Khan a été réélu Maire de Londres, le 4 mai avec 43,8% des voix, ce qui représente son troisième mandat consécutif. Un post sur X, visionné 1,9 million de fois, montrait un extrait de l'intervention de M. Khan sur la chaîne *Islam Channel*, avec une légende affirmant qu'il avait déclaré : *«Les enfants de musulmans sous-employés ou occupant des emplois ne correspondant pas à leurs grandes compétences bénéficieront de subventions et je construirai des logements pour les personnes de confession islamique. La diversité est notre force.»* Le message posté par @RadioGenoa, un compte qui publie régulièrement du contenu anti-immigrés selon le média suisse *Neue Zürcher Zeitung*, ajoutait : *«Il veut islamiser Londres.»* Toutefois, cette citation déforme les déclarations réelles de M. Khan, qui ne visait pas exclusivement les musulmans pour l'octroi de subventions. *«Le Maire n'a pas tenu ces propos»*, a confirmé un porte-parole du Maire de Londres par courrier électronique, ajoutant que l'on peut clairement

entendre M. Khan « *parler de sa politique consistant à offrir une formation professionnelle gratuite à tout jeune Londonien au chômage ou occupant un emploi mal rémunéré, ainsi que de la nécessité de construire davantage de logements pour tous.* »⁸¹

Par la suite, Nigel Farage a été élu député pour la première fois, lors d'une soirée électorale au cours de laquelle *Reform UK* a recueilli plus de quatre millions de voix. Le parti devait devenir le troisième plus grand parti du Royaume-Uni en termes de voix et avait obtenu quatre sièges jusqu'à présent. Farage a réussi à renverser une majorité conservatrice de plus de 25.000 voix pour s'imposer confortablement à Clacton, dans l'Essex – cette victoire est intervenue après sept tentatives infructueuses de siéger à la Chambre des Communes.⁸²



Dans une affaire mettant en lumière des activités extrémistes, un extrémiste de droite qui glorifiait le terroriste de Christchurch a été condamné à une peine de quatre ans et demi de prison pour des délits de terrorisme par la Cour d'appel de Birmingham (*Birmingham Crown Court*). Edward Griffiths a distribué à deux personnes des copies des attentats terroristes perpétrés en Nouvelle-Zélande, qui se sont soldés par le meurtre de 51 musulmans, en exprimant son désir de reproduire les attentats et de se lancer dans une folie meurtrière. Sur les réseaux sociaux, Griffiths a qualifié le terroriste de Christchurch de « héros ». Ni les procureurs ni la police n'ont allégué que Griffiths avait planifié une attaque spécifique, se concentrant plutôt sur la façon dont ses actions pouvaient encourager le terrorisme. Il a été

condamné pour un chef d'accusation d'incitation au terrorisme et deux chefs d'accusation de diffusion de publications terroristes. Griffiths a commis ces infractions, entre novembre 2021 et l'été 2022, avant que des agents de la police antiterroriste des East Midlands ne l'arrêtent à son domicile de Whitwick, Coalville, en juin 2022.⁸³

De surcroît, un ancien joueur de rugby qui se présentait comme candidat parlementaire dans le West Yorkshire a été démis de ses fonctions par son parti pour des tweets « *anti-islamiques*. » Keith Mason devait représenter le Parti des travailleurs de Grande-Bretagne, dirigé par George Galloway, à Wakefield et Rothwell, le 4 juillet 2024, lors des élections législatives. Le chef du parti, M. Galloway, a confirmé qu'il avait mis fin à la candidature de M. Mason en raison de ses messages, et M. Mason a ensuite présenté ses excuses.⁸⁴



Plus récemment, une foule d'émeutiers masqués d'extrême droite a tenté de mettre le feu à un hôtel hébergeant des demandeurs d'asile, alors que la violence s'étendait à tout le pays lors des manifestations contre l'immigration. Environ 700 personnes se sont rassemblées devant le *Holiday Inn Express* de Rotherham avant de se heurter à la police. Certains émeutiers ont lancé des morceaux de bois, des bouteilles et des chaises, et ont aspergé les policiers d'extincteurs. La police du South Yorkshire a indiqué qu'au moins 10 policiers avaient été blessés, dont un avait perdu connaissance à la suite d'un traumatisme crânien. Les images de la scène montrent une poubelle en feu et des manifestants, dont certains étaient enveloppés dans des drapeaux

de Saint-Georges et des drapeaux syndicaux, qui scandent : « *Faites-les sortir.* » Les rapports indiquent que les manifestants ont apparemment pris d'assaut l'hôtel à un moment donné, avec des témoignages faisant état d'un incendie à l'intérieur et de personnes visibles aux fenêtres.⁸⁵

Moins de deux heures après que les personnes en deuil se soient rassemblées à Southport, en Angleterre, le 30 juillet 2024, pour rendre hommage à trois enfants tués lors d'une violente agression à l'arme blanche, des centaines d'émeutiers ont envahi les rues de cette ville déjà traumatisée. Plus de 50 policiers ont été blessés au cours des violences qui ont suivi ; les manifestants ayant jeté des briques sur une mosquée, attaqué la police, incendié des voitures et endommagé une supérette. En dépit du flou qui entoure les troubles, la police, les législateurs et les experts de l'extrémisme en ligne s'accordent sur un point : la désinformation et les agitateurs d'extrême droite ont alimenté les violences. Selon le service de police de Merseyside, des partisans de l'*English Defence League* (League de Défense de l'Angleterre), une organisation extrémiste anti-islam, ont participé à l'attaque d'une mosquée de Southport. L'attaque de la mosquée et l'émeute qui s'en est suivie ont été provoqués par de fausses rumeurs qui circulaient sur les réseaux sociaux, le 29 juillet, peu après l'apparition d'une information selon laquelle un homme avait poignardé plusieurs enfants et deux adultes lors d'un cours de danse sur le thème de *Taylor Swift*. La diffusion rapide d'informations erronées sur l'identité de l'agresseur a donné lieu à une double bataille pour les autorités, le 30 juillet : l'une dans les rues de Southport, où la police a été la cible de jets de briques et d'autres objets, et l'autre en ligne, où les législateurs, les responsables locaux et la police se sont efforcés de mettre un terme aux fausses rumeurs virales. La police a arrêté un suspect de 17 ans, le 29 juillet après-midi, et l'a inculpé, le 31 juillet, de trois chefs d'accusation de meurtre et de dix chefs d'accusation de tentative de meurtre. Conformément à la législation britannique relative aux mineurs, la police n'a pas révélé l'identité du suspect, mais a indiqué qu'il résidait dans le village voisin de Banks. Sur la plateforme sociale X, des utilisateurs ont diffusé de fausses informations sur l'agresseur, notamment un nom erroné qui a continué à se répandre malgré les corrections apportées par la police. D'autres ont prétendu à tort que l'agresseur était un demandeur d'asile ou

qu'il était entré illégalement en Angleterre. Certains messages ont été vus des millions de fois et ont amplifié les récits anti-immigration de l'extrême droite. Tommy Robinson, l'agitateur anti-islam qui a fondé l'*English Defence League*, et Andrew Tate, une autre personnalité extrémiste en ligne, ont contribué à la spéculation. M. Robinson a partagé un message dans lequel il se demandait pourquoi le gouvernement avait autorisé « *ce Syrien* » à poignarder « *des enfants innocents* », tandis que M. Tate a publié une vidéo dans laquelle il affirmait qu'un « *sans-papiers avait décidé d'entrer dans un cours de danse de Taylor Swift aujourd'hui et de poignarder six petites filles.* » Cette vidéo a été visionnée plus de 14,9 millions de fois. Alors que la désinformation se répandait, la police a publié des communiqués confirmant que le suspect était né à Cardiff, au Pays de Galles, mais les fausses affirmations ont continué à proliférer. Lors de l'émeute de mardi soir, le chef adjoint de la police de Merseyside, Alex Goss, a déclaré : « *Il y a eu beaucoup de spéculations et d'hypothèses sur le statut d'un jeune homme de 17 ans qui est actuellement en garde à vue, et certains individus s'en servent pour semer la violence et le désordre dans nos rues.* » Il a souligné : « *Nous avons déjà dit que la personne arrêtée était née au Royaume-Uni et la spéculation n'aide personne au Royaume-Uni* », notant que de nombreux participants à l'émeute « *ne vivent pas dans la région du Merseyside, ni ne se soucient de ses habitants.* »⁸⁶

Suite à ces événements, une enquête de *Tell MAMA* a révélé que des agitateurs néonazis et d'extrême droite d'Europe et des États-Unis utilisaient *Telegram* pour promouvoir la violence raciste et saper les efforts de la police nationale, en signalant des crimes haineux malveillants. L'enquête précédente de *Tell MAMA* avait permis d'identifier un canal *Telegram* de premier plan, créé après les coups de couteau de Southport et comptant plus de 15.000 membres. Un individu originaire de Finlande était l'une des figures de proue de cette chaîne, avant qu'elle ne soit supprimée en raison de la publication de documents violemment racistes et terroristes. *Tell MAMA* a révélé la manière dont la chaîne avait glorifié le terroriste de Christchurch, partagé des images des attaques terroristes et publié des commentaires diabolisants sur les communautés musulmanes et juives avant d'être supprimées. Une deuxième chaîne *Telegram* néonazie qui partageait à

nouveau ce contenu a été supprimée quelques heures plus tard. Une enquête plus approfondie sur un compte plus petit de 328 abonnés, en rapport avec l'individu finlandais a révélé l'existence d'une chaîne principalement axée sur la promotion de messages néonazis en Europe du Nord, avec des commentaires occasionnels sur la politique européenne et nord-américaine, avant les tueries de Southport. Après les agressions à l'arme blanche qui ont entraîné la mort d'Elsie Dot Stancombe, d'Alice Dasilva Aguiar et de Bebe King, et l'inculpation pour meurtre d'Axel Muganwa Rudakubana qui s'en est suivie, la chaîne a repartagé du matériel provenant de chaînes *Telegram* basées au Royaume-Uni, appelant à des actions violentes et exprimant des invectives racistes à l'encontre des communautés réfugiées et musulmanes. Des néonazis de divers pays nordiques ont encouragé la violence à l'égard des musulmans dans les villes anglaises. Dans la soirée du 5 août, la chaîne a posté une vidéo promettant que « *beaucoup de choses vont se produire* », invoquant des réponses racistes et violentes, notamment « *Nous devrions cibler le centre de ces p*kis, comme Bradford et Birmingham* ». Un néonazi suédois a appelé à la violence à Londres, l'administrateur du groupe exprimant son accord tandis que quelqu'un d'autre a posté un émoji *Totenkopf* (crâne de mort) en guise de clin d'œil. Au cours de cette période, le néonazi finlandais a téléchargé sur *TikTok* une vidéo raciste intitulée « *DO NOT GIVE UP YOUR HOMELAND DEAR ANGLOS* » (N'abandonnez pas votre patrie, cher Anglais), qui contient une chanson raciste en allemand «*Deutschland den Deutschen, Ausländer raus !*» (« *L'Allemagne pour les Allemands, les étrangers dehors !* ») Cette chanson est devenue une tendance TikTok préoccupante en Allemagne, selon le radiodiffuseur public NDR. Plusieurs comptes néo-nazis et nationalistes blancs au Royaume-Uni et à l'étranger ont publié des déclarations approuvées et racistes dans les commentaires.



Sur le plan politique, Robert Jenrick, candidat à la direction du parti conservateur, a été critiqué par des parlementaires musulmans pour avoir déclaré que la police devrait « *arrêter immédiatement* » tout manifestant criant « *Allahu Akbar !* », l'expression arabe signifiant « *Dieu est grand* ». S'exprimant sur *Sky News* au sujet des accusations selon lesquelles la police aurait traité les marches et les violences d'extrême droite avec plus d'indulgence que d'autres manifestations, M. Jenrick a exprimé sa colère au sujet du maintien de l'ordre lors des manifestations pro-palestiniennes. M. Jenrick a exprimé sa colère au sujet du maintien de l'ordre lors des manifestations pro-palestiniennes. « *J'ai été très critique à l'égard de la police dans le passé, notamment en ce qui concerne l'attitude de certaines forces de police face aux manifestations qui ont eu lieu depuis le 7 octobre.... J'ai trouvé tout à fait anormal que quelqu'un puisse crier « Allahu Akbar » dans les rues de Londres sans être immédiatement arrêté, et projeter des chants génocidaires sur Big Ben sans être immédiatement arrêté. Cette attitude n'est pas correcte et j'appellerai toujours la police pour cela* », a-t-il déclaré. M. Jenrick, qui fait partie des favoris pour remporter la direction du parti conservateur, s'est attiré les critiques de la députée conservatrice Sayeeda Warsi et de la députée travailliste Naz Shah. Mme. Warsi a écrit sur X : « *Chaque jour, avant de commencer les travaux parlementaires aux Communes et aux Lords, nous faisons une prière et nous louons Dieu - nous disons notre version parlementaire d'Allahu Akbars au cœur de la démocratie - un processus dont Robert Jenrick fait partie. Ce langage de Jenrick n'est rien d'autre que sa rhétorique habituelle qui sème la discorde - c'est un véritable instrument.* »⁸⁷



Dans un contexte de tensions persistantes, l'assassinat de trois jeunes filles dans le nord-ouest de l'Angleterre, le 29 juillet 2024, a été faussement attribué à un migrant, ce qui a déclenché des manifestations anti-immigration dans tout le pays. Plusieurs comptes d'extrême droite ont intensifié les tensions en soulevant des inquiétudes au sujet de la supposée « *Ligue de défense musulmane* », une organisation qui n'existe pas en réalité. De nombreuses vidéos diffusées sur les réseaux sociaux font référence à ce groupe à l'allure sinistre. Le 4 août, un compte Facebook anti-immigration affirmait : « *La Ligue de défense musulmane est à Bolton ce soir.* » La vidéo montrait plusieurs dizaines d'hommes vêtus de noir, certains le visage couvert, marchant en scandant « *Allahu Akbar* » [« Dieu est le plus grand » en arabe]. D'autres vidéos publiées le même jour montreraient le même groupe en train d'attaquer des manifestants anti-immigration ou de se heurter à la police.⁸⁸



Au Pays de Galles, le Conseil musulman du Pays de Galles a accusé le dirigeant conservateur gallois du Senedd, Andrew RT Davies, de « *racisme islamophobe* » à la suite de ses commentaires sur les repas scolaires. L'organisation s'est également alarmée de ce qu'elle a décrit comme « *le nombre impressionnant de commentaires islamophobes* » autorisés sur le compte Facebook de M. Davies. Dans un article pour GB News, M. Davies a écrit que « *les enfants ne devraient pas être forcés de manger des repas scolaires halal* », après qu'une électricienne a affirmé qu'on lui avait dit que la viande non halal n'était pas disponible à l'école de sa fille à Cowbridge, dans la vallée de Glamorgan. L'école a par la suite précisé sur les réseaux sociaux que « *l'affirmation selon laquelle toutes les options de viande sont uniquement halal est incorrecte.* » Cependant, le militant d'extrême droite et criminel condamné Stephen Yaxley-Lennon, également connu sous le nom de Tommy Robinson, a partagé l'article de GB News sur X, où il a largement circulé. Dans son article, M. Davies ajoute : « *Les enfants ne devraient pas être obligés de manger des repas scolaires halal, mais à l'ère du conformisme, cet appel au bon sens est tourné en dérision.* » Le Conseil musulman du Pays de Galles a réagi en publiant une déclaration ferme accusant le dirigeant conservateur du Senedd de « *racisme en filigrane.* »⁸⁹

Enfin, le responsable d'une association représentant les professionnels de santé musulmans a fait état d'une augmentation des abus racistes depuis le début des émeutes d'extrême droite, la semaine précédente, et d'une peur « *sans précédent* » au sein du personnel du NHS. Le Dr. Salman Waqar, président de la *British Islamic Medical Association* (BIMA), qui représente environ 7.000 professionnels de la santé, a déclaré que les membres du personnel avaient été affectés à la fois sur le plan personnel et sur le plan professionnel. Waqar a expliqué : « *J'ai vu des messages vraiment terribles, en particulier à Belfast et dans le Grand Manchester, de gens qui ont dû fermer leur cabinet de médecin généraliste plus tôt, de gens qui sont coincés dans leur cabinet, de gens qui doivent prendre des taxis pour aller et venir du travail, de gens qui ne peuvent pas faire de visites à domicile, de gens qui travaillent à distance depuis leur domicile, il y en a trop pour les mentionner tous.* » Il a partagé des séquences vidéo et des captures d'écran de messages textuels provenant de membres du personnel du NHS qui l'avaient contacté pour

lui faire part des abus qu'ils avaient subis au cours de la semaine écoulée, notamment des insultes racistes et des menaces de mort à l'encontre de musulmans.⁹⁰

Pays-Bas

Aux Pays-Bas, Edwin Wagensveld, chef de la branche néerlandaise de l'organisation antimusulmane *Pegida*, a autodafé un exemplaire du Coran dans la ville orientale d'Arnhem, près de la frontière allemande, le 11 mai 2024. Lors de cet acte provocateur, M. Wagensveld portait une chemise avec le message : « *L'islam n'est pas mieux que le nazisme* » et a souligné l'importance de procéder à l'incendie en vertu du droit de manifester. Il a critiqué ce qu'il a décrit comme une présence policière excessive nécessaire pour maintenir la paix. M. Wagensveld a déclaré son intention de continuer à brûler des Corans jusqu'à ce que « *quelque chose change* », suggérant des exemples tels que l'interdiction de ce qu'il appelle les « *mosquées de la haine*. » En guise de riposte pacifique, des musulmans locaux ont distribué des exemplaires gratuits du Coran dans toute la ville en même temps que l'incendie.⁹¹

L'Espagne

En Espagne, des groupes d'extrême droite ont plaidé en faveur de l'expulsion des musulmans, les qualifiant sur les réseaux sociaux d'« *envahisseurs* », tout en faisant référence à des événements historiques, tels que la chute de l'Andalousie et la Reconquista, selon les rapports de l'Agence de presse *Anadolu*. Sergio Gracia, président du Centre de recherche sur l'extrême droite (CINVED) en Espagne, a analysé cette rhétorique antimusulmane pour *Anadolu*. Il a expliqué que l'extrême droite utilise le concept de « *Reconquista* », ou reconquête, ainsi que des événements historiques connexes pour justifier la récupération des territoires espagnols des mains des musulmans et plaider pour leur expulsion. « *L'extrême droite se réfère généralement à des personnages historiques comme Don Pelayo ou El Sid, en utilisant également des termes comme reconquérir, en faisant référence à des batailles telles que la bataille de Covadonga, la bataille d'Alarcos, la bataille*

de Las Navas de Tolosa ou la prise de Grenade.... Ils donnent généralement des dates clefs faisant allusion aux batailles qu'ils ont menées au niveau local, comme Malaga en 1487 ou Alcala en 1247. Ce sont deux exemples de mouvements sociaux qui ont existé en Espagne et qui sont aujourd'hui chapeautés par un parti politique d'extrême droite comme Hacer Nacion », a déclaré M. Gracia. Lors de la partie espagnole des élections européennes, le nouveau parti d'extrême droite « La fête est finie » a surpris beaucoup de monde en obtenant 4,6% des voix et trois eurodéputés, perturbant ainsi l'équilibre politique établi. Dirigé par Luis Perez, 34 ans, ce parti récemment créé a recueilli environ 800.000 voix et envoyé trois représentants au Parlement européen. Le parti Vox, qui représente l'extrême droite espagnole depuis une dizaine d'années, a quant à lui obtenu six eurodéputés avec 9,6% des voix lors des élections européennes.⁹²

L'Allemagne



En Allemagne, une vidéo controversée publiée sur X par le Ministère de l'Intérieur de Bavière, qui a ensuite été supprimée, a suscité un tollé général pour son contenu islamophobe et ses comparaisons avec la propagande de l'époque nazie. La vidéo a été publiée quelques heures seulement après que deux partis d'extrême droite eurent remporté les élections régionales pour la première fois depuis l'ère nazie. Prétendument conçue pour sensibiliser au

mouvement islamique salafiste, la vidéo présente un dessin animé montrant une femme musulmane qui regarde une vidéo explicative sur la question de savoir si les femmes musulmanes peuvent se maquiller. Au fur et à mesure que l'animation progresse, la femme est « avalée » par un personnage barbu, riant de manière maniaque et portant une calotte crânienne – un couvre-chef associé à certains musulmans. Cette image servait de métaphore à son processus de radicalisation. La vidéo se terminait par l'avertissement suivant : « *Le piège du salafisme se referme plus vite que vous ne le pensez* », en référence au mouvement salafiste. Le message comportait également un lien vers le site web du Ministère, qui propose des informations sur la prévention du salafisme islamique radical. La vidéo a rapidement suscité des réactions négatives ; de nombreuses personnes s'inquiétant de son message potentiellement préjudiciable et de ses sous-entendus islamophobes. Un ancien parlementaire a condamné la vidéo, la qualifiant d'« *ordure raciste*. »⁹³

En outre, le 1^{er} septembre 2024, un parti d'extrême droite a remporté les élections d'un État pour la première fois dans l'Allemagne de l'après-Seconde Guerre mondiale, remportant la victoire dans la région orientale du pays, tout en s'assurant presque un deuxième État. Le parti d'extrême droite *Alternative pour l'Allemagne*, ou AfD, a obtenu 32,8 % des voix en Thuringe, devançant largement l'*Union Chrétienne-Démocrate* (CDU), le principal parti d'opposition national allemand, qui a obtenu 23,6% des voix, lors de ces élections régionales. « *Pour la première fois depuis 1949, un parti ouvertement d'extrême droite est devenu la force la plus puissante dans un parlement d'État, ce qui suscite chez de nombreuses personnes une inquiétude et une peur profondes* », a fait remarquer Omid Nouripour, l'un des dirigeants des Verts, qui représente l'un des partis de gouvernement nationaux allemands.⁹⁴

Quelques jours avant les élections régionales en Thuringe et en Saxe, des journalistes de l'émission RTL EXTRA ont révélé les liens existant entre l'AfD et le Mouvement identitaire d'extrême droite, dans le cadre d'une enquête secrète. Selon l'enquête « *Behind the Scenes* », l'AfD coopère avec des groupes extrémistes pour faire avancer son programme politique, bien qu'elle prenne officiellement ses distances par rapport à ces réseaux. L'enquête a révélé que des politiciens de haut rang de l'AfD étaient impliqués

dans le mouvement identitaire. Les journalistes d'investigation ont passé quatre mois à infiltrer les cercles fermés de ce mouvement. Lors d'un « *week-end militant* » à Vienne, ils ont documenté des combats brutaux sur un ring de boxe improvisé, illustrant la volonté du groupe de recourir à la violence. Martin Sellner, le leader du mouvement identitaire, a motivé les participants avant ces combats, qui étaient destinés non seulement au ring mais aussi aux confrontations de rue prévues pour la manifestation « *remigration* » (ou nouvelle migration) du lendemain à Vienne. Lors de cette manifestation, les journalistes ont rencontré plusieurs membres de l'AfD. L'un d'entre eux a ouvertement exprimé des opinions xénophobes et antisémites, minimisant même l'Holocauste en déclarant : « *Six millions de Juifs n'ont pas été tués. Il y a eu tout au plus que 175.000 Juifs gazés. L'Holocauste s'est déroulé différemment. Mais je dois aussi dire que je pense que c'est formidable qu'il ait eu lieu* », selon les rapports de *n-tv*. En outre, lors d'une conversation avec des journalistes de RTL, cette personne a appelé à un « *Srebrenica 2.0 pour l'Allemagne* », préconisant des massacres de musulmans. Confrontée aux conclusions de RTL, l'AfD a fait remarquer que la personne en question avait quitté le parti la même semaine.⁹⁵

La Suède

En Suède, un groupe d'extrémistes de droite a organisé une manifestation à Stockholm, la capitale du pays, pour demander l'expulsion des musulmans vers leur pays d'origine. Les manifestants se sont rassemblés à Odenplan et ont scandé le slogan « *Nous ne voulons pas de musulmans dans notre pays.* » Après ce premier rassemblement, ils se sont dirigés vers *Sergels Torg* (« Place de Sergel »), appelant à une interdiction totale de l'islam dans toute la Suède.⁹⁶

L'Autriche

En Autriche, malgré sa victoire historique aux élections, le Parti de la liberté pourrait rencontrer des difficultés à former un gouvernement, tandis que les responsables musulmans font part des craintes de la communauté quant à la possibilité que la promesse politique du parti d'expulser les personnes issues de l'immigration, devienne une loi. Le succès du Parti de la liberté

(FPÖ), un parti d'extrême droite, aux élections générales autrichiennes, du 29 septembre 2024, a fait craindre à de nombreux musulmans autrichiens une déportation potentielle, selon des responsables communautaires. Le FPÖ a obtenu 29% des voix au niveau national grâce à un programme ultranationaliste proposant des politiques, telles que la « *remigration* » des citoyens issus de l'immigration et la promesse d'interdire ce que le parti appelle « *l'islam politique* », que le chef du parti, Herbert Kickl, a décrit comme un « *poison pour la société*. » « *On ne saurait trop insister sur les inquiétudes que ressentent de nombreux musulmans ici* », explique Nadim Mazarweh, responsable de la prévention de l'extrémisme au sein de la Communauté de foi islamique en Autriche (IGGÖ), une organisation faîtière qui défend les intérêts des divers groupes musulmans d'Autriche. « Je vois des élèves poser à leurs professeurs des questions telles que : Est-ce que nous serons expulsés après les élections ? »⁹⁷

La Pologne

En Pologne, l'ancien Premier Ministre Mateusz Morawiecki a averti que la culture européenne était « *détruite* » par les migrants musulmans d'Afrique et du Moyen-Orient. M. Morawiecki, qui fut Premier Ministre de la Pologne, de 2017 à décembre 2023, a déclaré : « *Nous étions très ouverts aux réfugiés de la guerre d'Ukraine lorsque le besoin s'en faisait sentir [...] Nous avons ouvert nos cœurs et nos portes à tous les réfugiés. Mais c'est très différent du nombre important de migrants musulmans du Moyen-Orient qui viennent en Allemagne, en France et dans d'autres pays et qui veulent changer la culture de ces pays, de ces nations. Je suis clairement opposé à de telles tentatives. J'admire la culture française, la culture espagnole et la culture britannique, mais j'admire aussi ma culture polonaise et je veux la préserver, la nourrir. Je ne veux pas qu'elle soit détruite par les migrants musulmans venant du Moyen-Orient ou d'Afrique.* »⁹⁸

L'Inde

Dans le district de Thane, au Maharashtra, un rassemblement de l'«*Hindu Jan Aakrosh Morcha*» a eu lieu, le 25 février 2024, avec pour orateur principal, le député BJP T. Raja Singh. Bien qu'il n'ait reçu qu'une

autorisation conditionnelle pour s'adresser à la foule, M. Singh a tenu des propos incendiaires à l'encontre des musulmans et a diffusé des informations erronées sur des personnages historiques, tels que Chhatrapati Shivaji Maharaj. Il a raconté de manière sélective des histoires impliquant des souverains islamiques afin d'attiser le sentiment antimusulman et a fait référence multiples fois aux démolitions de temples. M. Singh a également demandé que des actions similaires à la démolition de la mosquée Babri soient répétées dans les mosquées de Kashi et de Mathura, tout en abordant des sujets qui sèment la discorde, à l'instar de la loi d'amendement sur la citoyenneté, le code civil uniforme et le prétendu « Djihad de l'amour. »⁹⁹



En mars, une vidéo montrant le slogan « *Jai Shri Ram* » projeté au laser sur la *Jama Masjid de Surat* lors d'une cérémonie de mariage hindou au Gujarat a encore attisé les tensions religieuses, suscitant l'inquiétude des membres de la communauté.¹⁰⁰

Des violences ont éclaté dans le district de Darbhanga, dans l'État du Bihar,

les 15 et 16 février 2024, lors des célébrations du *Saraswati Visarjan Pooja*. Les processions d'immersion d'idoles, jusqu'alors pacifiques, auraient pris un tour hostile à l'égard des communautés musulmanes. Ces incidents ont conduit à l'inculpation de plus de 400 personnes à Bahera et à l'arrestation de 61 musulmans, dont des femmes et des mineurs, à Tarsarai Muria. Les rapports indiquent que les cortèges passant devant les mosquées ont scandé « *Jai Shree Ram* » et auraient proféré des insultes à l'encontre des musulmans, tandis que la police a été accusée de pénétrer dans les maisons musulmanes et de procéder à des arrestations injustifiées.¹⁰¹



Lors d'un incident similaire survenu le 4 mars 2024, T. Raja Singh, dirigeant du BJP, a pris la parole lors d'un événement organisé en l'honneur de Chhatrapati Shivaji Maharaj à Vijayapura, dans l'État de Karnataka, où il a tenu des propos incendiaires à l'encontre des musulmans. Organisé par le Groupe *Janatha Seva*, M. Singh aurait tenu des propos désobligeants et encouragé les participants à s'engager à résister au « *djihad de l'amour et aux conversions religieuses*. » Il a fait de nombreuses déclarations provocatrices, comparant notamment les musulmans à des personnages historiques tels qu'Afzal Khan et suggérant qu'il y avait désormais « *un Afzal Khan dans chaque allée*. » À la suite d'une plainte déposée par Mohammed Tapal, membre du Congrès, une affaire a été enregistrée contre M. Singh et Basanagouda Patil Yatnal, député du BJP, en vertu de plusieurs articles du Code pénal indien.¹⁰²

Un autre rassemblement controversé, le *Sakal Hindu Samaj Janakrosh Morcha*, a eu lieu, le 3 mars 2024, à Malad Malwani. En présence de dirigeants du BJP, dont le député Gopal Shetty et le député provincial Nitesh Rane, la manifestation a été marquée par des pancartes demandant « *Bhumi Jihad mukt Malwani* » (Malwani libéré du « Djihad de la terre ») et « *Hindu Palayan bandh karo* » (Arrêtez l'exode des Hindous). Les orateurs ont accusé une communauté particulière d'occuper illégalement des terres et de faire venir des Rohingyas et des Bangladais pour créer des troubles.¹⁰³



Dans un développement juridique inhabituel, un juge de l'Uttar Pradesh a fait des déclarations controversées alors qu'il invoquait des charges criminelles graves contre l'ecclésiastique et politicien musulman Maulana Tauqueer Raza Khan concernant les violences communautaires à Bareilly en 2010. Le juge de district Ravi Kumar Diwakar a fait l'éloge du Ministre en chef Adityanath en tant que « *personne religieuse* » exemplaire au pouvoir et a blâmé l'« *apaisement* » de certaines communautés pour les émeutes. Le juge, qui avait déjà ordonné la mise sous scellés de la *Gyanvapi Masjid*, à Varanasi, en 2022, a ajouté le nom de Khan à l'acte d'accusation et l'a convoqué, le qualifiant de « *principal instigateur* » des émeutes de 2010.¹⁰⁴

Hindutva Watch a rapporté qu'en mars, Balmukund Archarya, législateur du BJP, a prononcé un discours à Jaipur, au Rajasthan, appelant à convertir

le *Qutb Minar* en temple. Il a également déclaré que la mosquée *Shahi Idgah* et la mosquée *Gyanvapi* connaîtraient le même sort que la mosquée Babri, promettant que les hindous prieraient un jour « *Hanuman rouge au Fort Rouge* » et pratiqueraient leur culte sur d'autres sites récupérés.¹⁰⁵



Février 2024, le président de Rashtriya Karni Sena, Suraj Pal Ammu, a prononcé un discours incendiaire à Aligarh (appelé Harigarh dans son discours), exhortant le public à se préparer à la démolition de la mosquée Gyanvapi à Kashi. Il a encouragé à plusieurs reprises la violence et a fait l'éloge du premier ministre Narendra Modi et du ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath. Lorsqu'il a demandé à la foule si elle était prête à « détruire la structure de Gyanvapi », elle a répondu par un « oui » retentissant¹⁰⁶.

Des protestations ont éclaté après qu'une procession culturelle organisée à l'université Bodoland de Kokrajhar, dans l'État d'Assam, le 16 mars 2024, a présenté les musulmans comme des criminels. Au cours d'une célébration des héros légendaires Bodo, une vidéo a montré des individus vêtus de vêtements musulmans, les mains liées, conduits par une personne déguisée

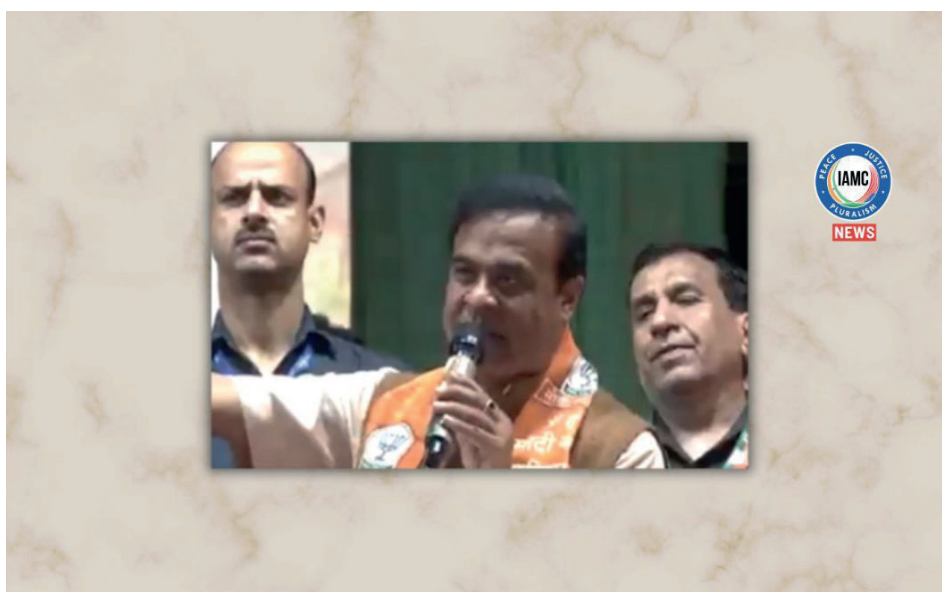
en policier et apparemment battus. L'ancien professeur Taijuddin Ahmed a parlé d'une « conspiration motivée » et a averti que des « répétitions » similaires avaient précédé des attaques réelles contre des musulmans au cours des années précédentes¹⁰⁷.

En janvier, le député BJP T. Raja Singh a prononcé un autre discours de haine à Saswad, Pune, ciblant la communauté musulmane sur des questions telles que le « Love Jihad » et l'abattage des vaches. Il a déclaré à son adversaire politique Asaduddin Owaisi que les hindous n'en avaient « pas fini avec Kashi et Mathura » et a promis que « tous nos temples qui ont été détruits par les djihadistes [...] ne seront pas laissés en l'état ». Il a averti qu'une fois que l'Inde serait devenue une « nation hindoue », ils « prendraient la responsabilité de tous les temples détruits¹⁰⁸ ».

Des dizaines de pétitions ont été déposées contre des mosquées et des structures musulmanes dans toute l'Inde, en dépit d'une loi gelant les lieux de culte tels qu'ils existaient lorsque l'Inde a obtenu son indépendance en 1947. Même des monuments emblématiques comme le Qutub Minar de Delhi et le Taj Mahal d'Agra ont fait l'objet de poursuites judiciaires. Ces arguments juridiques se sont intensifiés après que Modi a inauguré un nouveau temple à Ayodhya, dédié au Seigneur Ram, construit sur les ruines d'une mosquée détruite par une foule hindoue en 1992 - un incident qui a déclenché des émeutes dans tout le pays, tuant environ 2 000 personnes, pour la plupart musulmanes. Peu après l'inauguration du temple d'Ayodhya, les autorités ont démoli deux mosquées en invoquant un « empiètement illégal » : une mosquée vieille de plusieurs siècles dans le sud de Delhi et une autre mosquée abritant une école islamique à Haldwani, dans l'Uttarakhand¹⁰⁹.



À Budbud, au Bengale occidental, un dirigeant du BJP a exhorté les hindous à « utiliser des armes comme des couteaux et des lames » contre les musulmans, tandis qu'à Karimnagar, au Telangana, le législateur du BJP T. Raja Singh a menacé de recourir à la violence en déclarant : « Nous n'avons pas besoin de 15 minutes, nous avons juste besoin de 15 secondes [pour les tuer]¹¹⁰ ».



À Delhi, Himanta Biswa Sarma, dirigeant du BJP et ministre en chef de l'Assam, a menacé de construire un temple sur le site de la mosquée historique de Gyanvapi et a tenu des propos antimusulmans lors d'un rassemblement électoral, affirmant que « les musulmans ont trois femmes

chacun et que les femmes se marient à l'âge de 12 ans et commencent à donner naissance à des enfants » ¹¹¹



À Mumbai, dans le Maharashtra, le chef d'un groupe extrémiste hindou, Dhananjay Desai, a prononcé un discours déshumanisant comparant les non-hindous vivant en Inde à « une maladie vivant dans un corps humain » et qualifiant les réfugiés rohingyas de « termites ». ¹¹²

Le 24 mai 2024, le ministre de l'intérieur de l'Union, Amit Shah, a accusé le gouvernement de coalition dirigé par le Jharkhand Mukti Morcha de mener le « Jihad de l'amour, le Jihad de la terre et le Jihad de la forêt » contre les communautés tribales en autorisant prétendument des infiltrés dans le Jharkhand. S'exprimant lors d'un rassemblement électoral à Dumka, il a appelé les électeurs tribaux à élire un gouvernement qui mettrait fin aux infiltrations, avertissant que les terres et les forêts tribales étaient en danger. ¹¹³

Trois semaines après avoir affirmé dans un discours que les musulmans recevraient les richesses de l'Inde si le Congrès arrivait au pouvoir, le Premier ministre Narendra Modi a nié avoir mentionné les musulmans dans une interview accordée à News18 le 14 mai 2024. Bien que des vidéos de son discours le montrent clairement en train de qualifier les musulmans d'« infiltrés » et de « personnes qui mettent au monde trop d'enfants », M. Modi s'est dit choqué par cette suggestion et a demandé à son interlocutrice pourquoi elle commettait une « injustice à l'égard des musulmans ». Son discours original avait renforcé une théorie du complot populaire parmi les

nationalistes hindous, selon laquelle les musulmans font plus d'enfants que les hindous pour finir par être plus nombreux.¹¹⁴



Le 9 juin 2024, le scientifique et commentateur de droite Anand Ranganathan a suscité la controverse en préconisant une « solution à l'israélienne » au Cachemire lors de l'émission « The Samosa Caucus Podcast ». M. Ranganathan, qui est rédacteur consultant pour la publication nationaliste hindoue Swarajya, a qualifié de factice les rapports faisant état d'une croissance du tourisme au Cachemire et a critiqué les politiques indiennes qui n'ont pas réussi à réhabiliter 700 000 hindous du Cachemire, affirmant que l'argent du tourisme profitait aux terroristes.¹¹⁵



Une vidéo en provenance de l'Inde montre le dirigeant du BJP, Karnell Singh, menaçant d'« abattre 200 000 musulmans » après la découverte

d'une tête de vache près d'un temple hindou à Delhi, ce qui a provoqué une escalade des tensions communautaires.¹¹⁶



Les autorités de Ratlam, dans l'État du Madhya Pradesh, ont démolé la maison d'un musulman après que des groupes hindous eurent demandé que des mesures soient prises concernant une tête de vache coupée trouvée dans un temple. Deux suspects ont été arrêtés et l'une de leurs maisons a été détruite au bulldozer sans véritable enquête, bien que les caméras de vidéosurveillance du temple n'aient pas fonctionné.¹¹⁷



Le 19 juin 2024, des groupes hindutva ont vandalisé et pillé un magasin de vêtements appartenant à des musulmans dans la ville de Nahan, dans l'Himachal Pradesh, après que le propriétaire a publié des photos de sacrifices d'animaux dans son statut WhatsApp. Des images vidéo ont

montré une foule ouvrant de force le magasin sous les yeux de la police, tandis que les gens scandaient « Ek Hi Nara Ek Hi Naam, Jai Shri Ram ». La police n'a fermé le magasin qu'après que la plupart des articles ont été endommagés ou volés.¹¹⁸



Dans la ville de Khordha, en Odisha, des justiciers de la vache (Gau Rakshaks) ont envahi une maison musulmane et confisqué toute la viande ainsi que leur réfrigérateur, car ils soupçonnaient que de la viande de bœuf y avait été entreposée. L'incident s'est produit peu après l'Aïd al-Adha. Une vidéo virale a montré la foule criant « Jai Shri Ram » pendant qu'elle fouillait le réfrigérateur de la famille, qui a été traumatisée par cette attaque non provoquée.¹¹⁹

L'administration du district de Mandla, dans l'État du Madhya Pradesh, a démoli les maisons de 11 personnes accusées d'avoir abattu des vaches, toutes appartenant à un même groupe religieux. Le magistrat du district, Saloni Sidana, a déclaré qu'un abattoir illégal avait été découvert dans le village de Bhainswahi, avec des preuves d'abattage d'animaux. Alors que les autorités ont inculpé les suspects en vertu de la loi sur la prévention de l'abattage des vaches, leurs familles ont affirmé qu'aucune notification n'avait été faite avant les démolitions, l'un des conjoints se lamentant : « Nous n'avons nulle part où aller et nous n'avons plus de biens ménagers. »¹²⁰

Un vendeur ambulant musulman, Mohammed Umar Qureshi, aurait été agressé par des membres du Vishva Hindu Parishad (VHP) et du Bajrang

Dal à Banganga, dans l'Himachal Pradesh. Qureshi a déclaré que des membres du Bajrang Dal, du Shiv Sena et du BJP l'ont battu, lui ont volé son argent et l'ont forcé à chanter « Jai Shri Ram ». Selon la victime, originaire de Meerut, dans l'Uttar Pradesh, les agresseurs lui ont dit : «Maintenant que notre gouvernement est au pouvoir, les musulmans ne seront plus autorisés à exister».¹²¹



Dans le district de Birbhum, au Bengale-Occidental, une foule a attaché un jeune musulman à un poteau et l'a battu avec des bâtons de bambou, le soupçonnant d'avoir délibérément jeté de la viande près d'un temple le jour de l'Aïd-el-adha (17 juin 2024). La victime, Tufan Sekh, circulait à vélo avec un proche pour distribuer de la viande sacrificielle lorsqu'un paquet est tombé accidentellement de leur sac. Lorsqu'il est revenu le récupérer, la foule l'a encerclé, a détruit son vélo et l'a grièvement blessé, tandis que son compagnon, Talib Sekh, a été blessé aux jambes.¹²²

Selon certaines informations, lorsque la direction de la madrasa Minhaj ul Uloom a acheté du bétail pour le sacrifice de Bakrid, des organisations locales d'extrême droite ont semé la pagaille. Après que la police a d'abord dispersé la foule, des membres du groupe Hindutva sont revenus attaquer la madrasa, blessant plusieurs personnes qui ont été transportées à l'hôpital local. La foule a ensuite attaqué l'hôpital à coups de pierres, obligeant la police à lancer une charge au bâton pour maîtriser la situation.¹²³

Le 13 juin 2024, la Cour suprême indienne a suspendu la sortie du film bollywoodien « Hamare Baarah », jugeant que même le teaser contenait du

contenu offensant pour les femmes musulmanes mariées et leur religion. Cette suspension faisait suite à une contestation d'une décision de la Haute Cour de Bombay qui avait autorisé la sortie du film le 15 juin.¹²⁴



Le 4 août 2024, le ministre en chef de l'Assam, Himanta Biswa Sarma, a annoncé un projet de loi contre ce qu'il a qualifié de « jihad foncier » et de « jihad amoureux ». S'exprimant lors d'une réunion du comité exécutif du BJP à Guwahati, Sarma a déclaré que les hindous et les musulmans qui achèteraient mutuellement des terres nécessiteraient une autorisation gouvernementale, et que ceux qui pratiqueraient le « jihad amoureux » encourraient la prison à vie. Le chef du BJP de l'Assam, Bhabesh Kalita, a défendu les mesures proposées contre le « jihad foncier », les jugeant nécessaires à la protection des populations autochtones.¹²⁵



À Shimla, des membres d'organisations hindoues, des militants du BJP et des habitants se sont rassemblés devant la mosquée Sanjauli, scandant des slogans islamophobes et affirmant que la construction de la mosquée était illégale. Les manifestants, arborant le drapeau indien, ont exigé la démolition de sols qu'ils considéraient comme non autorisés. Le président du Dev Bhumi Shakti Sangathan, Rumi Singh Thakur, qui a appelé les « sanatanis » à se rassembler, a salué l'« unité des Sanatan » affichée et a exigé une vérification des « étrangers » venant dans l'Himachal Pradesh.¹²⁶

Des violences ont éclaté dans le quartier de Syedpura à Surat le 8 septembre 2024, après des jets de pierres sur un pandal de Ganesh à Wariyali Bazar, provoquant des actes de vandalisme contre des commerces, des véhicules et une mosquée appartenant à des musulmans. L'incident aurait commencé lorsque des enfants âgés de 8 à 12 ans, dalits et musulmans, ont accidentellement heurté le pandal en jouant. Le journaliste local Sahal Qureshi a rapporté que des organisations hindoues et le député du BJP Kanti Balar se sont rassemblés au commissariat, attisant les tensions avec des déclarations telles que « Nous ne tolérerons pas le hooliganisme des musulmans ». Alors que la foule grossissait, des cris de « bulldozer, bulldozer » ont retenti, appelant à la démolition des habitations musulmanes.

Les violences qui ont suivi ont blessé plusieurs personnes, dont le commissaire adjoint de police Vijay Singh Gurjar, et 27 musulmans ont ensuite été arrêtés.¹²⁷

Le vérificateur de faits Mohammed Zubair a été arrêté le 7 octobre 2024 pour avoir publié une vidéo de Yati Narsinghanand dans laquelle le prêtre principal du temple Dasna tenait des propos désobligeants à l'égard du prophète Mahomet. Le FIR a été déposé au commissariat de Kavi Nagar à Ghaziabad suite à une plainte déposée par Udit Tiyagi, chef du BJP. Zubair est poursuivi en vertu de plusieurs articles de la Bharatiya Nyaya Sanhita, tandis que la plainte mentionne également le député d'Hyderabad Asaduddin Owaisi et le chef du Jamiat Ulama-i-Hind Arshad Madani pour avoir condamné les propos de Narsinghanand.¹²⁸

Yati Narsinghanand a lui-même été interpellé par la police de l'Uttar Pradesh après avoir appelé à la démolition des madrasas et de l'Université

musulmane d'Aligarh lors d'un rassemblement de l'Hindu Mahasabha à Aligarh le 18 septembre 2024. Il aurait déclaré que les madrasas « devraient être réduites en miettes à la poudre à canon » ou suivre « la politique de la Chine » en envoyant les résidents dans des camps de détention « où le virus appelé Coran pourra être retiré de leur cerveau ». Il a également déclaré que l'AMU devrait être détruit à la bombe et a écarté toute action en justice, soulignant que « les affaires judiciaires se succèdent ».¹²⁹



The "Chetna and Chetavani" rally in Srinagar Garhwal on Thursday, where Lakhpat Bhandari, a BJP leader, made a hate speech.

Le 3 octobre 2024, Lakhpat Bhandari, chef local du BJP, a organisé un rassemblement « Chetna et Chetavani » à Srinagar. Il a tenu un discours de haine contre les musulmans, appelant au boycott économique et suggérant, semble-t-il, d'« incendier les commerces » tenus par des musulmans. Faisant l'éloge des éléments hindous qui avaient chassé les musulmans de la région de Chauras le mois précédent, accusés d'appartenir au « Jihad de l'amour », Bhandari a menacé un commerce tenu par des musulmans et a exhorté les femmes hindoues à boycotter les vendeurs de fruits musulmans, affirmant qu'ils augmentaient les prix pendant la fête de Navratra.¹³⁰

Une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux le 16 novembre 2024 montrait des extrémistes de droite prendre d'assaut une mosquée à Kangra, dans l'Himachal Pradesh. Ils s'en prenaient à l'imam et affirmaient que le site était à l'origine un temple. Le groupe exigeait des documents prouvant l'authenticité de la mosquée et menaçait de la fermer si leurs exigences n'étaient pas satisfaites.

Lorsque l'imam expliqua que le lieu était historiquement un cimetière avant la construction de la mosquée, un membre du groupe insista sur le fait qu'il s'agissait d'un temple il y a 100 ans.¹³¹

Lors des élections au Jharkhand, dont la deuxième phase est prévue pour le 20 novembre, le BJP a diffusé des vidéos haineuses ciblant les musulmans, déguisées en publicités de campagne. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des élections de 2024 à la Lok Sabha, lorsque le parti avait produit des vidéos racistes décrivant les musulmans comme des « infiltrés » qui « s'emparent » des ressources d'autrui. La première vidéo mettait en scène des personnages ressemblant à des dirigeants de l'opposition, avec le faux Hemant Soren cherchant à obtenir des données falsifiées de « Bengali Dhadha » pour lutter contre les affirmations des journaux télévisés. Dans une autre scène, des personnages ressemblant à Tejashwi Yadav, Hemant Soren et Rahul Gandhi discutent des violences commises dans le passé à l'encontre des populations tribales, après quoi le personnage de M. Soren qualifie d'« hypocrites » les quatre musulmans coiffés d'une calotte qui entrent dans la pièce et qui les aideront à gagner des voix.¹³²



Le leader du VHP, Mahaveer Prasad, a prononcé un discours incendiaire lors d'une réunion interne à Kamla Nagar, à Delhi, le 28 octobre 2024, mettant en garde les hindous contre la croissance démographique musulmane. Il a affirmé que le nombre de musulmans avait atteint 28 à 30 crores en 77-78 ans et prévoyait qu'il atteindrait 45 à 50 crores d'ici 7 à 8 ans, posant la question rhétorique suivante : « Si seulement 8 crores de musulmans étaient capables de détruire le pays, que feraient-ils aujourd'hui avec une population de 38 à 30 crores ? »¹³³



Le 23 octobre 2024, le député BJP Balmukund et ses partisans de l'Hindutva auraient agressé des femmes musulmanes qui accomplissaient la prière dans un Imambara du quartier de Hawa Mahal à Jaipur. Des rapports indiquent qu'ils ont détruit des rideaux séparant les espaces de prière des femmes et exigé qu'elles montrent des statues.¹³⁴

Un rapport publié conjointement le 16 octobre 2024 par Political Research Associates et la coalition Savera a révélé les associations et le programme d'extrême droite de la Hindu American Foundation (HAF) aux États-Unis. Intitulé « HAF Way to Supremacy », le rapport révèle que le plaidoyer de la HAF reflète une approche à somme nulle des droits civiques, opposant les droits des hindous à ceux des autres communautés. Il détaille le rôle de la HAF dans la propagation de l'islamophobie et du système de castes au sein des communautés amérindiennes, tout en cherchant à saper la solidarité entre les communautés de couleur et à aligner les hindous américains sur les mouvements d'extrême droite multiraciaux.¹³⁵



À Pithoragarh, dans l'Uttarakhand, les dirigeants hindous du Rashtriya Seva Sangathan ont manifesté contre une mosquée du quartier de Berinag. Malgré la présence de la police, ils ont incité la foule à tenir des propos islamophobes, appelant à la destruction de la mosquée et à la violence contre les musulmans. Un militant d'extrême droite a proclamé : « Nous devons éradiquer cette mosquée d'ici, c'est notre premier devoir, car nous sommes hindous ! » tandis qu'un autre a déclaré : « S'ils peuvent proclamer Allah-Hu-Akbar, nous pouvons aussi crier Jai Shree Ram ! Nous allons détruire cette mosquée jusqu'à ses racines ! »¹³⁶



Dans une déclaration controversée devenue virale, Chandrashekhar Swami, le sage de Vishwa Vokkaliga Mahasamsthana Mutt, a déclaré le 27 novembre 2024 : « Les musulmans devraient être privés de leur droit de vote pour que les autres puissent vivre en paix. » S'exprimant lors d'une

manifestation organisée par le Bharatiya Kisan Sangh contre la prétendue « prise de contrôle de terres agricoles par le conseil des waqfs », il a condamné l'acquisition de terres au nom du waqf et exigé la suppression des conseils des waqfs dans tout le pays, ajoutant que les politiciens soutiennent de telles actions à des fins électorales.¹³⁷



Le 22 novembre 2024, le prêtre du temple Dasna, Yati Narsinghanand, a exhorté les hindous à réciter Hanuman Chalisa lors d'un rassemblement de la communauté musulmane prévu à Delhi. Dans un message vidéo, il a mis en garde la communauté hindoue contre l'« erreur » du mouvement Shaheen Bagh et l'a exhortée à s'unir contre les « djihadistes islamiques ». Il a déclaré : « Si nous ne nous opposons pas aux djihadistes, alors, comme le Bangladesh, le Pakistan, le Cachemire, l'Afghanistan, l'Iran et les pays arabes, nous perdrons tout et serons également anéantis par l'Inde. »¹³⁸

Australie



Le 6 juin 2024, la maison de Rita Manassis, située dans le nord-est de Melbourne, a été vandalisée par des graffitis antimusulmans. Selon l'Islamophobic Register, le trottoir et l'allée de sa résidence ont été tagués avec les slogans « Dehors, bande de musulmans » et « Mort à la Palestine », ainsi que plusieurs croix gammées. Bien que n'étant pas musulmane, Manassis pensait avoir été prise pour cible pour avoir manifesté son soutien aux Palestiniens dans un contexte de tensions politiques accrues liées aux opérations militaires israéliennes à Rafah.¹³⁹



White supremacists demonstrate in Corowa, New South Wales (AAP) Credit: SUPPLIED BY THE NOTICER/PR IMAGE

Lors d'un incident inquiétant survenu le 5 janvier 2024, des agents de la brigade anti-bombe ont été appelés à une habitation du sud de Sydney après qu'un engin explosif improvisé a été placé sur la voiture de ses résidents pro-palestiniens. L'engin artisanal, apparemment composé d'un jerrican

rempli de chiffons, d'un briquet jetable et de gros boulons, a été retrouvé sur le capot du véhicule à Botany. La voiture ciblée était garée dans l'allée d'une maison arborant le drapeau palestinien et un panneau portant des déclarations sur la guerre de Gaza. Une note menaçante était attachée à l'engin : « Assez ! Enlevez le drapeau ! Une seule chance ! »¹⁴⁰

Nora Amath, directrice exécutive du Registre australien de l'islamophobie, a signalé une augmentation alarmante des incidents antimusulmans, les données indiquant une hausse de plus de 600 %. Amath a décrit comment des femmes musulmanes visiblement ont été « violemment agressées verbalement et physiquement » au quotidien, certaines recevant des coups de poing et étant tentées de retirer leur foulard. Les entreprises et organisations musulmanes ont également été victimes de haine par divers moyens, notamment des messages vocaux, des lettres et des courriels. Parallèlement, juste de l'autre côté de la frontière, dans la petite ville de Corowa, en Nouvelle-Galles du Sud, une cinquantaine d'hommes masqués se sont rassemblés pour un rassemblement suprématiste blanc le 12 octobre 2024, que le Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud, Chris Minns, a condamné, qualifiant les participants de « personnes seules et pathétiques ».¹⁴¹

AGRESSIONS VERBALES ET PHYSIQUES

Les agressions verbales et physiques sont des manifestations directes et conflictuelles de l'islamophobie, ciblant les musulmans et les institutions islamiques avec une intention immédiatement préjudiciable. L'agression verbale englobe un spectre de communications menaçantes – paroles, messages écrits et communications numériques – qui suscitent une appréhension raisonnable d'un préjudice imminent ou d'un engagement profondément offensant, en raison notamment de l'identité religieuse. Ces agressions verbales vont des menaces et insultes intimidantes aux pratiques persistantes de harcèlement, d'intimidation et d'humiliation publique dirigées contre des personnes en raison de leur identité musulmane réelle ou perçue. En comparaison, les agressions physiques constituent une escalade tangible de l'hostilité antimusulmane vers la violence physique, où les auteurs infligent ou tentent d'infliger intentionnellement des dommages

physiques par la force directe à des individus ou groupes musulmans. Ces deux formes d'agression reflètent les expressions les plus manifestes et immédiates du sentiment islamophobe, se produisant souvent dans les espaces publics, les établissements d'enseignement, les transports ou d'autres lieux communautaires où les musulmans sont visiblement identifiables grâce à des marqueurs culturels tels que le costume traditionnel ou la pratique religieuse. Contrairement aux formes de discrimination plus institutionnelles, ces agressions interpersonnelles représentent généralement des actes spontanés ou prémédités perpétrés par des individus ou de petits groupes motivés par des préjugés religieux. Les incidents documentés dans cette section illustrent la fréquence et la gravité alarmantes avec lesquelles les musulmans sont confrontés à l'intimidation verbale directe et à la violence physique uniquement en raison de leur identité religieuse ou de leurs pratiques culturelles associées à l'islam. Ces agressions causent non seulement un préjudice immédiat à leurs victimes, mais génèrent également une peur généralisée au sein des communautés musulmanes, restreignant leur liberté de mouvement et leur pleine participation à la vie publique par la menace implicite de violences continues.

États-Unis

En août 2024, Izak Kadosh, de Brooklyn, a été inculpé de plus de 40 chefs d'accusation, dont tentative de meurtre et crimes haineux, pour ce que les autorités ont décrit comme une campagne de harcèlement et de violence d'un mois contre son voisin musulman, Ahmed Chebira. Selon la plainte, Kadosh aurait explicitement invoqué des différences religieuses et ethniques comme motivation, menaçant de tuer Chebira au motif qu'il était juif et que son voisin était musulman. Les accusations découlaient d'un incident survenu le 10 août : Kadosh aurait pénétré par effraction dans l'appartement de Chebira, détruit des objets, recouvert les murs de peinture et d'huile, maculé un Coran d'excréments et frappé Chebira à la tête avec un maillet, lui causant de graves blessures nécessitant une hospitalisation.¹⁴²



À la même époque, le 5 août 2024, une violente attaque a eu lieu près du Rockefeller Center, à Midtown Manhattan. David Grinblat aurait agressé Sheharyar Ali Kazmi, ce que les procureurs ont qualifié de crime haineux. Selon les documents judiciaires, Grinblat aurait abordé Kazmi au téléphone, lui aurait craché dessus, l'aurait traité de « putain de musulman » et lui aurait dit qu'il était un « terroriste » qui devrait « retourner en Asie » avant de l'agresser physiquement. Des images vidéo montrent Grinblat crier à plusieurs reprises « Mort à tous les musulmans ! » pendant l'agression. Il a été arrêté trois jours plus tard et inculpé d'agression, de crime haineux et de harcèlement aggravé.¹⁴³

Le 21 août 2024, un autre incident s'est produit à Brooklyn : un suspect s'est approché d'une femme musulmane dans un immeuble commercial de Flatbush Avenue et l'a frappée à plusieurs reprises au visage tout en proférant des propos antimusulmans. L'agresseur a pris la fuite vers l'ouest sur Atlantic Avenue après l'agression, laissant la victime avec des blessures mineures n'ayant pas nécessité d'hospitalisation.¹⁴⁴

Canada



Au Canada, la police de Toronto a signalé être à la recherche d'un homme impliqué dans une agression présumée motivée par la haine survenue dans une rame de métro de la TTC le 12 mai 2024. Selon les enquêteurs, la victime et son amie voyageaient lorsqu'un inconnu a crié des propos antimusulmans et a agressé la victime avant que des passants n'interviennent, forçant le suspect à fuir les lieux.¹⁴⁵

Plus récemment, le 26 octobre 2024, la police de London a ouvert une enquête sur une autre agression motivée par la haine survenue dans un parc du centre-ville. Vers 15 h 30, un homme se trouvait avec sa famille à Ivey Park lorsqu'un inconnu s'est approché d'eux, a tenu des propos désobligeants et l'a agressé. Le Conseil national des musulmans canadiens s'est dit « profondément horrifié » d'apprendre que les victimes étaient musulmanes.¹⁴⁶

Le 8 juin 2024, la police londonienne recherchait un suspect dans ce qu'elle pensait être un incendie criminel motivé par la haine, après que le porche d'une maison du nord-ouest de la ville a été délibérément incendié. Les policiers et les pompiers se sont rendus sur les lieux de la résidence de Watroak Drive et, bien que l'incendie ait été éteint sans faire de blessés, l'inspecteur Alex Krygsman a déclaré qu'ils le traitaient comme un « probable incident motivé par la haine ».¹⁴⁷

Enfin, Kamilla, étudiante à la maîtrise à l'Université de Montréal, a déclaré avoir été victime d'un incident haineux peu après le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas, le 10 octobre. Alors qu'elle se rendait à la bibliothèque et traversait la rue entre Jean-Brillant et McKenna, elle a croisé une femme qui a fait des gestes hostiles et proféré des accusations. « Je marchais dans cette direction et, juste là, cette dame m'a fait un doigt d'honneur, juste au moment où nous traversions la rue », a raconté Kamilla. La femme l'a ensuite traitée de « meurtrière, entre autres » et l'a accusée, ainsi que d'autres, de « tuer des gens partout ».¹⁴⁸

Royaume-Uni



Au Royaume-Uni, une musulmane nommée Lila Tamea a été victime d'insultes racistes lors d'un voyage en train entre Liverpool et son domicile à Warrington. Elle s'est sentie « très mal à l'aise et intimidée ». Ce qui avait commencé comme une conversation amicale avec quatre hommes s'est transformé en hostilité après qu'elle a mentionné qu'elle préparait un doctorat sur le racisme dans l'éducation. Selon Tamea, l'un des hommes a levé les yeux au ciel avant que le groupe ne lance une série de commentaires racistes, notamment « tuez tous les musulmans ». Faisant référence aux récentes émeutes nationales, Tamea a déclaré à Yahoo News UK : « Compte tenu des événements d'il y a quatre semaines, j'étais vraiment mal à l'aise et intimidée. » Elle a documenté la rencontre à l'aide d'enregistrements audio et vidéo, captant notamment des menaces d'un homme lui disant qu'il pourrait la tuer « en rentrant chez elle », suivies d'un petit rire. Dans un autre clip, on entendait la voix d'un homme dire : « Nous devons tuer tous les musulmans, nous débarrasser des musulmans avant qu'ils ne viennent ici », et dans un autre encore : « Je vais prendre ma mitraillette Uzi et tuer autant de musulmans que possible. Mais je ne te tuerai pas, tu es une gentille fille. »¹⁴⁹

Inde

Les tensions religieuses ont été encore exacerbées par des déclarations controversées de chefs religieux. Le 16 mai 2024, Yati Narsinghanad Saraswati, prêtre du temple de Dasna Devi et connu pour sa rhétorique islamophobe, a comparé son tristement célèbre discours lors du dharamsansad (assemblée religieuse) aux discours de campagne du Premier ministre Narendra Modi. S'adressant aux journalistes, il a déclaré : « Ce que nous avons dit lors de notre dharamsansad, le Premier ministre indien le dit également publiquement. Cela signifie que nous avons raison. » Narsinghanad, qui avait déjà appelé au génocide musulman lors d'un dharamsansad de trois jours à Haridwar en décembre 2021 (un événement auquel participait le chef du BJP, Ashwini Upadhyay), a annoncé son intention d'organiser un dharmasansad mondial. Qualifiant les musulmans de « djihadistes », il a déclaré : « Dans le monde entier, si nous voulons que l'humanité perdure, nous devons la débarrasser des djihadistes. » La comparaison est intervenue après que le Premier ministre Modi a été critiqué par les partis d'opposition pour avoir prétendument qualifié les musulmans d'« infiltrés » et de « ceux qui ont plus d'enfants » lors d'un discours de campagne dans le district de Tonk au Rajasthan, où il a affirmé que le Congrès « prendrait toutes vos richesses et les distribuerait à ceux qui ont plus d'enfants... parmi les infiltrés ».¹⁵⁰

Lors d'un autre incident témoignant de tensions religieuses, une boutique de textile appartenant à un musulman nommé Javed a été vandalisée par une foule hindoue à Nahan, dans l'Himachal Pradesh, suite à des allégations d'abattage de vaches. Quelques jours après l'attaque, l'enquête policière a révélé que l'animal en question était en réalité un buffle, dont l'abattage était légalement autorisé dans l'État. L'incident a été déclenché lorsque Javed a publié des photos de sacrifices d'animaux sur son statut WhatsApp sur Bakrid, ce qui a suscité l'agitation de groupes Hindutva, dont VHP et l'Association des commerçants, l'accusant d'avoir abattu une vache.¹⁵¹



Un incident plus violent s'est produit le 18 juin 2024, lorsqu'un musulman nommé Mohammad Farid (également connu sous le nom d'Aurangzeb) a été lynché par une foule à Aligarh, dans l'Uttar Pradesh. Soupçonné de vol, Farid a succombé à ses blessures peu après l'agression. Des vidéos troublantes circulant en ligne le montraient impitoyablement battu à coups de bâtons, de poing et de pied par la foule, et une autre vidéo le montrait allongé sans vie sur un lit d'hôpital, les yeux ouverts. Selon un article de The Print, le frère de Farid, Mohammed Jaqi, a porté plainte, ce qui a donné lieu à un premier rapport d'enquête (FIR) contre six hommes, affirmant qu'ils avaient agressé son frère après avoir réalisé qu'il était musulman. Le FIR indiquait que Farid rentrait chez lui dans le quartier de Ghas ki Mandi lorsqu'une foule de plus de 12 personnes, dont les accusés Ankit et Chirag Varshney, l'ont encerclé et, l'ayant identifié comme musulman, l'ont attaqué avec des crosses de hockey et des bâtons avec l'intention de tuer. La famille de Farid l'a emmené à l'hôpital Malkhan Singh, où son décès a été constaté à son arrivée. Cet incident marque le quatrième lynchage d'un musulman en Inde en douze jours, après celui de trois hommes à Raipur, au Chhattisgarh, le 7 juin, dans des circonstances similaires.¹⁵²



Des violences intercommunautaires ont éclaté à Medak le 15 juin 2024, conduisant la police du Telangana à arrêter plusieurs responsables du BJP, dont le président du district, Gaddam Srinivas, le président de la ville, M. Nayam Prasad, et le président de la ville, le BJYM (Bharatiya Janata Yuva Morcha), en lien avec des violences contre des résidents musulmans à l'approche des célébrations de l'Aïd-el-Adha. Sept autres personnes ayant participé à des attaques contre la madrasa Minhaj ul Uloom, un hôpital orthopédique, et plusieurs entreprises musulmanes ont également été arrêtées. Parallèlement, le député Raja Singh, une figure de l'Hindutva connue pour ses discours de haine antimusulmane, a été placé en détention préventive à l'aéroport international Rajiv Gandhi alors qu'il prévoyait de se rendre à Medak. Les violences avaient éclaté lorsque des groupes de l'Hindutva avaient protesté contre l'abattoir pendant l'Aïd. Une foule violente et armée s'était rassemblée dans la ville, attaquant les musulmans et vandalisant leurs biens.¹⁵³

Poursuivant sur sa lancée violente, la police du Chhattisgarh a arrêté deux hommes le 25 juin 2024, en lien avec le lynchage par la foule hindoue de trois musulmans originaires de l'Uttar Pradesh à Raipur, la capitale de l'État, plus tôt ce mois-là. Les individus arrêtés ont été identifiés comme

étant Navin Singh Thakur, chauffeur, et Mayank Sharma, transporteur de marchandises, tous deux résidents de Mahasamund. Ces arrestations portent à quatre le nombre total de personnes impliquées dans cette affaire, après l'arrestation de Harsh Mishra et Raja Agarwal (responsable des relations publiques du BJP Yuva Morcha dans le district de Mahasamund) les 22 et 23 juin respectivement, tous trois liés à des groupes hindous. Les victimes – Saddam Qureshi, Guddu Khan et Chand Miya Khan – ont été brutalement agressées par une foule le 7 juin alors qu'elles transportaient du bétail de Mahasamund à la capitale de l'État. L'agression a eu lieu sur le pont de la rivière Mahanadi à Arang, et la police a retrouvé les trois hommes gisant sous le pont. Deux d'entre eux sont morts sur le coup, tandis que Saddam, le seul témoin oculaire survivant, a succombé à ses blessures le 18 juin après avoir lutté pour sa vie pendant dix jours.¹⁵⁴



À Bahraich, dans l'Uttar Pradesh, des violences intercommunautaires ont éclaté le 13 octobre 2024, suite à la mort d'un jeune hindou nommé Ram Gopal Mishra lors d'une procession annuelle pour l'immersion des idoles de Durga. Selon des informations analysées par The Wire, des foules enragées ont attaqué des musulmans, incendiant et vandalisant leurs maisons, leurs magasins, leurs véhicules, et même pillant des biens domestiques, notamment des bouteilles de gaz, des céréales et du bétail. Les violences se sont propagées dans les zones rurales et urbaines, dans au moins deux commissariats de police. La flambée initiale s'est produite lorsque des musulmans locaux se sont opposés à la diffusion de musique forte (qualifiée de vulgaire par certains) pendant la procession passant devant leurs maisons dans le quartier de Maharajganj. Cela a conduit

à un affrontement entre des groupes des deux communautés. Avant sa mort, Mishra aurait été vu grim pant sur le toit d'une maison musulmane, arrachant un drapeau islamique et le remplaçant par un drapeau safran portant le nom du dieu hindou Ram, sous les acclamations de ses partisans qui criaient « Jai Shri Ram » et « Jai Bajrang Bali ». La police de Bahraich a enregistré 14 plaintes liées à l'incident, dont huit pour violences contre des musulmans. Cinq d'entre eux ont été déposés par les policiers eux-mêmes, soulignant que l'incendie criminel et le vandalisme avaient créé une atmosphère de « chaos et de terreur ». La plupart des plaintes ont été déposées contre des personnes non identifiées ou contre des foules nombreuses, armées de bâtons, de barres de fer, de gourdins, de lances, d'objets tranchants et de bouteilles remplies de matières inflammables.¹⁵⁵

Lors d'un incident distinct mettant en lumière des allégations de partialité institutionnelle, deux dirigeants étudiants musulmans de l'Université de Delhi ont affirmé avoir été victimes de discrimination religieuse de la part de la police lors des élections syndicales étudiantes du 27 septembre 2024. Selon un article de The Wire, Shahreyar Khan et Annan ont affirmé avoir été agressés et faits l'objet d'insultes à caractère religieux, tels que « mulla », « deshdrohi » et « terroriste », par des policiers de Delhi. Les étudiants auraient été interpellés au commissariat de Maurice Nagar à la suite d'une altercation, alors qu'ils se trouvaient à 200 mètres du bureau de vote situé près de Mother Dairy, sur le campus nord de l'université. Cet incident a été qualifié d'exemple de communautarisme généralisé au sein des forces de police et des difficultés persistantes rencontrées par les musulmans en Inde.¹⁵⁶

DISCOURS DE HAINE ET HAINE EN LIGNE

Les discours de haine dirigés contre les musulmans constituent une forme d'expression délibérée visant à diffamer, dénigrer ou attiser l'animosité contre des individus et des communautés, en raison notamment de leur foi islamique ou de leur identité musulmane perçue. Cette rhétorique néfaste englobe un large spectre de communications qui déshumanisent intentionnellement les musulmans, promeuvent des stéréotypes négatifs, diffusent de fausses informations sur les croyances islamiques ou appellent à des actions discriminatoires contre les pratiquants. L'ère numérique a profondément

transformé la manière dont se propagent les discours de haine anti-islam, les plateformes en ligne offrant des possibilités sans précédent de diffusion rapide de contenus islamophobes au-delà des frontières géographiques, avec une responsabilisation minimale. Les réseaux sociaux, les applications de messagerie, les forums et les sections de commentaires sont devenus des lieux particulièrement problématiques où le sentiment anti-islam prospère, permettant à des utilisateurs anonymes de diffuser des contenus préjudiciables qui, autrement, pourraient subir des conséquences sociales hors ligne. Les discours de haine en ligne visant l'islam et les musulmans emploient fréquemment un langage déshumanisant, des récits inventés, des statistiques manipulées et des théories du complot qui présentent l'islam et ses adeptes comme intrinsèquement violents, culturellement incompatibles ou menaçants pour les sociétés occidentales. Les incidents documentés dans cette section illustrent l'omniprésence de la haine numérique anti-islam au cours de la période considérée, soulignant l'évolution et l'amplification des discours de haine traditionnels par les plateformes technologiques, créant des environnements d'hostilité durables qui impactent significativement le sentiment de sécurité et d'appartenance des communautés musulmanes, même lorsqu'elles sont physiquement éloignées de la source de ces discours. Cette dimension numérique de l'islamophobie présente des défis uniques en matière de surveillance, de régulation et d'intervention en raison de son caractère transfrontalier, de son caractère anonyme et de la tension entre la lutte contre les contenus préjudiciables et la préservation des principes de la liberté d'expression.

États-Unis

Aux États-Unis, la ville de Dearborn, dans le Michigan, a été contrainte de mettre en place des mesures de sécurité renforcées après avoir été qualifiée de « capitale du djihad américain » dans un article d'opinion du Wall Street Journal. La ville, qui compte un peu plus de 100 000 habitants et la plus forte population musulmane par habitant du pays, est devenue la cible de haine et de misogynie en ligne suite à cette publication. Le 2 février 2024, le maire Abdullah Hammoud a annoncé sur X que la police municipale avait renforcé la sécurité dans les lieux de culte et les infrastructures majeures,

« conséquence directe » de l'article intitulé « Bienvenue à Dearborn, capitale du djihad américain ». Hammoud a souligné que cet article « a entraîné une augmentation alarmante des propos sectaires et islamophobes en ligne visant la ville de Dearborn ». Steven Stalinsky, directeur exécutif du Middle East Media Research Institute et auteur de l'article, a déclaré à l'Associated Press que son intention était d'attirer l'attention sur les manifestations pro-palestiniennes dans le Michigan et ailleurs aux États-Unis.¹⁵⁷

La rhétorique contre les communautés musulmanes s'est poursuivie dans la sphère politique lorsque, le 8 mai 2024, des législateurs républicains ont mis en garde contre une « prise de contrôle massive des musulmans » au sein du gouvernement britannique, tout en exprimant des inquiétudes similaires pour les États-Unis, malgré le faible pourcentage de musulmans dans les deux pays. La représentante Lauren Boebert, républicaine du Colorado, a partagé sur X (anciennement Twitter) un extrait vidéo du représentant Chip Roy, républicain du Texas, exprimant à la Chambre des représentants ses craintes quant à l'accession des musulmans au gouvernement britannique. « Une prise de contrôle massive des musulmans au Royaume-Uni se déroule sous nos yeux », a affirmé Roy sans fournir de preuves. Il a ajouté : « J'ai de vives inquiétudes concernant la charia et la possibilité qu'elle soit imposée au peuple américain », faisant référence au système juridique suivi par les musulmans.¹⁵⁸

Canada



Au Canada, les autorités ont été alertées de la présence d'une camionnette publicitaire circulant à Toronto, apparemment conçue pour susciter la

peur des musulmans. La camionnette, équipée d'écrans vidéo, affichait des messages demandant : « Est-ce le Yémen ? Est-ce la Syrie ? Est-ce l'Irak ? » La vidéo montrait ensuite ce qui semblait être des musulmans agenouillés en prière, avant de conclure par cette déclaration alarmante : « Non. Nous sommes au Canada. Réveillez-vous, Canada. Vous êtes assiégés. » L'unité des crimes haineux de la police de Toronto aurait visionné la vidéo.¹⁵⁹

France

En France, un graffiti raciste visant un citoyen d'origine arabe a été signalé par le Conseil français du culte musulman (CFCM) le 5 juin 2024, selon l'agence Anadolu. Le site web du CFCM indiquait que la phrase « Arabes au crématorium » avait été inscrite sur un mur entourant le domicile de l'individu, sans que la date exacte de l'incident ne soit divulguée. L'organisation a souligné que le graffiti faisait une référence inquiétante au génocide juif pendant la Seconde Guerre mondiale et s'est inquiétée du fait que « la rhétorique raciste généralisée contribue à la propagation d'actes racistes dans les rues de notre pays ».¹⁶⁰

Royaume-Uni



Au Royaume-Uni, des graffitis islamophobes ont été signalés aux arrêts de bus, dans un contexte de hausse des crimes haineux suite à l'escalade du conflit israélo-palestinien. Hina Bokhari, députée libérale-démocrate à l'Assemblée de Londres, a déclaré avoir signalé des graffitis repérés dans son quartier de New Malden.¹⁶¹



Le problème des messages islamophobes s'est également étendu aux campus universitaires. Selon la représentante démocrate de Madison, Francesca Hong, des membres du personnel de l'Université du Wisconsin-Madison ont découvert des messages offensants près de Langdon Street. Ces messages, placés sur un transformateur électrique de North Henry Street, représentaient une femme portant le hijab et comportaient le message suivant : « L'islam est satanique/Les martyrs brûlent/En enfer ». D'autres messages indiquaient : « f—k Islam » et « Les marxistes nazis sont nuls ». L'université a réagi en retirant l'affiche et en masquant le graffiti.¹⁶²

En mars 2024, la police des transports britannique (BTP) a lancé un appel vidéo suite à un incident de haine à la gare de Sheffield, où un homme

avait piétiné un drapeau palestinien et insulté des manifestants. Selon le communiqué de presse de la BTP, l'incident s'est produit le 23 mars vers midi, lorsque le suspect a arraché un drapeau palestinien aux manifestants avant de le profaner et de les insulter.¹⁶³

Les autorités locales ont continué de réagir aux incidents de discours de haine en ligne, la police du Bedfordshire ayant traité un commentaire sur les réseaux sociaux visant la mosquée centrale de Luton comme un crime haineux. Dans une publication Facebook, l'équipe de police de proximité de Luton a confirmé que le commentaire avait eu lieu le 19 juin 2024, ajoutant que « des agents se sont rendus à la mosquée et ont contacté des représentants pour garantir que l'affaire ferait l'objet d'une enquête approfondie ».¹⁶⁴



Plus inquiétant encore, le vandalisme des tombes musulmanes du cimetière de Burnley a donné lieu à une enquête pour crime de haine. Certaines pierres tombales de la section musulmane ont été profanées à la peinture grise, selon le président du conseil municipal. Le conseiller municipal Afrasiab Anwar a condamné cet acte, le qualifiant de « malfaisant » et suggérant qu'il visait à « provoquer des tensions raciales ». La police du Lancashire a confirmé qu'elle traitait l'infraction comme un crime de haine.¹⁶⁵

Pays-Bas

Aux Pays-Bas, un débat parlementaire a suscité l'indignation, des propos à caractère clairement islamophobe, notamment anti-marocain, ayant dominé

les débats. La chaîne publique néerlandaise NOS a documenté le débat du 12 novembre 2024, au cours duquel des députés d'extrême droite et d'autres personnalités ont tenu des propos racistes à l'encontre de la communauté marocaine aux Pays-Bas. NOS a rapporté que le controversé homme politique d'extrême droite Geert Wilders avait « accusé les Marocains » d'être responsables des violents affrontements survenus la semaine précédente pendant et après le match de football Ajax contre Maccabi. Ces troubles avaient été déclenchés par des hooligans israéliens qui avaient provoqué les supporters de l'Ajax et la communauté amstellodamoise en arrachant et en retirant des drapeaux palestiniens dans les rues néerlandaises tout en scandant des slogans racistes contre les Palestiniens et les musulmans. La situation a ensuite dégénéré en émeutes et en affrontements violents entre supporters pro-palestiniens et supporters israéliens venus à Amsterdam pour le match.¹⁶⁶

Inde



En Inde, un Ramlila (représentation traditionnelle de l'épopée du Ramayana) à Prayagraj, dans l'Uttar Pradesh, le 11 octobre 2024, a suscité de nombreuses critiques pour sa représentation des musulmans comme des terroristes. Le personnage de Ravana a été présenté d'une manière largement interprétée comme une représentation offensante des musulmans. Dans la représentation, apparemment organisée par le Shri Krishna Bajrang Ekanki Mandal Dal Karuadeeh, le méchant portait un kurta pyjama blanc et une

calotte, et était présenté comme un terroriste tentant d'enlever la sœur d'un soldat de l'armée indienne. Le récit s'est intensifié avec des scènes montrant le personnage musulman agressant des militaires tout en brandissant une arme et en prononçant des phrases incendiaires telles que « Je suis djihadiste, je vais prendre le contrôle de ce pays ».¹⁶⁷



Les tensions intercommunautaires ont éclaté ailleurs dans le pays lorsque des affrontements ont éclaté le 16 novembre 2024 à Murshidabad, au Bengale-Occidental, suite à la découverte d'un message islamophobe sur un panneau d'affichage lors d'une cérémonie de Kartik Puja à Beldanga. En réponse, l'administration du district a imposé des ordonnances d'interdiction en vertu de l'article 163 de la Bharatiya Nagarik Suraksha Sanhita (BNSS) et suspendu les services internet.¹⁶⁸

Un rapport d'enquête de l'Association pour la protection des droits civiques, intitulé « CRÉER LE MUSULMAN : EXTÉRIEUR ; Discours de haine, vulnérabilité des migrants et instabilité de l'ordre public dans l'Himachal Pradesh », attribue l'escalade des violences communautaires dans l'Himachal Pradesh en septembre 2024 à l'inaction du gouvernement du Congrès et aux discours de ministres d'État qui auraient aliéné les musulmans. Le rapport critique l'inefficacité de la gestion de la situation par les dirigeants du Congrès : « En septembre, l'Himachal Pradesh a été le théâtre d'une escalade des tensions communautaires, déclenchée par des groupes hindous qui manifestaient contre la mosquée Sanjauli à Shimla. Les manifestations ont dégénéré, avec des affrontements entre manifestants et policiers faisant

des blessés. » La controverse portait sur la construction de la mosquée, jugée non autorisée par les organisations hindoues qui ont exigé sa démolition complète malgré la proposition de la communauté musulmane de retirer volontairement la section non autorisée, conformément à une décision de justice. Les violentes manifestations qui ont débuté à Sanjauli le 11 septembre se sont propagées dans tout l'Himachal Pradesh, touchant Nerwa et Kasumpti à Shimla, ainsi que Mandi, Chamba, Bilaspur, Una, Palampur, Nagrota Bagwan de Kangra, Hamirpur, Sirmaur et d'autres districts. L'équipe d'enquête s'est rendue sur ces lieux et a nommé deux ministres du Congrès, Vikramaditya Singh et Anirudh Singh, qui auraient tenu des propos islamophobes dans leurs discours.¹⁶⁹

Une nouvelle analyse des publications Instagram liées aux crimes haineux en Inde a mis en lumière une tendance inquiétante sur les réseaux sociaux. Publié par le Center for the Study of Organized Hate (CSOH), un groupe de réflexion basé à Washington, ce rapport affirme que la plateforme Meta, largement utilisée, est devenue un lieu de promotion, d'apologie et de récompense de la violence. L'étude détaille comment Instagram amplifie et promeut les contenus violents et haineux, permettant aux comptes publiant des crimes haineux de collecter des fonds sur la plateforme, en violation des politiques de Meta en matière de contenu. Les auteurs, souvent autoproclamés « justiciers des vaches », ciblent les personnes transportant du bétail sous couvert de protéger des animaux considérés comme sacrés par de nombreux hindous. Les victimes sont souvent des musulmans, la plus grande minorité religieuse d'Inde. Les chercheurs ont suivi plus de 1 000 comptes Instagram pendant six mois et ont constaté que près d'un tiers d'entre eux publiaient des vidéos d'agressions physiques brutales. Le rapport révèle qu'Instagram génère un engagement nettement plus important pour les vidéos montrant des violences physiques, les 20 comptes les plus suivis enregistrant des centaines de milliers de vues supplémentaires pour des vidéos montrant des agressions et des tortures par rapport aux autres contenus. Une vidéo citée dans le rapport montre un homme brandissant un bâton posant avec trois hommes visiblement battus, entassés dans le coffre d'une voiture, avec des commentaires louant l'auteur. Raqib Hameed Naik, directeur exécutif du CSOH, a déclaré : « La glorification et la célébration éhontées de ce contenu

visent à normaliser cette violence et à promouvoir l'idée que la violence contre les musulmans est une vertu. Cela met en évidence l'impunité dont bénéficient ces individus, tant dans le monde virtuel que réel. » Meta a répondu qu'ils avaient des « politiques strictes contre le contenu violent ou graphique » et qu'ils examineraient le rapport pour supprimer le contenu enfreignant les règles et désactiver les comptes des récidivistes.¹⁷⁰

Dans un tragique cas de violences policières présumées, un jeune homme d'affaires du nom de Bilal, originaire de Sambhal, a perdu la vie. Ce qui avait commencé comme une journée ordinaire a basculé lorsque Bilal, qui avait quitté son domicile pour se rendre au marché et vérifier l'état de sa boutique, a été abattu lors d'affrontements entre la police et les habitants. Son frère, Salman, a raconté qu'à son arrivée à l'hôpital, Bilal était à peine capable de parler. « Il m'a murmuré que la police lui avait tiré dessus pendant le chaos. Il a dit que la police tirait sur tout le monde, et qu'une balle l'avait atteint », se souvient Salman. Bien que transféré dans un hôpital plus grand à Moradabad, Bilal a succombé à ses blessures en cours de route. La famille a affirmé que leur rapport de police initial, qui identifiait des policiers comme suspects dans la fusillade, avait été modifié sous la pression. Selon Salman, « la police nous a forcés à modifier notre plainte. Ils nous ont menacés en disant : « Ça ne finira pas bien pour vous. » » Lorsque nous avons mentionné qu'il avait été tué par des tirs de la police, ils ont retiré notre plainte et nous ont de nouveau menacés en disant : « Ça ne finira pas bien pour vous, et ils nous arrêteront. » Nous avons alors été contraints de modifier notre plainte conformément à leurs instructions.¹⁷¹

HindutvaWatch [@HindutvaWatchIn](#) · May 2
Location: Bardhaman-Durgapur, West Bengal
Date: May 2

Top themes of Prime Minister Narendra Modi's speech at an election rally:
"Fear mongering; Claims a TMC MLA has said he will kill Hindus in 2 hours;
promotes theory of vote jihad; Congress will take away all your
wealth/asset
[Show more](#)



4:17

9 1 3 7 11 1K 1

HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · May 5
 Location: Singhbhum, Jharkhand
 Date: May 3

Top themes of Prime Minister Narendra Modi's speech at an election rally: "They will give your wealth to their "vote bank," that same vote bank that has declared "vote jihad"; Congress says muslims have first right to resources; They

[Show more](#)



4:59

13 26 1.3K

HindutvaWatch @HindutvaWatchIn
 Location: Hatkanangale, Maharashtra
 Date: May 1

Top themes of Uttar Pradesh chief Minister Yogi Adityanath's speech at an election rally, "inheritance tax is the new jizya tax, Aurangzeb, children of Mughals, OBC reservations will go to Muslims, Muslim personal law and Islamization."



4:26 myogiadityanath www.yogiadityanath.in

4:26 AM · May 3, 2024 · 1,371 Views

HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · May 3
 Location: Firozabad, Uttar Pradesh
 Date: May 2

Top themes of Uttar Pradesh chief Minister Yogi Adityanath's speech at an election rally, "Mathura site belongs completely to Krishna, Aurengzeb, Jaziya, Muslims will be given the reservation meant for OBCs, Beef, cow slaughter."



2:39 myogiadityanath www.yogiadityanath.in

1 8 12 928

HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · May 5
 Location: Solapur, Maharashtra
 Date: May 3

At Sakal Hindu Samaj even, far-right leaders deliver dangerous speeches filled with conspiracy theories and open call to violence.

"We will kill many Afzals, Akbars.... You should pick up arms to protect your sisters."



2:36

HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · May 5
Location: Solapur, Maharashtra

BJP legislator T Raja Singh delivers dangerous speech condoning violence against Muslims at an event seeking support for BJP Lok Sabha candidate Ram Vithal Satpute.

Singh used anti-Muslim slurs, targeted Rohingya refugees and promoted various

[Show more](#)



2 47 66 2.4K

HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · May 5
Location: Bhagwat Nagar, Unnao, Uttar Pradesh
Date: May 4

"Some people want to invade india so that in 2045 islamic flag will be unfurled in India," BJP leader Sakshi Maharaj said at an election rally.



2 32 45 1.8K

HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · Oct 3
Location: Hazaribagh, Jharkhand
Date: October 2

India's Prime Minister Narendra Modi stirred fears about demographic change, linked Jharkhand's socio-economic issues to "Bangladeshi infiltrators," and employed anti-Muslim dog whistles regarding reservations.



11 13 889

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1841782876603347268>

HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · Oct 3
Location: Dumka, Jharkhand
Date: September 30

Madhya Pradesh Chief minister Mohan Yadav fearmongered about demographic change and demonised Bangladeshis & Rohingyas during a parivartan yatra event.



2:04

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1841822366445261269>

HindutvaWatch

@HindutvaWatchIn

Subscribe

Location: Lohia Nagar, Ghaziabad, Uttar Pradesh
Date: September 29

Yati Narsinghanand delivers a dangerous anti-Muslim hate speech, demonizing Islam and calling for the eradication of Muslims & Islam. He baselessly accused Bangladeshis of cannibalism and urged his audience to burn effigies of Prophet Muhammad during Dusshera, while praising Israel's actions in Gaza.

GBN Today

वसंत ऋतु, नवरात्रि

3:42

10:50 PM · Oct 3, 2024 · 1,549 Views

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1841928788978106652>

HindutvaWatch

@HindutvaWatchIn · Oct 12

Location: Malad East, Mumbai, Maharashtra
Date: October 10

Nitesh Rane delivered an anti-Muslim hate speech, issuing threats of violence and warning meat shops to remain closed for Navratri.

4:49

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1845118965338574897>

HindutvaWatch

@HindutvaWatchIn

Subscribe

Location: Andheri West, Mumbai, Maharashtra
Date: October 6

Ashwini Upadhyay raises concerns about infiltration, demographic shifts, and religious conversions. There were anti-Muslim chants in response to conspiracy theories surrounding "land jihad" and "love jihad" at a vote jihad event organized by the citizen forum.

CITIZENS FORUM

VOTE JIHAD

BY

SHRI ASH

SENIOR

OURT

1:59 / 5:13

9:29 PM · Oct 12, 2024 · 1,289 Views

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1845169852849238340>

HindutvaWatch

@HindutvaWatchIn · Oct 5

Location: Palwal, Haryana
Date: October 3

Himanta Biswa Sarma employed anti-Muslim rhetoric, pled anyone who chanted pro-Pakistan slogans while campaign candidates for the upcoming Haryana elections.

3:42

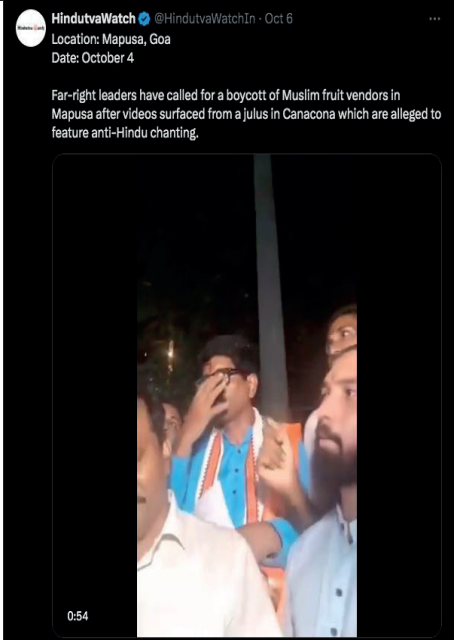
India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1842458858687541270>

160

www.oic-oci.org



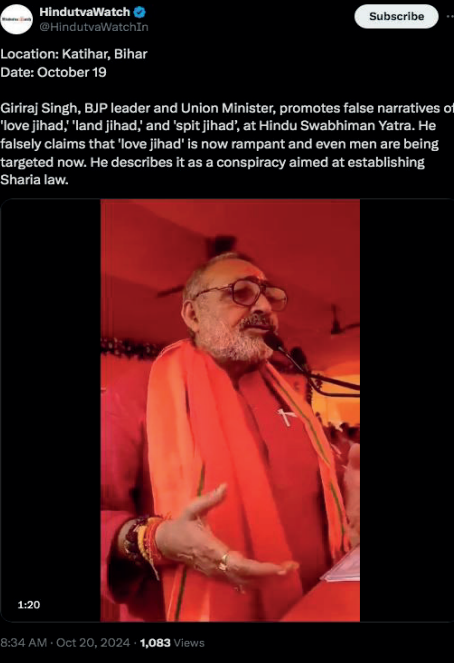
India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1845043697634902118>



India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1842795718991319535>



India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1843995014927405291>



India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1847873987784691903>

 HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Nagpur, Maharashtra Date: October 12 Praveen Togadia, leader of the Antarrashtriya Hindu Parishad, demonizes Muslims urged Hindus to keep weapons at home. He states that trishul diksha events aim to intimidate non-Hindus and boasts of distributing 400,000 trishuls in Gujarat. Togadia asserts he received military training for young Hindus from retired Brigadier Uday Singh in 1989, which he believes has impacted events in India. He also advocates for a population control law to limit the Muslim population and vows to expel all "infiltrators" from India. 4:33 7:02 PM · Oct 14, 2024 · 2,169 Views India: Video Source: https://x.com/i/status/1845857779312910666 <td> HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Yeola, Maharashtra Date: October 17 Suresh Chavhanke, Managing Director and Editor-in-Chief of Sudarshan News, fearmongers about Bangladeshi infiltrators and made Islamophobic remarks about Yeola becoming "Nizam's Raj." He outlined plans for door-to-door checks, marking people by religion and identifying "doubtful" citizens. He claimed their efforts are hindered by "so called law enforcement", and falsely claimed that there are 10 crore infiltrators in the country. 0:47 4:17 PM · Oct 16, 2024 · 591 Views India: Video Source: https://x.com/i/status/1847458962192384439 </td>	 HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Yeola, Maharashtra Date: October 17 Suresh Chavhanke, Managing Director and Editor-in-Chief of Sudarshan News, fearmongers about Bangladeshi infiltrators and made Islamophobic remarks about Yeola becoming "Nizam's Raj." He outlined plans for door-to-door checks, marking people by religion and identifying "doubtful" citizens. He claimed their efforts are hindered by "so called law enforcement", and falsely claimed that there are 10 crore infiltrators in the country. 0:47 4:17 PM · Oct 16, 2024 · 591 Views India: Video Source: https://x.com/i/status/1847458962192384439
---	--

 HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Red Ground, Dehradun, Uttarakhand Date: October 12 Uttarakhand Chief Minister Pushkar Dhami gave an anti-Muslim speech during a Vijay Dashami event, fear mongering about demographic changes and promoting conspiracies like "love jihad," "land jihad," "Mazaar jihad," and "thook jihad," while vowing to eliminate these threats. 0:51 11:44 AM · Oct 14, 2024 · 478 Views India: Video Source: https://x.com/i/status/1845747574826742179 <td> HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Kichha, Udham Singh Nagar, Uttarakhand Date: October 13 Uttarakhand Chief Minister Pushkar Dhami delivered an anti-Muslim speech during a civic felicitation ceremony, fearmongering about religious conversions and spreading conspiracies such as "land jihad" and "Spit Jihad." 0:47 4:17 PM · Oct 16, 2024 · 591 Views India: Video Source: https://x.com/i/status/1846540918880379109 </td>	 HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Kichha, Udham Singh Nagar, Uttarakhand Date: October 13 Uttarakhand Chief Minister Pushkar Dhami delivered an anti-Muslim speech during a civic felicitation ceremony, fearmongering about religious conversions and spreading conspiracies such as "land jihad" and "Spit Jihad." 0:47 4:17 PM · Oct 16, 2024 · 591 Views India: Video Source: https://x.com/i/status/1846540918880379109
---	---



HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · Oct 12

Location: Kurundwad, Kolhapur, Maharashtra.

Date: October 3

A miscreant was observed deliberately aiming a cannon towards a mosque during a procession at the Durgamata Daud march.



0:02

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1845196418761277580>



HindutvaWatch @HindutvaWatchIn

Location: Dehradun, Uttarakhand

Date: October 12

VHP-Bajrang Dal organised a weapon worship event (Shashtra Puja) led by Vikas Verma, displaying multiple rifles, pistols, and swords. During the event, a speaker claimed that he believes when faced with reality, Hindus would understand that sins mentioned in the religious texts won't apply, and that killing even one non-Hindu would open their door to salvation.



0:02

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1845347534023127232>



HindutvaWatch @HindutvaWatchIn

Location: Ranchi, Jharkhand

Date: October 24

Shivraj Singh Chouhan, the Minister of Agriculture promotes hatred against alleged "Bangladeshis" accusing them of deceiving women into marriage and of altering the demography of Jharkhand. He questions the audience, asking whether they will allow these individuals to take over land and jobs in the state, urging them to be vigilant and protective of their resources.



1:12

4:36 PM · Nov 2, 2024 · 508 Views

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1852706473773514851>



HindutvaWatch @HindutvaWatchIn

Location: Panki, Palamu, Jharkhand

Date: November 2

Assam CM Himanta Biswa Sarma fear mongers about the rise in the Muslim population, and cites a central government's claim in the High Court that this rise is due to infiltrations from Bangladesh. He describes the election as a battle for identity and promises to deport all infiltrators if elected.



1:53

5:27 PM · Nov 3, 2024 · 532 Views

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1853081666622783529>



HindutvaWatch @HindutvaWatchIn

Subscribe

...

Location: Lohardaga, Jharkhand
Date: November 5

Top themes of Defence Minister Rajnath Singh's campaign speech at an election rally: "These illegal Bangladeshi infiltrators keep coming to Jharkhand. That has led to the adivasi population declining. These Bangladeshi infiltrators are coming in and grabbing your land. If the infiltrators have grabbed your land, we will legally return it to you."



0:41

3:00 AM · Nov 8, 2024 · 717 Views

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1854675310643757410>



HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · Nov 11

Location: Potka, Jharkhand
Date: November 9

Top themes of Home Minister Amit Shah's campaign speech at an election rally: "The Congress will give reservations to Muslims. Where will they get it from? They will take it out from the Dalits, SC/ST, OBC, and Adivasis, and give it to

[Show more](#)



0:08 / 2:38

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1855995174171574711>



HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · Nov 4

Location: Tehri, Uttarakhand
Date: October 29

Members of Hindu far-right groups vandalised stores belonging to Muslims in protest against the elopement of a minor girl with a Muslim man. They alleged it to be a case of "love jihad" and demanded that all Muslim shops must close

[Show more](#)



0:05 / 0:43

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1853285116111475004>



HindutvaWatch @HindutvaWatchIn · Nov 9

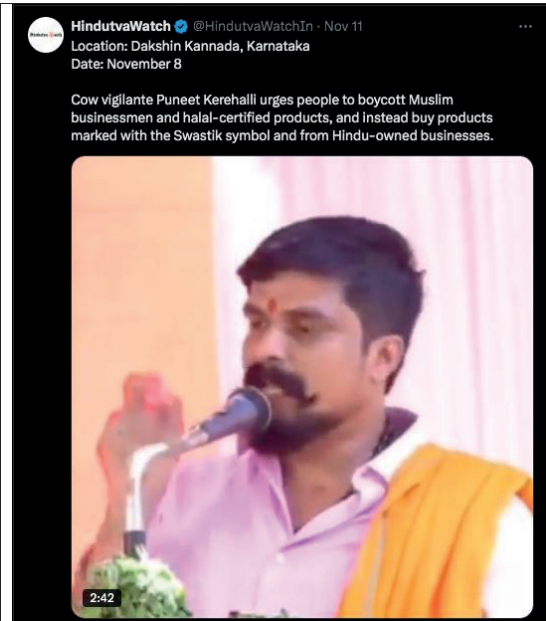
Location: Ayodhya, Uttar Pradesh
Date: November 6

During a Katha event Hindu Monk Raju Das spreads conspiracy theories like "love jihad" and stirs fear about Hindus becoming a minority in India, while demonising Muslims.



1:25

India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1855242623146963112>



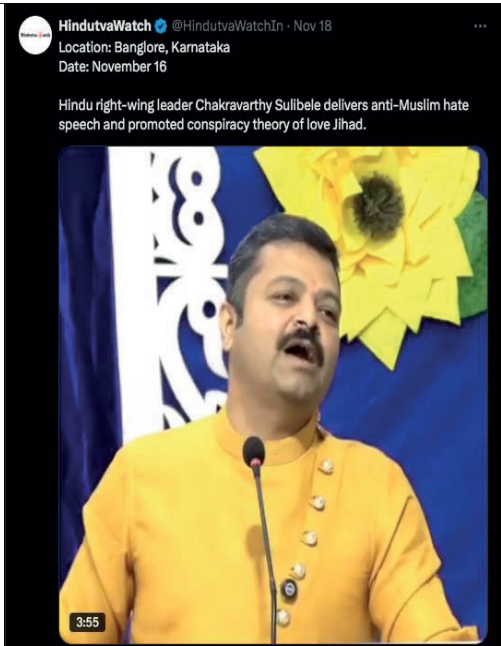
India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1855847488239878522>



India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1856477719128666271>



India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1857180668792307931>



India: Video Source:
<https://x.com/i/status/1858609743901704495>

 HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Delhi Date: Novemebr 16 At the Sanatan Dharma Sansad, Hindu monk Raju Das propagated conspiracies of "love jihad," "land jihad," "spit jihad," "vote jihad," "economic jihad," and "dharmanaran jihad." He demonised Muslims, calling them "Mohammad ka bacha," and criticised their support for Palestine while refusing to chant 'Bharat Mata ki Jai', accusing them of rejecting the Indian Constitution. 3:03 3:57 AM · Nov 19, 2024 · 484 Views सनातन धर्म संसद 16 नवम्बर 2024 LIVE India: Video Source: https://x.com/i/status/1858675829729095847 <td> HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Srirampur, Ahmednagar, Maharashtra Date: November 14 At the Vishal Hindu Dharma Jagran Sabha, Kalicharan Maharaj called for a Hindu Rashtra, a ban on cow slaughter, and accused Muslims of destroying temples and dividing India. He spread the conspiracy of 'love jihad', demonised Islam and Christianity, labelled all Muslims as terrorists, and claimed Hindus and Muslims can never coexist, fuelling divisive and inflammatory rhetoric. 1:15 1:15 LIVE India: Video Source: https://x.com/i/status/1859189098218434989 </td>	 HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Subscribe Location: Srirampur, Ahmednagar, Maharashtra Date: November 14 At the Vishal Hindu Dharma Jagran Sabha, Kalicharan Maharaj called for a Hindu Rashtra, a ban on cow slaughter, and accused Muslims of destroying temples and dividing India. He spread the conspiracy of 'love jihad', demonised Islam and Christianity, labelled all Muslims as terrorists, and claimed Hindus and Muslims can never coexist, fuelling divisive and inflammatory rhetoric. 1:15 1:15 LIVE India: Video Source: https://x.com/i/status/1859189098218434989
 HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Nov 19 Location: Delhi Date: Novemebr 16 At the Sanatan Dharma Sansad, Juna Akhara's Acharya Mahamandaleshwar Shri Swami Avdheshanand made anti-Muslim remarks, stating that Islam would be eradicated from India once all Hindus unite and take action. 0:50 7 8 15 1K सनातन धर्म संसद 16 नवम्बर 2024 LIVE India: Video Source: https://x.com/i/status/1858848795619987656 <td> HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Nov 20 Location: Ambedkarnagar, Uttar Pradesh Date: November 20 In Muslim-majority areas of the Katehari constituency, police reportedly blocked residents from leaving their localities to vote, asking them to go later. 1:15 1:15 LIVE India: Video Source: https://x.com/i/status/1859295858468003920 </td>	 HindutvaWatch @HindutvaWatchIn Nov 20 Location: Ambedkarnagar, Uttar Pradesh Date: November 20 In Muslim-majority areas of the Katehari constituency, police reportedly blocked residents from leaving their localities to vote, asking them to go later. 1:15 1:15 LIVE India: Video Source: https://x.com/i/status/1859295858468003920

En Australie, la police de Nouvelle-Galles du Sud a ouvert une enquête sur un éventuel crime de haine après la découverte de graffitis islamophobes sur un passage souterrain très fréquenté de Chester Hill, dans la banlieue ouest de Sydney. L'incident, survenu dans la nuit du 15 décembre 2024, a incité les autorités à boucler Hector Street pour commencer leur enquête. Parmi les messages offensants figuraient « F**k Islam » peints de chaque côté du passage souterrain, le mot « Islam » étant surligné en jaune, ainsi que « Cancel Islam » peint sur une publicité à l'intérieur du bâtiment. Le

Premier ministre a condamné ces graffitis, les qualifiant de « dégoûtants ». Les chiffres du recensement indiquent que Chester Hill compte l'une des plus importantes populations musulmanes de l'État, avec près de 40 % des habitants se déclarant musulmans.¹⁷²

DIFFAMATION DU VOILE, DU HIJAB ET DE LA BURQA

La diffamation visant les vêtements islamiques couvrant la tête et le corps constitue une manifestation distincte de l'islamophobie, ciblant spécifiquement les symboles visibles de la pratique religieuse féminine musulmane. Ce préjugé implique une représentation délibérément erronée, une caractérisation dégradante ou une fausse attribution de qualités négatives à des vêtements religieux tels que le hijab (voile), le niqab (voile couvrant le visage) ou la burqa (voile couvrant l'intégralité du corps), ainsi qu'aux femmes qui les portent. Contrairement au sentiment anti-islam général, cette forme spécifique d'islamophobie touche de manière disproportionnée les femmes musulmanes dont la pratique religieuse implique une tenue pudique, les rendant particulièrement vulnérables à la discrimination institutionnelle et au harcèlement interpersonnel dans l'espace public. La représentation négative du vêtement islamique repose souvent sur des stéréotypes néfastes qui présentent ces vêtements comme des symboles d'oppression, de régression culturelle, de menaces pour la sécurité ou de résistance à l'intégration, au lieu de les reconnaître comme des expressions de dévotion religieuse, de choix personnel, d'identité culturelle ou d'engagement spirituel. Ces caractérisations diffamatoires vont au-delà de la simple critique et stigmatisent activement ces pratiques religieuses, créant ainsi un environnement hostile aux femmes musulmanes dans les établissements d'enseignement, les lieux de travail et les lieux publics. Les incidents répertoriés dans cette section démontrent comment le port du vêtement islamique continue d'être instrumentalisé dans le discours politique, les représentations médiatiques et les politiques institutionnelles durant la période considérée, révélant la dimension genre de l'islamophobie qui impose des contraintes supplémentaires aux femmes visiblement musulmanes. Ces cas documentés illustrent comment le droit fondamental

à l'expression religieuse par le biais du vêtement a été systématiquement remis en question, restreint et dénigré, tant par des politiques officielles que par des attitudes sociales ciblant spécifiquement le port du voile islamique.¹⁷³

En Suisse, une nouvelle interdiction constitutionnelle de se couvrir le visage en public entrera en vigueur au Nouvel An, suite à un référendum de 2021, communément appelé « initiative anti-burka ». Cette mesure, approuvée par 51,2 % des votants suisses, interdira de se couvrir le visage dans l'espace public et imposera des amendes pouvant aller jusqu'à 1 000 CHF (environ 1 143 Dollars américains) en cas d'infraction. Cette interdiction est inscrite dans la loi fédérale sur l'interdiction de se couvrir le visage.¹⁷⁴

Parallèlement, en Russie, les autorités de la région de Vladimir ont mis en place un nouveau code vestimentaire dans les écoles, interdisant aux élèves le port de vêtements religieux, notamment le hijab et le niqab. Selon un document publié le 26 octobre 2024, le ministère régional de l'Éducation et de la Jeunesse a ajouté une clause à ses « exigences standard » en matière de tenue vestimentaire des élèves, interdisant expressément « les vêtements et leurs éléments témoignant de l'appartenance religieuse de l'élève ». Le ministère a défendu ces mesures, affirmant qu'elles étaient conformes à la Constitution russe et aux lois fédérales relatives aux associations religieuses et à l'éducation, tout en soulignant que ces règles ne visaient pas spécifiquement les vêtements musulmans.¹⁷⁵

En Inde, le gouvernement du Karnataka a fait une déclaration officielle devant la Haute Cour le 18 février 2022, affirmant que le hijab ne constitue pas une pratique religieuse essentielle de l'islam. Le gouvernement a également soutenu que l'interdiction du hijab dans les établissements scolaires ne viole pas le droit constitutionnel à la liberté religieuse garanti par l'article 25. Comme l'a déclaré l'avocat général Prabhuling Navadgi devant une formation de trois juges présidée par le juge en chef RR Awasthi : « Nous avons pris position sur le fait que le port du hijab n'est pas un élément religieux essentiel de l'islam. ».¹⁷⁶

SONDAGE ET RAPPORT



SONDAGE ET RAPPORT

L'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI a constaté une prolifération considérable d'initiatives de recherche, de sondages d'opinion et de rapports institutionnels documentant l'évolution inquiétante du sentiment anti-islam dans le monde. Ces études approfondies, menées par des organismes de recherche, des institutions universitaires, des organismes gouvernementaux et des groupes de la société civile reconnus, fournissent des preuves empiriques de la persistance et de l'évolution de l'islamophobie dans divers contextes géographiques et culturels. Grâce à des approches méthodologiquement rigoureuses, incluant des sondages quantitatifs, des entretiens qualitatifs, la documentation des incidents et l'analyse des politiques, ces rapports éclairent collectivement les multiples facettes des préjugés anti-islam tels qu'ils se manifestent dans les attitudes publiques, les pratiques institutionnelles, les représentations médiatiques et le discours politique.

Les conclusions de ces diverses études révèlent des tendances inquiétantes qui transcendent les frontières nationales et les particularités régionales, suggérant un caractère transnational de l'islamophobie contemporaine malgré ses expressions locales spécifiques. Ces rapports mettent systématiquement en évidence plusieurs tendances préoccupantes : la suspicion croissante du public envers les communautés musulmanes, la normalisation du discours anti-islam dans les espaces politiques, la fréquence croissante des incidents haineux visant des personnes visiblement musulmanes et la mise en œuvre de politiques restreignant de manière disproportionnée les pratiques religieuses islamiques. Il est particulièrement intéressant de noter la manière dont l'islamophobie se croise avec d'autres formes de discrimination, créant des vulnérabilités complexes pour les musulmans qui appartiennent simultanément à d'autres communautés marginalisées.

Ce chapitre présente une sélection rigoureuse des données de sondage et des rapports institutionnels les plus significatifs publiés au cours de la période étudiée. Plutôt que de fournir des synthèses exhaustives, il met en lumière les principaux résultats qui, collectivement, démontrent la persistance et l'intensification des attitudes et pratiques islamophobes à l'échelle mondiale. En agrégeant ces diverses sources de données, cette section vise à dresser

un tableau complet du sentiment anti-islam contemporain, allant au-delà des témoignages anecdotiques pour documenter des tendances systémiques dans de multiples sociétés. Ces études empiriques constituent des ressources essentielles pour comprendre l'ampleur, la gravité et les dimensions structurelles de l'islamophobie en tant que phénomène mondial exigeant des réponses coordonnées aux niveaux national et international.

États-Unis

Sam Altman, PDG d'OpenAI, s'est inquiété du fait que ses collègues musulmans du secteur technologique se sentent incapables de s'exprimer librement sur les événements récents par crainte de conséquences professionnelles. Sur X, Altman a confié que ses conversations avec ses collègues musulmans et arabes (notamment palestiniens) ont révélé qu'ils étaient réticents à exprimer leur opinion « par crainte de représailles et de perspectives de carrière compromises ». Il a appelé à la solidarité du secteur technologique avec ces collègues en cette « période atroce » et a souligné l'importance de l'empathie.¹⁷⁷

L'Université Temple est la dernière institution de la région de Philadelphie à être ajoutée à une enquête fédérale portant sur des allégations de discrimination sur les campus universitaires à l'échelle nationale. Le ministère de l'Éducation a élargi son enquête sur les plaintes pour antisémitisme et islamophobie dans les établissements scolaires depuis le début du conflit à Gaza en octobre 2023. Le 16 janvier 2024, l'Université Temple a été officiellement ajoutée à la liste des institutions sous enquête, comme l'a initialement rapporté KYW News Radio, partenaire de NBC10.¹⁷⁸

Les données du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) ont révélé une augmentation de 63 % des signalements de discrimination dans l'éducation après le début du conflit entre Israël et le Hamas le 7 octobre 2023. Cette augmentation s'inscrit dans ce que le CAIR décrit comme une augmentation « inquiétante » du nombre total de plaintes déposées auprès de l'organisation, qui a augmenté de 172 % par rapport à la même période en 2022. Les données sur la discrimination dans l'éducation concernent à la fois les écoles primaires et secondaires et les établissements d'enseignement supérieurs.¹⁷⁹

Le Conseil des relations américano-islamiques a rapporté le 30 juillet 2024 que l'islamophobie « incessante » aux États-Unis, qui s'est intensifiée en octobre 2023 avec l'offensive israélienne à Gaza, soutenue par les États-Unis, s'est poursuivie au premier semestre 2024. Le CAIR a recensé 4 951 plaintes pour haine antimusulmane et anti-palestinienne entre janvier et juin 2024, soit une augmentation de 69 % par rapport à la même période en 2023. Ce chiffre fait suite aux 3 578 plaintes déposées entre octobre et décembre 2023, soit une augmentation de 178 % par rapport à la même période en 2022, comme indiqué précédemment par Common Dreams. La plus forte proportion de plaintes en 2024 concernait des dossiers d'immigration et d'asile (19 %), conformément aux tendances de 2023, suivies par la discrimination à l'emploi (14 %), la discrimination dans l'éducation (10 %) et les crimes et incidents haineux (8 %).¹⁸⁰

Une étude du 13 septembre 2024 du Conseil des relations américano-islamiques de New York, intitulée « Ressentir la haine dans nos écoles », a révélé que près de 60 % des élèves musulmans de New York ont été victimes de harcèlement scolaire, notamment après les opérations militaires israéliennes à Gaza. L'enquête a révélé que « 58,2 % ont déclaré avoir été harcelés à l'école par un autre élève parce qu'ils étaient musulmans » et que « 44,7 % des élèves portant le hijab ont déclaré avoir été tirés, tirés ou touchés de manière offensante par un autre élève », à une fréquence variable. De plus, 64 % des élèves ont été témoins de harcèlement de leurs camarades musulmans, et environ 65 % ont observé des commentaires ou des publications offensants en ligne sur l'islam ou les musulmans dans leur établissement.¹⁸¹

La branche du Conseil des relations américano-islamiques de Chicago a fait part de préoccupations croissantes concernant les crimes haineux visant les musulmans et les Palestiniens dans la ville. S'adressant à Anadolu, elle a constaté une augmentation de 196 % de ces crimes depuis octobre 2023, date du début de l'offensive israélienne sur Gaza. Ces incidents se sont produits sur les lieux de travail, dans les établissements scolaires et dans les espaces publics, et des personnes ont été sanctionnées pour avoir exprimé leur solidarité avec Gaza et la Palestine. Le rapport a souligné la censure stricte à laquelle est soumise la communauté musulmane américaine, faisant état

de sanctions sur les lieux de travail pour les sympathisants de Gaza et de sanctions administratives contre les étudiants qui défendent les droits des Palestiniens sur les campus.¹⁸²

Une enquête intitulée « Les effets néfastes du nationalisme hindou sur les musulmans indo-américains », menée par l'Indian American Muslim Council et ReThink Media, a révélé des tendances inquiétantes concernant la montée du nationalisme hindou au sein de la diaspora indienne aux États-Unis et son impact sur les musulmans indo-américains. Sondé auprès de 950 musulmans indo-américains afin d'analyser l'influence de l'idéologie nationaliste hindoue, notamment après l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi et du Bharatiya Janata Party, sur leurs interactions, l'enquête a révélé que plus de 80 % des répondants ont subi « du harcèlement, de la discrimination ou des préjugés islamophobes de la part d'amis ou de contacts sociaux hindous » au cours de la décennie suivant l'accession de Modi. De plus, 70 % ont signalé des traitements biaisés de la part de collègues hindous, notamment des discriminations en matière de promotion et des remarques antimusulmanes sur leur lieu de travail ; 48 % ont été victimes de harcèlement sur des plateformes comme Facebook, WhatsApp et LinkedIn ; 90 % ont convenu que le nationalisme hindou « constituait une menace pour les musulmans aux États-Unis » ; et 86 % estimaient qu'il « constituait une menace pour la démocratie aux États-Unis ». »¹⁸³

Le 25 septembre 2024, la section de l'État de Washington du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR-WA) a publié les résultats de son enquête 2024 auprès des musulmans de Washington. Cette enquête examinait les données démographiques, les expériences de discrimination et l'engagement politique des musulmans âgés de 13 ans et plus résidant dans l'État de Washington. Réalisée en avril 2024, l'enquête a recueilli 542 réponses complètes auprès de 684 participants. Sumayyah Waheed, membre du conseil d'administration du CAIR-WA, a décrit ces résultats comme révélateurs d'une « réalité ressentie depuis des années : la discrimination antimusulmane dans l'État de Washington atteint un niveau critique », soulignant qu'il était « scandaleux que plus de 90 % des musulmans de l'État de Washington aient été victimes de préjugés ou de discrimination ». L'enquête

a révélé que 91,7 % des répondants avaient été victimes de discrimination, et 82,5 % d'entre eux ont signalé des incidents discriminatoires au cours de l'année écoulée.¹⁸⁴

Près de la moitié des étudiants musulmans des universités californiennes ont déclaré avoir été victimes de harcèlement ou de discrimination anti-islamique au cours de l'année universitaire précédente, coïncidant avec les manifestations pro-palestiniennes sur les campus, selon un nouveau rapport du Council sur les Relations islamiques américaines/American Islamic Relations. L'étude, qui a interrogé 720 étudiants musulmans dans environ 87 établissements publics et privés californiens, a révélé que 49 % (352 répondants) avaient subi des actes antimusulmans de la part d'étudiants, de membres du personnel ou d'administrateurs. Le CAIR et son Centre pour la prévention de la haine et du harcèlement (Centre for the Prevention of Hate and Bullying) affilié attribuent cette augmentation aux manifestations pro-palestiniennes généralisées, qui ont donné lieu à des centaines d'arrestations et à de multiples poursuites judiciaires contre des universités, dont UCLA et USC, pour des allégations de recours injustifié à la force policière, de violations de la liberté d'expression et de problèmes d'égalité d'accès.¹⁸⁵

Canada

Le Service de police d'Ottawa a signalé le 8 juillet 2024 que les incidents motivés par la haine contre les communautés juive et musulmane avaient augmenté de plus de 100 % en 2024. Au total, 74 incidents ont été signalés contre la communauté juive, contre 36 à la même période en 2023, tandis que 15 incidents ciblant les musulmans ont été signalés, contre 7 au cours de la même période l'an dernier. Malgré ces augmentations importantes, la police a constaté une légère baisse globale d'environ 2 % des incidents motivés par la haine et les préjugés en 2024. Parmi les 225 incidents motivés par la haine signalés à ce jour en 2024, 174 ont été jugés criminels et 51 ont été déterminés comme étant motivés par la haine mais non criminels, avec 26 personnes accusées de 65 chefs d'accusation d'infractions motivées par la haine et quatre avertissements officiels en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.¹⁸⁶

Un rapport publié le 18 décembre 2024, intitulé « L'islamophobie en hausse : Agir, combattre la haine et protéger les libertés civiles ensemble », par le Comité permanent de la justice et des droits de la personne du Canada, a documenté une augmentation spectaculaire de l'islamophobie et du racisme anti-palestinien au Canada dans le contexte des actions d'Israël à Gaza. Le rapport indique que les incidents haineux visant les musulmans ou les Palestiniens signalés au Conseil national des musulmans canadiens (CNMC) ont augmenté de 1 300 % au dernier trimestre de 2023, comprenant du harcèlement, du vandalisme, de la diffamation et des menaces violentes. Le rapport de 78 pages souligne que les campus universitaires sont des foyers d'hostilité particuliers, où les étudiants qui défendent les droits des Palestiniens sont victimes d'agressions verbales, de menaces et de violence physique. Il comprend également des témoignages de communautés touchées révélant comment cette vague de haine crée un climat généralisé de peur et de vulnérabilité.¹⁸⁷

Royaume-Uni

Une analyse de CAGE International a révélé une augmentation inquiétante de 455 % des cas de répression des manifestations de solidarité avec la Palestine au Royaume-Uni par rapport à 2021. Entre octobre et décembre 2023, l'organisation a traité 214 cas, dont 118 incidents dans des écoles et des universités, 35 cas sur le lieu de travail, 35 cas liés à des manifestations, 13 cas dans des universités et 13 cas dans des mosquées, ce qui témoigne d'une répression généralisée des activités pro-palestiniennes. Le rapport met en évidence les tactiques agressives employées contre les sympathisants, notamment le retrait forcé de symboles palestiniens, l'isolement et la suspension d'étudiants, les mesures disciplinaires contre les parents et les étudiants, les licenciements, les fausses déclarations d'imams donnant lieu à des enquêtes, et l'abus de pouvoirs antiterroristes lors des manifestations. Les principales conclusions ont souligné la réponse autoritaire du gouvernement à l'activisme légitime, l'hypocrisie du deux poids, deux mesures par rapport au conflit russo-ukrainien, le caractère islamophobe de la censure (209 cas sur 214 concernaient des musulmans), l'instrumentalisation des

signalements PREVENT et la persistance de pratiques répressives à l'échelle nationale.¹⁸⁸

Un rapport du commissaire à l'enfance du Pays de Galles a mis en lumière des abus racistes réguliers dans les écoles, « normalisés » par les élèves. Le gouvernement gallois s'est engagé à « examiner attentivement » ces recommandations. Le rapport a documenté des incidents troublants, notamment une jeune musulmane à qui l'on a dit « tu caches une bombe dans ton foulard » et une autre à qui l'on a retiré son hijab de force, la laissant en larmes. D'autres enfants ont déclaré avoir été traités de terroristes. En réponse, le gouvernement gallois a déclaré : « Le racisme est inacceptable dans nos écoles. Bien que ce rapport soit difficile à lire, il est essentiel que nous écoutions les enfants et les jeunes et que nous nous attaquions efficacement aux problèmes auxquels ils sont confrontés. »¹⁸⁹

Après plusieurs jours de violences d'extrême droite, un sondage commandé par Muslim Census, un organisme de collecte de données axé sur les musulmans et les minorités ethniques, a révélé que 92 % des musulmans se sentaient « beaucoup moins en sécurité » au Royaume-Uni. L'enquête, menée les 5 et 6 août auprès de 1 519 participants d'horizons divers, a révélé qu'une personne sur six avait personnellement subi des agressions racistes depuis le début des émeutes le 30 juillet, tandis que deux sur trois en avaient été témoins. Les violences verbales étaient les plus fréquentes (28 %), suivies des agressions en ligne (16 %), tandis que 4 % ont signalé des agressions physiques dans les semaines qui ont suivi les troubles.¹⁹⁰

Après l'attaque de Southport et les émeutes d'extrême droite généralisées qui ont suivi, une étude a quantifié la croissance de la haine antimusulmane et anti-migrants sur Telegram et X. Grâce à un logiciel de détection automatisé sur mesure et à grande échelle, l'analyse a démontré l'augmentation du contenu haineux en ligne et examiné les discours qui le diffusent sur les plateformes. L'Institute for Strategic Dialogue (ISD) et le CASM ont collecté près de 45 000 messages sur 55 chaînes Telegram britanniques d'extrême droite, constatant une augmentation de la haine anti-migrants de 246 % et de la haine antimusulmans de 276 % dans les dix jours suivant l'attaque de Southport. Les appels à la violence contre les communautés musulmanes et migrantes ont atteint un pic les 4 et 5 août. Sur X, les insultes antimusulmanes

ont plus que doublé dans les dix jours suivant l'attaque, avec plus de 40 000 publications contenant de tels termes. Le hashtag #TwoTierKeir, utilisé pour la première fois par un compte de moins de 1 000 abonnés le 31 juillet en réponse à la déclaration du Premier ministre Starmer sur les conséquences pour les émeutiers, a été mentionné près de 45 000 fois par plus de 12 000 utilisateurs uniques et vu plus de 100 millions de fois entre le 31 juillet et le 8 août. L'étude a conclu que la modération inadéquate de X a permis au contenu haineux d'atteindre un large public, tandis que Telegram continuait d'être un environnement permissif pour l'extrémisme, soutenant les appels à une réglementation numérique plus stricte des deux plateformes.¹⁹¹

Une étude publiée le 1^{er} octobre 2024 a révélé qu'un quart (24 %) des travailleurs musulmans britanniques et deux cinquièmes (39 %) des travailleurs juifs avaient été victimes de discrimination depuis le 7 octobre 2023. Les chercheurs de Pearn Kandola ont interrogé 500 employés juifs et 500 employés musulmans afin d'étudier l'évolution de la discrimination au travail avant l'anniversaire de l'attentat. Un peu plus d'un travailleur musulman sur dix (16 %) et moins d'un tiers (29 %) des travailleurs juifs ont signalé une discrimination aux équipes RH. Pour les travailleurs musulmans, les incidents les ont blessés (42 %), en colère (36 %) et isolés (28 %), tandis que les travailleurs juifs ont déclaré se sentir blessés (29 %), effrayés (28 %) et en danger (24 %). Un cinquième (21 %) des travailleurs musulmans et un tiers (31 %) des travailleurs juifs ne se sentaient pas soutenus par leurs employeurs. Shakil Butt, fondateur du cabinet de conseil HR Hero for Hire, a conseillé aux employeurs de chercher à comprendre l'impact du conflit sur les employés et de faciliter des conversations équilibrées.¹⁹²

Un nombre record d'attaques et d'abus antimusulmans ont été signalés au Royaume-Uni depuis les attentats du 7 octobre 2023, selon l'organisation nationale de surveillance Tell Mama UK. Selon des chiffres exclusifs partagés avec le Guardian, l'organisation a recensé 4 971 incidents de haine antimusulmane entre le 7 octobre 2023 et le 30 septembre 2024, soit le total le plus élevé jamais enregistré au cours des 14 dernières années. Tell Mama a indiqué que 63 % des cas de haine étaient de nature abusive, tandis que 27 % impliquaient des menaces. La majorité des incidents se sont produits à Londres, dans le nord-ouest de l'Angleterre, dans le Yorkshire

et dans les Midlands. Iman Atta, Directrice de Tell Mama UK, a déclaré que les attentats du 7 octobre avaient déclenché un « rejet contre les musulmans britanniques », les incidents haineux ciblant particulièrement les communautés du Moyen-Orient, les personnes visiblement musulmanes et les femmes musulmanes.¹⁹³

Les crimes haineux religieux en Angleterre et au Pays de Galles ont atteint des niveaux records selon de nouvelles statistiques du ministère de l'Intérieur. Bien que les crimes haineux aient globalement diminué de 5 % au cours de l'année jusqu'en mars 2024, les crimes haineux religieux ont augmenté de 25 %. Les crimes haineux antimusulmans ont augmenté de 13 %, représentant 38 % de tous les crimes haineux religieux. Les communautés juive et musulmane ont connu une forte augmentation des incidents signalés après le début du conflit entre Israël et le Hamas en octobre 2023. Bien que le nombre total d'infractions ait diminué depuis, il reste supérieur aux niveaux d'avant le conflit. Ces chiffres gouvernementaux reflètent les crimes haineux enregistrés par la police, mais d'autres organisations comme Tell Mama suivent également ces incidents et ont signalé une augmentation de 335 % des cas antimusulmans dans les mois suivant le 7 octobre 2023, par rapport à l'année précédente.¹⁹⁴

Une enquête a révélé qu'un musulman britannique sur quatre interrogé en ligne et par téléphone a été victime de haine antimusulmane ou d'islamophobie après le 30 juillet 2024. Deux tiers des musulmans britanniques interrogés estiment que les risques et préjudices potentiels pour les communautés musulmanes ont augmenté après le 30 juillet 2024. Un tiers a déclaré que les manifestations d'extrême droite les ont incités à envisager de quitter le Royaume-Uni pour s'installer dans un autre pays. Sept sur dix estiment que la haine antimusulmane ou l'islamophobie s'est généralisée après le 30 juillet, tandis que près de quatre sur dix estiment que leur mosquée locale est menacée par des groupes d'extrême droite et des extrémistes.¹⁹⁵

Une étude publiée le 10 décembre 2024 a mis en évidence un biais antimusulman généralisé dans les médias britanniques. GB News représente la moitié de la couverture médiatique des musulmans et de l'islam par les chaînes d'information britanniques, la plupart présentant des portraits

négatifs. Après deux ans d'analyse, le Centre for Media Monitoring (CFMM) a constaté un biais structurel et systématique dans les reportages de GB News sur les musulmans britanniques. Le rapport souligne que l'attention « excessive » accordée par la chaîne aux musulmans frise l'obsession qui « diabolise régulièrement leurs croyances », les reportages sur l'islam étant « extrêmement négatifs » et ne prenant pas en compte la diversité des communautés musulmanes au Royaume-Uni. Les résultats révèlent que GB News a mentionné les musulmans ou l'islam plus de 17 000 fois, soit près de 50 % du total des mentions sur les chaînes d'information britanniques, contre 32 % pour BBC News et 21 % pour Sky News. Bien que l'islamophobie ait été évoquée 1 180 fois sur GB News (soit 60 % des mentions, contre 1 180 pour BBC News et Sky News), ces reportages visaient « majoritairement » à « dénigrer le concept d'islamophobie ». Lors des émeutes de l'été, GB News a représenté 62 % des clips des chaînes d'information britanniques associant les musulmans aux troubles.¹⁹⁶

Une étude intitulée « Jeunes musulmans en Écosse : politique, racisme et médias » a offert un aperçu complet des difficultés rencontrées par les jeunes musulmans en Écosse, notamment en matière d'engagement politique, d'expériences de racisme et d'islamophobie, et de perception médiatique. Publié pendant le Mois de sensibilisation à l'islamophobie au Royaume-Uni, le rapport a souligné que le racisme et l'islamophobie étaient profondément ancrés dans la vie quotidienne des jeunes musulmans écossais. Les participants ont exprimé des inquiétudes quant au manque d'éducation sur le racisme, qui, selon eux, créait un environnement propice au harcèlement et à la discrimination dans les écoles primaires et secondaires. L'enquête publique du Groupe interpartis sur l'islamophobie du Parlement écossais a révélé des statistiques inquiétantes : 18 % des jeunes musulmans avaient été directement victimes d'islamophobie à l'école, tandis que 45 % en avaient été témoins directs. Plus inquiétant encore, 75 % des répondants ont décrit l'islamophobie comme un problème courant ou quotidien au sein de la société écossaise.¹⁹⁷

Belgique

Patrick Charlier, Directeur du Centre interfédéral pour l'égalité des chances (Unia), a souligné la montée inquiétante du sentiment antimusulman en Europe, soulignant qu'en Belgique, neuf personnes sur dix victimes de discrimination étaient musulmanes, en particulier les femmes voilées. Un rapport publié la semaine précédente par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), intitulé « Être musulman dans l'UE : expériences des musulmans », a révélé une nette augmentation du racisme et de la discrimination à l'égard des musulmans depuis 2016. L'enquête, menée auprès de 9 000 participants dans 13 États membres de l'UE entre octobre 2021 et octobre 2022, a révélé qu'un musulman sur deux est quotidiennement victime de discrimination.¹⁹⁸

Allemagne

Le professeur Mathias Rohe de l'Université d'Erlangen-Nuremberg, co-auteur de l'un des rapports les plus complets sur l'islamophobie en Allemagne, s'est exprimé devant les médias sur la montée du sentiment antimusulman dans le pays. « Notre étude révèle que les musulmans en Allemagne sont confrontés à la discrimination islamophobe au quotidien, par exemple dans l'éducation, sur le marché du travail, lors de la recherche d'un logement, dans les médias, et bien plus encore », a déclaré M. Rohe. « Il s'agit d'un problème urgent, et nous devons reconnaître qu'il s'agit d'un problème pour la société dans son ensemble. Nous ne devons pas laisser les musulmans seuls face à cette situation. C'était un problème pour nous tous. » Bien que des millions de musulmans vivent en Allemagne depuis des années et soient devenus partie intégrante de la société, le professeur Rohe a souligné que les stéréotypes négatifs et les idées fausses à leur sujet restent répandus, de nombreux Allemands continuant à croire à des stéréotypes tels que l'incapacité des musulmans à apporter des changements positifs ou des valeurs radicalement différentes.¹⁹⁹

Le 9 juin 2024, le parti d'extrême droite AfD a remporté le plus grand nombre de voix dans cinq Länder d'Allemagne de l'Est aux élections européennes, reflétant une division politique croissante dans le pays. Le parti anti-

immigrés a obtenu 31,8 % des voix en Saxe, 30,7 % en Thuringe, 30,5 % en Saxe-Anhalt, 28,3 % dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et 27,5 % dans le Brandebourg, selon les résultats officiels préliminaires. Le soutien à l'AfD dans les anciens Länder communistes d'Allemagne de l'Est a largement dépassé son score national de 15,9 %. Il s'agit du meilleur résultat jamais enregistré par le parti anti-immigrés aux élections européennes, le plaçant au deuxième rang des partis d'Allemagne. Il est à noter que pas moins de 94 % des personnes interrogées ont exprimé leur inquiétude quant à « l'influence croissante de l'islam en Allemagne ».²⁰⁰

En Allemagne, le nombre de plaintes pour discrimination a atteint un niveau record en 2023, en hausse de 22 % par rapport à 2022, selon la directrice de l'Agence fédérale de lutte contre la discrimination, qui a qualifié cette tendance d'« alarmante » lors d'une conférence de presse le 25 juin 2024 à Berlin. « En 2023, 10 800 cas ont été signalés à l'Agence fédérale de lutte contre la discrimination. C'est un record. Jamais autant de personnes ne nous ont contactés pour discrimination », a déclaré Ferda Ataman, exhortant le gouvernement de centre-gauche du chancelier Olaf Scholz à intensifier ses efforts pour lutter contre la discrimination à l'échelle nationale. « Le gouvernement allemand doit redoubler d'efforts pour protéger les personnes contre la discrimination », a-t-elle souligné. Selon le rapport 2023 sur la lutte contre la discrimination, 41 % des plaintes concernaient des discriminations racistes ou antisémites, tandis que les discriminations fondées sur le handicap représentaient 25 % des cas, celles contre les femmes 24 % et celles fondées sur l'âge 14 %. Le rapport note que la discrimination reste répandue sur les lieux de travail, avec 2 646 cas – soit environ un tiers de tous les cas – prétendument liés à des expériences professionnelles négatives.²⁰¹

Une étude a révélé une augmentation inquiétante du sentiment xénophobe et antimusulman en Allemagne, en particulier dans les États de l'Ouest, suscitant des inquiétudes quant à la cohésion sociale et à la résilience démocratique. Une étude menée par les professeurs Oliver Decker et Ayline Heller, chercheurs à l'Université de Leipzig, a identifié une augmentation de 4,8 points de pourcentage du soutien aux visions du monde xénophobes depuis 2022, englobant désormais 21,8 % de la population. L'Allemagne de

l'Ouest, traditionnellement considérée comme plus ouverte à la diversité et au multiculturalisme, a connu une forte hausse de 6,7 points de pourcentage, atteignant 19,3 % de soutien aux opinions xénophobes, tandis que les États de l'Est ont enregistré environ 31,5 % de soutien. L'étude a mis en évidence un sentiment antimusulman croissant, avec 32,8 % des résidents des États de l'Ouest favorables à l'interdiction de l'immigration musulmane, contre 23,6 % en 2022. Plus de 48 % des personnes interrogées ont déclaré « se sentir comme des étrangers dans leur propre pays en raison de la présence musulmane », une augmentation significative par rapport aux 36,6 % deux ans plus tôt.²⁰²

La principale organisation allemande de défense des droits humains a mis en garde le 9 décembre 2024 contre la montée du racisme antimusulman dans un contexte de tensions accrues au Moyen-Orient, exhortant les responsables politiques et les médias à éviter les généralisations préjudiciables. L'Institut allemand des droits humains (DIMR) a publié un rapport de 32 pages examinant l'impact du conflit de Gaza sur la démocratie et les droits humains, abordant la montée de l'antisémitisme mais aussi la multiplication des incidents antimusulmans. Beate Rudolf, Directrice du DIMR, a souligné que les généralisations excessives et les stéréotypes négatifs sur les musulmans dans le discours politique et la couverture médiatique suite à l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 ont eu un impact négatif sur les droits et libertés fondamentaux. « Quiconque critique le gouvernement israélien n'agit pas automatiquement de manière antisémite. Quiconque prône un État séparé pour les Palestiniens n'est pas automatiquement un sympathisant du Hamas. Les généralisations ne font qu'encourager l'antisémitisme, ainsi que le racisme envers les Palestiniens et les musulmans », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse à Berlin. L'institut a mis en garde les autorités contre toute généralisation excessive et toute propagation de stéréotypes négatifs sur les musulmans, soulignant que les restrictions à la liberté d'expression et de réunion ne devraient être mises en œuvre que dans des situations exceptionnelles, comme le permet la loi. Le rapport a constaté que les interdictions de manifestations qualifiées de « pro-palestiniennes » après le 7 octobre 2023 ont empêché les citoyens, en particulier ceux d'origine palestinienne, d'exprimer publiquement leur

chagrin pour les victimes civiles de Gaza, de manifester leur solidarité et de plaider pour la paix et l'établissement d'un État palestinien. Les experts du DIMR ont souligné que les médias et les responsables politiques allemands ont souvent négligé la participation des Juifs israéliens à ces manifestations, soutenant les droits et les préoccupations des deux camps. « Le terme “pro-palestinien” utilisé dans les interdictions et repris par les responsables politiques et les médias a favorisé une assimilation généralisée des Palestiniens aux partisans antisémites et pro-violence du Hamas. Cette perception publique et l'accent mis par les débats sociaux sur les manifestations violentes ont renforcé le racisme existant à l'encontre des Palestiniens et des personnes perçues comme arabes ou musulmanes », ont noté les experts. Le rapport a recensé 1 926 incidents racistes antimusulmans en Allemagne en 2023, soit une moyenne de plus de cinq cas par jour et une augmentation de 114 % par rapport aux 898 incidents de 2022.²⁰³

Autriche

L'Autriche a enregistré en 2023 le plus grand nombre d'incidents d'islamophobie depuis le début des recensements en 2015, selon un rapport publié le 27 mai 2024 par le Centre de documentation sur l'islamophobie et le racisme antimusulman. Ce rapport a constaté une augmentation significative des cas signalés après le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas le 7 octobre 2023, avec davantage d'incidents enregistrés entre octobre et décembre qu'au cours des neuf premiers mois de 2023. Globalement, 66,7 % des cas documentés se sont produits en ligne et 33,7 % hors ligne, 87,8 % des cas en ligne impliquant des discours de haine. Les musulmans ont été déshumanisés et comparés à des animaux dans les commentaires en ligne, et de nombreuses publications leur ont attribué la responsabilité exclusive de l'antisémitisme. Parmi tous les incidents signalés, 40,8 % concernaient des inégalités de traitement, 19,5 % des insultes, 8,9 % des discours de haine, 7,5 % des actes de vandalisme, 7,3 % des violences policières, 3,2 % des menaces dangereuses, 2,6 % des agressions physiques, 1,8 % des incitations à la haine et 0,8 % des cas d'intimidation et de harcèlement, dont 7,7 % classés comme autres. Le centre de documentation

a souligné que ces statistiques ne représentent qu'une image partielle, les chiffres réels étant probablement bien plus élevés, qualifiant ces chiffres d'« évolution inquiétante » contribuant de plus en plus à la division sociale.²⁰⁴

Luxembourg

Selon un rapport de l'Agence européenne des droits fondamentaux publié le 24 octobre 2024, la moitié des musulmans luxembourgeois ont déclaré avoir été victimes de racisme en 2023, et 60 % au cours des cinq dernières années. S'appuyant sur des données recueillies en 2021 et 2022, le rapport indique que tous les répondants luxembourgeois à l'enquête sont originaires de pays d'Afrique subsaharienne, soulignant que la couleur de peau reste le principal facteur de racisme au Grand-Duché. À titre de comparaison, près de quatre musulmans sur dix en France et 53 % en Belgique ont déclaré avoir été victimes de racisme au cours des cinq années précédentes. Les musulmans d'Autriche et d'Allemagne semblent particulièrement touchés par la discrimination, 71 % et 68 % d'entre eux ayant respectivement signalé au moins un acte discriminatoire au cours des cinq dernières années. « Il est de plus en plus difficile d'être musulman en Europe », conclut le rapport, qui a interrogé 9 600 personnes dans 13 États membres de l'UE.²⁰⁵

Union européenne

L'Union européenne connaît une intolérance croissante, marquée non seulement par la recrudescence des incidents antisémites après le 7 octobre 2023, mais aussi par une montée progressive de l'islamophobie. Selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), un musulman sur deux dans l'UE est victime de « racisme et de discrimination au quotidien », une augmentation notable par rapport à l'enquête de 2016, où 39 % des musulmans étaient victimes de discrimination raciale, contre 47 % actuellement. Cela concerne potentiellement plus de 13 millions de personnes, les musulmans représentant le deuxième groupe religieux de l'UE, avec 26 millions en 2016 selon le Pew Research Center. Entre octobre 2021 et octobre 2022, l'Agence européenne a interrogé 9 604 musulmans

dans 13 pays de l'UE : l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède. Le rapport révèle des variations significatives entre les États membres : l'Autriche est le pays le plus islamophobe (71 % des musulmans ciblés), suivie de l'Allemagne et de la Finlande, tandis que l'Espagne et l'Italie affichent les niveaux de discrimination les plus faibles. Les jeunes musulmans et les femmes portant des vêtements religieux sont les plus touchés. La discrimination combinait préjugés religieux et préjugés contre la couleur de peau et l'origine ethnique ou immigrée. « Un phénomène alimenté par les conflits au Moyen-Orient et aggravé par la rhétorique antimusulmane déshumanisante que nous observons sur tout le continent », a souligné Sirpa Rautio, directrice de l'Agence européenne pour l'emploi. L'islamophobie se manifeste principalement par la discrimination à l'emploi et au logement : 39 % des musulmans sont victimes de discrimination lors de leur recherche d'emploi (contre 31 % en 2016) et 35 % sur le lieu de travail (contre 23 %). Les chiffres augmentent considérablement pour les femmes portant des vêtements religieux, qui sont victimes de discrimination à l'emploi dans 45 % des cas. De plus, 41 % des musulmans sont surqualifiés pour leur emploi, contre 22 % des citoyens de l'UE en général. La discrimination au logement touche un tiers des répondants, contre 22 % en 2016. L'agence a constaté un écart alarmant en matière d'éducation, les musulmans étant trois fois plus susceptibles d'abandonner l'école prématurément que la population générale de l'UE (30 % contre 9,6 %). Ces facteurs contribuent à un risque élevé de pauvreté : 31 % des ménages musulmans éprouvent des difficultés financières, contre 19 % de l'ensemble des ménages européens. Le rapport révèle également que 27 % des musulmans sont victimes de harcèlement racial et que la moitié des personnes interpellées par la police pensent avoir été victimes de profilage racial.²⁰⁶

ÉVOLUTION POSITIVE



ÉVOLUTION POSITIVE

La période sous revue a révélé des avancées prometteuses dans la lutte contre l'islamophobie grâce à des efforts coordonnés entre de multiples secteurs de la société. Les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, les communautés religieuses, les établissements d'enseignement et les entités privées ont de plus en plus reconnu l'urgence de lutter contre les préjugés anti-islam par des interventions systématiques et des initiatives collaboratives. Ces divers acteurs ont mis en œuvre diverses approches – des réformes politiques et des protections législatives à l'engagement communautaire local et aux campagnes de sensibilisation du public – qui représentent collectivement des progrès significatifs vers la création d'environnements où les communautés musulmanes peuvent pleinement participer sans être victimes de discrimination ni de marginalisation.

Il convient de souligner particulièrement, durant cette période, le développement de programmes éducatifs visant à améliorer la culture religieuse, à remettre en question les stéréotypes et à promouvoir une compréhension juste de la foi et de la culture islamiques. Ces initiatives ont été complétées par un dialogue interreligieux croissant, créant des espaces d'échanges constructifs entre les communautés musulmanes et les autres groupes religieux, nouant des relations qui transcendent les discours de division. Par ailleurs, plusieurs juridictions ont renforcé les cadres juridiques protégeant l'expression religieuse et interdisant la discrimination, tandis que les médias et les entreprises technologiques ont commencé à mettre en œuvre des politiques plus strictes contre les discours de haine visant les minorités religieuses.

Les évolutions positives décrites dans ce chapitre ne doivent pas occulter les défis importants qui subsistent pour lutter contre les schémas profondément ancrés d'islamophobie. Elles apportent toutefois des preuves importantes que des interventions ciblées peuvent efficacement contrer le sentiment anti-islam lorsqu'elles sont mises en œuvre avec des ressources suffisantes, un engagement institutionnel et une participation communautaire. En mettant en lumière ces approches constructives, ce chapitre vise à identifier des modèles reproductibles et des pratiques prometteuses susceptibles d'éclairer

les efforts futurs pour lutter contre l'islamophobie et bâtir des sociétés plus inclusives, fondées sur les principes de liberté religieuse, de respect mutuel et d'égale dignité pour toutes les communautés religieuses. Les exemples suivants illustrent les évolutions positives significatives observées durant cette période :

Contrepoids à l'extrême droite

États-Unis

Le 6 février 2024, deux législateurs démocrates, le représentant Alabas Farhat et le chef de file de la Chambre des représentants, Abraham Aiyash, ont présenté une résolution condamnant une tribune publiée dans le Wall Street Journal qui qualifiait une banlieue de Détroit de « capitale du djihad américain ». Ils ont qualifié l'article de « raciste et islamophobe » et ont appelé à sa rétractation et à des excuses publiques à la ville de Dearborn. Suite à la publication de cette tribune le 2 février, les autorités ont renforcé la présence policière dans la ville par mesure de précaution.²⁰⁷

Une manifestation pacifique a eu lieu devant le Lombard Café, un établissement appartenant à un Arabe, dans le quartier de Queen Village à Philadelphie, le 17 mai 2024, après que l'établissement a été vandalisé. Samantha Pinto, une cliente, a exprimé son indignation : « J'étais très bouleversée et en colère en apprenant cela, sachant que c'était un commerce de quartier, accueillant et ouvert à tous, sans distinction d'origine ethnique ou de religion. » Le café pro-palestinien aurait été harcelé pendant des mois avant le cambriolage. La propriétaire, Jasmine Amira Taibi-Bennoui, a décrit avoir trouvé des traces d'effraction, notamment des marques de pied-de-biche sur les portes forcées.²⁰⁸

Canada

Le 11 octobre 2024, l'Association musulmane de la Colombie-Britannique (AMBC) a appelé le Parti conservateur de la province à prendre des

mesures concrètes, exigeant la démission du candidat Brent Chapman suite à la résurgence de ses propos islamophobes. L'AMBC s'est dite « horrifiée et profondément troublée » par les propos de M. Chapman, notamment en raison de sa représentation de Surrey, une communauté diversifiée et multiculturelle. Les publications Facebook de 2015-2016, découvertes, comportaient des commentaires haineux à l'égard des Palestiniens, que M. Chapman avait décrits comme des « petites bombes à retardement consanguines qui marchent, parlent et respirent », précisant qu'il entendait ces mots « au sens figuré et au sens propre ». Le 16 octobre, M. Chapman a présenté ses excuses, déclarant que le langage et les sentiments qu'il avait exprimés étaient « totalement inacceptables » et ne reflétaient pas ses opinions actuelles. Il a affirmé avoir depuis voyagé dans des pays à majorité musulmane et avoir noué des « relations significatives » avec des membres de la communauté musulmane du Canada.²⁰⁹

Royaume-Uni



Le Parti conservateur a suspendu le député Lee Anderson après qu'il eut refusé de s'excuser pour avoir affirmé que le maire de Londres, Sadiq Khan, était sous l'influence d'« islamistes ». Khan, premier maire musulman de Londres et membre du Parti travailliste, avait été fréquemment critiqué par les conservateurs pour sa gestion du maintien de l'ordre dans la capitale, notamment lors des manifestations pro-palestiniennes. Le 23 février 2024, Anderson a déclaré à GB News : « Je ne crois pas vraiment que ces islamistes

contrôlent notre pays. Mais je crois qu'ils contrôlent Khan et Londres. Il a même donné notre capitale à ses amis. » Ces propos ont suscité une condamnation générale de l'ensemble du spectre politique, la présidente du Parti travailliste, Anneliese Dodds, les qualifiant de « clairement racistes et islamophobes ». Des personnalités conservatrices, dont le ministre des Affaires étrangères Nus Ghani, le député d'arrière-ban Sajid Javid et son homologue conservateur Gavin Barwell, se sont jointes aux critiques d'Anderson, Barwell qualifiant ces propos d'« insulte méprisable ».²¹⁰



Il a fallu moins d'une journée à un jury pour condamner à l'unanimité le suprémaciste blanc Samuel Melia pour avoir propagé la haine raciale au moyen d'une bibliothèque d'autocollants téléchargeables qu'il avait créée pour que ses sympathisants puissent les distribuer publiquement. Melia, organisateur local de Patriotic Alternative à Pudsey, a été condamné à deux ans de prison le 1er mars 2024. Les chefs d'accusation comprenaient la publication ou la distribution de documents destinés à attiser la haine raciale et l'incitation à des dommages criminels aggravés par des motifs raciaux entre 2019 et 2021.²¹¹

Un conseiller municipal de Stockton a démissionné après avoir été accusé d'avoir publié des commentaires islamophobes sur les réseaux sociaux. Des captures d'écran partagées avec la BBC montraient des commentaires provenant d'un profil au nom de Susan Scott, suggérant que les musulmans feraient tout pour islamiser le monde entier. Bob Cook, chef du parti travailliste au conseil municipal de Stockton, a reconnu que le conseiller conservateur avait « bien fait et démissionné » suite à ces critiques.²¹²

Allemagne

Le soutien croissant au parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) a suscité un débat sur une éventuelle interdiction légale de l'organisation. Début mars 2024, une pétition en ligne appelant les instances constitutionnelles à envisager l'interdiction de l'AfD avait recueilli plus de 800 000 signatures, qui ont été soumises au Conseil fédéral. Une cinquantaine de législateurs, dont le vice-président du Parlement allemand Aydan Ozoguz et le haut responsable social-démocrate Ralf Stegner, avaient publiquement annoncé leur soutien à l'examen d'une éventuelle interdiction.²¹³

Le président du Parlement allemand, Raed Saleh, plaidait pour l'inclusion de lois anti-islamophobie dans la Constitution de l'État. Selon le site d'information Exberliner, il a proposé d'ajouter des clauses anti-islamophobie aux dispositions constitutionnelles existantes contre l'antisémitisme. En tant que chef du Parti social-démocrate, il a souligné la nécessité pour l'Allemagne de démontrer son engagement à lutter contre l'antisémitisme, l'islamophobie et le racisme par des moyens constitutionnels. « Je nous imagine bien, à Berlin, en train de dire que, dans notre ville plurielle, nous inscrirons la lutte contre l'antisémitisme, la lutte contre l'islamophobie et le racisme dans la Constitution », a-t-il déclaré.²¹⁴

Danemark

Le parti populiste d'extrême-droite danois, la Nouvelle Droite, a été dissous le 10 janvier 2024. Sa fondatrice, Pernille Vermund, a expliqué cette décision en déclarant : « Si nous voulons reconstruire le centre-droit danois, nous devons rassembler toutes les forces vives, mais dans un nombre légèrement inférieur de partis de centre-droit. » Pernille Vermund avait prôné des politiques économiques libertaires et un contrôle migratoire strict au Danemark, pays qui appliquait déjà certaines des lois d'immigration les plus strictes d'Europe occidentale. Le parti avait également appelé au retrait du Danemark de l'Union européenne, appelé « Dexit ».²¹⁵

Pays-Bas

Le 8 janvier 2024, Geert Wilders, vainqueur des élections néerlandaises d'extrême droite, a fait une concession importante à ses partenaires potentiels de coalition en retirant la proposition de loi de 2018 visant à interdire les mosquées et le Coran. Cette décision est intervenue juste avant la reprise des négociations pour la formation du gouvernement après les élections de novembre. Cette concession était potentiellement cruciale pour obtenir le soutien de trois autres partis traditionnels que Wilders espérait inclure dans une coalition avec son Parti pour la liberté (PVV). Lors d'un débat parlementaire après la victoire du PVV à la Chambre basse, qui en compte 37 sur les 150 sièges, lors des élections du 22 novembre 2023, Wilders avait indiqué un assouplissement de la position anti-islamique de son parti : « Il m'arrivera parfois de devoir retirer des propositions, et je le ferai. »²¹⁶

Le leader politique néerlandais d'extrême droite Geert Wilders, dont le parti a remporté le plus grand nombre de sièges aux élections générales de 2023, a annoncé le 13 mars 2024 qu'il ne deviendrait pas Premier ministre, faute de soutien suffisant pour former un gouvernement. « Je ne peux devenir Premier ministre que si TOUS les partis de la coalition le soutiennent. Ce n'était pas le cas », a déclaré Wilders sur le réseau social X.²¹⁷

Inde

Un rapport du Comité de coordination des minorités (MCC) a révélé que le Gujarat avait subi 55 attaques ciblant des communautés minoritaires en 2022, dont 53 visant des musulmans et deux incidents visant des chrétiens. Ce rapport, intitulé « CIBLAGE : DOCUMENTATION DES INCIDENTS AFFECTANT LES MINORITÉS AU GUJARAT », publié en octobre 2023, a été rédigé avec la collaboration de soixante-dix dirigeants de différentes régions de l'État. Le comité a déclaré que l'étude avait été entreprise « pour révéler la vérité » sur la manière dont les populations minoritaires sont « ciblées » et « refoulées » en marge de la société.²¹⁸

CK Padmanabhan, membre du conseil national du BJP et ancien président de la section du BJP au Kerala, a exprimé de vives inquiétudes quant à la

position antimusulmane du parti et à son interprétation de l'Hindutva lors d'une interview. Il a souligné que la rhétorique antimusulmane du BJP ne ferait que diviser, au lieu de profiter à la population indienne. Concernant la loi portant modification de la loi sur la citoyenneté (CAA), il a insisté sur le fait qu'aucune communauté ne devrait être exclue de l'octroi de la citoyenneté. « Aucune communauté ne devrait être exclue lors de l'octroi de la citoyenneté. Il est regrettable qu'un sentiment antimusulman se soit accru dans le pays ces derniers temps. Cela ne profitera pas à notre nation », a-t-il averti, ajoutant : « Nous devons sans aucun doute lutter contre le terrorisme, mais la communauté musulmane fait partie intégrante de la nationalité indienne. C'est ce que j'ai compris. Mon Hindutva est conforme à celui de Swami Vivekananda et de Sree Narayana Guru. »²¹⁹

Le 15 mars 2024, Journée internationale de lutte contre l'islamophobie célébrée par les Nations Unies, le ministre en chef du Tamil Nadu, M.K. Staline, a publié un message sur les réseaux sociaux appelant à l'unité pour lutter contre le « fascisme communautaire du régime BJP » et « préserver la diversité de l'Inde ». « À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, unissons-nous pour écraser le fascisme communautaire du régime BJP et sauver la diversité de l'Inde de son emprise », a écrit le chef du DMK sur X. Il a également affirmé que la loi modifiant la loi sur la citoyenneté ne servait qu'à « légitimer l'islamophobie », ajoutant : « Depuis 2014, le gouvernement du BJP a déchiré le tissu laïc de l'Inde, favorisant l'intolérance et cautionnant la discrimination à l'encontre de notre communauté musulmane. »²²⁰

L'Autorité de radiodiffusion et des normes numériques (NBDSA) a sanctionné plusieurs chaînes de télévision et ordonné le retrait de certains programmes de leurs sites web pour avoir propagé la haine et la discorde intercommunautaire dans des contenus jugés « de mauvais goût ». L'organisme d'autorégulation a infligé des amendes de 100 000 roupies à TimesNow Navbharat et de 50 000 roupies à News18 India suite à des plaintes déposées par le militant Indrajeet Ghorpade concernant leurs émissions sur le « love jihad ». Dans son communiqué, la NBDSA a souligné que le terme « love jihad » doit être utilisé avec « une grande introspection, car les stéréotypes religieux constituent une violation du Code de déontologie et peuvent

éroder le tissu laïc du pays ». De tels reportages « causent un préjudice irréparable à une communauté et engendrent intolérance ou discorde religieuse », a-t-elle ajouté.²²¹



L'ancien Premier ministre Manmohan Singh a déclaré qu'aucun Premier ministre indien n'avait jamais tenu un langage aussi haineux, antiparlementaire et grossier que Narendra Modi, notamment lorsqu'il s'en prenait à certains groupes sociaux ou à l'opposition. Dans une lettre adressée aux électeurs du Pendjab, Singh a affirmé que la rhétorique déshumanisante avait atteint son paroxysme. « Modi ji s'est livré aux discours de haine les plus virulents, purement clivants. Modi ji est le premier Premier ministre à porter atteinte à la dignité du discours public, et donc à la dignité de sa fonction », a-t-il écrit. Répondant aux affirmations de Modi selon lesquelles Singh aurait affirmé que les musulmans étaient les premiers à revendiquer les ressources de l'Inde, l'ancien Premier ministre a répondu : « Il m'a attribué de fausses déclarations. Je n'ai jamais de ma vie distingué une communauté par rapport à une autre. C'est le seul domaine du BJP. »²²²



Le 14 août 2024, l'organisation Citizens for Justice and Peace (CJP) a porté plainte contre Independent News Service Private Ltd (IndiaTV) pour son émission « Coffee Par Kurukshetra : बांग्लादेशी हद्दियों को कौन बचाएगा ? », diffusée le 7 août. L'émission était censée se concentrer sur les événements au Bangladesh, où la Première ministre Sheikh Hasina avait démissionné le 5 août, conduisant à la mise en place d'un gouvernement intérimaire dirigé par le lauréat du prix Nobel Muhammad Yunus, qui appelait à la protection de la minorité hindoue du Bangladesh. Cependant, le débat a dévié à plusieurs reprises vers des affirmations selon lesquelles les musulmans en Inde voulaient éradiquer les hindous et transformer l'Inde en une nation islamique. Ce qui aurait pu être un dialogue constructif sur la protection des minorités dans les pays voisins et en Inde a été en réalité manipulé pour répandre la peur d'une prétendue prise de contrôle de l'Inde par les musulmans.²²³

Human Rights Watch a rapporté le 13 août 2024 que la campagne électorale de 2024 du Premier ministre indien Narendra Modi avait fréquemment employé des discours de haine contre les musulmans et d'autres minorités. Les dirigeants du parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) de Modi ont fait à plusieurs reprises des déclarations incitant à la discrimination, à l'hostilité et à la violence contre les groupes marginalisés pendant sa campagne pour un troisième mandat consécutif, qui a débuté le 9 juin 2024. Plusieurs gouvernements d'États du BJP ont démoli des maisons, des commerces et des lieux de culte musulmans sans procédure régulière, ce qui semblait être une punition collective pour des affrontements ou des

dissensions communautaires, qualifiant ces actes de « justice brutale ». Les violences contre les minorités religieuses se sont poursuivies, avec au moins 28 attaques signalées dans tout le pays, entraînant la mort de 12 hommes musulmans et d'une femme chrétienne. « Le Premier ministre indien Modi et les dirigeants du BJP ont formulé des allégations manifestement fausses dans leurs discours de campagne contre les musulmans et d'autres groupes minoritaires », a déclaré Elaine Pearson, directrice Asie à Human Rights Watch. Human Rights Watch a analysé les 173 discours de campagne de Modi après l'entrée en vigueur, le 16 mars, du code de conduite électoral, qui interdit de faire appel aux « sentiments communautaires pour obtenir des votes ». Dans au moins 110 discours, Modi a tenu des propos islamophobes apparemment destinés à affaiblir l'opposition politique et à semer la peur au sein de la majorité hindoue par la désinformation.²²⁴

Un professeur d'un collège privé du Karnataka a été inculpé pour avoir prétendument déconseillé aux hindous d'envoyer leurs enfants dans des écoles gérées par des minorités religieuses ou d'utiliser des salles de mariage appartenant à ces dernières. Arun Ullal, professeur et chercheur à l'Université de Mangalore, aurait tenu ces propos controversés lors d'un événement près de Mangaluru, alors qu'il s'adressait à des couples de jeunes mariés. Ullal a affirmé qu'une partie des revenus des institutions gérées par des minorités était envoyée à l'étranger et a exhorté les hindous à la prudence lorsqu'ils les soutiennent. Le 5 octobre 2024, la police de Mangaluru a porté plainte contre Ullal en vertu des articles 196 (incitation à l'hostilité entre différentes religions) et 351 (intimidation criminelle) de la Bharatiya Nyaya Sanhita, ainsi que de l'article 66C de la loi sur les technologies de l'information.²²⁵



Dans le district de Bhagalpur, au Bihar, les autorités ont arrêté un homme filmé en train d'escalader le dôme d'une mosquée pour y hisser un drapeau safran lors du Kali Visarjan Yatra, le 2 novembre 2024. L'incident, près de Tamtam Chowk, impliquait des membres d'un groupe Hindutva agitant des drapeaux safran et israélien, suscitant une vague d'indignation. Dans la vidéo, devenue virale, l'homme, identifié comme Shivam Kumar, est vu escalader le dôme de la mosquée pour y planter le drapeau sous les acclamations des spectateurs. La situation a été aggravée par des chants désobligeants visant la communauté musulmane diffusés pendant la procession. Suite à la diffusion de la vidéo sur les réseaux sociaux, la police a déployé des forces supplémentaires, notamment des unités Sashastra Seema Bal (SSB), pour maintenir l'ordre et rassurer les habitants. Kumar a été arrêté le 4 novembre et inculpé en vertu de l'article 88, qui réprime les actes susceptibles de troubler l'ordre public.²²⁶



Screengrab from video.

Une vidéo virale montrant trois hommes en tenue safran confrontés à leurs connaissances religieuses a suscité de fausses allégations sur les réseaux sociaux, les accusant d'être des musulmans déguisés en moines hindous. Dans la vidéo, des individus interrogeaient les hommes, exigeant qu'ils récitent des versets sanskrits pour prouver leur identité de sadhus. Lorsqu'un homme mentionnait uniquement le culte de « Bholenath », la foule les qualifiait de « Bangladais » et de « Rohingyas », certains suggérant des violences. L'auteur de l'enregistrement affirmait que l'un d'eux s'appelait « Salman » et présentait une carte d'identité comme preuve. Le média d'extrême droite OpIndia et la publication RSS Panchjanya ont amplifié ces affirmations, Panchjanya affirmant : « Des musulmans pris en flagrant délit de sadhus ! Si vous voulez devenir sadhu, pourquoi ne pas devenir hindou ? » Cependant, une vérification des faits effectuée par Divya Bhaskar a révélé que l'enquête policière avait établi que les trois hommes étaient en réalité hindous et originaires de Junagadh.²²⁷

Politique publique

États-Unis

Le 24 janvier 2024, l'Université de Californie s'est engagée à verser 7 millions de dollars pour lutter contre ce que ses responsables ont qualifié d'« actes de sectarisme, d'intolérance et d'intimidation », notamment les

incidents d'islamophobie et d'antisémitisme survenus sur ses campus ces dernières semaines. Le président de l'UC, Michael Drake, a annoncé ce financement lors de la réunion du conseil d'administration, expliquant qu'il servirait à financer des ressources d'urgence en santé mentale, de nouveaux programmes éducatifs et des formations complémentaires pour les dirigeants, les enseignants et le personnel.²²⁸

Le 11 janvier 2024, des législateurs bipartites ont présenté la loi sur la protection des étudiants sur les campus afin de lutter contre la discrimination dans les universités face à la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie. Ce projet de loi, porté par les sénateurs démocrates de Pennsylvanie Bob Casey et John Fetterman, ainsi que par le sénateur républicain de Louisiane Bill Cassidy, vise à fournir aux étudiants davantage d'informations sur le Bureau des droits civiques du ministère de l'Éducation et sur leur droit de déposer plainte en cas de discrimination fondée sur le sexe ou l'origine ethnique. « La diversité est la force de notre pays. Aucun étudiant ne devrait être confronté à l'hostilité ou à la violence en raison de son identité, de son apparence, de ses origines ou de ses convictions », a déclaré Fetterman. « Face à la montée catastrophique de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans notre pays, je suis fier de présenter ce projet de loi avec mes collègues afin de donner aux étudiants victimes de discrimination les moyens d'agir et de demander aux universités de rendre des comptes sur leur protection.

»²²⁹

La gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, a annoncé le 9 janvier 2024 que le gouvernement de l'État intensifiait ses efforts contre la haine en ligne suite à la montée des discours antimusulmans et antisémites depuis le début du conflit à Gaza. « Dans tout l'État, les New-Yorkais ont peur. S'ils ont de la famille ou des amis en Israël, à Gaza ou ailleurs, ils craignent pour leur sécurité », a déclaré Mme Hochul lors d'une conférence de presse. « Chez eux, nombreux sont ceux qui, pour la première fois de leur vie, sont parfois confrontés à la peur d'être victimes d'un crime haineux. » Mme Hochul a cité des données nationales montrant une forte augmentation des crimes haineux au cours des six semaines suivant le 7 octobre, avec une « augmentation de 400 % des menaces contre les Juifs, les Musulmans et les Arabes ». L'État a lancé un plan en quatre volets pour sécuriser les espaces

numériques et les réseaux sociaux, dénonçant « les entreprises de réseaux sociaux qui ont failli à leur responsabilité de créer un espace public sûr » et développant des ressources pour les parents et les écoles. La police d'État a mis en place une ligne d'assistance téléphonique pour le signalement des actes de haine et de préjugés et a alloué 50 millions de dollars aux forces de l'ordre locales, dont la moitié est consacrée à la protection des lieux vulnérables. L'État a également créé une équipe d'évaluation et de gestion des menaces (TAM) pour « identifier la haine à la source et prévenir les crimes avant qu'ils ne se produisent ». Trente-six équipes TAM basées dans les comtés travaillent déjà sur plus de 50 cas de haine en ligne.²³⁰

Dans le cadre d'une initiative pionnière visant à promouvoir la diversité et l'inclusion, la City University of New York (CUNY) est devenue l'une des premières universités du pays à désigner l'Aïd el-Fitr, l'Aïd el-Adha, le Nouvel An lunaire et Diwali comme jours fériés officiels de son calendrier universitaire. Suite à un vote du conseil d'administration de la CUNY, le chancelier Félix V. Matos Rodríguez a annoncé qu'à compter du semestre de printemps 2025, la CUNY observerait ces importantes fêtes culturelles et religieuses. Les cours seraient suspendus le 29 janvier 2025 pour le Nouvel An lunaire, le 31 mars 2025 pour l'Aïd el-Fitr, le 5 juin 2025 pour l'Aïd el-Adha et le 20 octobre 2025 pour Diwali.²³¹

Le 28 février 2024, le conseil scolaire du comté de Frederick a voté à l'unanimité l'approbation d'un calendrier prévoyant la fermeture des écoles pour les élèves lors des deux fêtes islamiques de l'Aïd pour l'année scolaire 2025-2026, ce qui est l'aboutissement de plusieurs mois de mobilisation menée par la communauté musulmane locale. Les élèves, les parents et les membres de la communauté musulmane ont commencé à faire campagne dès novembre pour que le conseil scolaire reconnaisse l'Aïd. Lors de chaque réunion récente, des sympathisants véhéments, dont des prêtres et des rabbins locaux, étaient présents en grand nombre pour exprimer leurs opinions publiques.²³²

Le conseil scolaire de la ville de West Haven a approuvé l'ajout d'un jour férié à l'année prochaine pour la fête de l'Aïd el-Fitr, une décision que le surintendant des écoles, Neil Cavallaro, qualifié d'« attendue depuis longtemps ». Actuellement, les écoles de West Haven ne sont pas ouvertes

pour les fêtes juives de Roch Hachana et de Yom Kippour, et le district prend une pause à la fin décembre, à Noël.²³³

Le bureau du shérif du comté de Travis a modifié sa politique relative aux « articles religieux » en septembre 2024 afin de permettre aux détenues musulmanes de conserver leur hijab et d'exiger du personnel pénitentiaire qu'il réponde aux demandes de tenue décente lors de la procédure d'incarcération. Ce changement de politique fait suite à une « intervention » légale du CAIR après des manifestations. Shaimaa Zayan, responsable des opérations du CAIR-Austin, a déclaré dans un communiqué de presse que l'organisation collaborait avec le bureau du shérif depuis mai pour « améliorer la compréhension de l'islam et instaurer un respect mutuel ». Mme Zayan a refusé de fournir plus de détails sur cette intervention.²³⁴

Le Département de la sécurité intérieure des États-Unis a annoncé le 1^{er} octobre 2024 un financement supplémentaire de 210 millions de dollars pour protéger les institutions religieuses et les organisations à but non lucratif contre les attaques ciblées en raison de l'augmentation des incidents haineux dans le cadre du conflit au Moyen-Orient.²³⁵

Le conseil municipal de Lino Lakes a voté le 23 septembre 2024 la censure du conseiller municipal Chris Lyden pour comportement anti-islamique présumé, après qu'il ait semblé applaudir un courriel antimusulman. Selon la résolution du conseil, le courriel contenait « des commentaires négatifs et désobligeants très importants concernant le Coran et la foi musulmane ». Il aurait été envoyé en réponse à un article du New York Times sur le développement du projet Madinah Lakes, qui visait à transformer 62 hectares d'une ferme en gazon en ville en un quartier comprenant une mosquée, des commerces et des logements.²³⁶

Le 24 septembre 2024, le Sénat a adopté une résolution en hommage à Wadea Al-Fayoume, un garçon américano-palestinien de 6 ans originaire de Plainfield, assassiné en octobre 2023 dans ce que les autorités ont décrit comme un crime de haine antimusulman et antipalestinien. La résolution stipulait que « nul ne devrait être la cible de haine en raison de son appartenance ethnique ou religieuse, que cette appartenance ethnique ou religieuse s'exprime verbalement ou par son habillement, comme le port du

hijab, du keffieh, du turban, de la mitpahat, du tichel, du shpitzel, du sheitel, de la kippa ou de la kippa », et que les États-Unis « appliquent une tolérance zéro à l'égard des crimes haineux, de l'islamophobie, de l'antisémitisme et de la discrimination antipalestinienne et antiarabe ». Les sénateurs démocrates de l'Illinois, Dick Durbin et Tammy Duckworth, étaient les principaux auteurs de la résolution, adoptée à l'unanimité par cette chambre contrôlée par les démocrates.²³⁷

Le 12 décembre 2024, la Maison Blanche a dévoilé la toute première stratégie nationale de lutte contre l'islamophobie, décrivant plus de 100 mesures prises par les autorités fédérales pour combattre la haine, la violence, les préjugés et la discrimination envers les musulmans et les Arabes américains. Cette initiative faisait suite à un plan national similaire de lutte contre l'antisémitisme présenté par le président Joe Biden en mai 2023, face aux inquiétudes grandissantes concernant la montée de la haine et de la discrimination parmi les juifs américains. Les autorités avaient travaillé sur ce plan pendant des mois, le publiant cinq semaines avant la fin du mandat de Biden. La Maison Blanche a indiqué que la plupart des mesures avaient déjà été mises en œuvre et qu'il était prévu d'achever le reste avant l'investiture du président élu Donald Trump, le 20 janvier, jour de son investiture. L'administration Biden a déclaré : « Au cours de l'année écoulée, cette initiative est devenue encore plus importante face à la montée des menaces contre les communautés musulmanes et arabes américaines », citant le meurtre, en octobre 2023, de Wade Alfarouki, un garçon musulman américain d'origine palestinienne, poignardé à mort dans l'Illinois. La stratégie s'est concentrée sur quatre priorités clés : accroître la sensibilisation à la haine contre les musulmans et les arabes tout en reconnaissant leurs héritages culturels ; améliorer la sécurité de ces communautés ; prendre en compte les pratiques religieuses musulmanes et arabes en réduisant la discrimination ; et favoriser la solidarité intercommunautaire pour lutter contre la haine.²³⁸

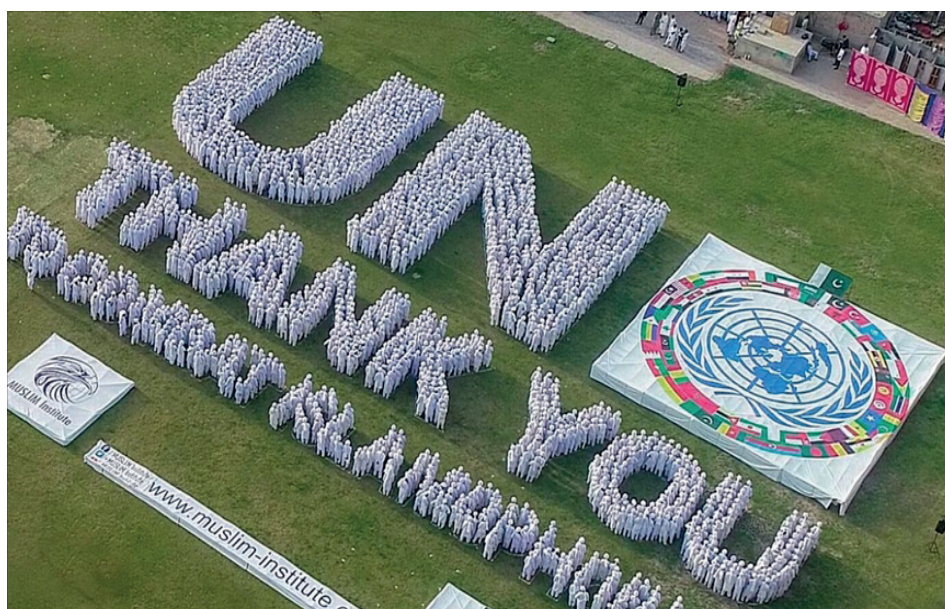
Fin novembre 2024, la gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, a signé une loi visant à lutter contre les crimes haineux dans l'État, notamment en criminalisant le retrait forcé de vêtements religieux comme le hijab. Cette loi comprend trois nouvelles dispositions visant à protéger les New-Yorkais

contre les violences motivées par la haine, notamment des mesures visant à lutter contre le harcèlement ou les menaces envers les personnes portant des vêtements religieux, à renforcer l'éducation antiviolence dans les écoles et à lutter contre le vol de téléphones.²³⁹

Canada

Selon les médias canadiens du 10 décembre 2024, des députés libéraux et néo-démocrates ont réclamé la fin des manifestations étudiantes sur les campus universitaires canadiens, l'interdiction des emblèmes associés à des groupes terroristes et la reconnaissance de la discrimination anti-palestinienne comme une forme distincte de haine. Ces demandes de changement découlaient de deux études du Comité de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes, qui ont formulé 34 recommandations sur l'antisémitisme et l'islamophobie. Après avoir entendu parler d'une croix gammée nazie affichée à l'Université de l'Alberta et d'une augmentation significative de l'islamophobie, le comité a recommandé au gouvernement fédéral d'ajouter une nouvelle accusation d'« intimidation » au Code criminel, comme l'a rapporté la Société Radio-Canada (SRC). Le comité a également conseillé à Ottawa de « fournir des ressources supplémentaires pour établir et maintenir des unités policières spécialisées dans les crimes haineux » dans toutes les administrations. Il a appelé à des interdictions afin de garantir que « les campements ne soient pas autorisés sur les campus universitaires » pour des raisons de sécurité et à définir « les règles applicables aux protestations, aux manifestations – y compris les discours de haine – et aux discours incitant et justifiant la violence ». Dans le rapport sur l'islamophobie, le comité a recommandé au gouvernement de « reconnaître officiellement la discrimination envers les Palestiniens en tant que groupe distinct » et d'embaucher davantage de professeurs arabes, musulmans et palestiniens dans les universités.²⁴⁰

Nations Unies



Le 15 mars 2024, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à une écrasante majorité une résolution visant à lutter contre l'islamophobie. Lors d'un vote organisé à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, la résolution « Mesures de lutte contre l'islamophobie » a été adoptée par 115 voix pour, 44 abstentions et aucune voix contre. Le Pakistan a été à l'origine de cette initiative, démontrant l'unité des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) dans la lutte contre l'islamophobie au niveau international. La résolution appelait à la nomination d'un envoyé spécial des Nations Unies pour lutter contre l'islamophobie et exhortait les États membres à prendre des mesures décisives contre l'intolérance religieuse, en ciblant en particulier le sentiment antimusulman. Elle demandait également au Secrétaire général des Nations Unies de soumettre à l'Assemblée générale un rapport sur la mise en œuvre des mesures et des efforts de lutte contre l'islamophobie.²⁴¹

Le 7 mars 2024, des experts des droits de l'homme des Nations Unies ont exhorté le gouvernement indien à interdire l'appel à la haine religieuse, y compris l'incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, et à protéger la liberté des minorités religieuses en abrogeant les lois anti-conversion et anti-blaspème. Les experts ont appelé New Delhi à prévenir la violence des groupes d'autodéfense et à garantir la responsabilité des crimes commis. Une déclaration conjointe publiée par des rapporteurs

spéciaux, des experts indépendants et des groupes de travail des Nations Unies a déclaré que le gouvernement indien devrait adopter des lois antidiscriminatoires « avec la participation de tous les groupes défavorisés, y compris les femmes et les hommes issus de systèmes de castes marginalisés, tels que les Dalits ». Les experts ont également exhorté le gouvernement à « prévenir et sanctionner les démolitions de maisons et les déplacements arbitraires de minorités » et à « prendre des mesures pour prévenir les déplacements arbitraires générés par le développement de mégaprojets ».²⁴²

Royaume-Uni

Le gouvernement britannique a annoncé que plus de 117 millions de livres sterling seraient alloués à la protection des mosquées, des écoles musulmanes et des centres communautaires du Royaume-Uni contre les attaques haineuses au cours des quatre prochaines années. Le ministre de l'Intérieur, James Cleverly, a déclaré que cet investissement apporterait « rassurance et confiance » aux musulmans britanniques. Ce financement servirait à financer des mesures de sécurité, notamment des caméras de vidéosurveillance, des alarmes et des clôtures.²⁴³

Shahin Ashraf est entrée dans l'histoire en devenant la première personne issue d'une minorité ethnique à devenir maire de l'arrondissement de Solihull, se déclarant « profondément touchée » par cette nomination. Cette travailleuse sociale est devenue la première maire musulmane de Solihull.²⁴⁴



Le gouvernement britannique doit « traiter l'islamophobie avec l'urgence qu'elle mérite » et commencer par « adopter une définition officielle et opérationnelle de l'islamophobie » et nommer « un conseiller gouvernemental indépendant sur l'islamophobie », selon Sir Ed Davey, chef des Libéraux-démocrates. Dans un article publié dans Muslim News, M. Davey a écrit : « Pendant trop longtemps, le gouvernement précédent n'a pas traité l'islamophobie avec l'urgence qu'elle méritait. Le Premier ministre a désormais l'occasion de prendre les mesures rapides et décisives que la communauté musulmane britannique mérite. » Il a suggéré qu'une première étape consisterait à « adopter une définition officielle et opérationnelle de l'islamophobie » et à nommer un conseiller gouvernemental indépendant sur l'islamophobie, « un poste laissé vacant depuis deux ans par les conservateurs ». M. Davey a rappelé que les Libéraux-démocrates avaient adopté en 2019 la définition de l'islamophobie des musulmans britanniques par le Groupe parlementaire multipartite (APPG), ajoutant : « Nous devons agir en priorité sur ce point, afin de montrer clairement que l'islamophobie ne sera pas tolérée. »²⁴⁵

Le maire de Londres, Sadiq Khan, a annoncé le financement de formations à la sécurité dans les mosquées de la capitale. Il a déclaré que la ville était « unie contre toutes les formes de haine » et a promis 10 000 livres sterling pour protéger les musulmans contre les attaques islamophobes. Ce soutien

supplémentaire intervient alors que la population exprimait des inquiétudes quant à sa sécurité suite aux émeutes et troubles racistes qui ont sévi dans tout le pays. La mairie a indiqué que le financement du maire permettrait de financer des formations sur la sécurité, les procédures de sécurité et la sécurité en ligne.²⁴⁶



Un montant record de financements pour la sécurité a été alloué aux mosquées du Royaume-Uni dans le cadre d'un programme gouvernemental visant à protéger les lieux de culte contre les crimes haineux. Selon les chiffres obtenus par le Guardian suite à des demandes d'accès à l'information, près de 3 millions de livres sterling ont été alloués aux mosquées et aux sites associés dans le cadre de ce programme de sécurité des lieux de culte entre avril 2022 et avril 2023, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux quelque 73 000 livres sterling allouées entre 2016 et 2017.²⁴⁷



Danemark

Le tribunal municipal de Copenhague a condamné le 6 décembre 2024 Rasmus Paludan, homme politique islamophobe d'extrême droite, pour racisme, sur la base de déclarations faites lors d'une manifestation en 2019, selon la télévision officielle danoise. DR TV a rapporté que Paludan avait été filmé en train de déclarer que le QI moyen en Somalie était de 68 et qu'un orang-outan (singe) avait « probablement » 69. La vidéo, filmée lors d'une manifestation sur la Norrebrogade à Copenhague, a été mise en ligne sur la chaîne YouTube de son parti à l'été 2019.²⁴⁸

Irlande

Un projet de recherche de l'Université de Limerick utilisait une formation pédagogique innovante pour lutter contre la haine antimusulmane en Irlande. Le projet SALAAM (Alliances durables contre la haine antimusulmane), dirigé par le Dr James Carr, professeur associé de sociologie à l'UL, visait à lutter contre la haine antimusulmane en développant et en diffusant des outils tels que des formations antiracistes et un répertoire de soutien, en collaboration avec les autorités locales. Financé par la Commission européenne, SALAAM a été développé en partenariat avec les organisations de la société civile Doras, le Conseil des immigrants d'Irlande et le Réseau irlandais contre le racisme. Guidé par le Plan d'action de l'UE contre le racisme (2020-2025) et d'autres évolutions législatives et politiques clés, SALAAM a complété le travail d'autres acteurs de la société civile basés dans l'UE, en collaboration avec les autorités locales et les communautés de Dublin, Cork, Limerick et Galway. Parmi les ressources élaborées en collaboration entre l'équipe du projet SALAAM, les partenaires et les autorités locales participantes, figurait un répertoire des services nationaux et locaux de soutien à la lutte contre le racisme. Bien qu'il soit accessible à toute personne concernée, ce répertoire a été principalement créé pour aider le personnel des autorités locales ayant besoin d'informations supplémentaires ou d'un soutien d'orientation pour les personnes ou les communautés confrontées au racisme.²⁴⁹

Union européenne

Le 15 octobre 2024, le Conseil de l'Europe a recommandé au Danemark d'employer davantage de musulmans dans les établissements universitaires et les forces de l'ordre, selon les médias locaux. L'organisation internationale de défense des droits humains a exhorté le Danemark à mettre en œuvre un plan d'action national contre le racisme qui permettrait d'accroître la proportion d'employés issus de minorités musulmanes et autres dans les professions d'agents des forces de l'ordre et d'enseignants. La chaîne nationale DR a rapporté que le Conseil recommandait également que le plan d'action « prévienne le racisme et la discrimination antimusulmans ».²⁵⁰

Inde

Une publicité de campagne du parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi a été retirée des réseaux sociaux après avoir été critiquée pour avoir propagé un sentiment antimusulman. Diffusée le 16 novembre 2024 dans le cadre de la campagne du BJP dans l'État oriental du Jharkhand, qui a voté lors de la deuxième phase des élections régionales le 20 novembre, la publicité montrait des musulmans s'emparant d'une maison familiale hindoue, faisant apparemment référence à une « infiltration » en provenance du Bangladesh, un thème évoqué par le Premier ministre et ministre de l'Intérieur Amit Shah. Dans la publicité, un homme hindou ouvre la porte et voit entrer chez lui une foule de personnes apparemment démunies, coiffées de calottes et de hijabs. La femme hindoue, portant des symboles traditionnels, dont un mangalsutra et un bindi, se couvre le nez d'un air inquiet tandis que l'homme crie : « Ils détruisent notre maison. » L'un des intrus, vêtu d'un gilet marron déchiré, lance aux propriétaires : « Nous sommes venus à cause du gouvernement pour lequel vous avez voté », faisant apparemment référence à l'alliance au pouvoir dans l'État, formée par le Parti du Congrès et le Jharkhand Mukti Morcha. « Votre maison devrait donc être détruite aussi. Pourquoi seulement notre bidonville ? », Ajoute-t-il, tandis que la publicité accuse le gouvernement de l'État de « complaisance envers les minorités ». La publicité a été retirée après que le Parti du Congrès a porté plainte auprès de la Commission électorale indienne

au sujet de la vidéo « trompeuse et semant la discorde ». La commission a ordonné au BJP de retirer la publicité des réseaux sociaux du parti dans le Jharkhand et a chargé le responsable des élections de l'État d'adresser une mise en demeure au BJP et de lui remettre un rapport d'action.²⁵¹

Australie

Le 9 juillet 2024, le gouvernement australien a nommé les premiers envoyés du pays chargés de lutter contre l'antisémitisme et l'islamophobie, afin d'empêcher une nouvelle détérioration de la cohésion sociale liée au conflit de Gaza. Le Premier ministre Anthony Albanese a déclaré que le conflit entre Israël et le Hamas au Moyen-Orient avait causé « beaucoup de chagrin » aux communautés juive et musulmane d'Australie. « Les Australiens, dans leur grande majorité, ne souhaitent pas que le conflit s'installe ici. Ce qu'ils souhaitent, c'est l'harmonie et une bonne entente entre les gens », a-t-il déclaré. M. Albanese a annoncé la nomination de l'avocate juive Jillian Segal pour consulter les Australiens juifs, les experts et la communauté au sens large sur les meilleures approches à adopter pour lutter contre l'antisémitisme. Il a ajouté qu'un « envoyé spécial pour l'islamophobie » serait nommé « prochainement » à un poste similaire afin de travailler avec la communauté musulmane pour promouvoir la cohésion sociale.²⁵²

Nouvelle-Zélande

Les postiers de Wellington ont refusé de distribuer des tracts contenant des informations erronées sur le conseil municipal et les appels à la prière islamiques. Créés par le groupe de campagne politique Better Wellington, ces documents comportaient des allégations de gaspillage des dépenses municipales, de limitations de vitesse à l'échelle de la ville et affirmaient que le conseil « souhaite que les six mosquées de la ville diffusent l'appel à la prière islamique dans toute la ville ». John Maynard, coprésident national du Syndicat des postiers, a rapporté qu'après avoir visité trois agences de Wellington le 26 août 2024, les postiers lui ont confié qu'ils se sentaient mal à l'aise à l'idée de distribuer ce tract. Ils estimaient que cela nuirait aux relations communautaires et contredirait le mandat de NZ Post, qui est d'être « une organisation empreinte de responsabilité sociale ».²⁵³

Décision de justice et procès

États-Unis

Un homme de Sunnyside, connu pour ses agressions répétées contre les résidents de son immeuble, a été inculpé de crime haineux pour avoir profané son immeuble avec des insultes antimusulmanes. Neal Milano a écrit des messages haineux à l'intérieur de l'immeuble, notamment « Tuez le conseil d'administration de l'immeuble Hamas Iran », ainsi que des menaces grossières contre le conseil d'administration et le concierge. La procureure du district du Queens, Melinda Katz, a déclaré : « Les attaques haineuses et motivées par des préjugés n'ont pas leur place dans nos communautés et ces agressions honteuses ne seront pas tolérées. » M. Milano a été inculpé de dix chefs d'accusation, dont méfait criminel au troisième degré constitutif d'un crime haineux et de multiples chefs de graffitis.²⁵⁴

Le 10 janvier, la police d'Edmonds a annoncé l'arrestation d'Alex Matthew Waggoner pour le meurtre présumé, le 3 janvier, d'Abdikadir Gedi Shariif, un musulman de Sea-Tac. Plusieurs témoins ont rapporté qu'un conducteur avait été blessé par balle et que le suspect avait pris la fuite à pied à une intersection d'Edmonds. Les policiers ont trouvé Shariif grièvement blessé par balles. Il a été transporté au centre médical Harborview, où il est décédé plus tard. Les enquêteurs ont déterminé que le suspect traversait Edmonds Way alors que la victime tournait à gauche vers lui. Il n'y a eu aucune altercation apparente avant que le suspect n'ouvre le feu, blessant mortellement Shariif.²⁵⁵

Un ancien policier de North Chicago a reçu une indemnité de 475 000 dollars suite à son procès contre le service de police pour discrimination religieuse et ethnique. Ramtin Sabet a poursuivi la ville de North Chicago et ses anciens et actuels chefs de police en mars 2017, un mois après son licenciement. Après avoir rejoint le service en 2007, Sabet a été victime de harcèlement en raison de sa foi musulmane et de ses origines iraniennes, selon la section de Chicago du Conseil des relations américano-islamiques. Sabet a déposé plusieurs plaintes contre des collègues qui tenaient des propos et des insultes islamophobes, dont une plainte pour discrimination

auprès de la Commission pour l'égalité des chances en matière d'emploi en 2016. Malgré ces efforts, l'environnement de travail hostile a persisté, ce qui a conduit à son licenciement en février 2017.²⁵⁶

Deux hommes musulmans du nord du Texas ont conclu un accord avec Mesa Airlines, une compagnie aérienne régionale d'American Airlines, après avoir affirmé que des membres d'équipage les avaient jugés « suspects » et les avaient signalés aux forces de l'ordre avant leur vol. En 2019, Abderraouf Alkhawaldeh, conférencier motivateur d'Irving, et Issam Abdallah, responsable d'une association à but non lucratif de Dallas, voyageaient de Birmingham, en Alabama, à l'aéroport international de Dallas-Fort Worth (DFW) lorsque l'incident s'est produit. Des documents judiciaires indiquent que peu après l'embarquement, un passager et un membre d'équipage ont fait part au commandant de bord de leurs inquiétudes quant à la « menace pour la sécurité » que ces hommes représentaient, retardant ainsi le vol. À leur arrivée, les hommes ont été suivis par les forces de l'ordre, interrogés par un agent du FBI et leurs bagages fouillés par des agents de la TSA. En août 2023, la Cour d'appel du 5^{ème} circuit des États-Unis a statué que l'affaire de discrimination serait jugée devant jury, infirmant un jugement antérieur du tribunal de district après que des preuves aient démontré que les actes du pilote étaient motivés par la discrimination raciale. Cette décision a conduit à un accord financier pour les deux hommes.²⁵⁷

Un homme a été inculpé le 5 février 2024 pour menaces antisémites et islamophobes. Deux services de police du sud du New Jersey ont assisté le FBI dans l'enquête. Pendant plus de 15 mois, Yaniv Gola a appelé huit victimes différentes, menaçant de les blesser, de les violer et de les tuer, selon les autorités. Le résident de Philadelphie a utilisé des services de voix sur IP (VoIP) pour masquer son numéro de téléphone, a rapporté le bureau du procureur fédéral de l'est de la Pennsylvanie. Gola a été inculpé de huit chefs d'accusation de communication de menaces entre États. Les services de police de Cinnaminson et de Haddonfield ont soutenu l'enquête fédérale, bien qu'il reste difficile de savoir si Gola a menacé des personnes liées à l'une ou l'autre de ces villes.²⁵⁸

Un adolescent californien a été inculpé de plusieurs crimes pour avoir prétendument orchestré un appel de type « swatting » (appel d'urgence)

qui a dirigé les forces de l'ordre vers une mosquée de Floride. Alan Winston Fillion, originaire de Lancaster, en Californie, a été extradité vers le comté de Seminole, en Floride, le 30 janvier 2024, après son arrestation le 18 janvier avec l'aide du bureau du shérif du comté de Los Angeles.²⁵⁹

Le 31 janvier 2024, la section géorgienne du CAIR a annoncé la résolution d'une importante affaire d'accommodement religieux contre le bureau du shérif du comté de Dekalb, obtenant un règlement de 95 000 dollars pour Norman Simmonds. Détenu sans condamnation à la prison du comté de Dekalb pendant deux ans et demi, Simmonds s'est vu refuser constamment ses demandes les plus élémentaires, notamment des montres individuelles ou des horloges visibles pour observer les heures de prière et de jeûne musulmans. Lorsqu'il a demandé un régime alimentaire certifié halal ou casher, la prison a refusé de lui fournir les repas certifiés casher déjà proposés aux détenus juifs.²⁶⁰



Un homme de Floride qui a commis une agression motivée par la haine contre une factrice musulmane du service postal américain portant un hijab en octobre 2023, peu après l'éclatement des violences entre Israël et Gaza, a été condamné à un peu plus de trois ans de prison fédérale le 9 août 2024. Kenneth Pinkney de Fort Lauderdale a plaidé coupable d'agression contre un employé fédéral avec une peine aggravée pour crime de haine et a reçu une peine de prison de 37 mois suivie de trois ans de libération surveillée, selon le bureau du procureur américain pour le district sud de la Floride.²⁶¹

Un homme de Somerville a été inculpé d'avoir tagué des graffitis discriminatoires au centre Al Falah, sur la route 202-206, selon le chef de police John B. Mtzak. Julian B. Dale est accusé d'intimidation discriminatoire au quatrième degré, d'un acte criminel et d'un chef d'accusation de méfait criminel pour trouble à l'ordre public en lien avec l'incident du 19 juillet

2024. Selon M. Mitzak, Dale a été aperçu au volant d'une Honda Civic noire entrant sur le terrain de la mosquée vers 18 h 34, se garant près de l'entrée, puis repartant peu après. Vers 19 h, un employé de la mosquée a découvert des graffitis discriminatoires sur un pilier près de l'entrée principale. Dale a été arrêté le 22 juillet.²⁶²

Une femme du Texas a été officiellement inculpée par un grand jury pour avoir tenté de noyer une fillette musulmane palestino-américaine de 3 ans lors d'un incident survenu en mai 2024 qui, selon la police locale, était motivé par des préjugés raciaux. Elizabeth Wolf a été inculpée par un grand jury du comté de Tarrant dans un acte d'accusation déposé en août 2024 qui comprenait une augmentation des crimes de haine, selon les archives judiciaires révélées le 3 septembre. Cette amélioration pourrait augmenter la sévérité de la peine de Wolf si elle est reconnue coupable. Wolf est accusé de tentative de meurtre qualifié sur une personne de moins de 10 ans et de coups et blessures volontaires sur un enfant. Les rapports de police indiquent que l'incident est produit dans la piscine d'un complexe résidentiel d'Eules, en banlieue de Dallas-Fort Worth. Le suspect s'est disputé avec la mère de la fillette de 3 ans, qui se trouvait à la piscine avec son fils de 6 ans, et s'est enquis de leur origine. Le suspect a tenté de noyer la fillette de 3 ans et a tenté d'attraper le garçon de 6 ans. La mère a réussi à sortir sa fille de l'eau, et le personnel médical local est intervenu pour soigner les enfants, qui ont été admis médicalement.²⁶³

L'Université de Géorgie a fait l'objet d'une action en justice fédérale alléguant une discrimination antimusulmane sur le campus suite à la guerre de Gaza qui a débuté le 7 octobre 2023. Déposée auprès du Bureau des droits civiques du Département de l'Éducation des États-Unis le 10 septembre 2024 par la section géorgienne du Conseil des relations américaines-islamiques (CAIR-Géorgie), les avocates Sarah Gerwig et Samantha Hamilton représentaient des étudiants de l'UGA et de l'organisation Georgia Students for Justice in Palestine (SJP). La plainte alléguait que l'UGA avait violé le Titre VI de la loi sur les droits civiques de 1964, qui interdisait toute discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine nationale par les établissements bénéficiant d'une aide financière. Les plaignants ont exigé « une enquête immédiate sur le traitement extrêmement différencié infligé par l'UGA aux

étudiants palestiniens, arabes et musulmans, aux étudiants perçus comme palestiniens et aux étudiants associés aux Palestiniens ou aux militants », selon le CAIR.²⁶⁴

Selon le ministère américain de la Justice, les procureurs fédéraux ont inculpé Dallas Humber et Matthew Allison, dirigeants présumés du groupe suprématiste blanc « Terrorgram Collective », de 15 chefs d'accusation, dont incitation à la haine et soutien matériel au terrorisme. L'acte d'accusation, rendu public le 23 septembre 2024 à Sacramento, en Californie, les accusait d'avoir dirigé le « Terrorgram Collective », un groupe promouvant l'idéologie suprématiste blanche qui cherchait à « déclencher une guerre raciale » en encourageant les attaques contre des infrastructures critiques et des fonctionnaires.²⁶⁵

Le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis a conclu un accord avec la section du Michigan du Conseil des relations américano-islamiques (CARIMA) après qu'un employé américain de confession musulmane a allégué que son supérieur avait exercé des représailles à son encontre pour avoir sollicité des aménagements religieux afin de conserver sa barbe, ont annoncé les autorités le 2 octobre 2024. Le CAIR-MI a porté plainte au nom de l'agent américain de confession musulmane du CARIMA qui affirmait avoir subi une sanction disciplinaire injuste lorsque son supérieur lui a refusé des aménagements religieux lui permettant de conserver sa barbe, conformément à sa foi islamique. L'homme alléguait dans sa plainte une perte de salaire, d'avantages sociaux, de possibilités d'heures supplémentaires et une atteinte à sa réputation auprès de ses collègues.²⁶⁶

Aux États-Unis, un homme a plaidé coupable de crime de haine fédéral après s'être introduit par effraction dans un centre étudiant islamique d'une université du New Jersey. Jacob Beacher s'est introduit par effraction dans le Centre pour la vie islamique de l'université Rutgers pendant la fête de l'Aïd el-Fitr en avril et a endommagé des biens, dont plusieurs objets religieux, a rapporté le ministère américain de la Justice le 10 octobre 2024. Beacher a également volé un drapeau palestinien et une boîte de charité dans le centre.²⁶⁷

Une femme a été arrêtée après avoir prétendument agressé un couple portant des vêtements portant le mot « Palestine » dans un restaurant Panera Bread à Downers Grove. Alexandra Szustakiewicz a été inculpée de deux chefs d'accusation de crime de haine et d'un chef d'accusation de trouble à l'ordre public. La police s'est rendue au restaurant le 16 novembre 2024 vers midi, suite à des signalements de troubles. Selon les autorités, Szustakiewicz s'est montrée verbalement et physiquement agressive envers le couple à cause de leurs vêtements avant de quitter les lieux avant l'arrivée des policiers. Waseem Zahran a raconté à Fox 32 avoir été giflé après que Szustakiewicz a tenté de lui jeter du café chaud, ainsi qu'à sa femme enceinte. « Elle a commencé à dire que c'était ma terre, la Palestine, pas la vôtre. On est en Amérique. Vous ne pouvez pas porter ce sweat à capuche », a raconté Zahran..²⁶⁸

Shohel Mahmud n'avait aucune raison de s'inquiéter lorsqu'il a pris en charge deux jeunes femmes qui avaient commandé un Uber vers minuit le 31 juillet 2024. Après être montées dans sa voiture dans le West Side de Manhattan, il a confirmé que l'une d'elles était Jennifer Guilbeault, la personne qui avait commandé la course, et a conduit vers leurs destinations dans l'East Side. Le trajet s'est déroulé sans incident, remontant le centre-ville et traversant Central Park, les femmes discutant et consultant leurs téléphones tandis que Mahmud restait silencieux. « Elles discutaient et se détendaient », se souvient-il. « Pourquoi les interrompre ? » La situation a basculé lorsqu'il s'est arrêté à un feu de circulation à l'angle de la 65e Rue et de Lexington Avenue. Alors que Mahmud commençait à prier doucement en arabe en attendant que le feu passe au vert, Guilbeault s'est soudainement jetée sur lui, l'a attrapé et lui a aspergé le visage de gaz lacrymogène. Quelques instants plus tard, alors que Guilbeault était à l'extérieur du véhicule, son amie lui a demandé pourquoi elle avait agi ainsi. « Il est brun », a répondu Guilbeault, selon la déclaration d'un policier figurant dans des documents judiciaires citant des images de surveillance. Lundi, le procureur de Manhattan, Alvin L. Bragg, a annoncé que Guilbeault avait été inculpé de plusieurs chefs d'accusation, dont des agressions aux deuxième et troisième degrés, considérées comme un crime haineux. Une condamnation pour agression au deuxième degré, considérée comme un crime haineux, pourrait entraîner une peine de

prison pouvant aller jusqu'à 15 ans, selon une porte-parole de Bragg.²⁶⁹

Un homme de Philadelphie a été condamné pour menaces antisémites et islamophobes. Yaniv Gola purgera 16 mois de prison, suivis de trois ans de liberté surveillée. Il a plaidé coupable d'avoir utilisé un dispositif pour masquer son numéro de téléphone tout en envoyant des centaines d'appels et de SMS menaçants ciblant aussi bien des juifs que des musulmans. Gola a agressé huit personnes entre août 2022 et novembre 2023.²⁷⁰

Canada

La police de Toronto a arrêté et inculpé un homme après un présumé incident motivé par la haine, survenu dans une mosquée de Scarborough le 10 octobre 2024. Dans un communiqué de presse du 15 octobre, la police a annoncé que l'homme avait été accusé de harcèlement et de menaces de mort et de lésions corporelles. Selon la police, un inconnu est entré dans la mosquée, a proféré des menaces et des insultes motivées par la haine, avant d'être contraint de sortir. Peu après, des agents de la 41e Division ont arrêté le suspect. Le Conseil national des musulmans canadiens (CNMC), un organisme sans but lucratif, a qualifié les insultes et les menaces d'« islamophobes, racistes et anti-palestiniennes » et a souligné que des « fidèles, des enseignants et des étudiants » se trouvaient à l'intérieur de la mosquée au moment des faits.²⁷¹

Un suprémaciste blanc canadien qui a délibérément renversé quatre membres d'une famille musulmane a été condamné à la prison à vie pour ces meurtres. Nathaniel Veltman a été reconnu coupable en novembre de quatre chefs de meurtre au premier degré et d'un chef de tentative de meurtre pour cet attentat qui a choqué le Canada. Le juge chargé de l'affaire a qualifié l'attaque de Veltman d'acte terroriste, ce qui marquait la première fois que ce terme était appliqué à la violence nationaliste blanche au Canada. « Je considère que les actes du délinquant constituent une activité terroriste », a déclaré la juge Renee Pomerance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario lors du prononcé de la peine, le 22 février 2024.²⁷²

La police d'Ottawa a signalé qu'une Ottavienne de 74 ans faisait face à

des accusations d'agression, de harcèlement et de méfait pour avoir prétendument retiré le hijab d'une personne et fait des gestes obscènes lors d'une manifestation la semaine précédente. Dans un communiqué, la police a précisé que l'incident s'était produit à l'hôtel de ville le 14 mai 2024.²⁷³

Royaume-Uni

Un néonazi du Lancashire a été condamné à plus de deux ans de prison pour avoir fait l'éloge du terroriste qui a assassiné la députée Jo Cox, fait la promotion de groupes terroristes interdits et incité à la haine raciale en ligne. Kieran Turner a repartagé la vidéo de l'attentat de Christchurch le jour même. La BBC a rapporté que Turner était un vétéran de l'armée. Il a utilisé des plateformes de médias sociaux alternatives comme GAB et Bitchute pour diffuser une propagande raciste et nuisible. Selon le Crown Prosecution Service (CPS), entre 2016 et 2020, il a « publié et repartagé du contenu exprimant des opinions antisémites, transphobes, misogynes, homophobes, racistes et islamophobes ». La police du Grand Manchester a révélé que Turner avait fait l'éloge des groupes terroristes néonazis interdits National Action et Sonnenkrieg Division, tout en étant en possession d'un exemplaire du manifeste suprématiste blanc rédigé par le terroriste de Christchurch. Le 8 février 2024, la Crown Court de Manchester a condamné Turner à 2 ans et 8 mois d'emprisonnement après avoir plaidé coupable.²⁷⁴

La police britannique a inculqué un homme de multiples chefs d'accusation de dégradations à caractère raciste le 16 mai 2024, suite à une série d'incidents antimusulmans survenus en octobre et novembre au bureau représentant les intérêts palestiniens, ainsi que dans des mosquées et des commerces de Londres, a rapporté Reuters. Dans un communiqué, la police métropolitaine a déclaré : « Les enquêteurs enquêtant sur une série d'incidents antimusulmans liés à la Mission palestinienne de Hammersmith, ainsi que dans des mosquées et des commerces de l'ouest de Londres, ont inculqué un homme. » La police a indiqué que Jonathan Katan avait été arrêté en novembre dernier après que la peinture rouge avait été jetée ou vaporisée à plusieurs endroits à onze reprises entre le 16 octobre et le 18 novembre. Katan, originaire d'Ealing, dans l'ouest de Londres, a été inculqué

de onze chefs d'accusation de dégradations à caractère raciste et de deux autres infractions liées à des crimes de haine, selon le communiqué de la police métropolitaine.²⁷⁵



Trois autres hommes ont été emprisonnés pour avoir participé aux troubles violents qui ont éclaté à Southport au lendemain de l'agression à l'arme blanche de trois jeunes filles. Ils ont tous reconnu avoir pris part aux troubles près de la mosquée de Southport le 30 juillet, au lendemain des agressions. Les violences ont été déclenchées par de fausses rumeurs en ligne affirmant que le suspect de l'attaque de Southport était musulman. Des images vidéo présentées à la Crown Court de Liverpool montrent les hommes lançant des objets sur la police. On pouvait également entendre la foule scander des slogans anti-islamiques. David Engleby, de Southport, a été condamné à deux ans et quatre mois de prison. Paul Dryhurst, de Litherland, a été condamné à deux ans et deux mois de prison, et Luke Summerfield, d'Ashton-under-Lyne, dans le Grand Manchester, à deux ans et deux mois de prison. Engleby s'est également vu imposer une ordonnance de protection de cinq ans lui interdisant de s'approcher de la mosquée de Southport ou de son imam.²⁷⁶

Royaume-Uni-Pakistan

Le 21 août 2024, les autorités pakistanaises ont arrêté et inculpé un homme de cyber-terrorisme pour son rôle présumé dans la diffusion de fausses informations ayant déclenché des émeutes généralisées au Royaume-Uni en

août 2024. Le suspect a été identifié comme étant Farhan Asif, développeur web indépendant, selon Imran Kishwar, inspecteur général adjoint des enquêtes à Lahore. Asif était accusé d'avoir diffusé de fausses informations sur YouTube et Facebook concernant l'adolescent britannique suspecté d'une attaque au couteau qui a tué trois filles et en a blessé dix autres le 29 juillet lors d'un cours de danse dans le nord-ouest de l'Angleterre. La désinformation prétendait à tort que le suspect était un demandeur d'asile récemment arrivé, dont le nom suggérait une ascendance musulmane. Après que cette désinformation eut conduit une foule violente à attaquer une mosquée près du lieu de l'attaque le lendemain, la police a pris la mesure inhabituelle de préciser que le suspect était né au Royaume-Uni. Les médias britanniques ont largement rapporté que les parents du suspect étaient originaires du Rwanda et qu'ils étaient vraisemblablement chrétiens. Channel3 Now, un compte sur le réseau social X se présentant comme une chaîne d'information, a été parmi les premiers à signaler le faux nom d'Ali Al-Shakati. Un compte Facebook de la chaîne indiquait qu'elle était gérée par des individus au Pakistan et aux États-Unis. Lors d'une conférence de presse à Lahore, le policier Kishwar a déclaré qu'Asif avait été arrêté à son domicile pour interrogatoire. Il a affirmé qu'il n'était pas à l'origine de la désinformation, mais l'avait relayée sur les réseaux sociaux. Kishwar a ajouté qu'Asif gérait le compte Channel3 Now et aurait diffusé de fausses informations pour accroître son audience et ses revenus. « Il regrette d'avoir relayé de fausses informations », a déclaré Kishwar à l'Associated Press. « Cet acte d'Asif constitue du cyber-terrorisme, pour lequel il a été inculpé. »

Royaume-Uni (suite)



Un homme qui a imité une prière musulmane lors d'une manifestation dans le centre-ville de Leeds a décrit avec remords cette scène comme « trois secondes de folie ». James Gettings a été condamné à huit mois de prison par la Crown Court de Leeds après avoir reconnu avoir été victime de harcèlement, d'inquiétude ou de détresse à caractère religieux, par ses paroles ou son comportement. Il a participé à la manifestation sur The Headrow dans l'après-midi du 3 août, alors que des affrontements opposent des groupes d'extrême droite et antifascistes.²⁷⁷



Un homme qui a frappé un homme d'origine asiatique et scandé des insultes islamophobes lors d'une manifestation à Nottingham a été emprisonné. Paul Dixon avait bu avec des amis le 3 août, lorsque des milliers de personnes s'étaient rassemblées dans le centre-ville pour une manifestation planifiée, a

appris le tribunal. Le superviseur de la sécurité ferroviaire, basé à Broadwood Road, à Bestwood, dans le Nottinghamshire, a plaidé coupable devant le tribunal de première instance de Nottingham pour avoir tenu des propos ou tenu un comportement menaçants, injurieux ou insultants. Dixon, identifié par la police grâce à une vidéo YouTube, a été arrêté le 14 août au domicile de sa petite amie, où les policiers l'ont trouvé en possession de cannabis, ce qu'il a également reconnu. Après avoir visionné les images au tribunal, le juge de district Sunil Khanna a conclu que Dixon avait donné le « premier coup de poing » et l'a condamné à quatre mois de prison.²⁷⁸



Un homme qui a publié sur les réseaux sociaux des messages incitant à la haine raciale lors des troubles qui ont sévi au Royaume-Uni a été condamné à trois ans de prison. Wayne O'Rourke, qui comptait plus de 90 000 abonnés sur son compte X, a diffusé de fausses informations sur le meurtre de trois jeunes filles à Southport le 29 juillet et s'est réjoui de l'incendie d'une voiture à Sunderland. Il a reconnu avoir publié des messages en ligne incitant à la haine raciale entre le 28 juillet et le 8 août. Lors de la détermination de la peine à la Cour de la Couronne de Lincoln, la juge Catarina Sjolín Knight lui a déclaré : « Vous n'étiez pas impliqué dans les agissements des autres, vous les incitez. »²⁷⁹



Un homme a plaidé coupable d'avoir proféré des insultes racistes et craché sur un chauffeur de bus dans l'ouest de Londres. La police a été appelée à Coldharbour Lane, à Hayes, le 7 août 2024, après que Michael Mongan a crié des insultes racistes à un chauffeur de bus qui refusait de le laisser monter à bord en raison d'un ticket de bus insuffisant. Mongan a ensuite craché sur la cabine du chauffeur « à plusieurs reprises », tout en proférant des insultes islamophobes et des menaces. Une vidéo de l'incident a largement circulé sur les réseaux sociaux. Mongan a été rapidement identifié et arrêté le 9 août. Il a été inculpé d'atteinte à l'ordre public aggravée par des considérations raciales et de dégradation de l'ordre public.²⁸⁰



Le 15 août 2024, un homme qui a proféré des menaces téléphoniques à des mosquées de Londres et du Kent a été condamné à plus de deux ans de prison. Blake Hindry, de Rosebery Road, dans le Kent, a utilisé un numéro masqué pour appeler et menacer de tuer des fidèles et d'incendier des mosquées. Après qu'une mosquée londonienne a composé le 999 le 5 août pour signaler des menaces de mort, les policiers ont effectué des patrouilles de réconfort dans la région avant de déterminer que les appels provenaient de la même source. En trois jours, les autorités ont localisé Hindry et l'ont

arrêté. Hindry a plaidé coupable après avoir comparu devant le tribunal de première instance de Maidstone le 10 août.²⁸¹



Le 6 septembre 2024, un Britannique a été condamné à neuf ans de prison pour incendie criminel dans un hôtel accueillant des demandeurs d'asile le mois dernier. Il s'agit de la peine la plus lourde prononcée après une vague d'émeutes antimusulmanes. Thomas Birley a plaidé coupable d'incendie criminel avec intention de mettre la vie en danger après avoir alimenté un incendie dans une poubelle près de l'entrée d'un hôtel près de Rotherham, dans le nord de l'Angleterre, le 4 août. Le procureur Elisha Kay a déclaré que Birley avait ajouté du bois à une poubelle industrielle déjà en feu, placée devant une porte coupe-feu, pendant que le personnel et les clients s'abritaient à l'intérieur. Kay a déclaré que le personnel de l'hôtel s'était barricadé dans une salle de panique et « pensait qu'ils allaient mourir brûlés vifs ». Birley, qui a également reconnu des troubles violents et la possession d'une arme offensive, a été condamné à la Crown Court de Sheffield par le juge Jeremy Richardson, qui a décrit ses actes comme « empreints de racisme du début à la fin ».²⁸²



Un homme qui a appelé sur Facebook à incendier des mosquées a été condamné à deux ans de prison. Geraint Boyce, de Penrhiw-Fer, au Pays de Galles, a été condamné par la Crown Court de Merthyr Tydfil le 10 octobre 2024 pour des publications Facebook publiées lors des émeutes de la même année. Boyce a plaidé coupable d'avoir publié des menaces visant à attiser la haine religieuse. Il a partagé plusieurs commentaires le 31 juillet, notamment des appels à incendier des mosquées avec « ces salauds à l'intérieur ». Le procureur Alex Orndal a déclaré au tribunal que ces publications avaient été publiées suite au meurtre de trois enfants lors d'un cours de danse sur le thème de Taylor Swift à Southport et aux troubles généralisés qui ont suivi.²⁸³



Un néonazi qui avait tenté d'assassiner un demandeur d'asile dans un hôtel près de Worcester lors d'un attentat terroriste d'extrême droite a été reconnu coupable le 25 octobre 2024. Le 2 avril 2024, Callum Ulysses Parslow avait poignardé Nahom Hagos, originaire d'Érythrée, au dos et à la main, lui causant de graves blessures nécessitant des soins médicaux intensifs. L'accusation a détaillé son utilisation des réseaux sociaux pour exprimer des opinions néonazies et les motivations idéologiques de l'attentat, ainsi que ses tentatives d'intimidation envers « les demandeurs d'asile et les personnes qui les hébergent ». Les résultats de recherche en ligne du téléphone de Parslow incluaient les attentats terroristes d'extrême droite antimusulmans

de Finsbury Park et de Christchurch, en Nouvelle-Zélande. Sur X, Parslow a glorifié le terroriste de Christchurch et promu des théories du complot suprémacistes blanches sur les changements démographiques.²⁸⁴



Un homme qui a menacé de « brûler toutes les mosquées de Newcastle » après les agressions au couteau de Southport, dans une vidéo ignoble sur TikTok, a été condamné à 20 mois de prison. James Aspin, de Blyth, dans le Northumberland, a publié sa diatribe antimusulmane et islamophobe sur son compte TikTok, qui comptait 931 abonnés. La vidéo appelait à brûler les mosquées et diabolisait les réfugiés et les musulmans en général en les associant à des activités criminelles.²⁸⁵

Un homme a été condamné à une peine de prison avec sursis après avoir menacé d'incendier une mosquée dans une vidéo en ligne et proféré des insultes islamophobes du haut d'une cabine téléphonique. Max Ritchings, de Haywards Heath, dans le West Sussex, a publié une story Instagram présentant des images d'actualité des troubles du 4 août, tout en jurant et en proférant ces menaces. Plus tard dans la soirée, il s'est tenu sur une cabine téléphonique près de la jetée de Brighton, proférant des insultes. À la Crown Court de Lewes, Ritchings, qui a reconnu avoir incité à la violence en ligne et commis du harcèlement aggravé par des considérations religieuses, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement, avec sursis de deux ans. Il a également été condamné à 300 heures de travaux d'intérêt général non rémunérés et à 18 séances de réadaptation.²⁸⁶

Suède

Le 25 août 2024, le parquet suédois a annoncé que Salwan Momika et Salwan Najem avaient commis des « délits d'agitation contre un groupe ethnique ou national » à quatre reprises. Les chefs d'accusation indiquaient qu'ils avaient profané le Coran, notamment en le brûlant, tout en tenant des propos désobligeants à l'égard des musulmans, notamment devant une mosquée de Stockholm. « Les deux hommes sont poursuivis pour avoir, à ces quatre occasions, tenu des propos et traité le Coran d'une manière visant à exprimer du mépris envers les musulmans en raison de leur foi », a déclaré la procureure principale Anna Hankkio dans un communiqué. « À mon avis, les propos et les actes de ces hommes relèvent des dispositions relatives à l'agitation contre un groupe ethnique ou national, et il est important que cette affaire soit jugée », a-t-elle ajouté.²⁸⁷

Un homme politique dano-suédois d'extrême droite a été condamné à une peine de prison pour incitation à la haine contre un groupe ethnique après avoir brûlé des Corans et tenu des propos offensants envers les musulmans. Rasmus Paludan est devenu la première personne jugée et condamnée en Suède pour avoir brûlé un Coran lors d'une manifestation organisée. Le chef du parti politique danois Stram Kurs (Ligne dure) a été condamné le 5 novembre 2024 à quatre mois de prison par le tribunal de district de Malmö pour deux affaires d'incitation à la haine contre un groupe ethnique et une affaire d'insulte en 2022. Il a également été condamné à verser 80 800 couronnes (5 822 £) de dommages et intérêts.²⁸⁸

Russie



Un Russe a été condamné mardi à trois ans et demi de prison pour avoir brûlé un Coran en Tchétchénie. Il était poursuivi en vertu d'une loi contre l'offense aux sentiments religieux après avoir brûlé un exemplaire du Coran devant une mosquée de Volgograd, à 800 kilomètres de Grozny. Les enquêteurs russes ont transféré son dossier en Tchétchénie après avoir reçu de nombreux messages de Tchétchènes demandant à être désignés comme parties lésées. Les médias ont rapporté que Zhuravel avait plaidé coupable, présenté des excuses à plusieurs reprises devant le tribunal et déclaré ne pas avoir envisagé les conséquences de ses actes.²⁸⁹

Inde

La plus haute juridiction indienne a rétabli les peines de prison à perpétuité prononcées contre 11 hommes hindous qui avaient violé une musulmane lors d'émeutes religieuses meurtrières il y a deux décennies et a ordonné aux condamnés de se rendre aux autorités dans un délai de deux semaines. Condamnés en 2008 pour viol et meurtre, ces hommes ont été libérés en 2022 après avoir purgé 14 ans de prison.²⁹⁰

Le 5 novembre 2024, la Cour suprême indienne a annulé une ordonnance interdisant les écoles islamiques dans l'Uttar Pradesh, l'État le plus peuplé du pays, apportant ainsi une aide à des milliers d'élèves et d'enseignants. En mars, la Haute Cour d'Allahabad avait invalidé une loi de 2004 régissant les écoles, appelées madrasas, jugeant qu'elle violait le principe constitutionnel de laïcité, et ordonné le transfert de tous leurs élèves vers des écoles conventionnelles. En annulant l'ordonnance de mars, la Cour suprême a autorisé les 25 000 écoles musulmanes à poursuivre leurs activités dans cet État du nord, bénéficiant à 2,7 millions d'élèves et 10 000 enseignants. « Cette loi est conforme à l'obligation positive de l'État de garantir aux enfants une éducation adéquate », a déclaré le juge en chef D.Y. Chandrachud devant le tribunal.²⁹¹



Le 22 octobre 2024, la Cour suprême de l'Inde a interdit au gouvernement du Gujarat d'attribuer une parcelle de terrain dans le district de Gir Somnath, où plusieurs sites religieux et résidences musulmanes auraient été démolis illégalement le mois précédent. Cette décision faisait suite à une requête en autorisation spéciale déposée par le Comité Auliya-E-Deen, contestant une précédente ordonnance de la Haute Cour du Gujarat refusant de maintenir le statu quo pendant les démolitions. La formation, composée des juges B.R. Gavai et K.V. Viswanathan, a décidé de ne pas rendre d'ordonnances provisoires après que le solliciteur général Tushar Mehta eut assuré à la cour que le terrain resterait sous le contrôle de l'État et ne serait cédé à aucun tiers. La cour a déclaré : « Dans ce contexte, nous ne jugeons pas nécessaire de rendre une ordonnance provisoire. »²⁹²

Le commissaire adjoint de police (enquête DCP), Shubham Aggarwal, a annoncé que des poursuites avaient été engagées contre quatre dirigeants de groupes hindous : Chanderkant Chaddha de Vikas Nagar et Bhanu Pratap de Neem Wali Gali, dirigeants du Shiv Sena Punjab ; Parveen Dang de Gandhi Nagar, président du Hindu Sikh Jagrati Sena ; et Rohit Sahni de Star City, Haibowal, Ludhiana, dirigeant du Hindu Shakti Morcha. La police locale a enregistré quatre poursuites contre ces dirigeants de groupes hindous pour des discours de haine présumés le 13 décembre 2024. Les autorités ont ajouté que les poursuites ont été engagées sur la base de vidéos que les dirigeants d'extrême droite accusés ont publiées sur leurs sites de réseaux sociaux. Les discours de haine présumés auraient été proférés en

réponse aux attaques au cocktail Molotov contre Yogesh Bakshi, dirigeant du Shiv Sena (Bharat Vanshi), et Harkirat Singh Khurana, chef de l'aile Sikh Sangat du Shiv Sena (Hind).²⁹³

Dans un verdict publié le 11 novembre 2024, la Cour suprême de l'Inde a déclaré que « la voix des citoyens ne peut être étouffée par la menace de destruction de leurs biens », tout en exhortant le gouvernement à respecter une procédure régulière. La Cour suprême a rendu son verdict le 6 novembre concernant la démolition d'une maison dans le district de Maharajganj, dans l'Uttar Pradesh, en 2019. Réagissant à ce récent verdict de la Cour suprême condamnant la « justice au bulldozer », Aakar Patel, président du conseil d'administration d'Amnesty International Inde, a déclaré : « Le jugement condamnant les démolitions illégales comme «inacceptables» par la Cour suprême de l'Inde est une avancée tardive mais bienvenue en faveur des droits des citoyens. Il s'agit d'une victoire significative qui met fin aux démolitions profondément injustes, généralisées, illégales et punitives, visant principalement la communauté musulmane minoritaire, perpétrées par les autorités indiennes et souvent présentées comme une «justice au bulldozer» par les dirigeants politiques et les médias du parti au pouvoir. »²⁹⁴

Enquête et arrestation

États-Unis



Bert James Baker a été arrêté suite à l'agression, le 4 février 2024, de Zacharia Doar, qui a dû être hospitalisé. Baker est accusé d'agression aggravée à l'aide d'une arme mortelle. Le 7 février 2024, la police a annoncé que son comité d'examen des crimes de haine avait déterminé que l'agression au couteau constituait un crime de haine. Cette évaluation a été transmise aux procureurs, qui prendront la décision finale concernant l'aggravation de l'infraction. Selon la déclaration sous serment, Baker, qui circulait à bicyclette, s'est approché d'un camion affichant son soutien à la Palestine que Doar et trois autres personnes occupaient. Baker a ouvert le hayon et les portes tout en criant des insultes raciales aux occupants. Lorsque le groupe est sorti du véhicule et s'est confronté à Baker, celui-ci a frappé Doar dans les épaules, déclenchant une bagarre qui a dégénéré au point que Baker a sorti un couteau et poignardé Doar dans les côtes. Lors de l'interrogatoire de la police, Baker a admis être alcoolique et consommer plus d'alcool que d'habitude, le même jour.²⁹⁵

Le gouvernement américain a ouvert une enquête sur l'Université Emory pour discrimination présumée à l'encontre d'étudiants d'origine palestinienne, musulmane ou arabe depuis le 7 octobre, comme l'a rapporté en exclusivité le Guardian. Le ministère américain de l'éducation a informé le Council on American Islamic Relations, Georgia (CAIR-GA) et Palestine Legal, une organisation nationale, qu'il allait enquêter sur les allégations détaillées dans une plainte de 18 pages déposée le 5 avril au nom des étudiants d'Emory en vertu du titre VI de la loi sur les droits civils. Cette plainte fait partie d'au moins six plaintes au titre VI concernant le traitement discriminatoire d'étudiants palestiniens, musulmans et arabes dans des universités américaines, notamment Columbia, Rutgers, l'université du Massachusetts-Amherst et l'université de Caroline du Nord-Chapel Hill.²⁹⁶

Royaume-Uni



La police britannique des transports (BTP) est à la recherche de cinq hommes à la suite d'un crime de haine présumé à la gare de Leeds. Selon la BTP, un groupe d'hommes a été observé en train d'agresser verbalement un homme et une femme qui tenaient un drapeau palestinien et des pancartes. L'incident s'est produit le 23 décembre 2023.²⁹⁷



Un homme qui s'est présenté comme un soldat de l'armée israélienne a été arrêté pour « agression raciale aggravée » après avoir agressé verbalement une femme musulmane dans une gare de Londres. Selon des témoins, il a tiré sur le foulard de la femme, ce qui a déclenché l'altercation.²⁹⁸

Un homme a été arrêté après que des passagers ont découvert un message islamophobe en tentant d'utiliser le WiFi gratuit dans certaines des plus grandes gares du Royaume-Uni. La police britannique des transports a déclaré que le suspect était un employé de Global Reach Technology, qui fournit des services WiFi à Network Rail. Il a été arrêté parce qu'il est soupçonné d'infractions à la loi de 1990 sur l'utilisation abusive des ordinateurs et à la loi de 1988 sur les communications malveillantes. La cyberattaque présumée du 25 septembre 2024 a touché Manchester Piccadilly, Birmingham New Street, Edinburgh Waverley, Glasgow Central et dix gares de Londres.²⁹⁹

Inde

Le Central Bureau of Investigation (CBI) a été chargé d'enquêter sur la mort d'un musulman de 23 ans qui avait été battu et forcé à chanter l'hymne national par des policiers lors des émeutes du nord-est de Delhi en 2020. Ce transfert d'enquête fait suite à une directive émise par la Haute Cour de Delhi le 6 août 2024. L'incident s'est produit le 24 février 2020, lorsqu'une vidéo virale a montré la victime, Faizan, et quatre autres musulmans battus à coups de matraque par la police et contraints de chanter l'hymne national et le « Vande Mataram ». L'affaire a d'abord été enregistrée au poste de police de Bhajanpura le 28 février 2020, avant d'être transférée à la brigade criminelle de la police de Delhi le 4 mars 2020. La Haute Cour a critiqué la police de Delhi pour n'avoir pas réussi à identifier de manière concluante les officiers impliqués malgré plus de quatre ans d'enquête. Il est extrêmement important de noter que cette affaire présente des allégations de violation flagrante des droits de l'homme, dans la mesure où les actions illégales des policiers, qui n'ont pas encore été identifiés, étaient motivées et dirigées par le fanatisme religieux et, par conséquent, constitueraient un « crime de haine », a observé le tribunal. « L'enquête dans la présente affaire a manifestement été

tardive, sommaire et a commodément épargné les personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'agression brutale du fils du requérant... Le pire est que les suspects étaient chargés d'agir en tant que gardiens de la loi et se trouvaient en position de pouvoir et d'autorité, mais semblaient être animés par des mentalités sectaires », a déclaré la Haute Cour.³⁰⁰



Satyam Pandit, chef de l'organisation de droite hindoue Hindu Veer Sena, a été arrêté par la police de Ghaziabad après qu'une vidéo de ses propos haineux soit devenue virale sur les médias sociaux. Dans cette vidéo, M. Pandit incite à la violence contre les musulmans et demande l'expulsion des musulmans rohingyas et des Bangladais de l'Inde dans les 72 heures. Il a également menacé de couper la barbe des musulmans et de les frapper avec des bâtons. L'arrestation a eu lieu le 11 août 2024, après quoi Pandit a comparu devant le tribunal et a été placé en détention judiciaire. La vidéo incendiaire, qui aurait été réalisée en réaction à des atrocités présumées commises contre des hindous au Bangladesh, montre Pandit affrontant des policiers tout en utilisant un langage injurieux.³⁰¹



Selon PTI, la police du Bengale occidental a porté plainte contre l'acteur et dirigeant du Bharatiya Janata Party, Mithun Chakraborty, pour des propos haineux envers les musulmans qui auraient été tenus lors d'un événement organisé par le parti le 27 octobre. L'affaire, enregistrée au poste de police de Bidhannagar South, concerne des remarques que Chakraborty a faites lors du lancement d'une campagne d'adhésion au BJP dans le district de North 24 Parganas.³⁰²

Points de vue positifs sur l'islam

Canada

Le président américain Joe Biden et le premier ministre canadien Justin Trudeau ont récemment réaffirmé leur engagement dans la lutte contre l'islamophobie dans des messages officiels adressés aux communautés musulmanes de leurs pays. M. Trudeau a mis l'accent sur les valeurs de l'Islam que sont « la compassion, la gratitude et la famille » et a reconnu que c'était l'occasion pour tous les Canadiens de « reconnaître les contributions inestimables des Canadiens musulmans ». La Maison Blanche a publié un communiqué citant M. Biden : « L'islamophobie n'a absolument pas sa place aux États-Unis, un pays fondé sur la liberté de culte et construit grâce aux contributions des immigrants, y compris des immigrants musulmans ».³⁰³

Royaume uni



Adrian Ramsay, codirigeant du parti écologiste, a visité une mosquée à Manchester où il a rencontré des membres et des administrateurs de l'association musulmane d'Altrincham & Hale. Il a exprimé son désir de s'engager auprès de la communauté musulmane lors de la conférence de son parti, car elle s'est sentie visée et vulnérable lors des récentes émeutes. M. Ramsay a insisté sur le fait que « nous devons rester unis » et a qualifié les émeutes britanniques de « racistes et islamophobes ».³⁰⁴

Inde



Nitesh Rane, membre du Bharatiya Janata Party (BJP) à l'Assemblée législative du Maharashtra, a été accusé d'avoir propagé un discours de haine à l'encontre d'une communauté minoritaire lors d'une célébration de Ganesh Chaturthi, comme l'a rapporté PTI le 16 septembre 2024. Selon Mint, Rane a demandé aux courtiers immobiliers de « ne pas traiter avec des non-hindous » et de vérifier les cartes Aadhaar avant de réaliser des transactions immobilières. Il leur aurait également conseillé de ne pas tenir compte du principe « sarva dharma samabhava » (respect égal de toutes les religions). Ce n'était pas la première fois que Rane était accusé d'incitation à la haine; Il avait déjà été arrêté dans le district d'A Ahmednagar le 2 septembre pour avoir prétendument mis en garde les musulmans contre des commentaires sur le chef religieux hindou Ramgiri Maharaj, qui avait été accusé de faire des remarques désobligeantes sur l'islam et le prophète Mahomet. En mars, M. Rane a utilisé des termes péjoratifs tels que « Rohingyas » et « Bangladais »

pour décrire la communauté musulmane lors d'un événement organisé par le Sakal Hindu Samaj à Mumbai.

Relations interconfessionnelles

Royaume uni

Le Conseil des mosquées du Lancashire soutient la campagne du Conseil musulman de Grande-Bretagne qui encourage les personnes de toutes confessions ou non à visiter les mosquées locales dans tout le Royaume-Uni. À Blackburn, les habitants pouvaient visiter la Masjid e Taqwa sur Pleckgate Road de 10 heures à 12 heures les 28 et 29 septembre 2024, tandis que la Masjid Noorul Islam à Audley Range ouvrait également ses portes au public. Noreen Hameed, qui a participé à la gestion de la campagne dans le Lancashire, a expliqué : «Des statistiques récentes révèlent que 70 % des Britanniques n'ont jamais visité un autre lieu de culte que le leur, ce qui souligne la nécessité d'un changement dans notre société multiculturelle... Tout comme nous rendons visite à nos amis et à notre famille chez eux, il est essentiel que les communautés s'engagent les unes envers les autres, en faisant tomber les barrières et en construisant des ponts de confiance et de compréhension».³⁰⁵

Une mosquée de Birmingham a cherché à rétablir les relations communautaires après les émeutes de l'été en organisant une journée portes ouvertes interconfessionnelle. Green Lane Masjid and Community Centre a organisé cet événement annuel afin d'accueillir des personnes de toutes confessions pour des visites, des observations de prières et des conversations avec l'imam. La journée portes ouvertes s'est tenue le 29 septembre 2024 au centre de Small Heath. L'initiative #VisitMyMosque faisait partie d'une campagne nationale lancée par le Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB) pour rendre les mosquées accessibles au grand public.³⁰⁶

Inde

Une famille hindoue a découvert une mosquée vieille de plusieurs siècles sur sa propriété et a choisi de la restaurer. La mosquée Amanati, qui appartient à une famille hindoue du district de Barasat, au Bengale, près de Kolkata, a reçu une nouvelle couche de peinture de la part de Partha Sarathi Basu à l'occasion de l'Aïd dernier. Pour Partha Sarathi Basu, la mosquée rénovée, avec son portail arqué et ses minarets gris clair, située dans un quartier majoritairement hindou, représente bien plus qu'un simple sanctuaire d'Allah : elle fait partie intégrante de l'identité de sa famille depuis plus de 50 ans. « Cet endroit est tout pour nous », a déclaré M. Basu, qui accueille les fidèles musulmans pour la prière du vendredi jumah, vêtu d'une tunique blanche amidonnée et portant un point rouge sur le front, symbole de sa foi hindoue. L'ouverture d'esprit de M. Basu découle de la



tradition de préservation culturelle de sa famille. Après les émeutes anti-hindoues de 1964 au Bangladesh (anciennement Pakistan oriental), qui ont poussé de nombreux réfugiés bengalis hindous à fuir en Inde, le grand-père de M. Basu a échangé sa propriété familiale dans la ville de Khulna, au Bangladesh, contre un terrain de 15 acres appartenant à un propriétaire terrien musulman à Barasat. En s'installant en Inde, la famille a découvert cette mosquée vieille de plusieurs siècles sur son terrain, bien que les documents de propriété ne mentionnent pas la structure. « Les anciens propriétaires nous ont dit que nous pouvions la démolir, mais ma grand-

mère a ressenti un lien fort avec la mosquée et a commencé à y allumer une lampe tous les soirs », Basu explique.³⁰⁷

Développement positif sur le Hijab

Etats unis

À Milwaukee, deux femmes ont été inculpées pour crime de haine après qu'une vidéo de téléphone portable les a montrées en train d'attaquer un groupe de femmes musulmanes à Cathedral Square Park. Les victimes pensaient qu'elles étaient visées en raison de leurs hijabs. Selon la plainte pénale, les victimes étaient assises à une table de pique-nique lorsque deux femmes accompagnées d'une dizaine d'enfants se sont approchées d'elles. L'une des suspectes aurait déclaré : « Nous sommes des femmes noires agressives et nous allons défendre les nôtres ». Lorsque les victimes ont déclaré qu'il n'y avait pas de problème et ont refusé de répondre à des questions personnelles, l'une des femmes a bloqué la tête d'une victime et a commencé à lui donner des coups de poing, tandis que l'autre suspecte s'en prenait à la tête et au cou d'une autre victime. Les suspects, identifiés comme Miracle Reed et Payton Smith, ont été arrêtés par la suite.³⁰⁸

Etats unis : Un parc d'attractions a fait l'objet de critiques après la diffusion de vidéos montrant un employé demandant à une femme d'enlever son hijab avant de monter sur les montagnes russes. Selon une plainte officielle déposée auprès de Worlds of Fun, Hadil Alqarini était assise sur les montagnes russes Prowler avec son fils le 13 septembre 2024, lorsqu'un employé du parc s'est approché d'elle en lui demandant d'enlever son « foulard » pour monter à bord. Bien que Mme Alqarini ait expliqué qu'il s'agissait d'un couvre-chef religieux qu'elle ne pouvait pas enlever, l'employé a insisté pour qu'elle achète un chapeau à la place. Mme Alqarini a indiqué qu'elle avait déjà participé à plusieurs attractions, dont ces mêmes montagnes russes, sans problème. Lorsqu'elle est sortie du manège, un superviseur du parc est intervenu et a corrigé le premier employé, confirmant que son hijab était suffisamment bien fixé. L'employé a ensuite reconnu son erreur et a proposé

à la jeune femme de remonter à bord, mais elle a refusé. Worlds of Fun s'est ensuite excusé, a porté l'incident à la connaissance de la direction de Six Flags et a offert à Mme Alqarini des billets gratuits et des laissez-passer pour la voie rapide lors de sa prochaine visite.³⁰⁹

Nations Unies: Le 26 septembre 2023, le bureau des droits de l'homme de l'ONU a critiqué la France pour avoir interdit aux athlètes françaises de porter des hijabs aux Jeux olympiques de Paris 2024. Maria Hurtado, porte-parole du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a déclaré qu'en tant que partie à la convention, la France avait l'obligation de s'attaquer aux modèles sociaux fondés sur la supériorité ou l'infériorité de genre. Elle a souligné que les pratiques discriminatoires à l'encontre de tout groupe peuvent avoir des conséquences néfastes et que les restrictions aux expressions religieuses telles que les choix vestimentaires ne sont acceptables que dans des circonstances spécifiques répondant à des préoccupations légitimes de sécurité publique, d'ordre public, de santé ou de morale, de manière nécessaire et proportionnée. Les remarques de Mme Hurtado font suite à l'annonce par la ministre française des sports, Amélie Oudéa-Castéra, de l'interdiction faite aux athlètes françaises de porter des hijabs aux Jeux olympiques de Paris, en invoquant le « régime strict de laïcité » de la France dans le domaine du sport.³¹⁰

Nouvelle Zélande : Des enfants musulmans, même en âge préscolaire, étaient victimes de brimades, ce qui a incité le Dr Maysoon Salama, mère d'une victime de la pire fusillade de masse du pays, à prendre des mesures. Maysoon Salama a observé des enfants passer de l'environnement favorable de l'école maternelle islamique qu'elle a cofondée à Christchurch, An-Nur Childcare Centre, à l'école primaire, où ils sont victimes de brimades. Elle a cité l'exemple d'une jeune fille exclue par ses camarades qui lui disaient « Tu n'es pas mon amie » parce qu'elle portait un hijab, ce qui l'a amenée à hésiter à aller à l'école. Pour résoudre ce problème, le centre du Dr Salama a collaboré avec Tātai Aho Rau Core Education et la South Island's Rātā Foundation pour développer des ressources éducatives aidant les enseignants et les élèves à comprendre la culture musulmane, à promouvoir l'inclusion et à éliminer les brimades, les préjugés et les discriminations dans toute la Nouvelle-Zélande.³¹¹



LISTE DES INCIDENTS





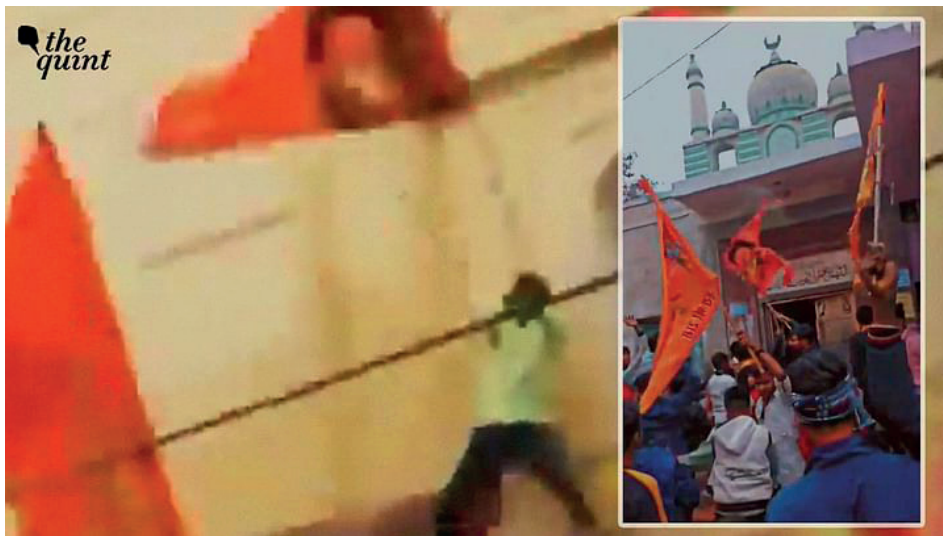
LISTE DES INCIDENTS

Incident lié à la mosquée et au centre islamique

France : Une nouvelle vague de frustration et de mécontentement a déferlé sur la communauté musulmane de France après l'attaque de la mosquée de Saint-Martin-des-Champs, une commune du département du Finistère, en Bretagne, dans le nord-ouest de la France. Selon les médias, un individu a mis le feu à l'une des mosquées le 13 janvier 2024, ce qui a suscité des réactions négatives et de la frustration parmi les musulmans de la région et de l'ensemble du pays. Une vidéo de surveillance a montré l'attaque lorsqu'un individu a mis le feu à la porte d'une salle de la mosquée. L'attentat n'a pas fait de victimes. Le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, a exprimé son soutien aux musulmans du nord-ouest de la France. «Soutien aux musulmans du Finistère suite à la dégradation de la mosquée de Morlaix ce matin. Une enquête a été ouverte afin que l'auteur de ces actes puisse être poursuivi», a-t-il déclaré sur X, anciennement Twitter.³¹²

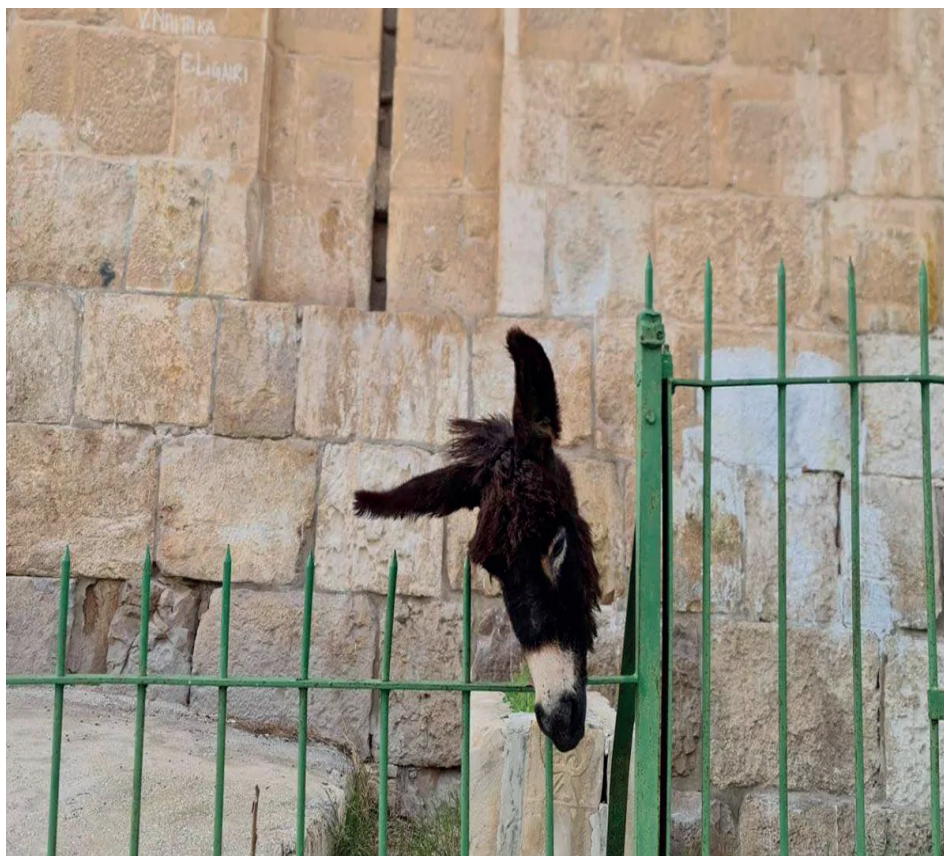
Royaume uni : L'Al-Farooq Education and Community Centre (AFECC), basé à Glasgow, a acheté l'ancienne église Barony St John à Ardrossan en 2022. Depuis lors, il a collecté des fonds pour réaliser son projet de transformer l'église en première mosquée du North Ayrshire et en centre pour les musulmans de la région. Mais le 6 janvier 2024, Alan Bell, du Scottish Centre for Personal Safety voisin, a trouvé un drapeau et des excréments sur le pas de la porte de l'ancienne église. Il a déclaré: «Je pensais que le drapeau était tombé de la porte d'entrée. En le ramassant pour l'épingler à nouveau sur la porte, j'ai remarqué, en le déroulant, qu'il s'agissait de quelque chose de plus sinistre. "Le drapeau de prière était recouvert d'un énorme tas d'excréments, humains ou animaux. Il a manifestement été jeté par-dessus la barrière de sécurité qui entoure l'église et a atterri devant la porte d'entrée". Mme Bell a ajouté : « Cela dépasse l'entendement que certaines personnes soient à ce point remplies de haine et de racisme qu'elles pensent qu'il est acceptable de faire cela, surtout pendant la période de Noël, qui est une période de bonne volonté envers tous les hommes . »³¹³

Inde : Hyderabad : La tension régnait dans le village de Narketpally, dans le district de Nalgonda, la nuit du 21 janvier 2024, lorsqu'une foule de 200 à 250 membres d'organisations de droite telles que VHP, Bajrang Dal, RSS et BJP s'est rassemblée sur un terrain ouvert de 2 840 mètres carrés situé à côté d'une mosquée, enregistré comme propriété Waqf, et a tenté d'y construire un temple d'Hanuman. La foule a également été aperçue en train de faire une puja sur le terrain du Waqf. Selon Amjedullah Khan, porte-parole du MBT, les musulmans qui célébraient la namaz à l'intérieur de la Masjid ont alerté le poste de police de Narketpally, mais aucune mesure n'a été prise à leur rencontre en raison d'un « manque de personnel ». Hafeez Khan (secrétaire du comité pour la paix) de Nalgonda, Moulana Ahsan Uddin (président de Jamiat-e-Ulema, Nalgonda) et Mufti Siddiqui ont alors informé le SP de Nalgonda, Chandana Deepti, qui a immédiatement dépêché des forces de police à Narketpally. Malgré l'arrivée des forces de police sur place, aucune mesure n'a été prise contre la foule et les musulmans, qui étaient retranchés dans le masjid, ont dû quitter les lieux par une autre porte.³¹⁴



Inde : Le 22 janvier, une foule a tenté de hisser des drapeaux safran sur la mosquée Diwanji Begum, vieille de plusieurs siècles, à Agra, dans l'Uttar Pradesh, pour célébrer la consécration du temple de Ram. Dans les vidéos de l'incident qui sont devenues virales, on peut voir la foule danser et tenir des drapeaux safran en grimpant sur la mosquée pour tenter de les hisser. La mosquée, située dans le quartier de Tajganj à Agra, a été construite en 1677 et commandée par Diwanji Begum, la mère de Mumtaz Mahal. La mosquée

de l'époque moghole fait partie du cercle d'Agra de l'Archaeological Survey of India. Le gardien de la mosquée, Zahir Uddin, a déposé une plainte auprès de la police de Tajganj après l'incident, affirmant que « 1 000 à 1 500 personnes » étaient présentes à l'entrée de la mosquée pour tenter de hisser les drapeaux. Le plaignant a également affirmé que plusieurs slogans avaient été lancés et que des « éléments antisociaux » avaient « profané la mosquée ». Jusqu'à présent, 12 personnes ont été arrêtées pour cet acte.³¹⁵



Territoire palestinien occupé : Des colons israéliens ont accroché une tête d'âne sur une tombe à Jérusalem-Est occupée, dans un contexte de tensions croissantes en Cisjordanie occupée, selon les autorités locales, le 27 décembre 2023. « Un colon a pris d'assaut le cimetière de Bab Al-Rahma et a accroché une tête d'âne sur une tombe », a déclaré le bureau du gouverneur de Jérusalem dans un communiqué.³¹⁶



US : le 23 février 2024, Un avocat de Long Island a été accusé d'intrusion criminelle et harcèlement pour être entré dans une mosquée et scandant des slogans pour la libération des otages israéliens. Le personnel et les fidèles ont été alarmés lorsqu'un homme est entré dans le centre islamique de Melville mercredi après-midi et a commencé à chanter. « Libérez les otages israéliens maintenant ! Libérez les otages israéliens maintenant ! » Jordan Endler aurait déclaré lors de l'incident. «*« Nous avons ouvert la porte, ouvert la porte pour lui parler, mais il ne venait pas pour parler », a déclaré Essam Ibrahim, président du Centre islamique de Melville. « Priez-vous pour les femmes juives israéliennes ? Voulez-vous prier spécifiquement pour les Juifs israéliens ? » pouvait-on entendre l'homme demander sur la vidéo. Des témoins ont déclaré qu'Endler avait frotté ses chaussures sur des tapis de prière – un geste irrespectueux –, avait proféré des obscénités concernant un appel au cessez-le-feu et avait refusé de partir. Les policiers intervenus ont parlé à Endler, d'East Northport, mais ne l'ont arrêté qu'après que les responsables de la mosquée eurent rencontré la police du Suffolk et lui eurent montré la vidéo.*³¹⁷

Canada : Le président du Centre islamique de Cambridge a exprimé sa gratitude pour le soutien apporté suite à une enquête policière concernant des graffitis sur le bâtiment du centre. « Il s'agissait d'un incident mineur : quelqu'un marquait une croix sur les piliers de sortie. C'est le

premier incident depuis que nous avons commencé à travailler ici dans les années 1980 », a déclaré Mohammad Darr dans un courriel adressé à CBC News. La police a indiqué avoir été appelée le 12 février 2024 sur le bâtiment situé dans le secteur des routes Dunbar et Hespeler à Cambridge. « Les graffitis comportaient des symboles haineux », a indiqué la police dans un communiqué. Le premier ministre Justin Trudeau a condamné ces graffitis, les qualifiant d'« alarmants, odieux et inacceptables » dans une publication sur X, anciennement Twitter, le 14 février.³¹⁸

Suède : Une mosquée de Stockholm, la capitale suédoise, était la cible d'attaques islamophobes depuis plus d'un an. Le dernier incident s'est produit le 21 février 2024 : des fidèles musulmans ont lu sur le mur de la mosquée un graffiti représentant une croix gammée et le message menaçant « Tuez les musulmans ». La mosquée de Stockholm, située dans le quartier de Södermalm, a été la cible de crimes haineux pour la deuxième fois en une semaine. Le 20 février, l'auteur a également griffonné un graffiti avec une croix gammée et un message menaçant, « Rentrez chez vous », gravé sur une porte, a indiqué l'administration de la mosquée sur son site web. Mohamed Amin, membre du comité de la mosquée de Stockholm, a déclaré à la chaîne SVT TV : « Bientôt, nous devons installer des barreaux devant les fenêtres pour les protéger, comme dans une prison. » La mosquée avait déjà été la cible de graffitis sur les portes en novembre 2023.³¹⁹

Etats unis : La police avait inculpé un homme pour avoir uriné sur le Centre islamique de Chattanooga, mais un rapport de police indiquait qu'il ignorait que le bâtiment était une mosquée et qu'il n'avait pas dégradé le bâtiment en raison de ses convictions religieuses. Le 1er mars 2024, le CAIR a condamné l'incident et déclaré qu'il convenait d'enquêter sur un crime de haine. « Compte tenu de la récente recrudescence du fanatisme antimusulman observée à l'échelle nationale, il serait logique que les forces de l'ordre envisagent un possible mobile biaisé pour cet incident », a déclaré Ibrahim Hooper, directeur national de la communication du CAIR. « Les Américains de toutes confessions doivent être libres de pratiquer leur religion comme ils l'entendent sans crainte de harcèlement. »³²⁰

Le territoire palestinien occupé : Le 14 mai 2024, plus de 400 colons israéliens illégaux ont pénétré de force dans le complexe de la mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem-Est occupée, malgré les restrictions d'entrée imposées aux fidèles palestiniens, selon une agence palestinienne. « Quelque 423 colons illégaux ont pris d'assaut le complexe, certains brandissant le drapeau israélien », a indiqué le Département des Waqfs islamiques de Jérusalem, administré par la Jordanie, dans un communiqué. Selon l'agence, l'entrée de la mosquée a été refusée aux fidèles palestiniens de tous âges. « Des jeunes et des femmes palestiniennes ont été expulsées de force par un officier israélien sans raison apparente », a précisé le communiqué.³²¹



Le territoire palestinien occupé : Le 22 mai 2024, le ministre israélien de la Sécurité nationale d'extrême droite, Itamar Ben-Gvir, a pénétré de force dans le complexe de la mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem-Est occupée. Il s'agissait de la première intrusion du ministre extrémiste depuis le lancement par Israël de son offensive meurtrière sur la bande de Gaza, qui a fait plus de 35 600 morts.³²²

Le territoire palestinien occupé : Le 26 mai 2024, des dizaines de colons israéliens illégaux ont pénétré de force dans le complexe de la mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem-Est occupée, selon les médias palestiniens. L'agence de presse officielle Wafa a indiqué qu'au moins 115 colons illégaux avaient pris d'assaut le site depuis la porte Al-Mugharbah, à l'ouest de la mosquée.

De nombreux fidèles palestiniens se sont vu interdire l'accès par la police israélienne, a précisé Wafa.³²³



Le territoire palestinien occupé : Des soldats israéliens ont transformé une mosquée de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, en lieu de restauration, selon une vidéo diffusée le 13 juin 2024. La vidéo, diffusée par un soldat israélien sur les réseaux sociaux, montre le lieu de culte musulman utilisé par les soldats pour servir des repas. On y voit de grandes tables à l'intérieur de la mosquée sur lesquelles des soldats israéliens ont disposé divers aliments. Un autocollant apposé sur une boîte en carton utilisée par les soldats est également visible, avec la date de production du 22 mai 2024, probablement à l'époque du tournage de la vidéo.³²⁴

Le territoire palestinien occupé : Des colons israéliens dansent à la mosquée Al-Aqsa pour célébrer la Journée du drapeau. Les Israéliens ont célébré la Journée annuelle du drapeau en attaquant les rues

de Jérusalem-Est occupée et en chantant et en dansant dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa. Des Palestiniens ont signalé avoir été menacés et agressés, tandis que des vidéos circulant sur les réseaux sociaux montrent des membres de la presse locale et étrangère agressés alors qu'ils couvraient les événements qui se déroulaient.³²⁵

Etats unis : Dans un communiqué de presse, le chef de la police de Mashpee, Scott Carline, a déclaré à CWN que le 12 juin 2024, le service de police de Mashpee s'était rendu dans le secteur de Cotuit Road et de Windsor Way suite à un signalement de vandalisme. À leur arrivée, les agents ont constaté qu'un mur de soutènement d'environ 90 cm bordant la voie sud de Cotuit Road était tagué à la bombe « Musulmans interdits ». L'enquête sur cet incident a révélé un second acte de vandalisme sur une grosse pierre dans le secteur d'Emma Oakley Mills Way et de la route 130. Sur les lieux, on pouvait lire à la bombe « [insulte supprimée], hors de portée des musulmans ».³²⁶



Etats unis : Les enquêteurs recherchaient un homme accusé d'avoir brisé une pancarte devant une mosquée de Brooklyn lors d'une attaque haineuse anti-musulmane, a indiqué la police le 5 juillet 2024. Le vandale aurait lancé un objet non identifié sur la pancarte installée devant la mosquée Muhammad 7C, située sur Pennsylvania Avenue, près de Glenmore Avenue, à East New York, vers 1 h 30 du matin, le 29 mai 2024. La pancarte faisait partie d'une banderole qui s'étendait sur une étroite allée entre deux bâtiments, a indiqué la police. La pancarte a été endommagée lorsque l'objet lancé par le suspect l'a trouée, a indiqué la police. Le suspect a été filmé en train de fuir les lieux grâce à une vidéo de surveillance.³²⁷



Etats unis : Une publication sur les réseaux sociaux sous le nom d'utilisateur « JewishBiker88 » a suscité l'indignation, car elle montrait un homme urinant sur le panneau de la mosquée et de l'école de la Société islamique de l'Est du Texas à Tyler, au Texas. La publication, accompagnée de la légende « J'ai trouvé un bon endroit pour pisser en moto ce matin », a depuis été supprimée, tout comme le compte.³²⁸

Etats unis : La police enquêtait sur une série de cambriolages et d'actes de vandalisme sur le site d'un futur centre communautaire musulman et d'une mosquée. Ces deux derniers mois, un ancien bâtiment bancaire vacant à St. Anthony et le site du nouveau Centre Tibyan avaient été pris pour cible à plusieurs reprises. Il semblerait que le même groupe de jeunes ait brisé des vitres, soit commis plusieurs effractions, soit tenté de le faire, causant des dégâts estimés à environ 20 000 dollars. Jaylani Hussein, directrice générale du CAIR-MN, a déclaré que le bâtiment était resté vacant pendant plus d'un an sans incident, avant que le projet d'aménagement du lieu ne soit annoncé aux riverains en mai. Depuis, la police a ouvert cinq enquêtes distinctes sur le site.³²⁹

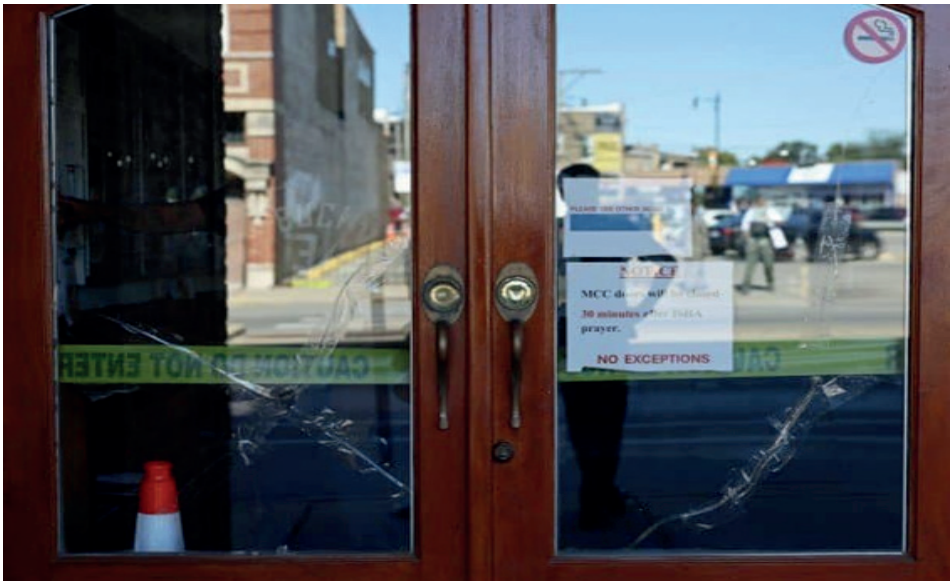


Royaume uni : Une importante foule de manifestants d'extrême droite antimusulmans a affronté la police à Southport, dans le nord-ouest de l'Angleterre, quelques heures après une veillée funèbre en mémoire des victimes d'une attaque au couteau lors d'un cours de danse et de yoga pour enfants sur le thème de Taylor Swift. La police du Merseyside a indiqué que 22 policiers avaient été blessés lors des violences de la nuit du 30 juillet, dont huit grièvement. Les troubles ont éclaté lorsque plusieurs centaines de personnes, en majorité des hommes, ont pris pour cible une mosquée de Southport, incendiant des véhicules et des poubelles et attaquant un commerce local. Des bouteilles et des briques ont été lancées sur les policiers, qui associaient les émeutiers à l'English Defence League, un groupe ayant parfois organisé des manifestations violentes contre l'Islam.³³⁰





Le territoire palestinien occupé : Le 13 août 2024, des foules israéliennes ont pris d’assaut la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est occupée, ainsi que des villages de Cisjordanie occupée, à l’occasion d’une fête juive. Le ministre de la Sécurité nationale d’extrême droite, Itamar Ben-Gvir, a conduit une foule de milliers de personnes dans l’enceinte de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est occupée et a prié. Malgré l’interdiction des rites religieux juifs sur place, la police israélienne aurait offert sa protection, ainsi qu’aux colons illégaux impliqués dans les violences en Cisjordanie.³³¹



Etats unis : Après la découverte d’éventuels impacts de balles au Centre communautaire musulman, le bureau de Chicago du Conseil des relations américano-islamiques a annoncé le 7 septembre 2024 qu’il demandait à la police d’enquêter sur l’incident en tant que crime haineux potentiel. Selon

Saif Mazhar, président du comité de sécurité du Centre communautaire musulman, le personnel administratif a découvert pour la première fois des impacts de balles sur les portes vitrées du bâtiment pendant le week-end de la fête du Travail. Deux jours plus tard, lorsque de nouveaux impacts ont été découverts le 3 septembre, Mazhar a déclaré avoir alors compris que la mosquée était visée. La communauté a depuis été profondément secouée, a-t-il ajouté. Le 5 septembre, il a contacté le Federal Bureau of Investigation (FBI) pour lui demander d'examiner l'incident comme un crime haineux potentiel, parallèlement à l'enquête menée par le département de police de Chicago.³³²



Canada : Trois victimes ont été blessées en tentant de désarmer un homme armé d'un couteau lors de la prière du vendredi après-midi dans une mosquée de la région de Montréal, le 20 septembre 2024. Un porte-parole de la police de Châteauguay a déclaré aux journalistes que les victimes avaient subi des blessures mineures, mais que l'une d'elles avait été transportée à l'hôpital. Une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants se trouvaient à l'intérieur du Centre culturel musulman de Châteauguay, au Québec, lorsque l'administrateur Richid Amame a déclaré qu'un homme avait eu un comportement suspect après être entré dans la mosquée, a rapporté CTV News. Plusieurs hommes se sont approchés du suspect et ont subi des coupures aux mains et une au corps.³³³



Australie : Un dirigeant musulman d'Adélaïde a déclaré que l'acte « étrange » consistant à laisser un kangourou mort devant une mosquée locale était un message visant à « intimider ou à exprimer de la haine » envers la communauté. La police d'Australie-Méridionale enquêtait sur cet incident survenu le 29 août 2024, lorsqu'un homme a abandonné l'animal mort devant la mosquée Marion à Park Holme. CCTV a montré un homme se couvrant le visage, poussant une brouette et laissant le kangourou devant le lieu de culte avant de s'éloigner.³³⁴



Inde: Au milieu de nombreux incidents violents visant les communautés minoritaires lors des processions de Durga Puja à travers l'Inde, la mosquée Rauza du village de Qasba Echauli, à Silaouri Guauspur, Barabanki, dans

l'Uttar Pradesh, a été attaquée par des foules hindouistes. Le 13 octobre 2024, un rassemblement d'immersion dans les idoles, autorisé à s'arrêter pacifiquement dans le village pendant 45 minutes, a duré plus longtemps que prévu, et entre-temps, la foule a diffusé des chants injurieux et des slogans odieux avec des drapeaux safran. Les villageois musulmans se sont plaints que les masses extrémistes aient jeté des pantoufles, des chaussures, des couleurs et des canettes de bière sur la mosquée Rauza pour les insulter. « Ils sont restés devant la mosquée pendant plus d'une heure et demie et ont diffusé des chants extrêmement odieux, chargés de propos sexistes et d'insultes communautaires qui dégradent même nos mères et nos sœurs », a déclaré Naseer* à l'Observer Post, tout en tâtonnant pour trouver les mots grossiers.³³⁵

Etats unis : CNN a annoncé qu'elle ne diffuserait plus les interventions du journaliste Ryan Girdusky, après qu'il eut fait un commentaire lors d'une table ronde chaotique et tumultueuse, semblant espérer qu'un journaliste musulman soit victime d'un attentat à la bombe. « Il n'y a aucune place pour le racisme ou le sectarisme à CNN ou à nos antennes », a déclaré la chaîne dans un communiqué. « Notre objectif est de favoriser des conversations et des débats approfondis, y compris entre des personnes profondément en désaccord, afin d'explorer des questions importantes et de promouvoir la compréhension mutuelle. Mais nous ne tolérerons pas que nos invités soient rabaissés ni que la limite de la civilité soit franchie. Ryan Girdusky ne sera plus le bienvenu sur notre chaîne. » L'incident a débuté lors d'une table ronde le 28 octobre 2024, lorsque Girdusky et son collègue Mehdi Hasan discutaient du récent rassemblement de Donald Trump au Madison Square Garden et des accusations selon lesquelles l'équipe de campagne de Trump propagerait des idées de type nazi. Girdusky a commencé à commenter les étiquettes, et comment Hasan, fervent défenseur des droits des Palestiniens, est fréquemment qualifié d'antisémite par ses adversaires. Hasan, rédacteur en chef du site d'information Zeteo, a déclaré être habitué à l'attaque, compte tenu de son soutien affiché aux Palestiniens. « Bon, j'espère que votre bipeur ne se déclenchera pas », a ensuite déclaré Girdusky. Ce commentaire, replacé dans son contexte, semble faire référence à l'explosion massive, le mois précédent, de bipeurs et de talkies-walkies appartenant à des membres

présupposés du Hezbollah, qui avait fait 37 morts et des milliers de blessés, dont de nombreux civils.³³⁶



Etats unis : Une mosquée des Midlands a été profanée après avoir été taguée de messages et de symboles. La mosquée Muhammad n° 38, située au 5646 Farrow Road à Columbia, a été marquée de croix rouges et d'un message « Sortez ». Le bureau du shérif du comté de Richland a signalé des actes de vandalisme à la mosquée.³³⁷

France : L'association culturelle responsable de la mosquée Assounna d'Amiens, en France, a déposé plainte le 6 décembre 2024 suite à un incendie criminel présumé devant l'entrée de la mosquée. L'entrée de la mosquée, rue Victorine Autier, a été incendiée le 29 octobre 2024. Si l'incendie a causé des dégâts limités, il a vivement inquiété les fidèles et les riverains, qui y ont vu un acte délibéré visant leur communauté. Selon Bilel Furtado, vice-président de l'association, les fidèles arrivant pour la prière de l'aube ont été alertés par une odeur de fumée. Des allumettes et des allume-feu retrouvés près des lieux ont par la suite confirmé le caractère intentionnel de l'acte.³³⁸



Le territoire palestinien occupé : Le 10 décembre 2024, les autorités israéliennes ont démoli une mosquée dans la ville de Jabal al-Mukaber, à Jérusalem-Est occupée. Il s'agit de la dernière démolition de structures palestiniennes en date en Cisjordanie. La police israélienne a escorté des équipes pour raser ce lieu de culte musulman de 50 mètres carrés, invoquant l'absence de permis de construire, selon des témoins. Selon ces témoins, la mosquée a été construite il y a 20 ans pour servir les Palestiniens résidant dans le quartier.³³⁹

Incident ciblant musulman



Etats unis : Le 3 janvier 2024, un imam musulman a été mortellement abattu devant sa mosquée dans le New Jersey, alors que la police poursuivait

ses recherches. L'imam Hassan Sharif se trouvait à la mosquée Masjid Muhammad, à Newark, pour la prière du fajr (aube) lorsqu'il aurait été atteint de plusieurs balles alors qu'il se trouvait dans son véhicule. Transporté d'urgence à l'hôpital local dans un état critique, Sharif a succombé à ses blessures.³⁴⁰



Inde: Cinq policiers, dont un responsable de poste, étaient au banc des accusés pour avoir prétendument agressé un jeune musulman accusé d'avoir abattu des vaches à Badaun, dans l'Uttar Pradesh. Des rapports ont révélé ultérieurement que la victime avait été interpellée par la police suite à une erreur d'identité. Le militant social Kashif Arsalan a révélé l'incident, révélant que « cinq policiers ont torturé un jeune musulman en lui insérant un bâton dans les selles et en lui administrant des décharges électriques ». Selon un article de presse, la mère de la victime, âgée de 22 ans, a affirmé que la police, dirigée par un inspecteur adjoint, avait soumis son fils à des traitements inhumains, notamment l'insertion d'un bâton dans une partie sensible du corps et l'administration de décharges électriques répétées. La victime, un vendeur de légumes, résidait dans le quartier de Kakrala, au commissariat d'Alapur. Sa belle-sœur a affirmé que son beau-frère avait été battu toute la nuit. Réalisant qu'ils s'étaient trompés d'individu, les policiers lui auraient remis 100 roupies avant de le relâcher deux jours plus tard. Depuis lors, la victime souffrait de crises continues.³⁴¹

Inde : Le 14 janvier, un automobiliste musulman a été brutalement agressé par un groupe de nationalistes hindous à Vasna, dans le quartier de Gupta Nagar, dans le district d'Ahmedabad, au Gujarat. Ahmed Hussain Sheikh

transportait trois passagers : deux femmes transportant des provisions pour un mariage et un homme assis à côté du conducteur. Sheikh transportait ses passagers comme à son habitude. Alors que le passager assis à côté du conducteur, un hindou coiffé d'un tilak, a accidentellement craché le tabac qu'il mâchait. Le tabac a atterri sur l'un des hommes du groupe Hindutva, juste derrière le véhicule. Le groupe Hindutva a alors arrêté le véhicule et a commencé à frapper Sheikh, bien que le passager hindou ait avoué que c'était lui et non le conducteur qui avait craché le tabac à l'extérieur, et que son intention n'était pas de cracher sur qui que ce soit. L'incident a dégénéré en islamophobe lorsque Sheikh a été brutalement battu par le groupe et a laissé partir l'homme hindou. Les deux autres femmes ont également pris la fuite, abandonnant les provisions dans le véhicule.³⁴²



Inde : Un jour après l'inauguration du temple de Ram à Ayodhya, Mohammad Tariq Chaudhary, étudiant en commerce, a proposé d'aider son père, qui dirigeait une entreprise de transport temporaire à Mira Road, un quartier à l'extrême nord de Mumbai. Le chauffeur habituel étant absent, Tariq a proposé de livrer une cargaison de canettes en plastique vides et de ferraille dans le quartier. Le 23 janvier 2024, alors qu'il traversait le quartier de Shanti Nagar avec deux ouvriers, une foule a interrompu le transport et a agressé les trois hommes, tous musulmans. « Le nom Rashid Tempo Service sur la carrosserie du véhicule et un autocollant représentant la lune et les étoiles sur la vitre révélaient notre identité musulmane », a déclaré Abdul Chaudhary, le père de Tariq, qui était au volant, a été le premier à être attaqué. Il a raconté à son père avoir été giflé par la foule. Ils l'ont

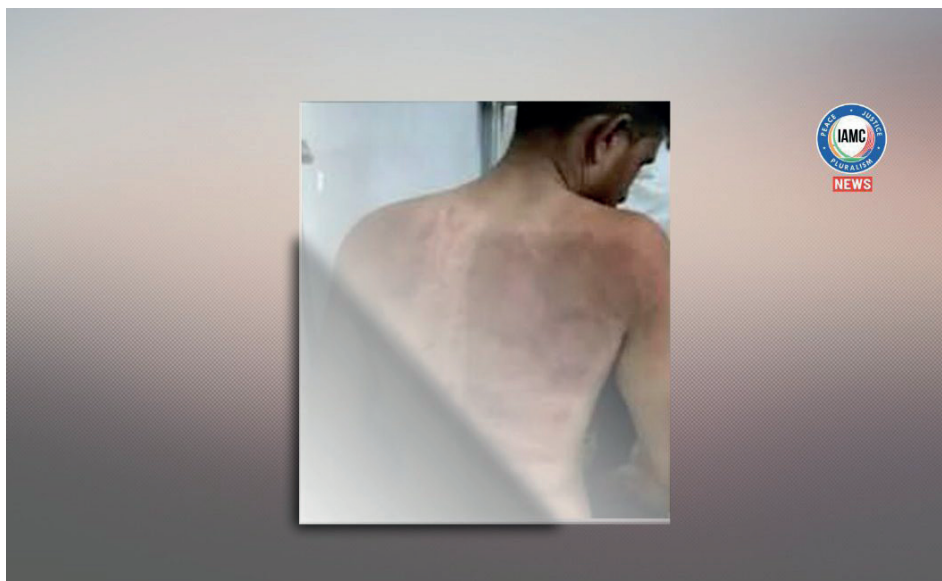
ensuite traîné dehors. Il a été frappé à coups de pied et de bâton et à coups de ceinture. Il avait du sang sur la tête, le dos et les mains.³⁴³

Inde : Un libraire, Irshad alias Sheru, aurait été arrêté par la brigade antiterroriste (ATS) le 4 février 2024 pour « vente de livres religieux » dans le district de Gonda, en Uttar Pradesh. Sa boutique, Makthabathool Madina Kanzul Imaan, vend différents types de livres islamiques, dont le Saint Coran, ainsi que des articles religieux tels que des tapis de prière, des topis, etc. Elle était située à Rakabanj, près du commissariat de Pandey Bazar.³⁴⁴



Inde : Le 8 mars 2024, dans le quartier d'Inderlok, au nord de Delhi, le sous-inspecteur de police Manoj Kumar Tomar a donné des coups de pied à des hommes qui priaient dans la rue, devant une mosquée. Une vidéo de l'incident est devenue virale sur les réseaux sociaux, et Tomar a été suspendu. Newslaundry a interrogé les habitants du quartier pour reconstituer les faits. Plusieurs habitants ont déclaré que la mosquée était bondée, ce qui a poussé certains à prier sur le parking. L'un d'eux a déclaré que les policiers n'avaient pas empêché les fidèles de prier dehors dans un premier temps, mais avaient finalement donné des coups de pied aux hommes, les avaient insultés et leur avaient demandé de partir.³⁴⁵

Inde : Le 19 mars 2024, Abdul Aziz, originaire de Kishanganj, au Bihar, a été agressé par Neeraj Bhatti, un habitant de son village à Noida, a indiqué la police. Vidya Sagar Mishra, commissaire de police de Noida, a déclaré : « Un homme de 35 ans, venu du Bihar à Salarpur pour collecter des dons, a été agressé par un habitant de 45 ans dans l'après-midi. L'accusé a également tenu des propos déplacés à l'égard de la victime. »³⁴⁶



Inde : Dans l'État du Karnataka, Bande Nawaz, un marchand de bétail de confession musulmane, a été violemment attaqué par des extrémistes affiliés au groupe militant hindou Bajrang Dal. Après avoir découvert du bétail dans le camion de la victime, les militants l'ont agressé, le laissant gravement blessé et saignant abondamment. Une vidéo de l'attaque montre le corps de Nawaz couvert de multiples blessures et de taches de sang.³⁴⁷



Inde : Une foule de partisans de l'Hindutva a violemment agressé un médecin dans une station-service de Moradabad, dans l'Uttar Pradesh, après avoir découvert qu'il était musulman. La victime, nommée Istekhar, dirigeait une clinique dans la localité d'Asalatpura. L'incident s'est produit le 30 juin 2024, alors que le jeune médecin rentrait chez lui et s'était arrêté pour faire le plein

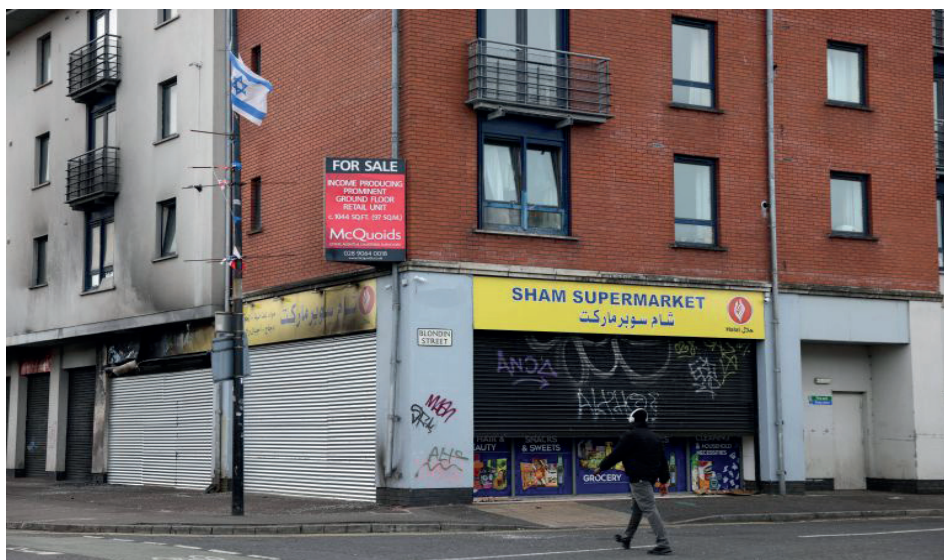
de sa moto. Selon ses déclarations, deux individus l'ont intercepté et agressé après avoir appris son identité religieuse, avant d'appeler d'autres personnes à se joindre à l'attaque. « Je revenais de ma clinique. Ma moto est tombée en panne d'essence et je me suis arrêté à une pompe à essence. En traversant la route, deux hommes m'ont interpellé, m'ont demandé mon nom, puis ont commencé à m'insulter et à me frapper. Ils ont appelé d'autres personnes, et bientôt, une vingtaine d'individus m'ont encerclé. J'étais impuissant face à eux », a raconté Istekhar, cité par *The Observer Post*.³⁴⁸

Inde : Ibrar Ansari, un musulman dirigeant un centre de formation appelé JMD (Join Mentors of Discipline) à Shakurpur, Delhi, aurait été violemment agressé par des membres de groupes d'extrême droite l'accusant de conversions forcées à l'islam. Dans une vidéo diffusée en ligne, son jeune frère Irfan affirme que l'agression a été menée par le Vishwa Hindu Parishad à la suite d'une plainte déposée par un parent d'élève à propos d'un différend lié aux frais de scolarité. Montrant son frère blessé, Irfan déclare : « Mon frère a été battu par le groupe Tiger et le Vishwa Hindu Parishad (VHP). Il a passé plusieurs jours en soins intensifs après l'attaque. Aujourd'hui, le groupe Tiger, le VHP et certains parents d'élèves nous menacent de mort. » Il affirme également que la police refuse de leur venir en aide et les invite à chercher du soutien ailleurs. « Nous vivons dans la peur. Ils envoient des hommes l'un après l'autre pour vérifier si nous sommes chez nous, dans l'intention de nous tuer. Nous sommes réfugiés chez un proche », a-t-il ajouté.³⁴⁹





Royaume-Uni : Mohammed Idris, propriétaire du café Bash dans le sud de Belfast, a annoncé qu'il ne rouvrirait pas son établissement après que celui-ci a été incendié lors de violentes émeutes. Les troubles ont éclaté à la suite d'une manifestation anti-immigration organisée dans la ville le 3 août 2024. S'adressant à BBC News NI, M. Idris a expliqué que ses commerces avaient déjà été pris pour cible par le passé. Son magasin situé à Sandy Row avait notamment été attaqué en 2023. « Mon magasin d'informatique a été entièrement saccagé, tout comme ce café. Ce café représentait un espoir, un lieu pour une communauté — aujourd'hui, il n'y a plus d'espoir », a-t-il confié. Évoquant la nuit de l'attaque, il a raconté qu'un groupe de personnes était arrivé en criant son nom : « Où est Mohammed ? », avant de briser toutes les fenêtres du rez-de-chaussée. Le pire, selon lui, s'est produit plus tard dans la nuit, lorsque l'établissement a été incendié. « Ce n'est pas facile du tout pour moi — c'est terriblement éprouvant, surtout quand ils connaissent votre nom. C'est effrayant — ma vie est en danger. Un groupe de personnes est arrivé, criant mon nom... des gens venus de différents endroits. » Installé à Belfast depuis 2002, Mohammed Idris affirme que la vie y est devenue « de plus en plus difficile » au fil des années.³⁵⁰



Royaume-Uni : Lorsque les émeutiers se sont lancés à l'assaut de dizaines de villes britanniques, certains ont pris pour cible des commerces appartenant à des minorités ethniques britanniques. Les troubles ont éclaté à la suite d'une attaque mortelle à l'arme blanche à Southport, qui a coûté la vie à

trois jeunes filles, et que les agitateurs ont injustement imputée à un migrant musulman. Alors que la désinformation sur le suspect se propageait à grande vitesse sur Internet, des foules en colère sont descendues dans la rue pour insulter des migrants et des musulmans au hasard. Les Britanniques noirs et asiatiques étaient également visés. Le 3 août 2024, alors que de nombreuses personnes sèment le chaos à Liverpool, ville du nord de l'Angleterre située près de Southport. Ardalan Othman assiste en temps réel au pillage et au vandalisme de sa supérette. Ses caméras de sécurité ont filmé l'incident. Dans une scène, un groupe d'hommes vole des boîtes de cigarettes. Certains prennent des objets coûteux comme des vapes. Un couple s'efforce d'ouvrir la caisse. Mais certains ont été vus en train de placer des barres de chocolat dans leur sac à dos.³⁵¹

Royaume-Uni : Une agression à l'arme blanche dans une gare a semé la panique au sein de la communauté musulmane de Liverpool. Megan Rimmer revenait de Liverpool avec ses filles lorsqu'elle a vu l'attaque dans la gare de Blundellsands & Crosby, peu après 14 heures. Alors qu'elle quittait le quai avec sa poussette, un homme s'est retourné et a poignardé un homme, vraisemblablement musulman, qui sortait de la gare derrière lui. ils passaient tous les deux le même portail et le blanc s'est retourné et s'est jeté sur lui avec un couteau », a-t-elle raconté à Metro. il a tendu la main et le couteau s'est enfoncé dans sa main. Elle a ajouté : il était là, debout, le sang coulant de sa main. Il avait l'air vraiment mal en point. Il y avait du sang partout » Megan a surgi pour aider l'homme. Il était encore sous le choc lorsqu'elle a retiré son keffieh, l'a enroulé autour de sa main et lui a dit d'exercer une pression sur la plaie.³⁵²

USA : La communauté musulmane a été « ébranlée » après qu'un homme a été abattu de plusieurs balles dans la nuit du 19 août 2024 à l'extérieur d'une mosquée dans le nord de Minneapolis. La fusillade s'est produite vers 17h30, alors que les gens quittaient Masjid An-Nur après la troisième prière de la journée. La victime est toujours hospitalisée, mais devrait survivre ; le tireur présumé est en garde à vue. Makram El-Amin, l'imam de la mosquée, a déclaré lors d'une conférence de presse mardi qu'une personne âgée respectée de la communauté avait remarqué des personnes qui traînaient près de la mosquée et qui semblaient se livrer à des activités criminelles. Le

vieux monsieur et un autre membre de la mosquée leur ont demandé de partir. Un suspect s'est éloigné à bord d'un SUV blanc, a fait demi-tour et a ouvert le feu. Le vieux monsieur a reçu au moins trois balles dans le bras et l'épaule, a indiqué M. El-Amin.³⁵³



Inde : La maison de Rashid Khan, conducteur de rickshaw musulman, située à Khanjipeer, Udaipur, a été démolie par l'administration à l'aide de bulldozers après qu'un mineur — le fils de son locataire — eut blessé un camarade de classe. En février 2019, Khan avait acheté cette maison de plain-pied dans un quartier à majorité musulmane, grâce à des années d'économies et à un prêt contracté auprès de proches, pour un montant d'environ 17 lakhs de roupies versé à la famille de Shafi Mohammad, propriétaire précédent. Le 17 août 2024, soit un jour seulement après l'incident impliquant le fils de 15 ans de son locataire, la maison a été rasée par les autorités du district d'Udaipur et du département des forêts du Rajasthan. L'adolescent accusé aurait poignardé un camarade hindou à l'école à la suite d'un différend. L'affaire a rapidement pris une tournure communautaire : des organisations hindoues ont déclenché des manifestations de grande ampleur, incendié des véhicules et fermé des marchés. Face à l'agitation, les autorités ont imposé des restrictions de rassemblement et suspendu l'internet mobile. Rashid Khan a exprimé son incompréhension et sa colère : « En quoi est-il juste qu'une maison soit démolie parce que le fils du locataire a commis un délit ? Je suis le propriétaire, la famille concernée était locataire. Pourquoi dois-je être puni pour un crime que je n'ai pas commis ? » Il s'interroge

également sur le moment choisi pour l'action administrative : « Si la maison était vraiment illégale, pourquoi ne l'a-t-on pas démolie plus tôt ? Et pourquoi un préavis d'un seul jour ? ». Le jour même de l'agression, le 16 août, le bureau de l'agent forestier régional d'Udaipur Ouest avait émis un avis adressé au père de l'adolescent, prétendant que la maison était construite sur un terrain forestier protégé, en violation des lois de 1953 et 1956 sur les forêts et les revenus fonciers du Rajasthan. L'avis donnait jusqu'au 20 août pour enlever volontairement la construction. Pourtant, dès le lendemain, les bulldozers ont procédé à la démolition, sans attendre la fin du délai légal. Khan s'interroge également sur la légalité de la démarche : « Comment un avis d'empiètement peut-il être adressé au locataire, et non au propriétaire ? Après avoir reçu l'avis, je me suis rendu dans plusieurs bureaux administratifs, mais la plupart étaient fermés en raison du jour férié du 17 août. Et malgré cela, les bulldozers sont arrivés ce jour-là même. » Pendant ce temps, les appels publics à une « action bulldozer » ont été relayés par des élus, notamment le député BJP Phool Singh Meena, qui a déclaré : « Le gouvernement Bhajan Lal a déjà eu recours aux bulldozers. Il devrait le faire à nouveau pour donner une leçon à ces criminels. ».³⁵⁴



Inde : Un homme âgé, Haji Ashraf Munyar, originaire du district de Jalgaon, aurait été violemment pris à partie par des co-passagers dans un train en marche traversant le district de Nashik, dans l'État du Maharashtra, sous prétexte qu'il transportait de la viande de bœuf. Une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux montre une douzaine d'individus l'entourant, le malmenant verbalement, l'agressant physiquement et proférant même des menaces de viol. Selon la police ferroviaire gouvernementale (GRP), une

enquête a été ouverte et certains des agresseurs ont été identifiés. Haji Ashraf Munyar, qui se rendait chez sa fille, a tenté d'expliquer qu'il transportait de la viande de chèvre, non de bœuf. Ses explications ont été rejetées par ses agresseurs, qui ont persisté à l'interroger avec agressivité.³⁵⁵



Inde : Le 18 septembre 2024, dans la ville de Bhiwandi, dans l'État du Maharashtra, une foule hindoue a violemment agressé trois jeunes musulmans, les forçant à scander «Jai Shri Ram» (*gloire au Dieu Rama*). Les victimes, identifiées comme Ghulam Dastagir, Mohammed Ayub et Akif, revenaient d'une station-service à moto lorsqu'elles ont été prises pour cibles.

S'adressant aux médias, Dastagir et Ayub ont raconté qu'en chemin, ils avaient aperçu une scène troublante : une autre personne déjà appréhendée par la foule était battue sans relâche. Alors qu'ils tentaient de poursuivre leur route, les assaillants leur ont bloqué le passage avant de les attaquer brutalement, sans provocation. Selon Ayub, Akif a réussi à s'échapper juste avant que la foule ne s'en prenne à lui. Les deux autres ont été roués de coups et contraints, sous la menace, à réciter «Jai Shri Ram» (*gloire au Dieu Rama*).

Inde : Le 5 septembre 2024, Muhammad Hazeq, un homme d'affaires musulman et marchand de chaussures, a été sauvagement attaqué par un groupe de prétendus justiciers défenseurs des vaches dans la ville de Beed, dans le Maharashtra. Les assaillants l'ont accusé à tort d'avoir volé des vaches, puis l'ont roué de coups à l'aide de bâtons, le blessant grièvement. Hazeq rentrait chez lui lorsqu'il a vu un véhicule heurter une vache et prendre la fuite. Il a tenté de photographier le véhicule, sans succès, mais a pu capturer l'image de la vache blessée qu'il a envoyée à sa fiancée. Peu après, il a été pris à partie par un groupe armé de bâtons, qui l'a attaqué sans vérification ni explication. Ses cris ont alerté des membres de sa famille, qui

sont rapidement intervenus pour le secourir. Il a été transporté d'urgence dans un hôpital privé où il reçoit actuellement des soins.³⁵⁶



Inde : Le 8 septembre 2024, une violente attaque ciblée a été perpétrée contre des commerces musulmans et une Eidgah (lieu de prière pour l'Aïd) dans la région de Kathlal-Balasinor, au Gujarat. Cette flambée de violence communautaire aurait été déclenchée par un accident de la route mineur impliquant une voiture conduite par un musulman de Godhra et une moto pilotée par un hindou local. Rapidement, la situation a dégénéré, donnant lieu à des attaques coordonnées contre des biens appartenant à des membres de la communauté musulmane. Des magasins ont été vandalisés et des lieux de culte dégradés, attisant de vives inquiétudes sur la montée des tensions religieuses dans une région déjà marquée par une histoire de violences intercommunautaires. Cet incident s'inscrit dans une série d'événements récents où des différends mineurs sont rapidement transformés en violences collectives à caractère confessionnel, nourries par des discours haineux et l'impunité.³⁵⁷

Inde : Le 1er septembre 2024, une foule en colère a attaqué des membres de la communauté musulmane de Nandanagar après des accusations de harcèlement présumé d'une femme par un coiffeur musulman. Cet incident de harcèlement, qui avait eu lieu une semaine auparavant, a provoqué une série de violences. Les membres de la communauté musulmane ont été attaqués, leurs magasins vandalisés et pillés par la foule en colère. Cette

escalade de violence a forcé huit familles musulmanes, qui vivaient dans le quartier pittoresque de Nandanagar depuis des générations, à abandonner leurs maisons. Ahmed, un habitant de Nandanagar, a rapporté que 10 familles résidaient dans cette zone. Cependant, à la suite de ces attaques, huit d'entre elles ont été contraintes de fuir, cherchant refuge ailleurs après les violences subies par certains de leurs membres. Cette situation a exacerbé les tensions communautaires dans la région, laissant de nombreuses familles musulmanes dans l'incertitude et la peur.³⁵⁸

Territoire palestinien occupé : Une femme palestinienne enceinte a fait une fausse couche après un raid militaire israélien sur sa maison dans la ville d'Hébron en Cisjordanie, selon les médias locaux le 22 septembre 2024. Les forces israéliennes ont perquisitionné plusieurs maisons dans le sud d'Hébron et ont agressé un Palestinien et sa femme, qui a fait une fausse couche, a rapporté l'agence de presse officielle Wafa.³⁵⁹



USA : Un suspect a été accusé d'avoir tailladé une fillette dans un parc de Détroit le 8 octobre 2024. Saida Mashrah, âgée de 7 ans, se trouvait au parc Ryan, près de Ford Road et de l'autoroute de Southfield, avec sa grand-mère lorsqu'un homme de 73 ans, originaire de Detroit, s'est approché d'elle vers 15 h 45. "Un homme s'est approché de moi", a déclaré Saida Mashrah. "Il m'a tiré le visage vers le haut et dans l'autre main, il y avait un couteau. Il est sorti de nulle part et a fait glisser le couteau sur moi" Mashrah dit qu'elle l'a frappé à coups de pied - et a couru jusqu'à la maison voisine, montrant à sa mère ce qu'il avait fait, lui tranchant la gorge et essayant de lui perforer l'estomac avec un couteau de poche. ma grand-mère criait : "qu'est-ce qu'il

y a ?! Quoi?! Qu'est-ce qu'il y a?" Mashrah a déclaré. Lorsque sa grand-mère a compris ce qui s'était passé, elle a crié, faisant fuir le suspect. Elle a dit : "Non !" et il a pris peur. Il s'est enfui », a déclaré Mashrah. Elle a subi une lacération sous le cou qui a nécessité trois points de suture, a déclaré le commandant de la police de Detroit. Vernal Newson a déclaré. Mashrah a décrit son agresseur présumé, Gary Lansky, aujourd'hui accusé d'agression avec intention de meurtre et d'agression avec une arme mortelle.³⁶⁰

Inde : Furqan, un élève musulman de 12 ans, a été délibérément « pris pour cible dans des attaques violentes » lors des célébrations de Navratri Dandiya à l'école publique Green Way de Faridipur, à Lucknow. Certains élèves l'ont violemment battu, agressé et harcelé, apparemment en raison de son identité musulmane visible, perceptible à travers son excellence académique et sa sociabilité. Cet élève de 8e année n'a bénéficié d'aucune mesure de protection ni d'aucun soutien de la part de l'administration scolaire. Au lieu de venir en aide à la victime, l'école a pratiqué une politique de blâme de la victime, lui enjoignant de ne pas se défendre ni s'exprimer.

Elle a également menacé Furqan de lui délivrer un certificat de transfert (C.T.) et de radier son nom du registre.³⁶¹



📷 Muslim Youth Tied to Tree. Beaten by Mob in Kamram Bhim Asifabad District

Inde : Le 26 octobre 2024, un jeune musulman, Abid Hussain, a été brutalement battu à Isgaon, dans le mandal de Kagaznagar, parce qu'il aurait été vu en compagnie d'une jeune fille hindoue. La foule, qui serait issue de la communauté majoritaire, a lancé l'assaut après avoir découvert Hussain

en compagnie de la jeune fille hindoue. Répondant à une information, la police est arrivée sur les lieux, mais a dû faire face à l'hostilité de la foule, qui a tenté de l'attaquer et a même endommagé un véhicule de police. Au prix d'efforts considérables, les forces de l'ordre ont réussi à sauver Hussain, qui a été transporté à l'hôpital voisin de Mancherial pour y recevoir des soins médicaux d'urgence.³⁶²

Inde : Un incident a été signalé dans le district de Rampur, en Uttar Pradesh, où la police locale est accusée d'avoir perturbé un mariage musulman, vandalisé les lieux, jeté la nourriture et volé de l'argent. Ces accusations graves ont émergé après que la police est intervenue lors de la cérémonie, sur la base de rumeurs selon lesquelles de la viande de bœuf aurait été servie. L'affaire a suscité une vive indignation, poussant le commissaire de police, Vidya Sagar Mishra, à ordonner l'ouverture d'une enquête. Les faits se sont produits lors du mariage de la fille de Mohammad Ahmed, célébré dans le village de Dhanupura, situé dans la juridiction du poste de police de Bhot, à Rampur. Selon les témoignages, les invités étaient en train de partager un repas lorsque des rumeurs concernant la présence de viande de bœuf dans les plats ont commencé à circuler. La police s'est alors rendue sur place, où elle aurait, selon les accusations, semé le chaos. Des membres de la famille de la mariée affirment que les policiers ont non seulement renversé les plats, mais aussi frappé plusieurs personnes présentes à l'événement. Ils ajoutent que la police aurait également confisqué l'argent remis lors de la cérémonie du *Bhaat*, un rituel traditionnel au cours duquel des cadeaux et de l'argent sont offerts à la famille de la mariée.³⁶³

USA : Une femme portant un keffieh a été battue dans une rue de Brooklyn par deux inconnus qui l'ont traitée de nazie, a déclaré la police le 14 octobre 2024. La victime a été agressée par deux femmes sur Franklin Ave. près de St. Mark's Ave. à Crown Heights le 13 octobre, selon la police. La victime portait un keffieh, le foulard associé au sort des Palestiniens, lorsque les agresseurs l'ont traitée de nazie, lui ont donné un coup de poing au visage et l'ont poussée au sol. La victime s'est défendue et les trois femmes ont été légèrement blessées. Les suspects, Hanna Hammerschlag et Deanna Cohen, ont été arrêtés par les policiers qui se sont rendus sur les lieux. Ils ont été inculpés d'agression. Il n'a pas été possible de savoir immédiatement si

les procureurs de Brooklyn allaient engager des poursuites pour crime de haine.³⁶⁴



USA : Le 10 octobre 2024, un homme non identifié a poignardé Ayman Moustafa, un employé du chariot halal situé à l'extérieur du campus du Lincoln Center de Fordham. Selon Moustafa, l'agresseur a contourné l'arrière du chariot halal et a tenté d'entrer. Il a demandé à l'individu de ne pas entrer dans le chariot et, en réponse, l'homme a sorti un couteau. L'individu a alors tenté de pénétrer de force dans le chariot, ce qui a déclenché une altercation physique entre les deux, au cours de laquelle l'homme a poignardé Moustafa au niveau du triceps gauche, juste au-dessus du coude. Moustafa a appelé la police après l'incident. L'agresseur s'est enfui vers le sud, selon la sécurité publique de Fordham, avant que deux agents de la police de New York n'interviennent moins de cinq minutes après l'agression. Moustafa a alors porté plainte auprès de la police et a reçu des soins médicaux dans une ambulance.³⁶⁵

Inde : Un jeune Dalit de 16 ans aurait été agressé par un groupe d'étudiants qui l'auraient forcé à scander « Jai Shri Ram » (*gloire au Dieu Rama*), a déclaré la police le 20 octobre 2024. Une vidéo présumée de l'incident a circulé en ligne, ce qui a conduit les autorités à enregistrer une plainte en vertu de la *Bharatiya Nyaya Sanhita* ainsi que de la Loi sur la prévention des atrocités à l'encontre des castes et tribus répertoriées. Le commissaire

de police adjoint de Ghatampur, Ranjeet Kumar, a indiqué qu'un adolescent issu de la communauté dalit aurait été pris à partie par un groupe d'élèves après la diffusion, sur son compte Instagram, d'images de B.R. Ambedkar. Les agresseurs l'auraient alors contraint à chanter « Jai Shri Ram », tout en enregistrant la scène en vidéo, qu'ils ont ensuite publiée sur les réseaux sociaux, a précisé le commissaire adjoint.³⁶⁶



Inde : Lors d'un incident tragique survenu à Vikaspuri, dans l'ouest de Delhi, un réfugié syrien et son fils de 11 mois ont été pris pour cible par des habitants qui les auraient aspergés d'une substance corrosive. Les faits se sont produits le 30 septembre 2024. La victime, Rafat, vivait avec son épouse Marisa et leur nourrisson dans un abri de fortune situé à proximité du bureau du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Vikaspuri. S'adressant aux médias, Rafat a relaté le moment éprouvant où il a aperçu les assaillants s'approcher, munis d'une cartouche. Malgré ses tentatives pour fuir, lui et son fils ont été aspergés d'un liquide corrosif, provoquant une sensation de brûlure immédiate. Après l'attaque, ils ont peiné à trouver un moyen de transport pour se rendre à l'hôpital Safdarjung, avant de finalement recevoir l'aide d'un passant.³⁶⁷



USA : L'intersection de l'autoroute 525 et de Goat Trail Road, dans la vieille ville de Mukilteo, a été le théâtre d'une attaque à motivation politique contre Riaz Khan, ancien conseiller municipal de Mukilteo et actuel candidat républicain à la Chambre des représentants de l'État de Washington (21e district législatif). « Espèce de p****n d'étrangers, venez en Amérique, fils de p*te », s'est souvenu M. Khan, avec de l'inquiétude dans la voix, des mots que lui ont lancés deux assaillants quelques secondes avant l'attaque brutale. « Espèce d'en**lé de partisan de Trump... » Selon M. Khan, les deux hommes ont commencé à le frapper avec des pieux en bois et à lui crier des injures. « Si je n'avais pas eu le marteau, ils m'auraient tué », a déclaré M. Khan au Lynnwood Times. « Quand ils ont vu le marteau dans ma main, ils ont reculé et sont partis très vite. Le 29 octobre 2024, vers 2 heures du matin, deux hommes blancs ont suivi l'ancien conseiller municipal de Mukilteo alors qu'il quittait Mukilteo Lane, près du front de mer.. Khan effectuait sa routine nocturne de "patrouille de signalisation" dans le 21e district.³⁶⁸



USA : Une organisation musulmane de défense des droits civiques a demandé l'ouverture d'une enquête pour crime de haine après qu'un commerce appartenant à des Palestiniens à Baltimore a reçu des colis menaçants. Les colis ont été postés peu après que les forces israéliennes ont fait exploser des vagues de téléavertisseurs au Liban. À l'intérieur des deux colis se trouvaient de faux téléavertisseurs et un sweat-shirt portant le logo de l'armée israélienne, selon le propriétaire de l'entreprise, qui a déclaré craindre désormais pour sa sécurité.³⁶⁹



Inde : Rajasthan : Selon les rapports, Zahid, un habitant du village de Dhanj, dans la région de Mukundgarh, a été enlevé de force par un groupe d'individus à bord d'un camping-car le 21 octobre 2024. Deux heures plus tard, son père, Jamil, a reçu un appel des ravisseurs lui ordonnant de venir récupérer son fils. À l'endroit désigné, les agresseurs ont traîné Zahid hors du véhicule avant de prendre la fuite à toute vitesse. Jamil a alors découvert son fils inconscient, grièvement blessé. Zahid a été transporté d'urgence à l'hôpital Navagarh de Jaipur, où il a reçu des soins intensifs. Malgré les efforts déployés, il a succombé à ses blessures. Sa mort a provoqué une vive agitation dans le village de Dhanj. Les tensions se sont accentuées lorsque sa famille a refusé d'accepter le corps, exigeant l'arrestation immédiate de tous les responsables du meurtre. L'affaire a suscité une vague d'indignation publique. L'ancien ministre Rajendra Singh Gudha s'est rendu auprès de la famille endeuillée pour exprimer sa solidarité. Il a vivement dénoncé l'inaction des autorités, déclarant : « Le seul crime de Zahid, c'était d'être musulman. Il a été enlevé, torturé et tué. Et, chose inimaginable, ses assassins ont eu l'audace d'appeler le père pour qu'il vienne récupérer le corps, jeté dans un sac. ». Cet incident met crûment en lumière les inquiétudes croissantes autour de la violence communautaire et de la sécurité des minorités en Inde.³⁷⁰

Inde : Plusieurs élèves musulmans ont déclaré avoir été battus, maltraités, discriminés et humiliés par leurs enseignants dans une école publique de la capitale nationale. Les enseignants ont également été accusés de leur lancer régulièrement des insultes religieuses et de les maltraiter en raison de l'identité musulmane des élèves. Ces incidents odieux se sont produits à Sarvodya Bal Vidyala, dans le quartier de Nand Nagri, au nord-est de Delhi. Ils ont été portés à la connaissance du public à travers une lettre adressée à l'avocat de la Cour suprême, M. Ashok Agarwal, par des élèves victimes. Ce dernier s'est rendu dans l'établissement pour enquêter sur la situation. Le sectarisme religieux affiché par les enseignants, censés défendre l'amitié communautaire et les valeurs laïques, est symptomatique du profond malaise qui s'est installé dans une partie de la société et qui a entamé l'éthique démocratique et pluraliste du pays au cours de la dernière décennie.³⁷¹



Inde : Un coiffeur musulman nommé Shahid a été agressé et défilé dans les rues par une foule hindutva qui l'accusait de commettre le « Jihad de l'amour » contre une femme d'une autre communauté dans le district de Rishikesh, dans l'Uttarakhand. L'incident a eu lieu le 8 novembre 2024, mais a été révélé le 10 novembre 2024 lorsqu'une vidéo de l'incident a fait surface sur les médias sociaux. Selon les rapports, Shahid a été accusé d'avoir harcelé et piégé une collègue, qui travaille dans le même salon, dans sa manœuvre d'amour. La vidéo virale montre Shahid, qui travaille dans un salon de coiffure local, traîné dans les rues avec sa chemise déchirée, tandis que la foule agitée crie des slogans religieux « Jai Shri Ram ». Après l'agression, Sahil a été remis à la police. Dans cet État, il y a eu de nombreux incidents au cours desquels des membres de la communauté musulmane ³⁷²ont été violemment pris pour cible sur la base de simples allégations, ce qui a souvent conduit à des attaques collectives.



Inde : Le 16 août, un élève musulman de 15 ans d'une école publique d'Udaipur s'est battu avec un camarade de classe pendant la récréation. Il a sorti un couteau et a poignardé l'autre garçon. Trois jours plus tard,

l'adolescent, blessé, un hindou, est décédé. Au cours des trois jours qui se sont écoulés entre l'agression et la mort, un bulldozer a traversé la vie de trois familles musulmanes d'Udaipur. Un jour après l'agression, les autorités municipales d'Udaipur ont démoli la maison louée par le jeune homme de 15 ans dans la localité de Kachchi Basti, au motif qu'elle avait été construite sur un terrain sans autorisation. Cette mesure a été prise après que des partisans de l'Hindutva ont organisé de violentes manifestations dans la ville pour réclamer ce qu'ils ont appelé la « justice du bulldozer ». Le jeune homme de 15 ans a été placé dans un foyer pour mineurs et son père, Saleem Sheikh, a été arrêté parce qu'il était accusé d'avoir incité son fils à commettre des actes de violence. L'action civique a également affecté la vie de deux autres familles, qui n'avaient rien à voir avec la mort de l'adolescent. Parmi eux, Abid Khan, un vendeur de thé qui était locataire de la même maison, et le propriétaire, Abdul Rashid Khan. « Pourquoi ont-ils détruit ma maison alors que l'accusé est le fils de mon locataire ?, a demandé Abdul Rashid Khan. Il a répondu lui-même à la question : « Ils ont voulu donner l'exemple en démolissant la maison d'un musulman »³⁷³



Inde : Un homme nommé Prakash Kumar Manji a attaqué plusieurs musulmans dans la ville de Varanasi le 17 octobre 2024. Cinq hommes musulmans ont été blessés dans cette affaire. L'incident a eu lieu dans le village de Revadi Talab du commissariat de police de Bhelupur, à Varanasi, où il s'est tenu près de la route, une 'bêche tranchante' à la main, et a 'ciblé intentionnellement' des personnes 'sur la base de leur identité musulmane'.

Bien que Manji ait été arrêté, les résidents musulmans sont toujours traumatisés par ce qui s'est passé. Une vidéo de l'incident a fait le tour des plateformes de médias sociaux, dans laquelle Prakash Manjhi se tient au milieu de la route pour attaquer et blesser des passagers musulmans. On a pu le voir, vêtu d'un short et d'un long tee-shirt, s'en prendre à deux musulmans à vélo. Il s'en est également pris à des vendeurs musulmans situés à proximité.³⁷⁴

Inde: Un musulman aurait été battu, déshabillé et forcé de chanter Jai Shri Ram (Gloire au Dieu Rama) ici, selon sa famille, le 25 novembre 2024. Cependant, la police a nié qu'il ait été déshabillé et forcé à chanter par l'accusé et a déclaré qu'il semblait à première vue s'agir d'un cas d'inimitié. L'incident a eu lieu le 23 octobre 2024 lorsque Gulfam Saifi, un habitant du village de Sofipur à Pallavpuram, rentrait chez lui après s'être entraîné dans un stand de tir privé à Mangal Pandey Nagar, a déclaré son père, Aftab. Selon Aftab, Gulfam Saifi a été emmené à Victoria Park par trois jeunes à moto, qui l'ont battu, déshabillé et forcé à chanter Jai Shri Ram. Ils lui ont également arraché son téléphone portable. Les membres de la famille de la victime ont également affirmé qu'il était tombé inconscient après avoir été battu et déshabillé. Cependant, la police a nié les accusations de déshabillage et de chant forcé.³⁷⁵

Incident visant des copies du Saint Coran

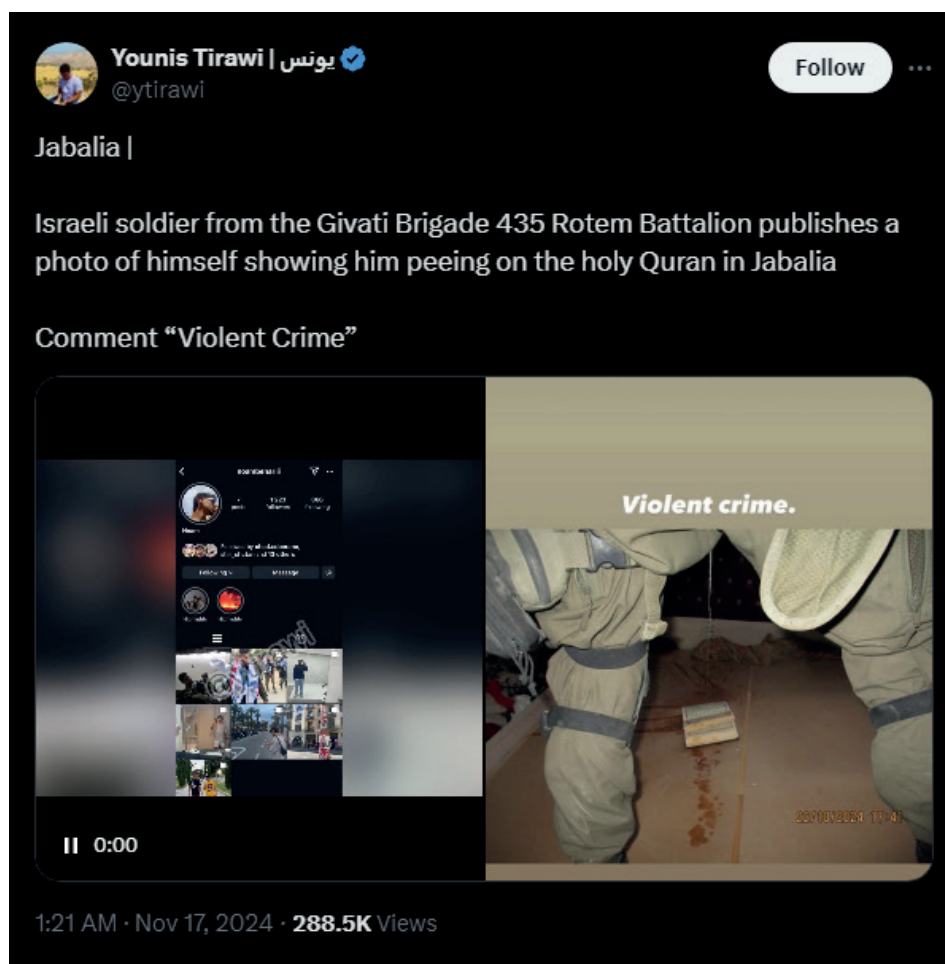


Inde : Une tentative présumée de provoquer des tensions communautaires a été signalée après que des pages brûlées du Saint Coran ont été trouvées près de la mosquée de Fatehpur Bazar, dans le district de Jamtara, au Jharkhand. Les habitants ont trouvé les pages dans les champs, à environ 300 mètres de la mosquée. Toutefois, les communautés hindoues et musulmanes ont condamné cet acte, ont rapporté les médias.³⁷⁶



Territoire palestinien occupé : Une vidéo montrant un soldat israélien en train de brûler un Coran a été diffusée sur les réseaux sociaux, suscitant une

vague d'indignation. La vidéo, diffusée par la radio de l'armée israélienne le 23 mai 2024, montre le soldat debout dans les ruines d'une mosquée à Rafah Est, à Gaza, jetant le Coran avec ses pages ouvertes dans un feu. Selon le radiodiffuseur israélien Kan, le soldat a publié la séquence sur son compte Instagram personnel il y a quelques jours. L'incident a été condamné par les autorités israéliennes, qui ont annoncé l'ouverture d'une enquête.³⁷⁷



Territoire palestinien occupé : Un soldat israélien à Gaza aurait posé une photo de lui en train d'uriner sur un exemplaire du Coran, dernier geste offensif en date à l'égard de la population palestinienne de l'enclave. Selon des sites d'information locaux, la photo a été prise à Jabalia, au nord de la bande de Gaza, où Israël a imposé un siège d'un mois à la ville, dont les habitants sont pris au piège sous d'intenses bombardements et font face à une offensive terrestre. L'image présumée a été publiée sur un compte Instagram privé d'un soldat du bataillon Rotem de la brigade 435 de Givati et horodatée à la date du 22 octobre 2024.³⁷⁸

Suède : La police suédoise a donné l'autorisation d'organiser un rassemblement où l'on brûle le Coran avant le concours Eurovision de la chanson dans la ville de Malmö, dans le sud de la Suède, a déclaré le journal Goteborgs-Posten (rapporté par APA). La manifestation a eu lieu le 3 mai 2024 après-midi, la veille du concours officiel, sur la place Gustav Adolf, dans le centre de la ville.³⁷⁹

Suède : Le 3 mai 2024, des militants d'extrême droite suédois ont brûlé un Coran à Malmö, peu avant le concours Eurovision de la chanson. La police suédoise a été critiquée pour avoir autorisé l'incinération du Coran si peu de temps avant l'événement majeur. Les responsables de la profanation du Coran dans le centre de Malmö sont l'activiste chrétienne d'extrême droite Jade Sandberg et l'Irakien Salwan Najem. Ils ont également brûlé un drapeau palestinien.³⁸⁰

Incident visant la figure la plus connue de l'islam



Inde : Une plainte a été déposée contre Yati Narasinghanand Saraswati, militant virulent de l'idéologie hindutva, pour avoir tenu des propos désobligeants

à l'encontre de l'islam et du prophète Mohammed (paix et salut sur lui). L'affaire a été enregistrée le 3 octobre 2024 au poste de police de Sihani Gate, à Ghaziabad, en lien avec un discours haineux présumé qu'il aurait prononcé le 29 septembre 2024 au Hindi Bhawan, dans le quartier de Lohia Nagar, à Ghaziabad. La plainte, fondée sur l'atteinte aux sentiments religieux d'une communauté, a été déposée par le sous-inspecteur Trivendra Singh Singh. « Nous ne l'avons pas encore arrêté », a déclaré Sachin Kumar, chef du poste de Sihani Gate, précisant que la police avait pris connaissance d'une vidéo du discours présumé, devenue virale depuis. S'adressant à son auditoire, le prêtre aurait déclaré : « Si vous devez brûler des effigies à chaque Dussehra, alors brûlez celles de Muhammad (paix et salut sur lui). » Connu pour ses déclarations controversées, Narasinghanand avait déjà affirmé l'an dernier : « *L'Akhand Hindu Rashtra* était le rêve de Veer Savarkar et de Chhatrapati Shivaji Maharaj. Ce rêve ne doit pas se limiter à l'Afghanistan ; nous devons œuvrer pour que l'hindutva atteigne La Mecque et la Kaaba. » Il avait également prétendu qu'un temple dédié à Shiva se trouverait sous la Kaaba, lieu le plus sacré de l'islam.³⁸¹



Shalabh Mani Tripathi, Narasinghanand and Nand Kishore Gurjar. Photos: Official X accounts.

Inde : À la suite des manifestations déclenchées par les propos provocateurs du leader extrémiste hindutva Yati Narsinghanand à l'encontre du prophète de l'islam Mohammed (paix et salut sur lui), au moins deux députés du Bharatiya Janata Party (BJP) ont attisé les tensions en adressant des menaces explicites aux manifestants musulmans. L'un d'eux, Nand Kishore Gurjar, a appelé à une répression violente, suggérant que les manifestants musulmans qui se seraient dirigés vers le temple de Narsinghanand à Dasna, Ghaziabad,

le 4 octobre 2024, dans le but supposé de l'« attaquer », devraient être abattus dans le cadre d'une « rencontre » — terme souvent utilisé en Inde pour désigner des exécutions extrajudiciaires par la police. La police de l'Uttar Pradesh a démenti toute attaque contre le temple et a averti qu'elle prendrait des mesures contre la diffusion de rumeurs. Un autre député du BJP, Shalabh Mani Tripathi, a proféré des menaces contre les manifestants en déclarant qu'ils goûteraient au « traitement israélien » s'ils tentaient de scander des slogans dans l'État d'Uttar Pradesh. « Ici, le traitement se fera selon la Constitution de Babasaheb Ambedkar, pas selon la charia — et il sera appliqué comme il se doit. Ne venez pas vous plaindre une fois que ce sera fait », a-t-il écrit dans un message publié sur X (anciennement Twitter), le 6 octobre 2024.³⁸²

Incident lié au Hijab

Inde : Le 2 février 2024, deux femmes de Milwaukee ont plaidé coupable à des accusations de crime de haine en relation avec une attaque au Cathedral Square Park en juillet 2023. Lors de l'agression, les victimes ont déclaré que leurs hijabs avaient été enlevés. Miracle Reed a plaidé coupable aux trois chefs d'accusation retenus contre elle : coups et blessures graves avec circonstance aggravante de crime haineux, trouble à l'ordre public, et non-respect des conditions de libération provisoire. Payton Smith, quant à elle, a plaidé coupable à deux chefs d'accusation de coups et blessures avec circonstances aggravantes de crime haineux. Une troisième accusation de trouble à l'ordre public a été classée sans suite, mais reste inscrite au dossier pour la détermination de la peine. L'avocat des femmes musulmanes a déclaré que l'attaque n'avait pas été provoquée et que les femmes avaient été battues en raison de leur apparence. Selon les enquêteurs, les deux femmes se sont immédiatement montrées hostiles à l'égard des victimes dans le parc. Selon la plainte pénale, les victimes ont déclaré aux enquêteurs qu'elles étaient avec des membres de leur famille qui priaient dans le parc et « s'occupaient de leurs affaires » lorsque Smith s'est approché et a demandé : « Alors, quel est le problème ? » Les procureurs ont déclaré qu'elle avait poursuivi en demandant aux victimes d'où elles venaient. Selon la plainte, Smith a ensuite regardé Reed et lui a dit : « Tu es prête ? » La victime a

déclaré que Smith l'avait ensuite bloquée par la tête et lui avait donné un coup de poing. Une autre victime a déclaré que Reed avait commencé à la frapper à l'arrière de la tête. Les deux victimes ont déclaré qu'on leur avait enlevé leur hijab de la tête, selon la plainte. Un passant a fini par mettre fin à la bagarre, et les victimes ont déclaré que les deux femmes et leurs dix enfants s'étaient éloignés. 383

USA : Le 12 février 2024, une femme de Seattle s'est fait voler son hijab sous la menace d'un couteau près du campus de l'université de Washington. Des agents ont répondu à un rapport indiquant qu'une femme avait été approchée par derrière et placée dans une position d'étranglement par un homme montrant un petit couteau dans le quartier universitaire vers 9 heures du matin. Le suspect faisait des remarques désobligeantes et exprimait une haine générale pour les croyances religieuses et l'origine nationale de la victime, a déclaré la police de Seattle. Il a volé le hijab de la femme avant de s'enfuir. La victime n'a pas été blessée physiquement, mais elle a été émotionnellement ébranlée.³⁸⁴

USA : Le groupe musulman de défense des droits civiques CAIR a déposé une plainte auprès du bureau des droits civiques du ministère américain de l'Éducation pour enquêter sur le collège Mace's Lane après le harcèlement et l'agression d'une élève musulmane de 12 ans dont le hijab a été enlevé de force à au moins deux reprises, depuis le 25 mars 2024. « Ma fille a été profondément traumatisée par les événements qui se sont déroulés au cours des deux derniers mois », a déclaré la mère de l'enfant, Mme Latoya Gibbs. « Il est essentiel que nous prenions la parole pour sensibiliser à la haine et à l'intimidation et que, en tant que nation, nous nous efforcions de mettre un terme à ces comportements préjudiciables³⁸⁵

Inde : dans une vidéo devenue virale sur les plateformes de médias sociaux, on voit une étudiante portant le hijab assise dans une classe, puis ses camarades de classe portant des châles safran, prétendument en signe de protestation. L'incident a eu lieu le 6 mars 2024 au collège Vidya Soudha. Toutefois, le directeur de l'école a rejeté la controverse sur le hijab, déclarant que l'élève en question souffrait d'une « infection de l'oreille » et qu'elle devait donc se couvrir la tête.³⁸⁶

USA : L'avocat représentant quatre femmes arrêtées lors des manifestations propalestiniennes à l'Université d'État de l'Arizona (ASU), a déclaré que ses clientes ont supplié les forces de l'ordre de faire preuve « d'humanité » avant que leurs hijabs ne soient retirés de force et en public.

Zayed Al-Sayyed représentait quatre femmes qui faisaient partie des 72 personnes arrêtées les 26 et 27 avril lors de la manifestation propalestinienne à l'ASU et qui ont déclaré que leurs hijabs avaient été enlevés de force.³⁸⁷

Inde : Le 5 juin 2024, Sanjida Quader, professeure assistante au LJD Law College de Kolkata, a démissionné après avoir été la cible de harcèlement moral répété en raison du port de son hijab. Malgré des pressions persistantes de la part de l'administration de l'établissement pour qu'elle retire son voile, Mme Quader a maintenu sa position et a finalement décidé de quitter son poste. Résidant à Murarai, dans le district de Birbhum, au Bengale occidental, Sanjida Quader enseignait depuis plus de deux ans dans cet établissement d'enseignement privé affilié à l'université de Calcutta. Elle avait commencé à porter le hijab pendant le mois de Ramadan, lors des prières. Le 30 mai 2024, Ashok Das, membre du personnel de l'établissement, lui a soudainement interdit l'accès au campus en raison de son hijab. Lorsqu'elle a demandé la justification d'une telle interdiction, il lui a répondu : « C'est une violation du code vestimentaire de notre université. » Dans sa lettre de démission, Mme Quader a déclaré : « Je suis contrainte de démissionner en raison de la politique anti-hijab des responsables de l'université. Le fait qu'on me demande de retirer mon hijab est en contradiction avec mes convictions et mes valeurs religieuses. » Dans une interview accordée à The Observer Post, elle a précisé : « Je porte le hijab à l'université depuis un certain temps déjà. Personne ne m'en a jamais fait la remarque auparavant. C'est la première fois que j'entends parler d'un code vestimentaire pour les enseignants. Ni le site web ni le règlement de l'établissement ne mentionnent une telle interdiction. J'ai interrogé les autorités : un sikh portant un turban serait-il lui aussi interdit d'accès ? Ils m'ont répondu que la situation des sikhs était différente, et que je ne pouvais pas porter de hijab ici parce que ce n'était pas une institution religieuse. » Elle a ajouté : « Ils prétendent vouloir instaurer un "espace neutre", sans expressions religieuses visibles. Si tel est le cas, pourquoi célèbre-t-on ici la Saraswati Puja ou encore Holi ? » Sollicitées sur

ces contradictions, les autorités n'ont pas souhaité répondre.³⁸⁸

Royaume-Uni : Le 28 juin 2024, des images ont été diffusées en ligne montrant un vidéaste hors champ s'en prenant à des femmes musulmanes alors qu'elles se promenaient dans Kensington. L'utilisateur qui aurait fait circuler la vidéo, Bahar Mahroo, a écrit : « De la même manière que vous nous retirez la démocratie en Iran et nous obligez à porter le foulard, puisque nous avons la démocratie dans ce pays, nous vous retirerons ce même foulard Mme Mahroo a nié toute implication dans les attaques et a déclaré qu'elle ne faisait que partager les vidéos. Le compte Instagram qui contenait la vidéo n'était pas accessible ce matin.³⁸⁹



USA : Le 8 juillet 2024, Robert Pierpont a été arrêté pour avoir arraché le hijab de la tête d'une adolescente. Robert, qui n'avait pas de casier judiciaire, a été accusé de harcèlement aggravé. L'adolescente victime a été attaquée lorsqu'elle marchait sur E. 44th St. à l'approche de Second Ave. vers midi le 28 avril 2024, a déclaré la police. Le suspect a crié « Vous n'avez pas besoin de porter cela ici » avant d'arracher le hijab de la tête de la jeune femme et de s'enfuir en courant, a indiqué la police.³⁹⁰



Royaume-Uni : Une femme s'est sentie violée et déshumanisée après avoir été victime d'horribles insultes racistes et de crachats lors de « manifestations » chaotiques à Manchester. Dans une démonstration choquante d'islamophobie, Thomas Richard s'est joint à une foule dans les jardins de Piccadilly le 3 août 2024, où ils ont visé trois jeunes femmes portant des hijabs et des foulards avec des insultes ignobles. Le tribunal de Manchester a visionné des images montrant le groupe encerclant les femmes et leur crachant dessus, le crachat d'un homme atteignant le visage d'une femme qui faisait ses courses dans le centre-ville. Les troubles ont été provoqués par de fausses rumeurs sur l'identité d'un homme impliqué dans un incident tragique à Southport, ce qui a conduit au rassemblement. Le tribunal a appris que la femme, qui s'identifie comme une Britannique blanche et qui portait un hijab et un foulard keffieh en soutien à la Palestine, observait le grand rassemblement et la police dans Piccadilly Gardens au cours de l'après-midi. Richard, de Miles Platting, à Manchester, qui avait déjà admis avoir commis des troubles violents, a été condamné à une peine de prison le 24 septembre 2024.³⁹¹

France : Une musulmane a été violemment agressée par deux femmes parce qu'elle portait un hijab à Gardanne, une commune des Bouches-du-Rhône, dans le sud de la France. L'agression a eu lieu le 25 novembre 2024, selon France 3, et aurait été alimentée par l'islamophobie, avec des violences physiques et des insultes racistes. Les agresseurs auraient suivi la femme musulmane, la décrivant comme « voilée » et disant qu'elle « profitait des avantages sociaux alors que nous sommes affamés... Nous devrions nous débarrasser d'elle comme les Palestiniens », ont déclaré les agresseurs. Lorsque la femme est intervenue en disant « vous n'avez pas le droit de me parler comme ça », les deux agresseurs ont couru et l'ont rattrapée. « Ils m'ont plaqué au sol et m'ont battu. Ils m'ont arraché mon hijab et mes cheveux tout

en me traitant de « sale race », elle a ajouté. Ils ont également proféré des menaces de mort à son encontre. « Nous devons l'achever », ont déclaré les auteurs de l'attaque. Un ami de la victime l'a emmenée aux urgences, où elle a été soignée. Le personnel médical a constaté un hématome au poignet, des côtes fracturées, des abrasions sur les jambes et des contusions au visage. « Deux jours après l'agression, le traumatisme reste vif », a indiqué le média, ajoutant que la victime souffrait également de troubles psychologiques.³⁹²

Reference

- 1 Voir : STL Today news' entry, in: Former teacher at St. Louis Country Day says she faced discrimination over Muslim faith — https://www.stltoday.com/news/local/crime-courts/former-teacher-at-st-louis-country-day-says-she-faced-discrimination-over-muslim-faith/article_a94876d2-ab29-11ee-a77e-1f03a5ffa503.html, récupéré le 05.01.2024
- 2 Voir : The guardian news' entry, WBC expels Ryan Garcia after boxer's racist and Islamophobic slurs on social media in : <https://www.theguardian.com/sport/article/2024/jul/04/wbc-expels-ryan-garcia-after-boxers-racist-and-islamophobic-slurs-on-social-media>, récupéré le 10.07.2024
- 3 Voir : Aljazeera news' entry, Muslim charities face discrimination as Palestinians are desperate for aid in : http://aljazeera.com/economy/2024/11/29/muslim-charities-face-discrimination-as-palestinians-are-desperate-for-aid?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.12.2024
- 4 Voir : The Guardian news' entry, US professors face discipline and investigations over Palestine support in : http://theguardian.com/us-news/2024/oct/24/university-professors-discipline-palestine-support?utm_source=pocket_shared, récupéré le 30.10.2024
- 5 Voir : Montreal Gazette news' entry, Montreal girl barred from karate class over hijab, Human Rights Commission says in : <https://montrealgazette.com/news/local-news/montreal-family-says-daughter-barred-from-karate-class-over-hijab/>, récupéré le 15.07.2024
- 6 Voir : Middle East Monitor news' entry, UK faces 'brain drain' of talented Muslims amid rising Islamophobia, warns King's adviser in : <https://www.middleeastmonitor.com/20240818-uk-faces-brain-drain-of-talented-muslims-amid-rising-islamophobia-warns-kings-adviser/>, récupéré le 20.08.2024
- 7 Voir : BBC news' entry, 'I was sacked by my new bosses for being Muslim' in : http://bbc.com/news/articles/c75wl4vn92wo?utm_source=pocket_shared, récupéré le 10.11.2024
- 8 Voir : Morocco World News news' entry, France's Only Muslim High School Faces Potential Contract Termination in : https://www.moroccoworldnews.com/2024/12/366770/frances-only-muslim-high-school-faces-potential-contract-termination?utm_source=pocket_saves, récupéré le 10.12.2024
- 9 Voir : Anadolu Agency news' Anti-Muslim discrimination on rise in Germany, top official warns entry, in : https://www.aa.com.tr/en/europe/anti-muslim-discrimination-on-rise-in-germany-top-official-warns/3326804?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.09.2024
- 10 Voir : Anadolu Agency news' entry, Ombudsman warns Finland's refugee quota plan discriminatory to Muslims in : https://www.aa.com.tr/en/europe/ombudsman-warns-finlands-refugee-quota-plan-discriminatory-to-muslims/3387768?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.11.2024
- 11 Voir : Middle East Monitor news' entry, Israel stops Muslim worship at Ibrahimi Mosque in : https://www.middleeastmonitor.com/20240831-israeli-army-storms-hebron-closes-ibrahimi-mosque-amid-heightened-tensions/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 10.09.2024
- 12 Voir : Anadolu Agency news' entry, Closed to Palestinian worshippers, thousands of illegal Israeli settlers allowed into Hebron's Ibrahimi Mosque in : https://www.aa.com.tr/en/middle-east/closed-to-palestinian-worshippers-thousands-of-illegal-israeli-settlers-allowed-into-hebron-s-ibrahimi-mosque/3320096?utm_source=pocket_saves, récupéré le 10.09.2024
- 13 Voir : Indian Express news' entry India's Muslim 'ghettos' aren't just a product of prejudice – they result from forced displacement, in : <https://indianexpress.com/article/cities/ahmedabad/muslim-woman-allotted-flat-under-cm-scheme-in-vadodara-residents-protest-9391595/>, récupéré le 20.06.2024
- 14 Voir : scroll news' entry, In Assam, over a thousand Muslim families evicted from railway land – but not their Hindu neighbors in : <https://scroll.in/article/1070527/in-assam-over-a-thousand-muslim-families-evicted-from-railway-land-but-not-their-hindu-neighbours/>, récupéré le 10.07.2024

15 Voir : Maktoob Media news' entry, "They went to every house, asking if residents were Muslims or Hindus" : Eyewitness of Ghaziabad attack on Muslims in : <https://maktoobmedia.com/india/they-went-to-every-house-asking-if-residents-were-muslims-or-hindus-eyewitness-of-ghaziabad-attack-on-muslims/>, récupéré le 16.08.2024

16 Voir : India Tomorrow news' entry, After Gujarat, Hindu residents in Uttar Pradesh object to a Muslim woman purchasing a house in their locality in: <https://indiatomorrow.net/2024/08/21/after-gujarat-hindu-residents-in-uttar-pradesh-object-to-a-muslim-woman-purchasing-a-house-in-their-locality/>, récupéré le 25.08.2024

17 Voir : Muslim Mirror news' entry, Bareilly College expels Muslim student over beard, family files complaints with authorities in : <https://muslimmirror.com/bareilly-college-expels-muslim-student-over-beard-family-files-complaints-with-authorities/>, récupéré le 10.08.2024

18 Voir : Madhyamam online news' entry, Himanta's hands on fish, urges people to avoid buying fish from Miya Muslims in : <https://madhyamamonline.com/amp/india/himantas-hands-on-fish-urges-people-to-avoid-buying-fish-from-miya-muslims-1326798>, récupéré le 29.09.2024

19 Voir : The Guardian news' entry, Muslims in India face discrimination after restaurants forced to display workers' names in : http://theguardian.com/world/2024/oct/13/muslims-in-india-face-discrimination-after-restaurants-forced-to-display-workers-names?utm_source=pocket_shared, récupéré le 15.10.2024

20 Voir : Times of India news' entry, Leave by December 31, traders in Chamoli town tell Muslims in : http://timesofindia.indiatimes.com/india/leave-by-december-31-traders-in-chamoli-town-tell-muslims/amp_articleshow/114364159.cms?utm_source=pocket_shared, récupéré le 20.10.2024

21 Voir : Clarion India news' entry, Madhya Pradesh: Muslim Traders Evicted from Fair Promoting Equality, Harmony in : https://clarionindia.net/madhya-pradesh-muslim-traders-evicted-from-fair-promoting-equality-harmony/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 20.11.2024

22 Voir : The Observer Post news' entry, 'Attempt at Islamisation' : Hindu Groups Demand Demolition of Newly Built Mosque in Uttar Pradesh's Banda in : https://theobserverpost.com/attempt-at-islamisation-hindu-groups-demand-demolition-of-newly-built-mosque-in-uttar-pradeshs-banda/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.11.2024

23 Voir : New Indian Express news' entry, 'Hindu Housing Society' protests after house sold to Muslim buyer in UP's Moradabad in : http://newindianexpress.com/amp/story/nation/2024/Dec/05/hindu-housing-society-protests-after-house-sold-to-muslim-buyer-in-ups-moradabad?utm_source=pocket_shared, récupéré le 15.12.2024

24 Voir : The Observer Post news' entry, "This is our India; you go to your Kashmir": Kashmiri Traders Targeted in Himachal Pradesh, Forced to Chant 'Jai Shri Ram' in: <https://theobserverpost.com/this-is-our-india-you-go-to-your-kashmir-kashmiri->

25 Voir : The Observer Post news' entry, Days After Stir Over Shimla Mosque, Hindutva Outfits Protest To Demolish Mosque In Himachal Pradesh's Mandi in: https://theobserverpost.com/days-after-stir-over-shimla-mosque-hindutva-outfits-protest-to-demolish-mosque-in-himachal-pradeshs-mandi/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.12.2024

26 Voir : HRW news' entry Sri Lanka Blocks Exam Results over Muslim Head Coverings, in: <https://www.hrw.org/news/2024/06/26/sri-lanka-blocks-exam-results-over-muslim-head-coverings>, récupéré le 28.06.2024

27 Voir : SIASAT news' entry, in: Far-right mayor bans Muslim prayers in Italian town— <https://www.siasat.com/far-right-mayor-bans-muslim-prayers-in-italian-town-2979607/>, récupéré le 20.02.2024

28 Voir : Daily Sabah news' entry, in: EU's top human rights court upholds Belgium's halal slaughter ban— <https://www.dailysabah.com/world/europe/eus-top-human-rights-court-upholds-belgiums-halal-slaughter-ban>, récupéré le 15.02.2024

29 Voir : The Guardian news' entry, in: Top London school taken to high court over prayer ban

— <https://www.theguardian.com/uk-news/2024/jan/16/london-school-high-court-prayer-ban>, récupéré le 25.01.2024

30 Voir : Middle East Monitor news' entry, in: UK's new 'extremism' definition targets Muslims amid rise in Islamophobia and anti-Semitism— <https://www.middleeastmonitor.com/20240314-uks-new-extremism-definition-targets-muslims-amid-rise-in-islamophobia-and-anti-semitism/>, récupéré le 20.03.2024

31 Voir : Maroc-Hebdo news' entry, in: Caricatures of the Prophet Mohammed: issue 1407 of Marianne Magazine banned in Morocco— <https://www.maroc-hebdo.press.ma/caricatures-prophete-mohammed-numero-1407-magazine-marianne-interdit-maroc>, récupéré le 15.03.2024

32 Voir : Maroc-Hebdo news' entry, in: Caricatures of the Prophet Mohammed: issue 1407 of Marianne Magazine banned in Morocco— <https://www.maroc-hebdo.press.ma/caricatures-prophete-mohammed-numero-1407-magazine-marianne-interdit-maroc>, récupéré le 15.03.2024

33 Voir : cage news' entry, France launches widespread raids on Muslims ahead of Olympics in : https://www.cage.ngo/articles/france-launches-widespread-raids-on-muslims-ahead-of-olympics_, récupéré le 25.06.2024

34 Voir : Aljazeera news' entry, France's hijab bans in sports 'discriminatory': UN experts in : http://aljazeera.com/sports/2024/10/28/frances-hijab-bans-in-sports-discriminatory-un-experts?utm_source=pocket_shared, récupéré le 30.10.2024

35 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: Israel restricts Palestinians' access to Al-Aqsa Mosque for 12th Friday in a row— <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israel-restricts-palestinians-access-to-al-aqsa-mosque-for-12th-friday-in-a-row/3095560>, récupéré le 05.01.2024

36 Voir : Middle East Eye news' entry, in: Israeli forces attack Muslim worshippers at al-Aqsa during first night of Ramadan— <https://www.middleeasteye.net/news/israeli-forces-attack-muslim-worshippers-al-aqsa-during-first-night-ramadan>, Video Source: <https://twitter.com/i/status/1766966497413419289>, récupéré le 20.03.2024

37 Voir : Daily Sabah news' entry, in: Israeli minister calls for eliminating Islam's holy Ramadan month— <https://www.dailysabah.com/world/mid-east/israeli-minister-calls-for-eliminating-islams-holy-ramadan-month>, récupéré le 10.03.2024

38 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: Al-Aqsa Mosque almost empty due to Israeli restrictions for 17th Friday in row— <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/al-aqsa-mosque-almost-empty-due-to-israeli-resrictions-for-17th-friday-in-row/3126001>, récupéré le 15.03.2024

39 Voir : New Arab news' entry, Israeli government to fund Jewish settlers' storming of Al-Aqsa Mosque for the first time in: <https://www.newarab.com/news/israeli-govt-fund-jewish-settlers-storming-al-aqsa-mosque>, récupéré le 01.09.2024

40 Voir : Anadolu Agency news' entry, Palestinian ministry warns of escalating Israeli incitement against Al-Aqsa Mosque in: https://www.aa.com.tr/en/middle-east/palestinian-ministry-warns-of-escalating-israeli-incitement-against-al-aqsa-mosque/3329095?utm_source=pocket_saves, récupéré le 25.09.2024

41 Voir : Middle East Monitor news' entry, Israel bans dawn call to prayer at Ibrahimi Mosque for 8th day running in: https://www.middleeastmonitor.com/20240924-israel-bans-dawn-call-to-prayer-at-ibrahimi-mosque-for-8th-day-running/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.10.2024

42 Voir : Times of Israel news' entry, Ben Gvir instructs police to stop mosques from using speakers for call to prayer in: https://www.timesofisrael.com/ben-gvir-instructs-police-to-stop-mosques-from-using-speakers-for-call-to-prayer/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 05.

43 Voir : Anadolu Agency news' entry, Israel shuts Hebron's Ibrahimi Mosque for Jewish holidays in: http://aa.com.tr/en/middle-east/israel-shuts-hebrons-ibrahimi-mosque-for-jewish-holidays/3356077?utm_source=pocket_shared, récupéré le 15.12.2024

44 Voir : Aljazeera news' entry, in: India's Modi opens Ram temple built on site of demolished mosque

in Ayodhya— <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/22/indias-modi-opens-ram-temple-built-on-site-of-demolished-mosque-in-ayodhya>, Image Sources: https://feeds.abplive.com/onecms/images/uploaded-images/2024/01/21/3097c4d1b9d0f0a3e28af8cfcbec31221705814834748556original.jpg?impolicy=abp_cdn&imwidth=720 , and, https://media.assettype.com/outlookindia/import/public/uploads/articles/2019/10/18/babri_masjid_demolition_.jpg?w=1080&auto=format%2Ccompress&fit=max , récupéré le 28.01.2024

45 Voir : Maktoob Media news' entry, in: Muslim youth sent to jail for offering 'azan' at 250-year-old mosque in UP— <https://maktoobmedia.com/india/muslim-youth-sent-to-jail-for-offering-azan-at-250-year-old-mosque-in-up/>, récupéré le 15.01.2024

46 Voir : Maktoob Media news' entry, in: Truck driver arrested for offering 'namaz' on roadside in Gujarat — <https://maktoobmedia.com/india/muslim-youth-sent-to-jail-for-offering-azan-at-250-year-old-mosque-in-up/>, récupéré le 15.01.2024

47 Voir : Reuters news' entry, in: Thousands of Indian teachers set to lose jobs as Muslim school funding ends— <https://www.reuters.com/world/india/indian-state-cuts-pay-some-teachers-muslim-religious-schools-2024-01-11/>, récupéré le 20.01.2024

48 Voir : Scroll news' entry, in: Muslim teen paraded naked during Ram temple celebrations, sent to jail— <https://maktoobmedia.com/india/telangana-muslim-teen-paraded-naked-during-ram-temple-celebrations-sent-to-jail/>, récupéré le 25.01.2024

49 Voir : The Wire news' entry, in: Allahabad HC Rules in Favour of Continuation of Hindu Prayers at Gyanvapi Mosque's Basement— <https://thewire.in/law/allahabad-hc-rules-in-favour-of-continuation-of-hindu-prayers-at-gyanvapi-mosques-basement/>, récupéré le 28.02.2024

50 Voir : News Click news' entry, in: Delhi: Historic 600-Year-old Mosque in Mehrauli Demolished Without Notice— <https://www.newsclick.in/delhi-historic-600-year-old-mosque-mehrauli-demolished-without-notice>, récupéré le 05.02.2024

51 Voir : India Times news' entry, in: Six killed in Haldwani violence; Admin says it's a 'planned attack'— <https://economictimes.indiatimes.com/news/india/six-killed-in-haldwani-violence-admin-says-its-a-planned-attack/articleshow/107566912.cms>, Voir également : <https://scroll.in/article/1063962/how-uttarakhand-is-selectively-targeting-muslim-shrines>, récupérés le 15.02.2024

52 Voir : Sabrang India news' entry, in: UP court awards land with Muslim shrine and graveyard to petitioners claiming it to be a Mahabharata site— <https://sabrangindia.in/up-court-awards-land-with-muslim-shrine-and-graveyard-to-petitioners-claiming-it-to-be-a-mahabharata-site/>, récupéré le 20.02.2024

53 Voir : India Tomorrow news' entry, in: Big setback to Muslim education as Minority Ministry orders closure of MAEF— <https://indiatomorrow.net/2024/02/26/big-setback-to-muslim-education-as-minority-ministry-orders-closure-of-maef/>, récupéré le 20.02.2024

54 Voir : Scroll news' entry, in: Assam CM says Muslims can get status of indigenous persons if they return to 'original identity'— <https://scroll.in/latest/1063447/assam-cm-says-muslims-can-get-status-of-indigenous-persons-if-they-return-to-original-identity/>, récupéré le 20.02.2024

55 Voir : Independent news' entry, in: Indian court effectively bans Islamic schools in most populous state ahead of major election— <https://www.independent.co.uk/asia/india/madrasas-uttar-pradesh-modi-government-2024-elections-b2517525.html> /, récupéré le 25.03.2024

56 Voir : Opindia news' entry, in: 86 Muslim traders asked to leave Dharchula town of Uttarakhand after barber was arrested for abducting two Hindu minor girls, Muslims call it 'elopement', play victim— <https://www.opindia.com/2024/03/muslim-traders-asked-to-leave-dharchula-uttarakhand-barber-arrested-abducting-hindu-minor-girls/>, récupéré le 25.03.2024

57 Voir : SIASAT news' entry, in: UP chief of Muslim Personal Law Board arrested after his remarks over Yogi government's crackdown on madrasas— <https://www.siasat.com/karnataka-hindu-classmates-protest-against-girl-wearing-hijab-2989346/>, récupéré le 20.03.2024

58 Voir : Reuters news' entry, India BJP's election videos targeting Muslims and opposition spark

outrage in: <https://www.reuters.com/world/india/india-bjps-election-videos-targeting-muslims-opposition-spark-outrage-2024-05-06/>, Image Source: <https://thewire.in/communalism/congress-will-snatch-your-wealth-give-it-to-muslims-bjp-warns-hindus-in-campaign-video>, récupéré le 10.05.2024

59 Voir : Independent news' entry, India's election watchdog expresses 'concern' but does not suspend Modi over 'anti-Muslim' hate speech in: <https://www.independent.co.uk/asia/india/modi-hate-speech-indian-elections-2024-congress-b2550109.html> /, récupéré le 25.05.2024

60 Voir : Clarion India news' entry, Maharashtra Train Viral Video: Four Held for Assaulting Elderly Muslim Man, Granted Bail on the First Day in: https://www.hindutvawatch.org/father-of-class-12-student-says-his-sons-killer-regrets-killing-a-brahmin-he-thought-my-son-was-a-muslim-maktoob-media/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 10.09.2024

61 Voir : Maktoob Media news' entry More than a thousand-year-old Dargah, mosque demolished in Gujarat; 150 protesters detained, in: https://maktoobmedia.com/india/more-than-a-thousand-year-old-dargah-mosque-demolished-in-gujarat-150-protesters-detained/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 10.10.2024

62 Voir : Muslim Mirror news' entry, 17 Muslims arrested for protesting against Yati Narsinghanand, while the hate monger himself remains free in: https://muslimmirror.com/13-muslim-youths-arrested-in-ghaziabad-for-protesting-against-yati-narsinghanand-while-the-hatemonger-himself-remains-free/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 05.10.2024

63 Voir : Indian narrative news' entry, : Uyghur Organization accuses Chinese authorities of banning Eid celebrations in Xinjiang in: <https://www.indianarrative.com/world-news/uyghur-organization-accuses-chinese-authorities-of-banning-eid-celebrations-in-xinjiang-158336.html>, récupéré le 25.06.2024

64 Voir : CNN news' entry, Hundreds of fleeing Rohingya reportedly killed in drone strikes as fears mount of ethnic cleansing in Myanmar in: <https://edition.cnn.com/2024/08/12/asia/rohingya-maungdaw-drone-attack-myanmar-intl-hnk/index.html>, récupéré le 15.08.2024

65 Voir : Huffpost news' entry, in: 'Disgusting': Dark Money Group Unveils Wildly Islamophobic Ads Against Biden Court Pick—https://www.huffpost.com/entry/muslim-judicial-nominee-adeel-mangi-jcn-islamophobic-campaign_n_65ce35d6e4b043f1c0aa4231, récupéré le 25.02.2024

66 Voir : NBC news' entry, in: Selma Blair facing backlash after Islamophobic comment goes viral— Actor <https://www.nbcnews.com/pop-culture/celebrity/selma-blair-facing-backlash-islamophobic-comment-goes-viral-rcna138185> /, récupéré le 20.02.2024

67 Voir : NBC news news' entry, in: CAIR-Pittsburgh Condemns Alleged Racist, Islamophobic Remarks of Local Doctor, Calls for Investigation— https://www.cair.com/press_releases/cair-pittsburgh-condemns-alleged-racist-islamophobic-remarks-of-local-doctor-calls-for-investigation/, Image address : <https://pbs.twimg.com/media/GGi1IteXoAAOdyK?format=jpg&name=medium>, récupéré le 25.02.2024

68 Voir : NBC News news' entry, in: Neo-Nazis march in Nashville, leave after being challenged— <https://www.nbcnews.com/news/us-news/neo-nazis-march-nashville-leave-challenged-rcna139415>, récupéré le 25.02.2024

69 Voir : ABC news' entry, in: White supremacist group reportedly gathered in Cumberland—<https://www.abc6.com/white-supremacist-group-reportedly-gathered-in-cumberland/>, récupéré le 05.03.2024

70 Voir : Nwtimes news' entry, in: Valpo cops investigating scuffle with protester calling to 'Keep the Region White'— https://www.nwtimes.com/news/local/crime-courts/valparaiso-police-brandon-grafton-national-socialists-of-nwi/article_59e02e90-daf0-11ee-85f4-3f99e73ccd4f.html, récupéré le 10.03.2024

71 Voir : Aawsat news' entry, Human Rights Advocates Slam Trump for 'Palestinian' Insult in Debate with Biden in : <https://english.aawsat.com/node/5035244/>, récupéré le 10.07.2024

72 Voir : abc7news news' entry, San Francisco Muslims attacked with hate speech at Eid holiday prayer in : <https://abc7news.com/post/san-francisco-muslims-attacked-hate-speech-eid-holiday/14972607/retrieved-on-25.06.2024>

73 Voir : The Guardian news' entry, Texas woman allegedly tried to drown Palestinian-American girl, aged 3 in : <https://www.theguardian.com/us-news/article/2024/jun/23/texas-woman-allegedly-ly-tried-to-drown-palestinian-american-girl-aged-3/>, retrieved on 25.06.2024

74 Voir : CBC news' entry, Man charged after incident at Hamilton Downtown Mosque, police classify it as a hate crime in : <https://www.cbc.ca/news/canada/hamilton/mosque-intruder-june-14-1.7237274>, récupéré le 25.06.2024

75 Voir : UPI news' entry, New York man charged with hate crime against Muslim woman in : https://www.upi.com/Top_News/US/2024/06/16/new-york-man-hate-crime-muslim-woman/7081718547067/, récupéré le 20.06.2024

76 Voir : Yahoo news' entry, Man who attacked Muslim lawmaker outside prayer service sentenced to prison in : <https://uk.news.yahoo.com/man-attacked-muslim-lawmaker-outside-135103203.html/> retrieved on 10.06.2024

77 See: Aljazeera news' entry, Bill Clinton criticised for saying Israel 'forced' to kill Gaza civilians in : http://aljazeera.com/news/2024/10/31/bill-clinton-criticised-for-saying-israel-forced-to-kill-gaza-civilians?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.11.2024

78 Voir : Tell Mama UK news' entry, in: CCTV appeal following racist, far-right graffiti in Eltham — <https://tellmamauk.org/cctv-appeal-following-racist-far-right-graffiti-in-eltham/>, récupéré le 10.02.2024

79 Voir : Hyphen Online news' entry, Farage's party defends Reform UK candidate who describes himself as 'proud Islamophobe' in : <https://hyphenonline.com/2024/06/20/farages-party-defends-reform-uk-candidate-who-describes-himself-as-proud-islamophobe-charles-bunker-hitchin-uk-election/>, récupéré le 25.06.2024

80 Voir : The guardian News' entry, Nigel Farage under fire after saying Muslims do not share British values in : <https://www.theguardian.com/politics/article/2024/may/26/nigel-farage-under-fire-said-muslims-not-share-british-values>, récupéré le 01.06.2024

81 Voir : Reuters News' entry Fact Check: Fake quote about benefits for London's Muslims attributed to mayor, in : <https://www.reuters.com/fact-check/fake-quote-about-benefits-londons-muslims-attributed-mayor-2024-05-13/>, récupéré le 10.06.2024

82 Voir : Saudi Gazette News' entry, Nigel Farage elected MP for first time as Reform UK wins four seats in : <https://www.saudigazette.com.sa/article/644035/World/Europe/Farage-elected-MP-for-first-time-as-Reform-UK-wins-four-seats>, récupéré le 10.07.2024

83 Voir : Tell Mama UK News' entry, Extremist who praised Christchurch terrorist jailed for over four years in : <https://tellmamauk.org/extremist-who-praised-christchurch-terrorist-jailed-for-over-four-years/>, récupéré le 15.06.2024

84 Voir : BBC news' entry, Election candidate sacked over 'anti-Islam' tweets in : <https://www.bbc.com/news/articles/c2jjzn887lo>, récupéré le 20.06.2024

85 Voir : The Guardian News' entry, Rioters try to torch Rotherham asylum seeker hotel amid far-right violence in : <https://www.theguardian.com/uk-news/article/2024/aug/04/rioters-try-to-torch-rotherham-asylum-seeker-hotel-amid-far-right-violence>, récupéré le 08.08.2024

86 Voir : NY Times News' entry, How Disinformation Fed a Far-Right Riot After a Deadly Stabbing in England in : <https://www.nytimes.com/2024/07/31/world/europe/uk-stabbing-southport-riot-police.html> récupéré le 05.08.2024

87 Voir : The Guardian News' entry, Robert Jenrick criticised for saying people shouting 'Allahu Akbar' should be arrested in : <https://www.theguardian.com/politics/article/2024/aug/07/robert-jenrick-criticised-for-saying-people-shouting-allahu-akbar-should-be-arrested>, récupéré le 10.08.2024

88 Voir : Yahoo News' entry, Fake claims of a 'Muslim Defence League' that fuelled the anti-immigration riots in : <https://uk.news.yahoo.com/uk-fake-claims-muslim-defence-095626402.html/>, récupéré le 20.08.2024

89 Voir : Yahoo news' entry, Muslim Council Wales accuses Senedd Tory leader of 'race baiting' in: <https://uk.news.yahoo.com/muslim-council-wales-accuses-senedd-172227958.html>, récupéré le 05.08.2024

90 Voir : The Guardian News' entry, Muslim NHS workers report rise in racist abuse since far-right riots began in : <https://www.theguardian.com/society/article/2024/aug/09/muslim-nhs-workers-report-rise-in-racist-abuse-since-far-right-riots-began>, récupéré le 10.08.2024

91 Voir : Brussels Times news' entry, Dutch leader of anti-Muslim organisation Pegida sets Koran on fire in : <https://www.brusselstimes.com/1042126/dutch-leader-of-anti-muslim-organisation-pegida-sets-koran-on-fire>, récupéré le 20.05.2024

92 Voir : Middle East Monitor news' entry, Spain's far-right calls for expulsion of Muslims in : <https://www.middleeastmonitor.com/20240707-spains-far-right-calls-for-expulsion-of-muslims/>, récupéré le 10.07.2024

93 Voir : Middle East Monitor news' entry, Spain's far-right calls for expulsion of Muslims in : <https://www.middleeastmonitor.com/20240707-spains-far-right-calls-for-expulsion-of-muslims/>, récupéré le 10.07.2024

94 Voir : Aljazeera news' entry, Far-right AfD wins eastern state in Germany's regional election in: <https://www.aljazeera.com/news/2024/9/1/germanys-far-right-party-likely-to-make-gains-in-eastern-region-elections>, récupéré le 05.09.2024

95 Voir : Sarajevo Times news' entry, German right-wingers called for 'Srebrenica 2.0' to Exterminate Muslims in Germany in : https://sarajevotimes.com/german-right-wingers-called-for-srebrenica-2-0-to-exterminate-muslims-in-germany/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 05.09.2024

96 Voir : Sarajevo Times news' entry, Swedish Far-Right Extremists at Protests demand Deportation of Muslims to their Countries in : <https://sarajevotimes.com/swedish-far-right-extremists-at-protests-demand-deportation-of-muslims-to-their-countries/>, récupéré le 01.09.2024

97 Voir : Hyphen Online news' entry, Austrian Muslims fear deportation after far right wins vote on 'remigration' platform in: http://hyphenonline.com/2024/10/11/austria-far-right-fpo-election-remigration-muslims-fear-deportation?utm_source=pocket_shared, récupéré le 15.10.2024

98 Voir : Telegraph news' entry, in: Muslim migrants are destroying European culture, says Poland's ex-PM— <https://www.tel> Voir : iamc news' entry, Federal minister makes anti-Muslim remarks over population report in: <https://iamc.com/federal-minister-makes-anti-muslim-remarks-over-population-report/>, récupéré le 20.05.2024 ; e-graph.co.uk/world-news/2023/12/22/migrants-destroying-european-culture-poland-ex-pm/, récupéré le 05.01.2024

99 Voir : Sabrang India news' entry, in: BJP MLA Raja Singh uses anti-Muslim slurs, targets Muslims, encourages violence at rally permitted by Bombay High Court— <https://sabrangindia.in/bjp-mla-raja-singh-uses-anti-muslim-slurs-targets-muslims-encourages-violence-at-rally-permitted-by-bombay-high-court/>, récupéré le 28.02.2024

100 Voir : Sabrang India news' entry, in: Mosques defaced in March after spate of hate speeches provoking the crime weeks before—<https://sabrangindia.in/conspiracy-or-coincidence-mosques-defaced-in-march-after-spate-of-hate-speeches-provoking-the-crime-weeks-before/>, Video Source: <https://twitter.com/i/status/1764575257237889483>, récupéré le 25.03.2024

101 Voir : Maktoob Media news' entry, in: Hindutva chants, vandalising Muslims' properties, Police violence: What happened in Darbhanga on Basant Panchami?— <https://maktoobmedia.com/india/hindutva-chants-vandalising-muslims-properties-police-violence-what-happened-in-darbhanga-on-basant-panchami/>, récupéré le 25.03.2024

102 Voir : Sabrang India news' entry, in: Another case filed against T Raja Singh as he calls for fighting war against religious conversion— <https://sabrangindia.in/another-case-filed-against-t-ra>

[ja-singh-as-he-calls-for-fighting-war-against-religious-conversion/](#), récupéré le 20.03.2024

103 Voir : CJP news' entry, in: Hindu Jan Akrosh rally in Mumbai sees conspiracy theories being peddled against Muslims— <https://cjp.org.in/hindu-jan-akrosh-rally-in-mumbai-sees-conspiracy-theories-being-peddled-against-muslims/>, récupéré le 10.03.2024

104 Voir : The Wire news' entry, in: Ex Gyanvapi Case Judge Hails 'Philosopher King' Adityanath in Order Indicting Muslim Cleric— <https://thewire.in/communalism/ex-nyanvapi-case-judge-hails-philosopher-king-adityanath-in-order-indicting-muslim-cleric/>, récupéré le 10.03.2024

105 Voir : Sabrang India news' entry, in: hate speeches provoking islamophobia crimes— <https://sabrangindia.in/conspiracy-or-coincidence-mosques-defaced-in-march-after-spate-of-hate-speeches-provoking-the-crime-weeks-before/>, Video Source: https://sabrangindia.in/wp-content/uploads/2024/03/HS-bjp-balmukund-bjp-March-18.mp4?_u=1, récupéré le 25.03.2024

106 Voir : sabrangindia news' entry, in : hate speeches provoking islamophobia crimes- <https://sabrangindia.in/conspiracy-or-coincidence-mosques-defaced-in-march-after-spate-of-hate-speeches-provoking-the-crime-weeks-before/>, Video Source : <https://twitter.com/i/status/1757758026340286920>, retrieved on 25.03.2024

107 Voir : sabrangindia news' entry, in : Ground report : Protests erupt in Assam after portrayal of Muslims as criminals in rally by Bodoland University- <https://sabrangindia.in/ground-report-protests-erupt-in-assam-after-portrayal-of-muslims-as-criminals-in-rally-by-bodoland-university/>, retrieved on 25.03.2024

108 Voir : sabrangindia news' entry, in : hate speeches provoking islamophobia crimes- <https://sabrangindia.in/conspiracy-or-coincidence-mosques-defaced-in-march-after-spate-of-hate-speeches-provoking-the-crime-weeks-before/>, Video Source : <https://t.me/hindutvawatchin/87>, retrieved on 25.03.2024

109 Voir : CBC news' entry, India's Hindu nationalists are petitioning courts to tear down mosques and replace them with temples in: <https://www.cbc.ca/news/world/hindu-nationalists-mosques-india-1.7193591>, retrieved on 10.05.2024

110 Voir : iamc news' entry, BJP leaders urge Hindus to take up arms, threaten violence against Muslims in : <https://iamc.com/bjp-leaders-urge-hindus-to-take-up-arms-threaten-violence-against-muslims/>, retrieved on 15.05.2024

111 Voir : iamc news' entry, BJP ministers promise to replace mosques with temples in : <https://iamc.com/bjp-ministers-promise-to-replace-mosques-with-temples/>, retrieved on 20.05.2024

112 Voir : iamc news' entry, Hindu extremist leader calls Indian Muslims, Christians a « disease » in : <https://iamc.com/hindu-extremist-leader-calls-indian-muslims-christians-a-disease/>, retrieved on 20.05.2024

113 Voir : thehindu news' entry, JMM-led government in Jharkhand carried out love, land and forest Jihad : Amit Shah in : <https://www.thehindu.com/elections/lok-sabha/jmm-led-government-in-jharkhand-carried-out-love-land-and-forest-jihad-amit-shah/article68211703.ece>, consulté le 25.05.2024

114 Voir : thenewsminute news' entry, Modi claims he never 'did Hindu-Muslim', didn't refer to Muslims in speeches in : <https://www.thenewsminute.com/news/modi-claims-he-never-did-hindu-muslim-didnt-refer-to-muslims-in-speeches>, retrieved on 25.05.2024

115 Voir : maktoobmedia news' entry, Indian scientist calls for 'Israel-like solution' of Kashmir, faces backlash in : <https://maktoobmedia.com/india/indian-scientist-calls-for-israel-like-solution-of-kashmir-faces-backlash/>, retrieved on 20.06.2024

116 Voir : aljazeera news' entry, BJP leader threatens to 'slaughter 200,000 Muslims' over cow incident in : <https://www.aljazeera.com/program/newsfeed/2024/6/27/bjp-leader-threatens-to-slaughter-200000-muslims-over-cow-incident>, retrieved on 01.07.2024

117 Voir : iamc news' entry, Officials demolish Muslim man's home without any proof of crime in : <https://iamc.com/officials-demolish-muslim-mans-home-without-any-proof-of-crime/>, retrieved on 20.06.2024

118 Voir : clarionindia news' entry, Himachal Pradesh : Police Watch as Hindutva Mob Loots Muslim Shop in : <https://clarionindia.net/himachal-pradesh-police-watch-as-hindutva-mob-loots-muslim-shop/>, retrieved on 20.06.2024

119 Voir : siasat news' entry, Cow vigilantes seize meat, fridge after barging into Muslim home in : <https://www.siasat.com/cow-vigilantes-seize-meat-fridge-after-barging-into-muslim-home-3047571/>, retrieved on 25.06.2024

120 Voir : indiatoday news' entry, How a « cow slaughter » case in MP triggered a demolition drive against suspects in : <https://www.indiatoday.in/india-today-insight/story/how-a-cow-slaughter-case-in-mp-triggered-a-demolition-drive-against-suspects-2555627-2024-06-20/>, retrieved on 25.06.2024

121 Voir : muslimmirror news' entry, Muslim vendor attacked, looted by VHP, Bajrang Dal in Himachal Pradesh in : <https://muslimmirror.com/eng/muslim-vendor-attacked-looted-by-vhp-bajrang-dal-in-himachal-pradesh/>, retrieved on 15.06.2024

122 Voir : clarionindia news' entry, West Bengal : Mob Assaults Muslim Youth in Birbhum, Several Arrested in : <https://clarionindia.net/west-bengal-mob-assaults-muslim-youth-in-birbhum-several-arrested/>, retrieved on 25.06.2024

123 Voir : siasat news' entry, Telangana : Several injured as mob attacks madrasa in Medak in : <https://www.siasat.com/telangana-mob-attacks-madrassa-in-medak-several-injured-3045657/>, retrieved on 20.06.2024

124 Voir : independent news' entry, India's top court halts release of film 'offensive' to Muslim women and Islam in : <https://www.independent.co.uk/asia/india/supreme-court-hamare-baarah-teaser-movie-muslims-b2562585.html>, retrieved on 20.06.2024

125 Voir : hindustantimes news' entry, Assam BJP promises law against « land jihad » : No Hindu-Muslim deal without...in : <https://www.hindustantimes.com/india-news/assam-government-promises-law-against-land-jihad-no-hindu-muslim-deal-without-101722784025419.html>, consulté le 10.08.2024

126 Voir : hindutvawatch news' entry, Hindutva groups protest outside Sanjauli Masjid in Shimla, calls for demolition of « illegal mosque » in : https://www.hindutvawatch.org/hindutva-groups-protest-outside-sanjauli-masjid-in-shimla-calls-for-demolition-of-illegal-mosque-maktoob-media/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 19.09.2024

127 Voir : the observer post news' entry, 27 Muslims Arrested After Hindu Mob Targeted Muslim Shops, Mosque Over Ganesh Pandal Incident in Surat in : https://theobserverpost.com/27-muslims-arrested-after-hindu-mob-targets-muslim-shops-mosque-over-ganesh-pandal-incident-in-surat/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 15.09.2024

128 Voir : clarionindia news' entry, FIR Filed Against Fact-checker Zubair for Posting Yati Narsinghanand's Video in : https://clarionindia.net/fir-filed-against-fact-checker-zubair-for-posting-yati-narsinghanands-video/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.10.2024

129 Voir : thewire news' entry, Yati Narsinghanand Booked for Saying 'Madrassas, AMU Should Be Blown Up' in : https://thewire.in/communalism/narsinghanand-bjp-dasna-ghaziabad-israel-en-counter/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 15.10.2024

130 Voir : newsclick news' entry, Uttarakhand : Now, Open Call for Economic Boycott, Violence Against Muslims in : https://www.newsclick.in/uttarakhand-now-open-call-economic-boycott-violence-against-muslims?utm_source=pocket_saves, consulté le 10.10.2024

131 Voir : siasat news' entry, Right-wing group harasses Imam, claims mosque was once a temple in : http://siasat.com/hp-right-wing-group-harasses-imam-claims-mosque-was-once-a-temple-3133033?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.11.2024

132 Voir : cdn news' entry, BJP ads target Muslims yet again, this time for Jharkhand election in : <https://cdn.siasat.com/wp-content/uploads/2024/11/Vishwa-Vokkaliga-Mutt-Seer-Chandrashekar-anatha-Swamiji--780x470.jpg>, retrieved on 15.11.2024

133 Voir : hindustantimes news' entry, « They Will Shout Allahu Akbar and Surround New Delhi ! » : VHP's Mahaveer Prasad Incites Fear with Hate Speech Against Muslims in : https://theobserverpost.com/they-will-shout-allahu-akbar-and-surround-new-delhi-vhps-mahaveer-prasad-incites-fear-with-hate-speech-against-muslims/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 10.11.2024

134 Voir : theobserverpost news' entry, « Moorti Nikalo » : BJP MLA Balmukund Acharya & Goons Attack Muslim Women During Namaz In Jaipur's Imambara in : https://theobserverpost.com/moorti-nikalo-bjp-mla-balmukund-acharya-goons-attack-muslim-women-during-namaz-in-jaipurs-imambara/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 01.11.2024

135 Voir : maktoobmedia news' entry, New report exposes Hindu American Foundation's ties to Hindutva in : https://maktoobmedia.com/india/new-report-exposes-hindu-american-foundations-ties-to-hindutva/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 01.11.2024

136 Voir : theobserverpost news' entry, « Razing The Mosque Is Our First Duty » : Hindutva Leaders Incite Violence Against Muslims in Pithoragarh in : https://theobserverpost.com/razing-the-mosque-is-our-first-duty-hindutva-leaders-incite-violence-against-muslims-in-pithoragarh/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 20.11.2024

137 Voir : newindianexpress news' entry, Seer makes controversial remarks on Muslims' right to vote in : <https://www.thehindu.com/news/cities/bangalore/seer-makes-controversial-remarks-on-muslims-right-to-vote/article68914702.ece/>, image Source : <https://cdn.siasat.com/wp-content/uploads/2024/11/Vishwa-Vokkaliga-Mutt-Seer-Chandrashekar-anatha-Swamiji--780x470.jpg>, retrieved on 15.12.2024

138 Voir : deccanherald news' entry, Yati Narsinghanand calls on Hindus to read Hanuman Chalisa at Muslim conference in : https://www.deccanherald.com/india/uttar-pradesh/yati-narsinghanand-calls-on-hindus-to-read-hanuman-chalisa-at-muslim-conference-3288088?utm_source=pocket_saves, retrieved on 01.12.2024

139 Voir : theage news' entry, « It won't silence us » : Islamophobic graffiti sprayed in woman's driveway referred to police in : <https://www.theage.com.au/national/victoria/death-to-palestine-is-islamophobic-graffiti-sprayed-in-woman-s-driveway-referred-to-police-20240608-p5jk8i.html>, retrieved on 10.06.2024

140 Voir : theguardian news' entry, in : Homemade bomb planted on car at Sydney home flying Palestinian flag- <https://www.theguardian.com/australia-news/2024/jan/08/homemade-bomb-found-car-botany-palestine-flag-gaza-war->, consulté le 15.01.2024

141 Voir : sbs news' entry, BC Muslim Association calls for Conservative candidate to resign after Islamophobic comments surface in : http://sbs.com.au/news/podcast-episode/concerns-about-antisemitism-and-islamophobia-related-to-conflict-in-the-middle-east-continue/b4ncfbd8c?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.10.2024

142 Voir : mycentraljersey news' entry, Jewish man in New York accused of harassing Muslim neighbor for months and trying to kill him in : <https://www.nbcnews.com/news/us-news/jewish-man-new-york-accused-harassing-muslim-neighbor-months-trying-kill-rcna166839/>, retrieved on 20.08.2024

143 Voir : nypost news' entry, Hate-spewing NYC lunatic who allegedly pummeled Muslim man in caught-on-camera be beating is freed without bail in : <https://nypost.com/2024/08/26/us-news/hate-spewing-nyc-lunatic-who-allegedly-pummeled-muslim-man-is-freed-without-bail/>, retrieved on 01.09.2024

144 Voir : abc7ny news' entry, NYPD searching for suspect accused of punching woman, making anti-Muslim comments at her in Brooklyn in : <https://abc7ny.com/post/fort-greene-assault-nypd-searching-suspect-accused-punching-woman-making-anti-muslim-comments-brooklyn-nyc/15220302/>, retrieved on 01.09.2024

145 Voir : toronto.citynews news' entry, Man wanted after assault, Islamophobic comments on TTC subway train : police in : <https://toronto.citynews.ca/2024/06/08/toronto-police-hate-motivated-assault-ttc-line-1-subway-train/> retrieved on 20.06.2024

146 Voir : CBC news' entry, Officials condemn hate-motivated assault in downtown London, Ont., park in : http://cbc.ca/news/canada/london/london-ontario-hate-motivated-assault-downtown-1.7367669?utm_source=pocket_shared, retrieved on 30.10.2024

147 Voir : CBC news' entry, Police search for arson suspect in alleged hate-motivated fire in north-west London in : <https://www.cbc.ca/news/canada/london/police-search-for-arson-suspect-in-alleged-hate-motivated-fire-in-northwest-london-1.7229692/> retrieved on 20.06.2024

148 Voir : montreal.citynews news' entry, in : Muslim Montreal university student harassed on campus after start of Israel-Hamas war- <https://montreal.citynews.ca/2023/10/18/muslim-montreal-student-harassed-war>, retrieved on 25.10.2023

149 Voir : Yahoo news' entry, Man on train tells Muslim woman he might « kill her » while walking home in : https://uk.news.yahoo.com/muslim-woman-racist-train-rant-212155036.html?utm_source=pocket_saves, consulté le 15.09.2024

150 Voir : siasat news' entry, « Been saying the same, » says Yati Narsinghanad on Modi's « infiltrators » speech in : <https://www.siasat.com/been-saying-the-same-says-yati-narsinghanad-on-modis-infiltrators-speech-3027358/>, retrieved on 25.05.2024

151 Voir : siasat news' entry, Muslim man whose shop was vandalised in Himachal didn't sacrifice cow : Police in : <https://www.siasat.com/muslim-man-whose-shop-was-vandalised-in-himachal-didnt-sacrifice-cow-police-3049093/>, retrieved on 25.06.2024

152 Voir : maktoobmedia news' entry, Another Muslim man lynched in UP, fourth in 12 days in : <https://maktoobmedia.com/india/another-muslim-man-lynched-in-up-fourth-in-12-days/>, retrieved on 20.06.2024

153 Voir : maktoobmedia news' entry, Anti-Muslim violence : 10 including BJP district president arrested, MLA Raja Singh in preventive custody in : <https://maktoobmedia.com/india/medak-anti-muslim-violence-10-including-bjp-district-president-arrested-mla-raja-singh-in-preventive-cus-tody/>, retrieved on 01.07.2024

154 Voir : thewire news' entry, Arson, Loot and 'Unidentified' Vandals : How Muslims Were Targeted in Bagraich in : https://thewire.in/communalism/arson-loot-and-unidentified-vandals-how-muslims-were-targeted-in-bagraich/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 25.10.2024

155 Voir : madhyamamonline news' entry, Mulla, deshdrohi, terrorist' slurs used by police against Muslim students at DU in : http://madhyamamonline.com/india/mulla-deshdrohi-terrorist-slurs-used-by-police-against-muslim-students-at-du-1335052?utm_source=pocket_shared, retrieved on 05.10.2024

156 Voir : dailysabah news' entry, in : US city faces hate after Wall St. Journal 'Jihad Capital' op-ed- <https://www.dailysabah.com/world/americas/us-city-faces-hate-after-wall-st-journal-jihad-capital-op-ed>, consulté le 15.02.2024

157 Voir : newsweek news' entry, Republicans Warn of 'Massive Muslim Takeover' in : <https://www.newsweek.com/republicans-warn-massive-muslim-takeover-1898552>, consulté le 15.05.2024

158 Voir : cbc news' entry, in : Hateful graffiti in Winnipeg points to disturbing trends, say Jewish, Muslim community members <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/hate-graffiti-winnipeg-1.6937498>, récupéré le 23.08.2023

159 Voir : middleeastmonitor news' entry, Racist graffiti targets home of Arab-origin citizen in France in : <https://www.middleeastmonitor.com/20240605-racist-graffiti-targets-home-of-arab-origin-citizen-in-france/> retrieved on 10.06.2024

160 Voir : mylondon news' entry, in : Islamophobic graffiti plastered all over South London bus stop - <https://www.mylondon.news/news/south-london-news/islamophobic-graffiti-plas->

[tered-over-south-27919677](#), consulté le 25.10.2023

161 Voir : dailycardinal news' entry, Islamophobic messages found near Langdon Street in : <https://www.dailycardinal.com/article/2024/05/islamophobic-messages-found-near-langdon-street>, retrieved on 10.05.2024

162 Voir : tellmamauk news' entry, Hate crime appeal after Palestinian flag stamped on at Sheffield station in : <https://tellmamauk.org/hate-crime-appeal-after-palestinian-flag-stamped-on-at-sheffield-station/>, retrieved on 10.05.2024

163 Voir : tellmamauk news' entry, Police investigating social media comment to Luton Central Mosque in : <https://tellmamauk.org/police-investigating-social-media-comment-to-luton-central-mosque/>, retrieved on 20.06.2024

164 Voir : BBC news' entry, Vandalized Muslim Graves treated as hate crime in : <https://www.bbc.com/news/articles/c0mnrr424xmo>, retrieved on 10.08.2024

165 Voir : moroccoworldnews news' entry, Dutch Parliamentary Debate Sparks with Islamophobic, Anti-Moroccan Rhetoric in : https://www.moroccoworldnews.com/2024/11/366367/dutch-parliamentary-debate-sparks-controversy-with-islamophobic-anti-moroccan-rhetoric?utm_source=pocket_saves#google_vignette, retrieved on 20.11.2024

166 Voir : clarionindia news' entry, Ramlila in UP's Prayagraj Depicts Muslim Man as A Terrorist in : https://clarionindia.net/ramlila-in-ups-prayagraj-depicts-muslim-man-as-a-terrorist/?utm_source=pocket_saves, consulté le 20.10.2024

167 Voir : maktoobmedia news' entry, Curfew in West Bengal's Murshidabad following tensions over Islamophobic sign in : https://maktoobmedia.com/india/curfew-in-west-bengals-murshidabad-following-tensions-over-islamophobic-sign/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 20.11.2024

168 Voir : maktoobmedia news' entry, Congress govt's inaction, state ministers' Islamophobic speeches escalated communal violence in Himachal Pradesh : APCR report in : https://maktoobmedia.com/india/congress-govts-inaction-state-ministers-islamophobic-speeches-escalated-communal-violence-in-himachal-pradesh-apcr-report/?utm_source=pocket_saves, consulté le 01.11.2024

169 Voir : pbs news' entry, For far-right groups in India, Instagram has become a place to promote violence, report shows in : http://pbs.org/newshour/world/for-far-right-groups-in-india-instagram-has-become-a-place-to-promote-violence-report-shows?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.12.2024

170 Voir : theobserverpost news' entry, « It Won't End Well for You, » Sambhal Families Claim Police Threatened Them to Change Complaint in : https://theobserverpost.com/it-wont-end-well-for-you-sambhal-families-claim-police-threatened-them-to-change-complaint/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 01.12.2024

171 Voir : l'article de The Guardian news' entry, Chris Minns condamne les graffitis islamophobes "dégoutants" dans l'ouest de Sydney alors que le police enquête dans : <https://www.theguardian.com/news/2024/dec/15/chris-minns-condemns-disgusting-islamophobic-graffiti-in-sydneys-west-as-police-investigate-ntwnfb>, consulté le 20.12.2024

172 See: theguardian news' entry, Chris Minns condemns 'disgusting' Islamophobic graffiti in Sydney's west as police investigate in : <https://www.theguardian.com/news/2024/dec/15/chris-minns-condemns-disgusting-islamophobic-graffiti-in-sydneys-west-as-police-investigate-ntwnfb>, retrieved on 20.12.2024

173 See: Latin times news' entry, Switzerland Announces Constitutional Face-covering Ban Targeting Muslim Women Will Go Into Effect in the New Year in : http://latintimes.com/switzerland-announces-constitutional-face-covering-ban-targeting-muslim-women-will-go-into-effect-new-564934?utm_source=pocket_shared, retrieved on 10.11.2024

174 See: RT news' entry, Russian region bans Muslim headdress from schools in : http://rt.com/russia/606595-vladimir-schools-hijabs-niqabs?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.11.2024

175 See: RT news' entry, Russian region bans Muslim headdress from schools in: http://rt.com/russia/606595-vladimir-schools-hijabs-niqabs?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.11.2024

176 See: The Tribune News' entry, Hijab not essential part of Islam, Karnataka tells HC, in: <https://www.tribuneindia.com/news/nation/hijab-not-essential-part-of-islam-karnataka-tells-hc-371073>, retrieved on 25.02.2022

177 See: forbes news' entry, in: OpenAI CEO Sam Altman Says Muslim Tech Colleagues 'Feel Uncomfortable' Speaking Up Over Fear Of Retaliation— <https://www.forbes.com/sites/siladityaray/2024/01/05/openai-ceo-sam-altman-says-muslim-tech-colleagues-fear-retaliation-for-speaking-up/>, retrieved on 10.01.2024

178 See: nbcphiladelphia news' entry, in: Temple University under investigation for alleged discrimination on campus — <https://www.nbcphiladelphia.com/news/local/temple-university-under-investigation-for-alleged-discrimination-on-campus-antisemitism-islamophobia/3748935/>, retrieved on 25.01.2024

179 See: reckon news' entry, in: Education discrimination against Muslim students has skyrocketed 63% since Oct. 7 — <https://www.reckon.news/news/2024/01/education-discrimination-against-muslim-students-have-skyrocketed-63-since-oct-7.html>, retrieved on 05.02.2024

180 See: juancole news' entry, US Data Shows Continued Surge in Hate against Muslims, Palestinians in: <https://www.juancole.com/2024/08/against-muslims-palestinians.html> retrieved on 05.08.2024

181 See: middleeastmonitor news' entry, Nearly 60% of Muslims students in New York bullied at school: Study in: https://www.middleeastmonitor.com/20240914-nearly-60-of-muslims-students-in-new-york-bullied-at-school-study/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 20.09.2024

182 See: muslimmirror news' entry, Hate crimes against Muslims, Palestinians surge in Chicago, says US Muslim group in: https://muslimmirror.com/hate-crimes-against-muslims-palestinians-surge-in-chicago-says-us-muslim-group/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 15.09.2024

183 See: counterview news' entry, 80% of Indian-American Muslims experience Islamophobic discrimination: Report in: http://counterview.net/2024/09/80-of-indian-american-muslims.html?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.10.2024

184 See: cair news' entry, CAIR-WA Report Shows Washington State Muslims Overwhelmingly Likely to Have Experienced Bias or Discrimination in: https://www.cair.com/press_releases/cair-wa-report-shows-washington-state-muslims-overwhelmingly-likely-to-have-experienced-bias-or-discrimination/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 01.10.2024

See: fordhamobserver news' entry, in: https://fordhamobserver.com/78021/breaking/breaking-halal-worker-stabbed-outside-lincoln-center/?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.10.2024

185 See: latimes news' entry, Nearly half of Muslim students at California universities say they have been harassed, survey finds in: http://latimes.com/california/story/2024-11-20/cair-muslim-harassment-california-colleges-report?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.12.2024

186 See: ottawacitizen news' entry, Hate incidents against Jews, Muslims jump in 2024, but overall numbers down: Ottawa police in: <https://ottawacitizen.com/news/local-news/hate-incidents-against-jews-muslims-jump-in-2024-but-overall-numbers-down-ottawa-police>, retrieved on 10.07.2024

187 See: Anadolu Agency news' entry, Report highlights surge in Islamophobia, racism against Palestinians in Canada in: <https://www.aa.com.tr/en/americas/report-highlights-surge-in-islamophobia-racism-against-palestinians-in-canada/3428308/>, retrieved on 20.12.2024

188 See: BBC news' entry, in: Racism: Abuse being normalised in Wales' schools - report— <https://www.bbc.com/news/uk-wales-67546071>, retrieved on 01.12.2023

189 See: BBC news' entry, in: Racism: Abuse being normalised in Wales' schools - report— <https://www.bbc.com/news/uk-wales-67546071>, retrieved on 01.12.2023

190 See: independent news' entry, Impact of far-right riots on Muslims revealed in poll as 92% feel less safe living in the UK in: <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/muslim-poll-uk-islamophobia-southport-riots-mosque-b2593831.html>, retrieved on 20.08.2024

191 See: isdglobal news' entry, Evidencing a rise in anti-Muslim and anti-migrant online hate following the Southport attack in: https://www.isdglobal.org/digital_dispatches/evidencing-a-rise-in-anti-muslim-and-anti-migrant-online-hate-following-the-southport-attack/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 10.09.2024

192 See: hrmagazine news' entry, Religious discrimination spiked following 7 October attack, study finds in: http://hrmagazine.co.uk/content/news/religious-discrimination-spiked-following-7-october-attack-study-finds?utm_source=pocket_shared, retrieved on 10.10.2024

193 See: theguardian news' entry, Record amount of anti-Muslim abuse reported in UK since 7 October attacks in: http://theguardian.com/news/2024/oct/04/record-amount-of-anti-muslim-abuse-reported-in-uk-since-7-october-attacks?utm_source=pocket_shared, retrieved on 10.10.2024

194 See: tellmamauk news' entry, Tell MAMA's Survey Finds that 1 in 3 British Muslims are considering leaving the U.K in: http://tellmamauk.org/tell-mamas-survey-finds-that-1-in-3-british-muslims-are-considering-leaving-the-u-k?utm_source=pocket_shared, retrieved on 1.12.2024

195 See: tellmamauk news' entry, Tell MAMA's Survey Finds that 1 in 3 British Muslims are considering leaving the U.K in: http://tellmamauk.org/tell-mamas-survey-finds-that-1-in-3-british-muslims-are-considering-leaving-the-u-k?utm_source=pocket_shared, retrieved on 1.12.2024

196 See: Anadolu Agency news' entry, Research shows 'structural, systematic bias' in UK media coverage of Muslims in: <https://www.aa.com.tr/en/europe/research-shows-structural-systematic-bias-in-uk-media-coverage-of-muslims/3420372/>, retrieved on 20.12.2024

197 See: thenational news' entry, Facing Islamophobia is an everyday reality for young Scottish Muslims in: http://thenational.scot/politics/24758959-facing-islamophobia-everyday-reality-young-scottish-muslims?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.12.2024

198 See: Anadolu Agency news' entry, 90% of discrimination cases in Belgium involve Muslims in: http://aa.com.tr/en/europe/90-of-discrimination-cases-in-belgium-involve-muslims/3382011?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.12.2024

199 See: Anadolu Agency news' entry, Study reveals surge in xenophobic and anti-Muslim sentiment in Germany in: http://aa.com.tr/en/europe/study-reveals-surge-in-xenophobic-and-anti-muslim-sentiment-in-germany/3393198?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.12.2024

200 See: Anadolu Agency news' entry, Far-right AfD becomes strongest party in eastern German states in: <https://www.aa.com.tr/en/europe/far-right-afd-becomes-strongest-party-in-eastern-german-states/3245649>, retrieved on 20.06.2024

201 See: Anadolu Agency news' Anti-Muslim discrimination on rise in Germany, top official warns entry, in: https://www.aa.com.tr/en/europe/anti-muslim-discrimination-on-rise-in-germany-top-official-warns/3326804?utm_source=pocket_saves, retrieved on 15.09.2024

202 See: Anadolu Agency news' entry, Study reveals surge in xenophobic and anti-Muslim sentiment in Germany in: http://aa.com.tr/en/europe/study-reveals-surge-in-xenophobic-and-anti-muslim-sentiment-in-germany/3393198?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.12.2024

203 See: Anadolu Agency news' entry, German rights institute warns of rising anti-Muslim racism in: http://aa.com.tr/en/europe/german-rights-institute-warns-of-rising-anti-muslim-racism/3419084?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.12.2024

204 See: Anadolu Agency news' entry, Islamophobia on the rise in Austria: Report in: <https://www.aa.com.tr/en/europe/islamophobia-on-the-rise-in-austria-report/3232491>, retrieved on 01.06.2024

205 See: luxtimes news' entry, Over half of Luxembourg Muslims say they are racism victims in: http://luxtimes.lu/luxembourg/over-half-of-luxembourg-muslims-say-they-are-racism-victims/23896719.html?utm_source=pocket_shared, retrieved on 30.10.2024

206 See: eunews news' entry, Islamophobia on the rise in the EU. One in two Muslims are victims of discrimination in daily life in: http://eunews.it/en/2024/10/24/islamophobia-eu-muslims-discrimination?utm_source=pocket_shared, retrieved on 30.10.2024

207 See: APN news' entry, in: Opinion piece about Detroit suburb is 'racist and Islamophobic,' Democrats say — <https://apnews.com/article/michigan-dearborn-wall-street-opinion-arab-fdc6b-9f09e24d3f0f1235888b3280ddf/>, retrieved on 20.02.2024

208 See: fox29news' entry, Vandals strike Arab-owned Philly coffee shop prompting peaceful rally in support of owner in: <https://www.fox29.com/news/vandals-strike-arab-owned-philly-coffee-shop-prompting-peaceful-rally-in-support-of-owner>, retrieved on 15.05.2024

209 See: vancouver.citynews news' entry, BC Muslim Association calls for Conservative candidate to resign after Islamophobic comments surface in: http://vancouver.citynews.ca/2024/10/11/bc-muslim-association-conservative-candidate-islamophobic-resign?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.10.2024

210 See: aljazeera news' entry, in: UK Conservatives suspend MP who said 'Islamists' control London's mayor— <https://www.aljazeera.com/news/2024/2/24/uk-conservatives-suspend-mp-who-said-islamists-control-londons-mayor/>, retrieved on 25.02.2024

211 See: tellmamauk news' entry, in: White supremacist who distributed racist stickers jailed for two years — <https://tellmamauk.org/pudsey-white-supremacist-who-distributed-racist-stickers-jailed-for-two-years/>, retrieved on 05.03.2024

212 See: BBC news' entry, Councillor resigns over Islamophobic Facebook post in: <https://www.bbc.com/news/articles/c3w66yx7wx7o>, retrieved on 10.08.2024

213 See: dailysabah news' entry, in: Germany mulls prohibition of far-right AfD party— <https://www.dailysabah.com/world/europe/germany-mulls-prohibition-of-far-right-afd-party>, retrieved on 10.03.2024

214 See: moroccoworldnews news' entry, in: German MP Calls to Include Anti-Islamophobia Laws into Government's Constitution— <https://www.moroccoworldnews.com/2024/02/361020/german-mp-calls-to-include-anti-islamophobia-laws-into-governments-constitution>, retrieved on 05.03.2024

215 See: politico news' entry, in: Danish anti-Islam, anti-immigration, anti-tax party dissolves— <https://www.politico.eu/article/denmark-new-right-party-pernille-vermund-anti-islam-anti-immigration-anti-tax-party-dissolves/>, retrieved on 15.01.2024

216 See: religionnews news' entry, in: Dutch anti-Islam lawmaker Geert Wilders has withdrawn a 2018 proposal to ban mosques and the Quran— <https://religionnews.com/2024/01/10/dutch-anti-islam-lawmaker-geert-wilders-has-withdrawn-a-2018-proposal-to-ban-mosques-and-the-quran/>, retrieved on 15.01.2024

217 See: dailysabah news' entry, in: Far-right Dutch politician Wilders cedes PM seat amid deadlock — <https://www.dailysabah.com/world/europe/far-right-dutch-politician-wilders-cedes-pm-seat-amid-deadlock>, retrieved on 15.03.2024

218 See: newindianexpress news' entry, in: 'Hate crime': Minorities in Gujarat face targeted attacks; report reveals 55 incidents in 2022— <https://www.newindianexpress.com/nation/2024/Jan/26/hate-crime-minorities-in-gujarat-face-targeted-attacks-report-reveals-55-incidents-in-2022>, retrieved on 29.01.2024

219 See: thefederal news' entry, in: Kerala BJP leader Padmanabhan blasts party over anti-Muslim stand, Hindutva, more— <https://thefederal.com/category/states/south/kerala/kerala-bjp-leader-padmanabhan-blasts-party-over-anti-muslim-stand-hindutva-more-114189>, retrieved on 25.03.2024

220 See: maktoobmedia news' entry, in: "CAA only serves to legitimise Islamophobia": Tamil Nadu CM Stalin's message on International Day to Combat Islamophobia— <https://maktoobmedia.com/india/caa-only-serves-to-legitimise-islamophobia-tamil-nadu-cm-stalins-message-on-international-day-to-combat-islamophobia/>, retrieved on 25.03.2024

221 See: siasat news' entry, in: NBDSA asks 3 news channels to remove videos targeting Muslims— <https://www.siasat.com/nbdsa-asks-3-news-channels-to-remove-videos-targeting-muslims-2985251/>, retrieved on 10.03.2024

222 See: thenewsminute news' entry, India hasn't seen any PM as hateful as Narendra Modi, says Manmohan Singh in: <https://www.thenewsminute.com/news/india-hasnt-seen-any-pm-as-hateful-as-narendra-modi-says-manmohan-singh>, retrieved on 10.06.2024

223 See: cjp news' entry, Complaint filed against IndiaTV by CJP for stoking fear and spreading anti-Muslim propaganda under the guise of Bangladesh crisis in: <https://cjp.org.in/complaint-filed-against-indiatv-by-cjp-for-stoking-fear-and-spreading-anti-muslim-propaganda-under-the-guise-of-bangladesh-crisis/>, retrieved on 25.08.2024

224 See: hrw news' entry, Hate Speech Fueled Modi's Election Campaign in: <https://www.hrw.org/news/2024/08/14/india-hate-speech-fueled-modis-election-campaign/>, retrieved on 20.08.2024

225 See: indianexpress news' entry, Karnataka lecturer advises Hindus to avoid minority-run schools, booked for hate speech in: http://indianexpress.com/article/cities/bangalore/karnataka-lecturer-hindus-avoid-minority-schools-hate-speech-9606729?utm_source=pocket_shared, retrieved on 20.10.2024

226 See: maktoobmedia news' entry, In Bihar's Bhagalpur, arrest after Hindutva group with Israeli flags target mosque during procession in: https://maktoobmedia.com/india/in-bihars-bhagalpur-arrest-after-hindutva-group-with-israeli-flags-target-mosque-during-procession/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 10.11.2024

227 See: thewire news' entry, In Bihar's Bhagalpur, arrest after Hindutva group with Israeli flags target mosque during procession in: https://thewire.in/communalism/opindia-sudarshan-news-falsely-report-muslims-were-caught-in-surat-posing-as-sadhus/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 10.11.2024

228 See: edsources news' entry, in: UC pledges \$7 million to address Islamophobia, antisemitism on campuses— <https://edsources.org/2023/uc-pledges-7-million-to-address-islamophobia-antisemitism-on-campuses/700780>, retrieved on 30.01.2024

229 See: thehill news' entry, in: Lawmakers unveil bipartisan legislation to fight campus discrimination — <https://thehill.com/homenews/education/4403045-bipartisan-legislation-fight-campus-discrimination/>, retrieved on 15.01.2024

230 See: thehill news' entry, in: NY governor unveils steps to fight online hate amid uptick in anti-Muslim, antisemitic rhetoric— <https://thehill.com/homenews/state-watch/4323150-new-york-hochul-fight-online-hate-anti-muslim-antisemitic/>, retrieved on 15.01.2024

231 See: muslimnewsnet news' entry, in: CUNY Breaks Ground: Designates Eid al-Fitr, Eid al-Adha, as Official Holidays— <https://muslimnewsnet.com/news/cuny-breaks-ground-designates-eid-al-fitr-eid-al-adha-as-official-holidays>, retrieved on 25.02.2024

232 See: fredericknewspos news' entry, in: FCPS students will have off for both Eid holidays in '25-'26 school year— https://www.fredericknewspos.com/news/education/schools/public_k-12/fcps-students-will-have-off-for-both-eid-holidays-in-25-26-school-year/article_08e-7b57a-3807-5781-a017-fcc683f650a5.html, retrieved on 05.03.2024

233 See: ncadvertiser news' entry, in: West Haven schools to recognize Eid al-Fitr with day off in 2024-2025— <https://www.ncadvertiser.com/news/article/west-haven-schools-eid-al-fitr-holiday-18704967.php>, retrieved on 10.03.2024

234 See: thedailytexan news' entry, Travis County changes policy to allow Muslim detainees to keep hijabs on during booking in: https://thedailytexan.com/2024/09/23/travis-county-changes-policy-to-allow-muslim-detainees-to-keep-hijabs-on-during-booking/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 25.09.2024

235 See: reuters news' entry, US grants additional \$210 million to protect faith groups against hate crimes in: <https://www.reuters.com/world/us/us-grants-additional-210-million-protect-faith->

[groups-against-hate-crimes-2024-10-01/?utm_source=pocket_saves](#), retrieved on 10.10.2024

236 See: cbsnews news' entry, Lino Lakes City Council censures member accused of anti-Muslim conduct in: http://cbsnews.com/minnesota/news/lino-lakes-city-council-censures-member?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.10.2024

237 See: nbccchicago news' entry, US Senate passes resolution honoring Palestinian-American boy killed in alleged Plainfield hate crime in: http://nbccchicago.com/news/local/us-senate-passes-resolution-honoring-palestinian-american-boy-killed-in-alleged-plainfield-hate-crime/3557510?os=OSL-w57pSD&ref=app&utm_source=pocket_shared retrieved on 01.10.2024

238 See: Anadolu Agency news' entry, White House releases national strategy to combat Islamophob in: <https://apnews.com/article/biden-strategy-to-counter-islamophobia-e0ec5d9c9bf01cc6e-257f6add87e916f/>, Report Source: <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2024/12/National-Strategy-Doc.pdf>, retrieved on 20.12.2024

239 See: newarab news' entry, New York makes it illegal to forcefully remove hijab in: http://newarab.com/news/new-york-makes-it-illegal-forcefully-remove-hijab?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.12.2024

240 See: Anadolu Agency news' entry, Canadian lawmakers demand crackdown on Islamophobia, antisemitism in: <https://www.aa.com.tr/en/americas/canadian-lawmakers-demand-crackdown-on-islamophobia-antisemitism/3421855/>, retrieved on 20.12.2024

241 See: Anadolu Agency news' entry, in: UN passes resolution to combat Islamophobia with overwhelming support—<https://www.aa.com.tr/en/world/un-passes-resolution-to-combat-islamophobia-with-overwhelming-support/3165693>, retrieved on 20.03.2024

242 See: scroll news' entry, in: UN experts ask Indian government to protect human rights of religious minorities— <https://scroll.in/latest/1064914/un-experts-ask-indian-government-to-protect-human-rights-of-religious-minorities>, retrieved on 20.03.2024

243 See: BBC news' entry, in: £117m to protect UK mosques and Muslim schools from hate attacks — <https://www.bbc.com/news/uk-68529601/>, retrieved on 15.03.2024

244 See: BBC news' entry, Metropolitan Borough of Solihull welcomed its first Muslim mayor in: <https://www.bbc.com/news/articles/ckv7vw935zvo>, retrieved on 25.05.2024

245 See: middleeastmonitor news' entry, UK gov't must adopt formal definition of Islamophobia, leader of Lib Dems says in: <https://www.middleeastmonitor.com/20240808-uk-govt-must-adopt-formal-definition-of-islamophobia-leader-of-lib-dems-says/>, retrieved on 16.08.2024

246 See: BBC news' entry, Mayor funds training to keep London's mosques safe in: <https://www.bbc.com/news/articles/cg58d9g45njo>, retrieved on 10.08.2024

247 See: theguardian news' entry, UK mosques allotted record security funding from hate crime scheme in: http://theguardian.com/world/2024/oct/20/uk-mosques-win-record-security-funding-from-hate-scheme?utm_source=pocket_shared, retrieved on 25.10.2024

248 See: Anadolu Agency news' entry, Denmark court convicts far-right Islamophobe politician Paludan for racist remarks in: http://aa.com.tr/en/europe/denmark-court-convicts-far-right-islamophobe-politician-paludan-for-racist-remarks/3401569?utm_source=pocket_shared, retrieved on 15.12.2024

249 See: ul news' entry, Fighting racism with education: UL research project launches tools to combat anti-Muslim hatred in: http://ul.ie/news/fighting-racism-with-education-ul-research-project-launches-tools-to-combat-anti-muslim-hatred?utm_source=pocket_shared, retrieved on 10.12.2024

250 See: Anadolu Agency news' entry, Council of Europe urges Denmark to employ more Muslims in education, law enforcement in: http://aa.com.tr/en/europe/council-of-europe-urges-denmark-to-employ-more-muslims-in-education-law-enforcement/3362996?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.11.2024

251 See: independent news' entry, Modi's party told to take down campaign ad targeting Muslims in: http://independent.co.uk/asia/india/jharkhand-election-bjp-campaign-video-muslims-b2650443.html?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.12.2024

252 See: CNN news' entry, Australia appoints special envoys as antisemitism, Islamophobia rise over Gaza war in: <https://edition.cnn.com/2024/07/09/australia/australia-envoys-antisemitism-is-lamophobia-intl-hnk/index.html> /, retrieved on 15.07.2024

253 See: nzherald news' entry, NZ Post refuses to deliver anti-Wellington City Council pamphlet in: <https://www.nzherald.co.nz/nz/nz-post-refuses-to-deliver-anti-wellington-city-council-pamphlet/7E7HKQLVBRFYTNZQMQUAH3GR4/>, retrieved on 29.08.2024

254 See: sunnysidepost news' entry, in: 76-Year-Old Sunnyside resident charged with hate crimes for anti-Muslim graffiti in condo complex: DA— <https://sunnysidepost.com/76-year-old-sunnyside-resident-charged-hate-crimes-anti-muslim-graffiti-condo-complex-da/> /, retrieved on 05.01.2024

255 See: lynnwoodtimes news' entry, in: Arrest in the murder of ride-share driver Abdikadir Gedi Shariif— <https://lynnwoodtimes.com/2024/01/10/gedi-shariif-240110/>, retrieved on 15.01.2024

256 See: chicago.suntimes news' entry, in: Ex-police officer settles discrimination suit over Muslim faith against suburban department for \$475,000— <https://chicago.suntimes.com/news/2024/1/11/24035206/north-chicago-police-officer-islam-muslim-discrimination-religion-lawsuit-settlement-cair-workplace/> /, retrieved on 05.02.2024

257 See: timesofindia news' entry, in: Two Muslim North Texans settle with Mesa Airlines after alleged racial profiling on plane— <https://timesofindia.indiatimes.com/world/us/black-muslim-arab-american-teacher-put-on-leave-over-pro-palestine-email-signature/articleshow/105901230.cms>, retrieved on 15.01.2024

258 See: patch news' entry, in: Man Made Antisemitic, Islamophobic Threats Via Phone, FBI Says — <https://patch.com/new-jersey/cinnaminson/man-made-antisemitic-islamophobic-threats-phone-fbi-says>, retrieved on 10.02.2024

259 See: fox35orlando news' entry, in: California teen accused of swatting call that threatened mass shooting at Florida mosque— <https://www.fox35orlando.com/news/california-teen-accused-of-swatting-call-that-threatened-mass-shooting-at-florida-mosque>, retrieved on 10.02.2024

260 See: cair news' entry, in: CAIR, CAIR-Georgia Secure \$95K Settlement in Jail Religious Accommodation Case— https://www.cair.com/press_releases/cair-cair-georgia-secure-95k-settlement-in-jail-religious-accommodation-case/, retrieved on 10.02.2024

261 See: nytimes news' entry, Man Who Attacked Muslim Postal Carrier Is Sentenced to 37 Months in Prison in: <https://www.nytimes.com/2024/08/11/us/florida-man-postal-carrier-hijab.html>, retrieved on 10.08.2024

262 See: mycentraljersey news' entry, Somerville man charged with vandalism at Bridgewater mosque in: <https://www.mycentraljersey.com/story/news/crime/2024/07/26/somerville-man-charged-with-vandalism-at-bridgewater-mosque/74545150007/>, retrieved on 01.08.2024

263 See: Reuters news' entry, Grand jury indicts Texas woman in attempted drowning of 3-year-old Muslim girl in: https://www.reuters.com/legal/grand-jury-indicts-texas-woman-attempted-drowning-3-year-old-muslim-girl-2024-09-04/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 10.09.2024

264 See: atlantanewsfirst news' entry, Lawsuit filed against UGA over alleged anti-Muslim discrimination in: https://www.atlantanewsfirst.com/2024/09/11/lawsuit-filed-against-uga-over-alleged-anti-muslim-discrimination/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 15.09.2024

265 See: Anadolu Agency news' entry, White supremacist leaders in US charged with 15 criminal counts, including igniting race war in: https://www.aa.com.tr/en/americas/white-supremacist-leaders-in-us-charged-with-15-criminal-counts-including-igniting-race-war/3326132?utm_source=pocket_saves, retrieved on 30.09.2024

266 See: Detroitnews news' entry, Muslim officer's suit against US Customs and Border Protection settled in: <https://www.detroitnews.com/story/news/local/michigan/2024/10/02/muslim-officers-suit-us-customs-border-protection-settled/75484442007/>, etrieved on 15.10.2024

267 See: aljazeera news' entry, US man pleads guilty to trashing Islamic center at New Jersey university in: http://aljazeera.com/news/2024/10/11/us-man-pleads-guilty-to-thrashing-islamic-centre-at-new-jersey-university?utm_source=pocket_shared, retrieved on 15.10.2024

268 See: fox32chicago news' entry, Suburban woman who attacked couple over pro-Palestine hoodie charged with hate crime in: http://fox32chicago.com/news/woman-charged-hate-crime-after-attacking-couple-suburban-panera?utm_source=pocket_shared, etrieved on 25.11.2024

269 See: nytimes news' entry, Woman Charged With Hate Crime in Pepper-Spraying of Muslim Uber Driver in: http://nytimes.com/2024/10/28/nyregion/uber-driver-hate-crime-manhattan.html?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.11.2024

270 See: 6abc news' entry, Philadelphia man sentenced for making antisemitic and Islamophobic threats in: http://6abc.com/post/philadelphia-man-yaniv-gola-sentenced-making-antisemitic-islamophobic-threats/15458200?utm_source=pocket_shared, etrieved on 01.11.2024

271 See: CBC news' entry, Man charged in suspected hate-motivated incident at Scarborough mosque in: http://cbc.ca/news/canada/toronto/man-charged-threats-harassment-scarborough-mosque-1.7352949?utm_source=pocket_shared, retrieved on 15.10.2024

272 See: aljazeera news' entry, in: Canadian white supremacist who killed Muslim family gets life sentence— <https://www.aljazeera.com/news/2024/2/22/canadian-white-supremacist-who-killed-muslim-family-gets-life-sentence/>, retrieved on 01.03.2024

273 See: CBC news' entry, Woman charged after demonstrator's hijab pulled off in: <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/ottawa-protest-hijab-removed-charge-1.7212697>, retrieved on 25.05.2024

274 See: tellmamauk news' entry, in: Neo-Nazi jailed for terror offences praised the murder of Jo Cox, shared Christchurch terror attack video — <https://tellmamauk.org/neo-nazi-jailed-for-terror-offences-praised-the-murder-of-jo-cox-shared-christchurch-terror-attack-video/>, retrieved on 20.02.2024

275 See: middleeastmonitor news' entry, UK police charge man after attack of Palestine mission in London in: <https://www.middleeastmonitor.com/20240516-uk-police-charge-man-after-attack-of-palestine-mission-in-london/>, retrieved on 20.05.2024

276 See: BBC news' entry, Three more men jailed for disorder in Southport in: <https://www.bbc.com/news/articles/c9wj11prxzd0/>, retrieved on 22.08.2024

277 See: yorkshireeveningpost news' entry, Jailed Leeds yob who mimicked Muslims at protest said it was 'three seconds of madness' in: <https://www.yorkshireeveningpost.co.uk/news/crime/jailed-leeds-yob-who-mimicked-muslims-at-protest-said-it-was-three-seconds-of-madness-4743338>, retrieved on 20.08.2024

278 See: BBC news' entry, Dad chanted Islamophobic slurs and punched man at protest in: <https://www.bbc.com/news/articles/clywdy8kn5po>, retrieved on 20.08.2024

279 See: BBC news' entry, 'Keyboard warrior' jailed for part in UK disorder in: <https://www.bbc.com/news/articles/c5y3gre3y9yo/>, retrieved on 20.08.2024

280 See: standard news' entry, Man pleads guilty to racially abusing and spitting at London bus driver in: <https://www.standard.co.uk/news/crime/man-spat-at-bus-driver-london-video-racism-is-lamophobia-met-police-hayes-b1175831.html>, retrieved on 15.08.2024

281 See: tellmamauk news' entry, Man jailed after threats to burn down mosques and murder worshippers in: <https://tellmamauk.org/man-jailed-after-threats-to-burn-down-mosques-and-murder-worshippers/>, retrieved on 18.08.2024

282 See: reuters news' entry, Man jailed for 9 years for arson at asylum seekers' hotel in UK riots in: https://www.reuters.com/world/uk/man-jailed-9-years-setting-fire-asylum-seekers-hotel-uk-anti-muslim-riots-2024-09-06/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 10.09.2024

283 See: mirror news' entry, Man who called for mosques to be burned down during riots and was 'ready for war' jailed in: http://mirror.co.uk/news/uk-news/man-who-called-mosques-burned-33866984?utm_source=pocket_shared, retrieved on 15.10.2024

284 See: tellmamauk news' entry, Neo-Nazi guilty of attempted murder after terror attack on asylum seeker in: http://tellmamauk.org/neo-nazi-guilty-of-attempted-murder-after-terror-attack-on-asylum-seeker?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.11.2024

285 See: tellmamauk news' entry, James Aspin jailed over TikTok threats to burn down every mosque in Newcastle in: http://tellmamauk.org/james-aspin-jailed-over-tiktok-threats-to-burn-down-every-mosque-in-newcastle?utm_source=pocket_shared, retrieved on 25.11.2024

286 See: BBC news' entry, Man who threatened to burn down mosque spared jail in: http://bbc.com/news/articles/c3e8l8qevw4o?utm_source=pocket_shared, retrieved on 01.11.2024

287 See: aljazeera news' entry, Sweden charges two men over 2023 Quran burnings in: <https://www.aljazeera.com/news/2024/8/28/sweden-charges-men-over-2023-quran-burnings-condemned-by-muslim-countries>, retrieved on 29.08.2024

288 See: theguardian news' entry, Swedish court jails far-right leader who burned Qur'an in: http://theguardian.com/world/2024/nov/05/swedish-court-jails-far-right-leader-who-burned-quran?utm_source=pocket_shared, retrieved on 15.11.2024

289 See: dailysabah news' entry, in: Man gets 3.5 years in prison for burning Quran in Russia's Chechnya — <https://www.dailysabah.com/world/europe/man-gets-35-years-in-prison-for-burning-quran-in-russias-chechnya>, retrieved on 15.03.2024

290 See: APN news' entry, in: India court restores life prison sentences for 11 Hindu men who raped a Muslim woman in 2002 riots — <https://apnews.com/article/india-hindu-muslim-riots-rape-698e5114d6960d726d3242a006104f30>, retrieved on 15.01.2024

291 See: reuters news' entry, India's top court overturns northern state's ban on Islamic schools in: https://www.reuters.com/world/india/indias-top-court-overturns-northern-states-ban-islamic-schools-2024-11-05/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 15.11.2024

292 See: muslimmirror news' entry, Supreme Court halts land allotment in Gujarat after demolition of Muslim religious sites in: https://muslimmirror.com/supreme-court-halts-land-allotment-in-gujarat-after-demolition-of-muslim-religious-sites/?utm_source=pocket_saves, retrieved on 10.11.2024

293 See: hindustantimes news' entry, Ludhiana: Four right wing leaders booked for 'hate speech' in: https://www.hindustantimes.com/cities/chandigarh-news/ludhiana-four-right-wing-leaders-booked-for-hate-speech-101731606335646.html?utm_source=microsoft-hi, retrieved on 20.11.2024

294 See: amnesty news' entry, Big win for people's rights as top court condemns 'bulldozer justice' in: http://amnesty.org/en/latest/news/2024/11/india-big-win-for-peoples-rights-as-top-court-condemns-bulldozer-justice?utm_source=pocket_shared, retrieved on 25.11.2024

295 Voir : thehill news' : L'agression au couteau d'un Américain d'origine palestinienne près de l'université du Texas répond aux critères des crimes de haine, selon la police — <https://thehill.com/homenews/ap/ap-u-s-news/ap-stabbing-of-palestinian-american-near-the-university-of-texas-meets-hate-crime-standard-police-say/>, 10.02.2024

296 Voir : theguardian : Université Emory fait l'objet d'une enquête sur des allégations de discrimination anti-musulmane au sein de l'université. : <https://www.theguardian.com/us-news/2024/may/02/emory-university-atlanta-investigation-alleged-anti-muslim-discrimination>, 05.05.2024

297 Voir : BBC news' : Appel à témoins à Leeds après que l'homme et la femme portant des dra-

peaux palestiniens ont été maltraités — <https://www.bbc.com/news/uk-england-leeds-67925099>, 30.01.2024

298 Voir : aljazeera news' : Un homme prétendant être un soldat israélien est arrêté au Royaume-Uni pour abus anti-musulmans.: <https://www.aljazeera.com/program/newsfeed/2024/5/26/man-claiming-to-be-israeli-soldier-arrested-for-anti-muslim-abuse-in-uk>, 28.05.2024

299 Voir : independent news' : Un homme arrêté après une « cyberattaque islamophobe » sur le réseau wifi des principales gares ferroviaires de l'Union européenne.: <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/uk-cyberattack-network-rail-tfl-message-police-b2619351.html>, 01.10.2024

300 Voir : thehindu news' : CBI reprend l'enquête sur la mort d'un musulman battu et contraint de chanter l'hymne national dans un hôpital de la ville.: <https://www.thehindu.com/news/national/cbi-takes-over-probe-into-death-of-muslim-man-beaten-and-forced-to-sing-national-anthem/article68497648.ece>, 10.08.2024

301 Voir : varthabharati news' : Le chef du Veer Sena hindou est arrêté pour avoir tenu des propos haineux à l'encontre des musulmans et des Bangladais dans l'État d'Israël.: <https://english.varthabharati.in/india/hindu-veer-sena-chief-arrested-for-hate-speech-against-muslims-and-bangladeshis>, 15.08.2024

302 Voir : scroll news' entry, Mithun Chakraborty, membre du BJP, inculpé d'incitation à la haine antimusulmane au Bengale-Occidental : http://scroll.in/latest/1075343/bjps-mithun-chakraborty-booked-for-alleged-anti-muslim-hate-speech-in-west-bengal?utm_source=pocket_shared, 10.11.2024

303 Voir : moroccoworldnews news' : Le président américain et le premier ministre canadien renouvellent leur engagement à lutter contre l'islamophobie — <https://www.moroccoworldnews.com/2024/03/361329/ramadan-us-president-canada-pm-renew-commitment-to-fighting-islamophobia>, 20.03.2024

304 Voir : yahoo news' : Les émeutes britanniques étaient « racistes et islamophobes », déclare le codirigeant des Verts: https://uk.news.yahoo.com/uk-riots-were-racist-islamophobic-110235626.html?utm_source=pocket_saves, on 15.09.2024

305 Voir : lancashiretelegraph news' : Les mosquées ouvrent leurs portes aux plus larges communautés ce week-end: http://lancashiretelegraph.co.uk/news/24610749.mosques-open-doors-non-muslims-blackburn?utm_source=pocket_shared, 01.10.2024

306 Voir : birminghammail news' : La mosquée de Green Lane ouvre ses portes aux non-musulmans pour lutter contre les stéréotypes après les émeutes au Royaume-Uni: http://birminghammail.co.uk/news/midlands-news/green-lane-mosque-opens-doors-30003451?utm_source=pocket_shared, 01.10.2024

307 Voir: religionnews news' entry, En Inde, une mosquée « hindoue » vise à apaiser les divisions: <https://religionnews.com/2024/08/13/in-india-a-hindu-mosque-aims-to-heal-divisions/>, 20.08.2024

308 Voir : cbs58 News' : Des femmes de Milwaukee inculpées de crime haineux pour avoir attaqué des femmes en hijab dans un parc <https://www.cbs58.com/news/2-milwaukee-women-charged-with-hate-crime-for-attack-on-women-in-hijab-at-cathedral-square-park>, 05.08.2023

309 Voir : kctv5 news' : Worlds of Fun présente ses excuses après qu'un employé a demandé à une femme d'enlever son hijab avant de monter sur les montagnes russes.: https://www.kctv5.com/2024/09/16/worlds-fun-apologizes-after-employee-asks-woman-remove-hijab-before-riding-roller-coaster/?utm_source=pocket_saves, 25.09.2024

310 Voir : CNN news' : L'ONU condamne la décision de la France d'interdire le port du hijab par les athlètes françaises aux Jeux olympiques de 2024 — <https://edition.cnn.com/2023/09/26/europe/un-hijab-olympics-intl/index.html>, 30.09.2023

311 Voir : stuff news' : Les élèves musulmans déclarent que les brimades commencent à l'école maternelle et qu'elles s'aggravent ensuite. <https://www.stuff.co.nz/pou-tiaki/132649229/muslim-stu->

[dents-report-bullying-starts-at-preschool-then-it-just-gets-worse](#), 05.08.2023

312 Voir : abna24 news' : Une mosquée en France attaquée par un incendiaire pendant la prière <https://en.abna24.com/story/1429481>, 20.01.2024

313 Voir : thenational news' : Un drapeau de prière rempli d'excréments est jeté sur le site d'une mosquée écossaise dans le cadre d'une attaque « sinistre ». <https://www.thenational.scot/news/24043597-muslim-flag-full-excrement-found-scottish-mosque-site/>, 15.01.2024

314 Voir : siasat news' : Une foule d'extrême droite tente de « construire un temple » sur un terrain Waqf à Nalgonda <https://www.siasat.com/right-wing-mob-tries-to-construct-temple-on-waqf-land-in-nalgonda-2961508/>, 25.01.2024

315 Voir: thequint news' : Manifestation de Ram Mandir : La foule tente de hisser des drapeaux safran sur la mosquée centenaire d'Agra <https://www.thequint.com/news/crime/ram-mandir-event-mob-tries-to-hoist-saffron-flags-on-centuries-old-agra-mosque>, 28.01.2024

316 Voir : middleeastmonitor news' : ISRAËL, MOYEN-ORIENT, NOUVELLES, PALESTINE Des colons israéliens suspendent la tête d'un âne dans un cimetière musulman d'Al-Qods. <https://www.middleeastmonitor.com/20231227-israeli-settlers-hang-donkeys-head-in-muslim-cemetery-in-east-jerusalem/>, 05.01.2024

317 Voir : nbcnews news' : Un avocat de Long Island inculpé pour un incident survenu au Centre islamique de Melville <https://www.nbcnews.com/newyork/news/long-island-attorney-faces-charges-for-rant-at-islamic-center-of-melville>, 25.02.2024

318 Voir : CBC news' : Le Centre islamique de Cambridge est reconnaissant du soutien de la communauté après que des graffitis haineux ont été laissés sur le bâtiment <https://www.cbc.ca/news/canada/kitchener-waterloo/islamic-centre-cambridge-graffiti-1.7116008/>, 20.02.2024

319 Voir : Anadolu Agency news' : Une mosquée de la capitale suédoise à nouveau la cible d'islamophobes avec des graffitis menaçants <https://www.aa.com.tr/en/europe/mosque-in-swedens-capital-again-targeted-by-islamophobes-with-threatening-graffiti/3145288>, 28.02.2024

320 Voir: nbcnews news' : Un homme accusé d'avoir uriné sur le centre islamique de Chatt. <https://www.nbcnews.com/newyork/news/long-island-attorney-faces-charges-for-rant-at-islamic-center-of-melville/>, 05.03.2024

321 Voir : Anadolu Agency news' : Plus de 400 colons israéliens illégaux prennent d'assaut la mosquée Al-Aqsa d'Al-Qods : <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/over-400-illegal-israeli-settlers-storm-jerusalem-s-al-aqsa-mosque/3219280>, 20.05.2024

322 Voir : Anadolu Agency news', L'Israélien Ben-Gvir prend d'assaut le complexe de la mosquée Al-Aqsa à Al-Qods : <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israel-s-ben-gvir-storms-al-aqsa-mosque-complex-in-east-jerusalem/3226967>, Image Source: <https://www.palestinechronicle.com/aggressive-act-in-first-since-october-7-ben-gvir-storms-al-aqsa-mosque-video/> 25.05.2024

323 Voir : Anadolu Agency news', Des dizaines de colons israéliens illégaux prennent d'assaut la mosquée Al-Aqsa d'Al-Qods : <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/scores-of-illegal-israeli-settlers-storm-jerusalem-s-al-aqsa-mosque/3230878>, 28.05.2024

324 Voir: Anadolu Agency news', Territoire palestinien occupé : Les soldats israéliens transforment la mosquée de Rafah en « lieu de cuisson » : <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israeli-soldiers-turn-mosque-in-gaza-s-rafah-into-cooking-place/3249271>, 25.06.2024

325 Voir : capecod news, Territoire palestinien occupé : Des colons israéliens dansent à la mosquée Al-Aqsa: <https://www.capecod.com/cape-wide-news/mashpee-police-investigate-two-incidents-of-anti-muslim-vandalism/>, 15.06.2024

326 Voir : capecod news, La police de Mashpee enquête sur deux incidents de vandalisme anti-musulman: <https://www.capecod.com/cape-wide-news/mashpee-police-investigate-two-incidents-of-anti-muslim-vandalism/>, 25.06.2024

327 Voir : nydailynews news, Un homme recherché pour avoir déchiré une pancarte dans une mosquée de Brooklyn lors d'un attentat anti-musulman: <https://www.nydailynews.com/2024/06/07/man-sought-for-tearing-sign-at-brooklyn-mosque-in-anti-muslim-attack/>, 15.07.2024

328 Voir : muslimnetwork news' Vandalisme anti-musulman : Un homme urine sur un panneau de mosquée: <https://www.muslimnetwork.tv/anti-muslim-vandalism-man-urines-on-mosque-sign/>, 15.07.2024

329 Voir: cbsnews news' Des vandales s'en prennent à plusieurs reprises au nouveau centre communautaire musulman de Twin Cities : <https://www.cbsnews.com/minnesota/news/st-anthony-mosque-muslim-community-center-vandalism-burglaries/>, 01.08.2024

330 Voir : aljazeera news' Des manifestants d'extrême droite prennent pour cible la mosquée de Southport et se heurtent à la police britannique.: <https://www.aljazeera.com/news/2024/7/31/far-right-protesters-target-southport-mosque-clash-with-uk-police>, 05.08.2024

331 Voir : aljazeera news' La foule israélienne prend d'assaut la mosquée Al-Aqsa et des villages de Cisjordanie à l'occasion de la fête juive en Israël: <https://www.aljazeera.com/news/2024/8/13/israeli-settlers-raid-palestinian-areas-on-temple-destruction-anniversary>, 15.08.2024

332 Voir : chicagotribune news, Un groupe demande l'ouverture d'une enquête pour crime de haine sur les dommages subis par un centre musulman: https://www.chicagotribune.com/2024/09/07/officials-call-for-hate-crime-investigation-into-bullet-holes-left-at-muslim-center/?utm_source=pocket_saves, 01.09.2024

333 Voir: Anadolu Agency news, 3 blessés dans une attaque au couteau dans une mosquée canadienne: https://www.aa.com.tr/en/americas/3-injured-in-knife-attack-at-canadian-mosque/3336323?utm_source=pocket_saves, 25.09.2024

334 Voir: 7news news, Un kangourou mort laissé à l'extérieur d'une mosquée dans un acte «troublant»: <https://7news.com.au/news/bizarre-and-disturbing-act-in-front-of-adelaide-mosque-leaves-community-shaken-c-15842969/>, 01.09.2024

335 Voir : theobserverpost news' : Des pantoufles et des canettes de bière sont jetées sur la mosquée de Rauza à Barabanki lors de la procession d'immersion d'idoles ; un dirigeant local du BJP est accusé d'attiser la haine: https://theobserverpost.com/slippers-beer-cans-thrown-at-rauza-mosque-in-ups-barabanki-during-idol-immersion-procession-local-bjp-leader-accused-of-stoking-hatred/?utm_source=pocket_saves, 20.10.2024

336 Voir : independent news, Un invité de CNN expulsé de l'antenne après avoir dit à un journaliste musulman : « J'espère que votre bipeur ne s'éteindra pas » : http://independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/cnn-mehdi-hasan-ryan-girdusky-b2637183.html?utm_source=pocket_shared, 30.10.2024

337 Voir : wach news' Une mosquée des Midlands dégradée avec des croix rouges et un message « dégagez ».: http://wach.com/news/local/midlands-mosque-defaced-with-red-crosses-and-get-out-message-islam-nation-of-islam-muslim-religion-spray-paint-graffiti-hate-crime-symbols-hate-speech?utm_source=pocket_shared, 1.12.2024

338 Voir : Anadolu Agency news, Plainte déposée pour incendie criminel présumé d'une mosquée en France: http://aa.com.tr/en/europe/complaint-filed-over-suspected-arson-after-fire-at-france-mosque/3381809?utm_source=pocket_shared, 20.12.2024

339 Voir : theobserverpost news, Israël démolit une mosquée à Al-Qods occupée: http://aa.com.tr/en/middle-east/israel-demolishes-mosque-in-occupied-east-jerusalem/3397795?utm_source=pocket_shared, 15.12.2024

340 Voir : CBS news : Le meurtre de l'imam Hassan Sharif devant la mosquée de Newark, dans le New Jersey, n'est pas considéré comme un incident lié à des préjugés ou à la terreur intérieure, selon les autorités. <https://www.cbsnews.com/news/newark-new-jersey-shooting-critical-injuries/>, 15.01.2024

341 Voir : clarionindia news, La police torture de jeunes musulmans à Badaun, soupçonnés d'avoir

abattu des vaches <https://clarionindia.net/up-muslim-youth-subjected-to-shocking-torture-amid-cow-slaughter-suspicion/>, 15.01.2024

342 Voir : maktoobmedia news : Un automobiliste musulman agressé par des hommes de l'Hindutva à cause de l'« erreur » de son passager hindou <https://maktoobmedia.com/india/ahmedabad-muslim-auto-driver-assaulted-by-hindutva-men-over-his-hindu-passengers-mistake/>, 20.01.2024

343 Voir : scroll news : Ils ont vu un nom musulman et ont attaqué : Comment les foules de l'Hindutva se sont déchaînées à Mira Road <https://scroll.in/article/1062772/they-saw-a-muslim-name-and-attacked-how-hindutva-mobs-ran-amok-on-mira-road>, 25.01.2024

344 Voir : siasat news : L'ATS de l'UP arrête un homme pour avoir vendu des livres islamiques à Gonda et nie son arrestation <https://www.siasat.com/up-ats-nabs-man-for-selling-islamic-books-in-gonda-denies-arrest-2971716/>, 10.02.2024

345 Voir : siasat news : Acte de haine : Les habitants de Delhi demandent des mesures plus strictes à l'encontre du policier qui a donné un coup de pienamazis <https://www.newslaundry.com/2024/03/09/act-of-hatred-delhi-locals-demand-stricter-action-against-cop-who-kicked-namazis>, source de la vidéo : <https://youtu.be/AAvJe2lH4vY>, 20.03.2024

346 Voir : muslimmirror news : Un musulman collectant des dons pour une mosquée est agressé à Noida <https://muslimmirror.com/eng/muslim-man-collecting-donations-for-mosque-assaulted-in-noida/>, 25.03.2024

347 Voir : article iamec, Muslim cattle trader assaulted by Hindu militants in Karnataka in : <https://iamec.com/muslim-cattle-trader-assaulted-by-hindu-militants-in-karnataka/>, récupéré le 20.05.2024

348 Voir : article de clarionindia, Hindutva Supporters Assault Young Muslim Doctor in UP's Moradabad in : <https://clarionindia.net/hindutva-supporters-assault-young-muslim-doctor-in-ups-moradabad/>, récupéré le 08.07.2024

349 Voir : l'article de l'Observer Post, Delhi : Muslim Coaching Centre Owner 'Beaten' by Right-Wing Groups, FIR Filed for Alleged Forced Quran Reading in : <https://theobserverpost.com/delhi-muslim-coaching-centre-owner-beaten-by-right-wing-groups-fir-filed-for-alleged-forced-quran-reading/>, récupéré le 20.07.2024

350 Voir : Article de BBC news, "My life is threatened - there is no hope here " sur : <https://www.bbc.com/news/articles/c2edd7gmjy2o>, récupéré le 15.08.2024

351 Voir : article d'aljazeera news, Ethnic minority shop owners targeted in UK riots fear more attain : <https://www.aljazeera.com/features/2024/8/19/uk-race-riots-businesses-struggle>, récupéré le 22.08.2024

352 Voir : article de metro « Muslim stabbed at train station hours before far-right demo at Liverpool mosque », sur : <https://metro.co.uk/2024/08/02/muslim-stabbed-train-station-hours-far-right-demo-liverpool-mosque-21352830/>, récupéré le 05.08.2024

353 Voir : article de sahanjournal news, « Muslim community 'shaken' after elder is shot outside north Minneapolis mosque » sur : <https://sahanjournal.com/policing-justice/mosque-shooting-north-minneapolis-masjid-an-nur/>, récupéré le 21.08.2024

354 Voir l'article de the Wire intitulé « Is This Justice ? Muslim Auto Driver's House Bulldozed After Tenant's Minor Son Injures Classmate » sur : <https://thewire.in/communalism/is-this-justice-muslim-auto-drivers-house-bulldozed-after-tenants-minor-son-injures-classmate/>, récupéré le 15.08.2024

355 Voir : article newindianexpress, Elderly Muslim man beaten up on train over suspicion of carrying beef in Maharashtra sur : https://www.newindianexpress.com/nation/2024/Sep/01/elderly-muslim-man-beaten-up-on-train-over-suspicion-of-carrying-beef-in-maharashtra?utm_source=pocket_saves, récupéré le 05.09.2024

356 Voir : article de clarionindia, Cow Vigilantes Assault Muslim Shoe Trader in Maharash-

tra's Beed, sur : https://clarionindia.net/cow-vigilantes-assault-muslim-shoe-trader-in-maharashtra-beed/?noamp=mobile&utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.09.2024

357 Voir : article de twocircles, Mob vandalizes Muslim shops and an Eidgah in Gujarat following an accident, sur : https://twocircles.net/2024sep10/450344.html?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.09.2024

358 Voir : article de clarionindia, Uttarakhand : « 8 Muslim Families Forced to Flee After Mob Attacks in Chamoli » dans : https://clarionindia.net/uttarakhand-8-muslim-families-forced-to-flee-after-mob-attacks-in-chamoli/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.09.2024

359 Voir : Article d'Anadolu Agency, Palestinian pregnant woman suffers miscarriage after Israeli raid in Hebron, sur : https://www.aa.com.tr/en/middle-east/palestinian-pregnant-woman-suffers-miscarriage-after-israeli-raid-in-hebron/3330715?utm_source=pocket_saves, récupéré le 30.09.2024

360 Voir : article de fox2detroit, « Just came out of nowhere » : « 73-year-old man slashes 7-year-old girl at Detroit park » sur : http://fox2detroit.com/news/73-year-old-man-slashes-7-year-old-girl-detroit-park?utm_source=pocket_shared, récupéré le 25.10.2024

361 Voir : article de theobserverpost, « Hush Up ! or I'll Issue Your T.C. ! » : « Lucknow's Green Way Public School Threatens Muslim Student After 'Dandiya Attack' » sur : https://theobserverpost.com/hush-up-or-ill-issue-your-t-c-green-way-public-school-threatens-muslim-student-after-dandiya-attack/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 20.10.2024

362 Voir : article de munsifdaily, « Muslim Youth Tied to Tree, Beaten by Mob in Kamram Bhim Asifabad District » sur : https://munsifdaily.com/muslim-youth-tied-to-tree-beaten-by-mob-in-kamram-bhim-asifabad-district/?utm_source=pocket_shared, récupéré le 10.11.2024

363 Voir : l'article de clarionindia, « UP Police Under Scrutiny Over Vandalism at Muslim Marriage in Rampur » sur : https://clarionindia.net/beef-row-up-police-under-scrutiny-over-vandalism-at-muslim-marriage-in-rampur/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.12.2024

364 Voir : article de nydailynews, « Woman wearing keffiyeh beaten on Brooklyn street by strangers calling her Nazi » sur : http://nydailynews.com/2024/10/14/woman-wearing-keffiyeh-beaten-on-brooklyn-street-by-strangers-calling-her-nazi?utm_source=pocket_shared, récupéré le 25.10.2024

365 Voir : article de fordhamobserver, Halal Worker Stabbed Outside Lincoln Center, sur : https://fordhamobserver.com/78021/breaking/breaking-halal-worker-stabbed-outside-lincoln-center/?utm_source=pocket_shared, récupéré le 20.10.2024

366 Voir : article de theobserverpost, Dalit Teen Assaulted By Students, Forced To Say 'Jai Shri Ram' in UP : Cops, sur : https://theobserverpost.com/700-muslims-booked-in-ups-muzaffarnagar-after-protest-erupted-over-islamophobic-social-media-post/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 25.10.2024

367 Voir : article de siasat, Syrian refugee, infant son attacked with 'acid' in Delhi ; 1 held, sur : http://siasat.com/syrian-refugee-infant-son-attacked-with-acid-in-delhi-1-held-3110476?utm_source=pocket_shared, récupéré le 15.10.2024

368 Voir : lynnwoodtimes, « Muslim Republican candidate brutally assaulted in politically motivated attack » sur : http://lynnwoodtimes.com/2024/10/30/politically-motivated-attack?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.11.2024

369 Voir : article de msn, « Palestinian-owned shop receives threatening packages in Baltimore » sur : https://www.msn.com/en-us/news/us/palestinian-owned-shop-receives-threatening-packages-in-baltimore/ar-AA1stgFg?ocid=BingNewsVerp&utm_source=pocket_saves#, récupéré le 01.11.2024

370 Voir : article de siasat, Man abducted, tortured to death, sur : http://siasat.com/rajasthan-man-abducted-tortured-to-death-3123154?utm_source=pocket_shared, récupéré le 10.11.2024

371 Voir : article de clarionindia, Delhi : Muslim Students Thrashed, Forced to Chant 'Jai Shri

Ram' by Teachers in: <https://clarionindia.net/delhi-muslim-students-thrashed-forced-to-chant-jai-shri-ram-by-teachers/>, récupéré le 20.11.2024

372 Voir : article de clarionindia, Uttarakhand : Muslim Man Assaulted, Paraded by Hindutva Mob over Allegations of 'Love Jihad' in: https://clarionindia.net/uttarakhand-muslim-man-assaulted-paraded-by-hindutva-mob-over-allegations-of-love-jihad/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.11.2024

373 Voir : article de scroll, In Udaipur, one home razed, three families punished for a Muslim teenager's crime, sur : http://scroll.in/article/1074399/in-udaipur-one-home-razed-three-families-punished-for-a-muslim-teenagers-crime?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.11.2024

374 Voir : article de theobserverpost, Five Injured As Prakash Kumar Manji Launches 'Targeted Attack' On Muslims In Varanasi, sur : https://theobserverpost.com/five-injured-as-prakash-kumar-manji-launches-targeted-attack-on-muslims-in-varanasi/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.11.2024

375 Voir : article de muslimmirror, UP : Muslim man beaten, forced to chant Jai Shri Ram in Meerut, alleges family in: https://muslimmirror.com/up-muslim-man-beaten-forced-to-chant-jai-shri-ram-in-meerut-alleges-family/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.12.2024

376 Voir : article de siasat, sur : Jharkhand : Burnt pages of Quran found near mosque; Hindus, Muslims condemn <https://www.siasat.com/jharkhand-burnt-pages-of-quran-found-near-mosque-hindus-muslims-condemn-2953735/>, récupéré le 15.01.2024

377 Voir : article de arabnews, Vandals strike Arab-owned Philly coffee shop prompted peaceful rally in support of owner, sur: <https://www.arabnews.com/node/2515726/media>, récupéré le 25.05.2024

378 Voir : article de fox32chicago, «Disrespectful, genocidal» : Global ire as Israeli soldier films himself 'urinating on Quran' sur: http://newarab.com/news/global-ire-israeli-soldier-films-himself-urinating-quran?utm_source=pocket_shared, Picture Source: https://x.com/ytirawi/status/1857911921988743459?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.11.2024

379 Voir : Article de APA, in Sweden approves Quran-burning rally ahead of Eurovision Song Contest: <https://en.apa.az/europe/sweden-approves-quran-burning-rally-ahead-of-eurovision-song-contest-435805>, récupéré le 10.05.2024

380 Voir : article de krone, Koran burning in Malmö shortly before Song Contest in : <https://www.krone.at/3362589>, récupéré le 10.05.2024

381 Voir : article de clarionindia, «Narsinghanand Makes Offensive Remarks Against Prophet Muhammad ; FIR Lodged» sur : https://clarionindia.net/narsinghanand-makes-offensive-remarks-against-prophet-muhammad-fir-lodged/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 10.10.2024

382 Voir : article de clarionindia, «“Encounter”, “Taste of Israel” : BJP MLAs Threaten Muslims Protesting Against Narsinghanand's Remarks on Prophet» sur : https://thewire.in/communalism/narsinghanand-bjp-dasna-ghaziabad-israel-encounter/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.10.2024

383 Voir : article de fox6now, “India implements ‘anti-Muslim’ 2019 citizenship law weeks before election” sur: <https://www.fox6now.com/news/cathedral-square-park-hate-crime-attack-women-plead-guilty/>, récupéré le 05.02.2024

384 Voir : article de nbcnews sur : Woman's hijab stolen at knife point near University of Washington in attack investigated as hate crime <https://www.nbcnews.com/news/crime-courts/womans-hijab-stolen-knife-point-university-washington-investigated-hate-crime-rcna139251>, récupéré le 25.02.2024

385 Voir : article de wmdt, «Civil Rights complaint filed after attack on 12-year-old muslim teen in Cambridge» sur : <https://www.wmdt.com/2024/05/civil-rights-complaint-filed-after-attack-on-12-year-old-muslim-teen-in-cambridge/>, récupéré le 15.07.2024

386 Voir : article de siasat, sur : Karnataka : Hindu classmates protest against girl wearing 'hijab'

<https://www.siasat.com/karnataka-hindu-classmates-protest-against-girl-wearing-hijab-2989346/>, récupéré le 20.03.2024

387 Voir : article de azcentral, «Lawyer says women begged for ‘humanity’ during ASU arrest, hijab removal» sur : <https://www.azcentral.com/story/news/local/arizona-education/2024/05/02/women-begged-for-humanity-during-asu-arrest-and-hijab-removal-lawyer-says/73521386007/>, récupéré le 05.05.2024

388 Voir : article de theobserverpost, Kolkata Professor Resigns Over ‘Harassment for Wearing Hijab’ sur: <https://theobserverpost.com/kolkata-professor-resigns-over-harassment-for-wearing-hijab/>, récupéré le 20.06.2024

389 Voir : article de lbc, «Shocking moment attacker pulls headscarves off Muslim women walking through London» sur : <https://www.lbc.co.uk/news/suspect-pulls-headscarves-off-muslim-women-walking-through-london/>, récupéré le 10.07.2024

390 Voir : article de nydailynews, «Man arrested for harassing girl, ripping off her hijab in Manhattan» sur : <https://www.nydailynews.com/2024/06/17/man-busted-for-harassing-girl-ripping-off-her-hijab-in-manhattan/>, récupéré le 20.07.2024

391 Voir : article de mirror, «Racist thugs surrounded young Muslim women and tried to pull off their scarves in ‘degrading’ assault» sur : http://mirror.co.uk/news/uk-news/racist-thugs-surrounded-young-muslim-33762714?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.10.2024

392 Voir : article de moroccoworldnews : «Muslim Woman in France Beaten in Islamophobic Attack for Wearing Hijab» sur : https://www.moroccoworldnews.com/2024/11/366665/muslim-woman-in-france-beaten-in-islamophobic-attack-for-wearing-hijab?utm_source=pocket_saves#-google_vignette, récupéré le 01.12.2024

Le Programme d'action décennal de l'OCI, adopté en 2005 lors du 3ème Sommet islamique extraordinaire tenu à La Mecque, Royaume d'Arabie saoudite, s'inscrivait dans une vision de modération pour le monde musulman. Conformément à ce Programme, l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI a également été créé, avec comme mandat de surveiller toutes les formes d'islamophobie, en faire rapport à tous les États membres et coopérer avec les gouvernements et les ONG en la matière. Dans le cadre de l'accomplissement de son mandat, l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI suit quotidiennement toutes les manifestations de l'islamophobie, en veillant à détecter la tendance et à tracer l'évolution périodique de la situation liée à l'islamophobie. Toutes ces informations sont présentées dans le présent rapport que l'Observatoire soumet aux honorables États membres.

